Avec l'expression de
toute ma reconnaissante
amitié. Je n'oublie pas
mon premier départ
à Londres pour le

ESSAIS
DE
PERSUASION

" Populaire " en 1920

Bien cordialement

H. Jacoby

23-2-33.

PRÉCÉDEMMENT PARU EN FRANCE

DU MÊME AUTEUR :

Les Conséquences économiques de la Paix, N. R. F., 1919.

Nouvelles Considérations sur les Conséquences de la Paix, Stock, 1922.

La Réforme Monétaire, Kra, 1924.

47679

J. M. KEYNES

ESSAIS DE PERSUASION

Traduit de l'anglais
par Herbert Jacoby

nrf

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Librairie Gallimard

S. P.

PRÉFACE

J'ai réuni les croassements de douze années, les croassements d'une Cassandre qui ne put jamais agir à temps sur les événements pour les prévenir. Le volume eût pu s'intituler « Essais de Prophétie et de Persuasion » car malheureusement nous fûmes plus prophète que persuasif. Mais ce fut dans le but de convaincre que ces essais furent écrits et ils constituèrent un effort pour influencer l'opinion. Beaucoup d'entre eux furent considérés à l'époque comme des propos excessifs, téméraires et insensés. Je pense que le lecteur qui les parcourra aujourd'hui reconnaîtra que cela tient davantage au fait qu'ils allaient directement à l'encontre de l'opinion et des sentiments courants de l'époque qu'à leur nature même. Tout au contraire je trouve lorsque je les relis — bien que je ne constitue pas un témoin impartial — qu'ils pèchent davantage par modération que par surestimation, si on les examine au jour des événements qui suivirent. Et cela s'explique facilement si l'on considère les conditions dans lesquelles ils furent écrits. Car j'écrivis beaucoup de ces pages en ayant malheureusement conscience du fait qu'une nuée de témoignages surgiraient contre moi, alors qu'il y en aurait peu

développement du raisonnement, ou ce qui a pu perdre de son intérêt avec le temps; mais nous n'avons rien changé dans les textes qui ont été conservés. Nous nous sommes efforcés de faire en sorte que les omissions ne soient pas de nature à faire pencher la balance de la discussion autrement que dans le texte original. Mais l'enquêteur scrupuleux, s'il s'en rencontre, trouvera à la dernière page de ce livre une table des matières avec renvoi pour chaque essai, à l'ouvrage dont il a été extrait, et où il pourra le retrouver dans sa forme intégrale.

J'ai cru devoir choisir cette date pour la publication de ce volume, parce qu'elle marque un point de transition. On parle d'une crise nationale. Mais ceci n'est pas exact pour la Grande-Bretagne, la crise aiguë est passée. Il y a une accalmie dans nos affaires. En cet automne de 1931, nous nous reposons sur un lac paisible entre deux chutes d'eau. L'essentiel est que nous ayons reconquis notre liberté de choisir. Presque personne en Angleterre aujourd'hui, ne croit au traité de Versailles ou à l'étalon-or d'avant-guerre, ou à la politique de Déflation. Ces batailles ont été gagnées — surtout grâce à la poussée irrésistible des événements et un peu seulement grâce à la lente usure des vieux préjugés. Mais la plupart d'entre nous n'ont encore qu'une idée très vague de ce que nous ferons à présent de notre liberté reconquise. Aussi aimerais-je invoquer le passé en quelque sorte pour rappeler au lecteur les événements que nous avons traversés, sous quel angle nous les vîmes alors, et la nature des fautes que nous avons commises.

Le 8 novembre 1931.

I

LE TRAITÉ DE PAIX

I

PARIS (1919).

La faculté de s'habituer aux phénomènes environnants est une particularité notable de l'humanité. Fort peu d'entre nous se rendent nettement compte que l'organisation économique par laquelle, durant le dernier demi-siècle, a vécu l'Europe occidentale, était essentiellement extraordinaire, instable, complexe, incertaine et temporaire. Nous tenons certains de nos avantages les plus particuliers et les plus transitoires pour naturels, permanents et dignes de foi. Nous traçons nos plans en conséquence. C'est sur cette base erronée et mouvante comme le sable que nous établissons nos projets d'amélioration sociale et que nous préparons notre programme politique, que nous donnons cours à nos haines et à nos ambitions personnelles, et que nous nous sentons capables d'entretenir et non de calmer la guerre civile au sein de la famille européenne. Poussé par une folle erreur et un égoïsme indifférent, le peuple allemand a bouleversé les fondements sur lesquels tous nous vivions et nous construisions. Mais les représentants de l'Angleterre et de la France courent le risque d'achever la ruine commencée par l'Allemagne. Leur paix, si elle est mise en application, affaiblira au lieu de le renforcer, l'organisme délicat et compliqué, déjà ébranlé et brisé par la guerre, qui seul peut faire travailler et vivre les peuples de l'Europe.

En Angleterre, l'aspect extérieur de l'existence ne

nous permet pas le moins du monde de nous rendre compte ou de sentir qu'une époque est morte. Nous nous pressons de reprendre le fil de notre vie au point même où nous l'avions laissé, avec cette seule différence que beaucoup d'entre nous semblent bien plus riches qu'auparavant. Là, où avant la guerre nous dépensions des millions, nous avons appris maintenant à dépenser des centaines de millions sans souffrance apparente. Il est évident que nous n'utilisions pas à l'extrême les moyens que nous fournissait la vie économique. C'est pourquoi nous ne cherchons pas seulement à revenir aux aises de 1914, mais à les développer et à les intensifier énormément. Toutes les classes tracent également leur ligne de conduite : les riches veulent dépenser davantage et moins épargner; les pauvres dépenser davantage et moins travailler.

Ce n'est probablement qu'en Angleterre (et en Amérique) qu'est possible pareille inconscience. Dans l'Europe occidentale le sol s'agite et nul néanmoins ne prend garde à ses grondements. Il ne s'agit pas seulement d'excès ou d'agitation ouvrière, mais de vie ou de mort, de famine ou d'existence. Ce sont peut-être là les convulsions effroyables d'une civilisation qui meurt.

Pour celui qui a passé à Paris la plus grande partie des six mois qui ont suivi l'armistice, une visite à Londres, de temps à autre, était une étonnante expérience. L'Angleterre est toujours restée hors d'Europe. Elle ne remarque pas les agitations silencieuses de l'Europe. L'Europe est à côté d'elle et l'Angleterre n'est pas un morceau de sa chair, un membre de son corps. Mais l'Europe forme un bloc compact : France, Allemagne, Italie, Autriche, Hollande, Russie, Roumanie et Pologne respirent à l'unisson. Leur structure, leur civilisation sont foncièrement une. Ensemble ces pays ont prospéré, ensemble ils ont été jetés dans une guerre en dehors de laquelle nous sommes économi-

quement restés (comme l'Amérique, mais à un moindre degré), malgré nos sacrifices et nos secours énormes; ensemble ils peuvent succomber. C'est là que se trouve la signification destructive de la paix de Paris. Si, à la fin de la guerre civile européenne, la France et l'Italie victorieuses abusent de leur pouvoir momentané pour détruire l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à présent abattues, elles appellent aussi leur propre destruction, par suite des liens cachés intellectuels et économiques qui les attachent d'une façon si forte et si inextricable à leurs victimes. En tout cas, un Anglais qui a pris part à la Conférence de Paris et a été pendant ce temps membre du Conseil suprême économique des Alliés, était forcé, — c'était pour lui une expérience toute nouvelle, — de devenir Européen par ses vues et ses soucis. Là, au cœur du système européen, ses préoccupations anglaises devaient largement disparaître devant d'autres spectres plus effrayants. Paris était un cauchemar et tout le monde y était mal à l'aise. Le sentiment d'une catastrophe imminente dominant la frivolité du spectacle, — la vanité et la petitesse de l'homme en face des grands événements, qui s'opposent à lui, — le sens confus et l'inexistence des décisions, — la légèreté, l'aveuglement, l'arrogance, les cris confus de l'extérieur, — tous les éléments de l'ancienne tragédie y étaient. En vérité, celui qui était assis au milieu des ornements théâtraux des salons officiels français pouvait se demander si les figures extraordinaires de Wilson et de Clemenceau, avec leur aspect et leurs signes distinctifs si marqués, étaient en réalité des visages véritables et non les masques tragicomiques de quelque drame ou de quelque guignol.

Les démarches faites à Paris avaient toutes cet air d'importance extraordinaire et d'insignifiance tout à la fois. Les décisions semblaient grosses de conséquences pour l'avenir de l'humanité, et cependant l'air murmurait alentour que le mot ne prenait pas corps et

qu'il était vain, sans valeur, sans effet et bien loin de la réalité. On avait fortement l'impression dépeinte par Tolstoï, dans *La guerre et la paix*, ou par Hardy, dans *Chedynastes*, d'événements poursuivant leur route vers leur conclusion fatale, sans être influencés ou touchés par la frénésie des hommes d'Etat réunis.

ESPRIT DES ANNÉES

Remarque que toute vue large et tout empire sur soi-même
Ont abandonné ces foules conduites à présent à la folie
Par la Négligence Immanente. Rien ici ne subsiste
Que l'esprit de vengeance parmi les forts,
Et parmi les faibles qu'une impuissante rage.

ESPRIT DE LA PITIÉ

Pourquoi la Volonté excite-t-elle une œuvre si insensée ?

ESPRIT DES ANNÉES

Je t'ai déjà dit qu'elle travaille inconsciemment
Dès qu'on a perdu le jugement.

II

CAPACITÉS DE PAIEMENT DE L'ALLEMAGNE EN MATIÈRE DE RÉPARATIONS (1919).

Il est clair que les possibilités d'avant-guerre de l'Allemagne de payer un tribut annuel à une nation étrangère n'ont pas laissé d'être affectées par la perte totale de ses colonies, de ses relations au delà des mers, de sa marine marchande et de ses biens à l'étranger; par la cession de 10 % de son territoire et de sa population, d'un 1/3 de son charbon et des 3/4 de son minerai de fer; par la perte de deux millions d'hommes jeunes; par la famine endurée quatre ans par son peuple; par le fardeau d'une lourde dette de guerre et la dépréciation de ses changes à moins de 1/7 de leur valeur antérieure; par la désagrégation de ses alliés et de leurs territoires; par la Révolution à l'intérieur; par le bolchevisme à ses portes; par la destruction immense de ses forces et de ses espérances; par quatre ans d'une guerre destructive terminée par la défaite.

On pense que tout cela est évident et cependant, toutes les espérances d'une grande indemnité sont fondées sur la supposition que l'Allemagne est en état de faire à l'avenir un commerce beaucoup plus important qu'il n'a jamais été.

Quant au chiffre global, le mode de paiement envisagé par le traité (qu'il ait lieu en nature ou en espèces, charbon, bois, produits colorants, etc.), n'a pas grande importance. Ce n'est en tout cas que grâce à ses expor-

tations que l'Allemagne pourra payer, et les moyens de porter la valeur de ses marchandises au compte Réparations, n'est en somme qu'une question de détail.

Nous nous perdrions dans le dédale des hypothèses, si nous n'en revenions pas jusqu'à un certain point aux principes initiaux et, toutes les fois que nous le pouvons, aux statistiques existantes. Il est certain que l'Allemagne ne peut assurer des paiements annuels qu'en diminuant ses importations et en augmentant ses exportations, c'est-à-dire en établissant à son profit une balance favorable qui est le meilleur moyen d'effectuer des paiements à l'extérieur. L'Allemagne peut, à la longue, payer en marchandises et en marchandises seulement, soit que ces marchandises soient livrées directement aux alliés, soit qu'elles soient vendues à des neutres et que les crédits neutres ainsi accrus soient cédés aux alliés. Le meilleur moyen d'évaluer l'étendue possible d'un tel procédé consiste dans l'examen du bilan commercial allemand d'avant-guerre. Ce n'est que sur la base d'une telle analyse, complétée par quelques données générales se rapportant à la productivité du pays que peuvent être établies rationnellement des hypothèses relatives à l'étendue maxima que peut atteindre l'excédent des exportations sur les importations.

En 1913, les importations de l'Allemagne s'élevaient à £ 538.000.000 et les exportations à £ 505.000.000, non compris le transit et le commerce des métaux précieux. Cela veut dire que les importations étaient supérieures aux exportations de £ 33.000.000 environ. Mais, d'après la moyenne des cinq années 1909-1913, cet excédent était supérieur et s'élevait à £ 74.000.000. Il s'ensuit donc que la totalité du solde d'avant-guerre de l'Allemagne servant à de nouveaux placements à l'étranger, provenait de l'intérêt des valeurs étrangères existantes et des bénéfices de sa navigation et de ses banques à l'étranger, etc. Comme ses biens à l'étranger et

sa marine marchande doivent à présent lui être confisqués, comme ses affaires de banque à l'étranger et ses autres ressources de revenus provenant du dehors, ont été détruites, il apparaît que, sur la base d'avant-guerre de ses importations et de ses exportations, l'Allemagne loin d'avoir un excédent qu'elle puisse affecter à ses paiements, n'aura même plus de quoi se suffire à elle-même. Sa première tâche doit donc être de modifier sa consommation et sa production, afin de couvrir ce déficit. Toutes les économies qu'elle pourra faire sur les marchandises importées, tout l'accroissement des exportations qu'elle pourra obtenir, serviront au règlement des Réparations.

Passons en revue les principaux articles d'exportation : (1) Fers usinés. En raison de la diminution des ressources allemandes, une augmentation nette des exportations semble impossible et une grande diminution probable. — (2) Machines. Un léger accroissement est possible. — (3) Houille et coke. La valeur des exportations nettes de l'Allemagne était, avant la guerre, de £ 22.000.000. Les alliés ont convenu qu'à présent, les exportations ne pouvaient dépasser un maximum de 20.000.000 de tonnes, sans compter un accroissement problématique, et en fait impossible, qui les porterait à 40.000.000 de tonnes dans l'avenir. Même sur la base de 20.000.000 de tonnes, nous n'obtenons en fait aucun accroissement important mesuré sur les prix d'avant-guerre; tandis que si ce chiffre est exigé, il en résultera une diminution bien plus sensible dans les exportations d'objets fabriqués dont la production nécessite l'emploi du charbon. — (4) Lainages. Une augmentation est impossible sans une importation accrue de laine brute, et si l'on tient compte des demandes de laine brute qui se font entendre de toute part, une diminution est possible. — (5) Cotonnades. La situation est la même que celle des lainages. — (6) Céréales. Il n'y a jamais eu et il ne pourra jamais y avoir d'excédent net des exportations.

— (7) Objets en cuir. La situation est la même que celle des lainages.

Nous avons maintenant examiné près de la moitié des exportations d'avant-guerre de l'Allemagne, et nulle marchandise négligée par nous ne représente plus de 3 % du total. Quelles sont donc les richesses qui serviront au paiement? Les produits colorants? Leur valeur totale, en 1913, était £ 10.000.000. Les jouets? la potasse? — les exportations en 1913 n'atteignaient pas la somme de £ 3.000.000. Et à supposer que certaines marchandises puissent être indiquées, sur quels marchés seraient-elles vendues? — si elles doivent, comme nous le pensons, se chiffrer non par dizaines, mais par centaines de millions de livres sterling par an.

Du côté des importations, l'on peut plutôt espérer davantage. En abaissant les conditions d'existence on peut obtenir une diminution notable des dépenses d'importation. Mais, comme nous l'avons déjà vu, il est impossible de réduire certains chapitres importants sans réagir par là même et dans le même sens sur la masse des exportations.

Fixons maintenant nos hypothèses à un chiffre aussi élevé qu'il peut l'être sans être ridicule. Supposons que d'ici quelque temps l'Allemagne puisse, en dépit du resserrement de ses ressources, de ses facilités, de ses marchés, accroître ses exportations et réduire ses importations, au point d'obtenir un solde commercial de £ 100.000.000 évalué du prix d'avant-guerre. Cette situation lui servira d'abord à régler le solde contraire qui se mesurait en moyenne pendant les cinq années qui précédèrent la guerre, par £ 74.000.000, mais nous admettons que, déduction faite de ces frais, il reste à l'Allemagne un solde favorable de £ 50.000.000. Si nous le doublons pour faire la part de la hausse des prix, nous obtenons le chiffre de £ 100.000.000. En tenant compte des facteurs politiques, sociaux, humains, aussi bien que purement économiques, nous ne pensons

pas que l'on puisse forcer l'Allemagne à payer annuellement cette somme durant trente ans; mais il ne serait pas absurde d'assurer ou d'espérer qu'on le pourra.

Un tel chiffre, donnant 5 % d'intérêt et 1 % pour le remboursement du capital représente une somme ayant la valeur actuelle de £ 1.700 millions environ.

Nous en arrivons donc à cette conclusion finale que, en tenant compte de tous les moyens de règlement, — richesses immédiatement cessibles, propriété cédée et tribut annuel, — la capacité de paiement de l'Allemagne est fixée au chiffre maximum de £ 2 milliards. Dans les circonstances actuelles, nous ne pensons pas que l'Allemagne puisse payer autant.

Nous ne voyons qu'un chapitre à ajouter aux chiffres obtenus plus haut : de la main-d'œuvre allemande pourrait être transportée dans les régions libérées et affectée au travail de reconstruction. Nous avons entendu dire qu'un plan de cet ordre était en préparation. La contribution additionnelle qui pourrait être ainsi obtenue dépend du nombre des travailleurs que le Gouvernement allemand parviendrait à maintenir dans cette voie et également du nombre que, durant un certain laps de temps, les habitants belges et français voudraient bien garder parmi eux. En tout cas il serait fort difficile d'employer au travail de reconstruction, même pendant une certaine période, une main-d'œuvre importée représentant une valeur actuelle de £ 250.000.000. Du reste, ce système ne se présenterait pas en pratique comme une adjonction nette à la contribution annuelle obtenue par d'autres moyens.

Des capacités évaluées à £ 8 milliards ou même à £ 5 milliards sont donc au delà des limites du possible. C'est à ceux qui pensent que l'Allemagne peut payer annuellement des centaines de millions sterling de dire en *quelles matières déterminées* seront effectués ces règlements, et *sur quels marchés* ces marchandises pourront

être vendues. Tant qu'ils n'entrent pas tant soit peu dans le détail, tant qu'ils ne produisent pas d'arguments palpables à l'appui de leurs conclusions, ils ne méritent pas d'être crus.

Nous ne posons que trois conditions, qui n'affectent nullement, quant au but à atteindre immédiatement, la force de notre argumentation.

Premièrement : Si les Alliés voulaient « entretenir » le commerce et l'industrie de l'Allemagne pendant cinq ou six ans, consentir à ce pays de larges prêts, lui fournir des navires, des matières premières, des vivres, lui ouvrir des marchés; s'ils voulaient consacrer leurs ressources et leur bonne volonté à en faire une des nations les plus industrielles de l'Europe, sinon du monde, ils pourraient sans doute obtenir une indemnité bien plus considérable, car l'Allemagne est susceptible d'une très grande productivité.

Secondement : En faisant nos évaluations en monnaie, nous n'envisageons pas de bouleversements du pouvoir d'achat de l'unité de valeur. Si la valeur de l'or devait tomber à la moitié ou au dixième de ce qu'elle est à présent, la charge de l'indemnité, évaluée en or, serait réduite en proportion. Si un souverain d'or en arrivait à valoir ce que vaut un shilling, l'Allemagne pourrait payer en souverains une somme bien supérieure à celle que j'ai mentionnée.

Troisièmement : Nous supposons qu'il n'y aura pas de bouleversement dans le rendement accordé par la nature et la matière au travail humain. Il n'est pas *impossible* que les progrès de la science mettent à notre portée des méthodes et des stratagèmes qui élèveraient énormément le niveau de l'existence, et que la quantité des objets produits ne représente plus qu'une portion de l'effort humain qu'elle représente aujourd'hui. Dans ce cas, les « possibilités » seraient partout transformées. Mais le fait que tout est *possible* ne nous autorise pas à parler sottement.

Il est vrai qu'en 1870, nul ne pouvait dire qu'elles seraient les forces de l'Allemagne en 1910. Nous ne pouvons même pas espérer légiférer pour une génération ou davantage. Les changements qui se produisent au cours des siècles dans la condition économique de l'homme, la facilité avec laquelle les prévisions humaines sont sujettes à l'erreur, peuvent aussi bien nous abuser dans un sens que dans un autre. Nous ne pouvons pas, si nous sommes sensés, faire mieux qu'établir notre politique sur les certitudes que nous avons, et que l'adapter aux cinq ou dix années sur lesquelles nous pouvons nous croire autorisés à faire des prévisions. Et nous n'avons pas tort, si nous laissons de côté les hasards extrêmes de la vie humaine et les bouleversements qui modifient la nature et les rapports de l'homme avec elle. Ce n'est pas parce que nous n'avons pas une connaissance suffisante des moyens de paiement que peut avoir l'Allemagne durant une longue période, que nous sommes autorisés (comme nous l'avons entendu dire) à déclarer qu'elle peut payer des dizaines de milliards de livres.

Pourquoi le monde a-t-il été si confiant dans les mensonges des politiciens? S'il faut une explication, nous attribuons en partie cette crédulité aux influences suivantes.

En premier lieu, les grandes dépenses de guerre, l'augmentation des prix, la dépréciation de la monnaie, tout cela mettant l'unité de valeur dans une position absolument instable, nous a fait perdre tout sens de la quantité et de la grandeur en matière financière. Ce que nous pensions être les limites du possible a été si largement dépassé, ceux qui fondaient leurs prévisions sur le passé se sont si fréquemment trompés, que le premier venu est prêt à croire tout ce qu'on lui dira avec une apparence d'autorité, et que, plus le chiffre est énorme, plus il l'accepte aisément.

Mais ceux qui examinent le sujet plus profondément

sont souvent trompés par une erreur qui semble plus raisonnable. Tel peut établir ses conclusions en distinguant l'excédent de la production de l'Allemagne de l'excédent de ses exportations. Helfferich, en 1913, estimait l'accroissement annuel de la richesse allemande entre £ 400.000.000 et £ 425.000.000 (non compris l'accroissement de la valeur monétaire du sol et de la propriété existant déjà). Avant la guerre, l'Allemagne dépensait de £ 50.000.000 à £ 100.000.000 en armements, dont elle peut à présent se dispenser. Pourquoi, par conséquent, ne paierait-elle pas aux Alliés une somme annuelle de £ 500.000.000? Ainsi posé, l'argument se présente sous sa forme la plus forte et la plus favorable.

Cependant il contient deux erreurs. Tout d'abord, après ce qu'a souffert l'Allemagne dans la guerre et par suite de la paix, ses économies annuelles seront loin d'être ce qu'elles étaient auparavant, et si elles sont saisies année par année, elles n'atteindront jamais leur niveau précédent. L'Alsace-Lorraine, la Pologne, la Haute-Silésie, maintenant perdues, ne figuraient pas pour moins de £ 50.000.000 dans l'accroissement des richesses. L'Allemagne tirait sans doute de sa marine, de ses placements à l'étranger, de ses affaires de banque et de ses relations à l'extérieur, £ 100.000.000 environ, et tout cela lui a été pris. L'économie qu'elle réalise sur les armements est largement contrebalancée par les charges annuelles que lui imposent les Pensions, qui se montent à £ 250.000.000 [1] et représentent une véritable diminution de productivité. Nous pouvons mettre de côté le fardeau de la dette intérieure, — 240 milliards de marks, — en considérant qu'il intéresse plus la

1. La conversion au pair de 5 milliards de marks augmente, par suite de la dépréciation actuelle du mark, la charge monétaire que constitue le paiement des pensions, mais non, selon toutes probabilités, la diminution de productivité résultant des pertes humaines.

répartition interne que la production. Mais nous devons tenir compte de la dette extérieure contractée par l'Allemagne durant la guerre, de l'épuisement de son stock de matières premières, de l'affaiblissement de son troupeau, de la décroissance de la production de son sol, par suite du manque d'engrais et de main-d'œuvre, de la diminution de sa richesse résultant de l'absence des réparations et des renouvellements nécessaires durant près de cinq ans. L'Allemagne n'est plus aussi riche qu'avant la guerre, et les motifs que nous venons d'examiner, — les autres éléments une fois mis à part, — réduisent ses économies annuelles d'une somme qui ne peut être évaluée à moins du dixième de ce qu'elles étaient, soit £ 40.000.000.

Ces facteurs ont déjà ramené l'excédent annuel de l'Allemagne à moins de £ 100.000.000. C'est ce chiffre que, sur d'autres bases, nous avions obtenu comme devant être le maximum de ses paiements annuels. Et si l'on nous répond que nous n'avons pas fait la part de l'abaissement des conditions de vie et de la diminution des satisfactions qui peuvent être raisonnablement imposées à un ennemi vaincu, il reste toujours une erreur fondamentale dans le système d'évaluation. Un excédent annuel, disponible pour des dépenses intérieures ne peut être transformé en un excédent disponible pour l'exportation qu'à la suite de modifications radicales des travaux accomplis. Le travail qui rend des services utiles à l'intérieur de l'Allemagne peut ne pas trouver de débouché dans le commerce extérieur. Et nous sommes ramenés à la question qui se présentait à nous lors de notre examen des exportations, — dans *quelles* exportations la main-d'œuvre allemande trouvera-t-elle un débouché largement accru? On ne peut faire passer le travail sur de nouvelles voies qu'avec une diminution de productivité et des grandes dépenses de capitaux. L'excédent annuel que la main-d'œuvre allemande peut produire en vue d'améliorations inté-

rieures, ne peut pas servir de mesures, ni en théorie, ni en pratique, au tribut qu'elle peut payer à l'étranger.

Nous ne pouvons quitter ce sujet en ayant l'air de croire qu'il ne dépend que de nos engagements et que de phénomènes économiques. Une politique qui réduirait à la servitude toute une génération de l'Allemagne, qui avilirait la vie de millions d'êtres humains, qui priverait de bonheur toute une nation, serait odieuse et abominable, — odieuse et abominable, même si elle nous enrichissait, même si elle ne semait pas la ruine de la vie civilisée de l'Europe entière. Certains la préconisent au nom de la Justice. Au milieu des grands événements de l'histoire humaine, au milieu du déroulement du destin complexe des nations, la justice n'est pas si simple. Et à supposer qu'elle le soit, les nations ne sont pas autorisées par la religion ou la morale naturelle, à punir les enfants de leurs ennemis des crimes de leur père ou de leurs maîtres.

III

PROPOSITIONS EN VUE DE LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE (1919).

1. — *La révision des Traités.*

Existe-t-il quelque moyen constitutionnel de modifier le traité? Le président Wilson et le général Smuts, qui pensent que le covenant de la Société des Nations compense beaucoup des défauts du traité, ont indiqué que nous devons compter sur la Ligue pour assurer l'évolution progressive qui instaurera une existence meilleure en Europe. « Il y a des règlements territoriaux, écrivait le général Smuts, dans sa déclaration lors de la signature de la paix, qui ont besoin d'être modifiés. Des garanties ont été fixées que nous espérons bientôt voir hors de rapport avec le caractère pacifique et le désarmement de nos anciens ennemis. Il y a des punitions prévues sur lesquelles, quand les passions seront calmées, l'on préfèrera passer l'éponge de l'oubli. Il y a des indemnités stipulées qui ne peuvent pas être appliquées sans nuire gravement au rétablissement industriel de l'Europe et qu'il sera de l'intérêt de tous de rendre plus modérées et plus supportables... J'ai confiance que la Société des Nations sera la voie par laquelle l'Europe échappera aux ruines causées par cette guerre. » Sans la Société des Nations, déclarait le président Wilson au Sénat, en lui présentant le traité en juillet 1919, « le contrôle durable de l'œuvre des Réparations que l'Allemagne s'engage à accomplir durant la période

qui vient, ne peut absolument pas jouer; sans la Sociétés des Nations, le nouvel examen et la révision des dispositions administratives et des prohibitions prescrites par le traité mais reconnues comme ne devant pas être longtemps avantageuses et justes, ne pourraient pas être pratiquées ».

Pouvons-nous espérer obtenir du fonctionnement de la Ligue les avantages que deux de ses principaux auteurs nous conseillent d'en attendre? Le passage répondant à cette question se trouve dans l'article XIX du Pacte et se lit comme suit :

« L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde. »

Mais, hélas! l'article V décide : « Sauf disposition expressément contraire du présent Pacte, les décisions de l'Assemblée ou du Conseil sont prises à l'unanimité des membres représentés à la réunion. » Cette disposition ne fait-elle pas de la Société, en ce qui concerne une révision prochaine des termes du traité de paix, un corps qui ne sera bon qu'à perdre du temps? Si tous les signataires sont unanimement d'avis que le traité doit être modifié dans un sens particulier, ils n'ont pas besoin de la Ligue et du Pacte pour accomplir le travail. Même lorsque l'Assemblée de la Société est unanime, elle ne peut que « conseiller » un nouvel examen à ses membres spécialement intéressés.

Mais la Ligue, disent ses partisans, agira par son influence sur l'opinion publique mondiale et les vues de la majorité, auront en fait un poids décisif, bien que constitutionnellement elles n'aient aucun pouvoir. Espérons qu'il en sera ainsi. Mais craignons cependant que la Société ne devienne entre les mains des habiles diplomates européens un instrument incomparable d'obstruction et de retards. La révision des traités est

confiée, non au Conseil qui se réunit fréquemment, mais à l'Assemblée qui se réunira plus rarement et deviendra, comme le savent tous ceux qui ont l'expérience des grandes conférences interalliées, une assemblée délibérante, lourdement polyglotte, dans laquelle les plus grandes résolutions et les arrangements les meilleurs pourront échouer en face d'une opposition favorable au *statu quo*. En fait, il y a dans le pacte deux dispositions désastreuses, — l'article V qui réclame l'unanimité et l'article X si critiqué, par lequel « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les membres de la Société ». Ces deux articles détruisent, en quelque sorte, la conception de la Ligue, envisagée comme instrument de progrès et lui donnent dès le début un penchant presque fatal pour le *statu quo*. C'est eux qui ont rallié à la Société quelques-uns de ses premiers opposants, qui espèrent maintenant faire d'elle une autre Sainte-Alliance, pour le maintien de la ruine économique de leurs ennemis et de la balance des forces qu'ils croient avoir établi à leur avantage par le traité de paix.

Mais tandis qu'il serait absurde de nous cacher à nous-mêmes, dans l'intérêt de « l'idéalisme », les difficultés véritables de la révision des traités, il n'y a pas de raison pour aucun de nous de mépriser la Société, que la sagesse du monde peut encore transformer en un puissant instrument de paix, et qui, par ses articles XI-XVII [1] a déjà accompli une œuvre grande et utile.

1. Ces articles qui donnent des garanties contre la guerre entre les membres de la Société et aussi entre ceux qui sont membres et ceux qui ne le sont pas sont l'œuvre la plus solide du Pacte. Ils rendent réellement moins probable entre les grandes puissances organisées une guerre telle que celle de 1914. Cela seul doit gagner les hommes à l'idée de la Société des Nations.

Nous reconnaissons donc que nos premières tentatives de révision doivent se faire par l'intermédiaire de la Société, plutôt que par tout autre moyen. Nous pouvons espérer que la force de l'opinion générale et, si besoin est, les mesures et les encouragements financiers suffiront à empêcher une minorité récalcitrante d'exercer son veto. Nous avons confiance que les nouveaux Gouvernements, dont nous prévoyons l'établissement dans les principaux pays alliés, seront plus sages et plus généreux que leurs prédécesseurs.

Nous n'avons pas l'intention d'entrer ici dans le détail ou de tenter une révision paragraphe par paragraphe. Nous nous bornerons à indiquer trois grands changements nécessaires à la vie économique de l'Europe. Ils portent sur les Réparations, la houille et le fer, les tarifs douaniers.

Réparations. — Si la somme demandée par les Alliés est moindre que celle à laquelle ils ont droit en vertu de la stricte interprétation de leurs engagements, il n'est pas nécessaire d'en spécifier les articles ou d'en discuter la composition. Nous proposons donc le règlement suivant :

1° Le total des paiements qui seront faits par l'Allemagne à titre de réparations et en vue de l'entretien des armées d'occupation, doit être fixé à £ 2 milliards.

2° La livraison de la marine marchande et des câbles sous-marins, d'après le traité, du matériel de guerre d'après l'armistice, des biens d'Etat sis dans les territoires cédés, des créances de l'Allemagne vis-à-vis de ces territoires en ce qui concerne la dette publique et vis-à-vis de ses anciens alliés, doit être évaluée en bloc à la somme de £ 500 millions, sans aucune tentative d'estimation des articles particuliers.

3° Le reliquat de £ 1.500 millions ne portera pas intérêts durant son paiement qui sera effectué par l'Allemagne en trente versements annuels de £ 50 millions, commençant en 1923.

4° La commission des Réparations sera dissoute, ou s'il lui reste quelque devoir à remplir, deviendra une dépendance de la Société des Nations et comprendra des représentants de l'Allemagne et des Etats neutres.

5° L'Allemagne sera libre d'effectuer ses versements annuels de la façon qui lui conviendra, toute plainte motivée par la non exécution de ses obligations étant portée devant la Société des Nations. Par conséquent, il ne sera plus procédé à aucune expropriation des nationaux allemands à l'étranger, sauf dans le cas où il est nécessaire de solder les obligations privées allemandes par le produit de ces biens déjà liquidés ou entre les mains des séquestres et des gardiens de la propriété ennemie dans les pays alliés et aux Etats-Unis. En particulier l'article 260 (qui s'occupe de l'expropriation des Allemands intéressés dans des entreprises d'utilité publique), doit être abrogé.

6° Nulle tentative ne sera faite pour obtenir des Réparations de la part de l'Autriche.

Charbon et fer. — 1° Les options des Alliés sur le charbon (annexe V) doivent être abandonnées, mais l'obligation pour l'Allemagne de compenser la perte résultant pour la France de la destruction des mines de charbon, doit être maintenue. Néanmoins cette obligation tomberait dans le cas où l'Allemagne serait privée du charbon de la Haute-Silésie par le règlement définitif qui suivra le plébiscite.

2° Les dispositions relatives à la Sarre doivent être maintenues, mais d'une part, l'Allemagne ne doit pas être créditée de la valeur des mines, et d'autre part elle doit rentrer en possession à la fois des mines et du territoire, sans frais et sans conditions, au bout de dix années. Mais ce système dépendrait d'un accord par lequel la France consentirait, durant la même période, à fournir à l'Allemagne 50 % au moins du minerai de fer lorrain qui, avant la guerre, passait de Lorraine en Allemagne proprement dite, en échange de quoi l'Allemagne s'en-

gagerait à livrer à la Lorraine une quantité de charbon égale au total précédemment expédié d'Allemagne proprement dite en Lorraine, déduction faite de la production de la Sarre.

3° Les dispositions relatives à la Haute-Silésie doivent subsister. Par conséquent, un plébiscite doit avoir lieu, et la décision définitive sera prise par les principales puissances alliées et associées « en tenant compte du vœu exprimé par les habitants, ainsi que de la situation économique et géographique des localités ». Mais les alliés doivent déclarer qu'à leur avis « les conditions économiques » réclament le rattachement des districts houillers, sauf si les désirs de la population sont expressément contraires.

Tarifs. — Une union libre-échangiste doit être constituée sous les auspices de la Société des Nations et comprendre les Etats qui s'engagent à ne soumettre à aucun tarif protectionniste [1] les produits des autres membres de l'Union. L'Allemagne, la Pologne, les Etats nouveaux qui formaient les Empires austro-hongrois et ottoman, doivent faire partie obligatoirement de cette union, pendant dix ans, après lesquels l'adhésion deviendra facultative. L'adhésion des autres Etats sera facultative dès le début. Mais il faut espérer que le Royaume-Uni sera, en tout cas, un des premiers membres de l'Union.

1. On pourrait aussi définir un « tarif protectionniste » qui permettrait (a) la prohibition totale de certaines importations, (b) l'imposition de tarifs somptuaires ou autres sur les marchandises non produites sur le territoire national, (c) l'imposition de tarifs qui ne seraient pas plus de cinq pour cent supérieurs aux droits équivalents frappant des marchandises similaires produites à l'intérieur du pays, (d) les droits d'exportation. En outre, des exceptions spéciales pourraient être accordées par la majorité des membres de l'Union. On pourrait laisser disparaître progressivement, par des diminutions égales réparties sur les cinq ans qui suivraient l'adhésion d'un Etat à l'Union, les droits qui existaient cinq ans avant cette adhésion.

En fixant le montant des réparations à un chiffre compatible avec la capacité de paiement de l'Allemagne, nous rendons possible la renaissance de l'espérance et de l'esprit d'entreprise à l'intérieur de ce pays, nous évitons les occasions d'oppression résultant des clauses du traité qui ne peuvent être exécutées, et nous rendons inutiles les pouvoirs insupportables de la Commission des Réparations.

Par la modération des clauses relatives directement ou indirectement au charbon et par l'échange du minerai de fer, nous laissons subsister la vie industrielle de l'Allemagne et nous limitons la diminution de productivité qui résulterait de l'obstacle mis par les frontières politiques à la localisation naturelle de l'industrie métallurgique.

Par l'Union libre-échangiste que nous proposons, nous retrouvons une partie de la perte de l'organisation et du rendement économique qui résulterait sans cela de la création des multiples frontières politiques entre des Etats nationalistes, avides, jaloux, trop jeunes et économiquement incomplets. Les frontières économiques étaient supportables, tant que quelques puissants empires englobaient un immense territoire. Elles ne pourront plus l'être lorsque les Empires allemand, austro-hongrois, russe et ottoman, se seront divisés en quelques vingtaines d'Etats indépendants. Une Union libre-échangiste comprenant toute l'Europe Centrale, Orientale, Sud-Orientale, la Sibérie, la Turquie et, nous l'espérons, le Royaume-Uni, l'Egypte et l'Inde, peut faire autant pour la paix et la prospérité du monde que la Société des Nations elle-même. On peut espérer que la Belgique, la Hollande, la Scandinavie et la Suisse adhèreront rapidement. Et les amis de la France et de l'Italie désirent vivement que ces pays donnent aussi leur adhésion.

On nous objectera sans doute que de telles dispositions tendent en somme à réaliser l'ancien rêve alle-

mand de la Mittel-Europa. Si les autres pays étaient assez stupides pour rester en dehors de l'Union et laisser tous ces avantages à l'Allemagne, il y aurait quelque vérité dans cette critique. Mais c'est un système économique auquel chacun a le moyen d'appartenir et qui ne donne aucun avantage spécial à quiconque ne peut pas être accusé de vouloir créer des privilèges et d'avoir des projets impérialistes d'exclusion vis-à-vis de certains. Notre attitude en face de ces objections doit être déterminée par nos sentiments et nos idées relativement à l'avenir des relations internationales et à la paix du monde. Si nous admettons qu'il ne faut pas accorder à l'Allemagne pendant au moins une génération, la moindre part de prospérité, si nous admettons que nos récents alliés sont tous des anges radieux et tous nos récents ennemis, Allemands, Autrichiens, Hongrois, etc., sont les fils du démon; si nous admettons qu'année par année il faut appauvrir l'Allemagne, faire mourir de faim et épuiser ses enfants et l'entourer d'un cercle d'ennemis, — alors nous repousserons toutes les propositions contenues dans ce chapitre et en particulier celles qui permettraient à l'Allemagne de recouvrer une partie de sa prospérité matérielle antérieure, et de trouver des moyens d'existence pour la population industrielle de ses villes. Mais, si les démocraties de l'Europe Occidentale adoptent et si les Etats-Unis entretiennent cette opinion sur les nations et sur les relations des Etats entre eux, le ciel nous vienne en aide! Si nous visons délibérément à l'appauvrissement de l'Europe Centrale, la revanche, nous pouvons le prédire, ne se fera pas attendre. Rien alors ne pourra retarder, entre les forces de réaction et les convulsions désespérées de la Révolution, la lutte finale devant laquelle s'effaceront les horreurs de la dernière guerre et qui détruira, quel que soit le vainqueur, la civilisation et le progrès de notre temps. Même si ce résultat nous trompe, ne devons-nous pas recher-

cher quelque chose de mieux, penser que la prospérité et le bonheur d'un Etat créent le bonheur et la prospérité des autres, que la solidarité des hommes n'est pas une fiction et que les nations doivent toujours traiter les autres nations comme leurs semblables?

Les modifications que nous avons présentées plus haut pourraient permettre aux populations industrielles de l'Europe de continuer à gagner leur vie. Mais elles ne sont pas suffisantes. La France, en particulier, y perdrait, en principe (en principe seulement, car elle ne pourra jamais obtenir satisfaction de ses réclamations actuelles) et il faut lui trouver d'autres moyens d'échapper à ses difficultés. Par conséquent, nous émettons à présent des propositions relatives au règlement des dettes des Alliés et de l'Amérique entre eux et à la création d'un crédit suffisant pour permettre à l'Europe de rétablir son stock de capital circulant.

II

2. — *Le règlement des dettes interalliées.*

Nous avons considéré les clauses du chapitre des réparations, en proposant leur révision, par rapport seulement à l'Allemagne. Mais l'honnêteté exige qu'une telle réduction soit accompagnée d'une réadaptation de la répartition des frais entre les Alliés eux-mêmes. Toutes les déclarations publiques de nos hommes d'Etat durant la guerre, combinées avec d'autres considérations, demandent incontestablement que les régions dévastées par l'invasion aient le droit d'être indemnisées les premières. Tandis que c'était là un des objets pour lesquels nous déclarions combattre, le recouvrement des allocations n'a jamais été compris dans nos buts de guerre. Nous proposons, par conséquent, que, par nos actes, nous nous montrions sincères et de bonne foi et que la

Grande-Bretagne abandonne toutes ses réclamations relatives à un paiement en argent, en faveur de la Belgique, de la Serbie et de la France. L'intégralité des versements accomplis par l'Allemagne serait donc affectée en premier lieu à la réparation des dommages causés aux nations et aux provinces qui ont souffert de l'invasion ennemie. Nous pensons que la somme de £ 1.500.000.000 ainsi utilisable suffirait à payer complètement les frais réels de la reconstruction. En outre, c'est seulement en mettant de côté ses propres revendications que la Grande-Bretagne peut demander, les mains nettes, la révision du traité, et laver son honneur de la violation de foi dont elle porte la principale responsabilité, par suite de la politique dans laquelle les élections générales de 1918 ont engagé ses représentants.

Le problème des Réparations ainsi liquidé, il est possible d'étudier de meilleure grâce et avec de plus grandes chances de succès deux autres propositions financières qui comportent toutes deux un appel à la générosité des Etats-Unis.

La première tend à l'annulation complète de la dette interalliée (c'est-à-dire de la dette des Gouvernements des Puissances alliées et associées), contractée en vue de la poursuite de la guerre. Cette proposition, déjà exposée dans certains milieux, est une de celles que nous considérons comme essentielles à la prospérité future du monde. Ce serait un acte de prévoyance politique pour le Royaume-Uni et les Etats-Unis, les deux puissances principalement intéressées, de l'adopter. Les sommes comprises sont approximativement indiquées dans le tableau suivant [1] :

Ainsi, le volume total de la dette interalliée, à supposer que les prêts consentis par un allié ne soient pas

1. Les chiffres figurant dans ce tableau ne sont sans doute pas absolument exacts dans le détail, mais ils suffisent à notre argumentation.

Prêts consentis	Par les Etats-Unis	Par le Royaume-Uni	Par la France	Total
	£	£	£	£
Au Royaume-Uni............	842.000.000	—	—	842.000.000
A la France........	550.000.000	508.000.000	—	1.058.000.000
A l'Italie..........	325.000.000	467.000.000	35.000.000	827.000.000
A la Russie........	38.000.000	568.000.000[1]	160.000.000	766.000.000
A la Belgique......	80.000.000	98.000.000[2]	90.000.000	268.000.000
A la Serbie et à la Yougo-Slavie.....	20.000.000	20.000.000[2]	20.000.000	60.000.000
Aux autres alliés....	35.000.000	79.000.000	50.000.000	164.000.000
Total.........	1.900.000.000[3]	1.740.000.000	355.000.000	3.995.000.000

compensés par les emprunts faits à un autre, se monte à près de 4 milliards de livres sterling. Les Etats-Unis n'ont été que prêteurs. Le Royaume-Uni a prêté environ deux fois plus qu'il n'a emprunté. La France a emprunté environ trois fois plus qu'elle n'a prêté. Les autres alliés n'ont été qu'emprunteurs.

Si toute la dette interalliée était réciproquement annulée, le résultat net sur le papier (c'est-à-dire en supposant que tous ces emprunts soient bons) serait l'abandon par les Etats-Unis de £ 2 milliards et par le Royaume-Uni de £ 900.000.000 environ. La France gagnerait £ 700.000.000 et l'Italie £ 800.000.000. Mais ces chiffres exagèrent la perte du Royaume-Uni et atténuent le gain de la France, car une large part des prêts consentis par ces pays ont été accordés à la Russie et par nul effort d'imagination ils ne peuvent être considérés comme valables. Si l'on considérait que les prêts faits par le Royaume-Uni à ses alliés, valent 50 % de leur valeur entière (c'est une supposition arbitraire mais plausible que le Chancelier de l'Echiquier a considérée plus d'une fois comme aussi bonne qu'une autre en vue du règlement du solde national), l'opération ne causerait au pays ni gain ni perte. Mais dans quelque sens que se traduise le résultat sur le papier, le soulage-

ment que causerait une telle liquidation serait très considérable. C'est donc aux Etats-Unis que la proposition demande d'être généreux.

D'après la connaissance très approfondie que nous avons des relations entretenues durant la guerre entre les Trésors anglais, américains et alliés en général, nous pensons qu'il y a là un acte de générosité que nous pouvons parfaitement réclamer, pourvu que l'Europe, à un autre point de vue, essaye honnêtement, non de continuer la guerre, économiquement ou d'une autre façon, mais d'accomplir la reconstruction de tout le Continent. Les Etats-Unis ont fait, proportionnellement à leur fortune, des sacrifices financiers infiniment plus faibles que ceux des Etats européens. Il pouvait difficilement en être autrement. La lutte était foncièrement européenne et le Gouvernement des Etats-Unis n'aurait pas pu se justifier devant ses citoyens d'avoir dépensé, pour y prendre part, toutes les forces de la nation. Après leur entrée dans la guerre, les Etats-Unis prodiguèrent à l'Europe des secours illimités, et sans cette assistance, même si l'on ne tient pas compte de l'influence décisive jouée par l'arrivée des troupes américaines, les Alliés n'auraient jamais pu gagner la guerre.

Mais en parlant ainsi de l'assistance financière américaine, nous faisons la supposition tacite, — les Etats-Unis l'ont faite sans doute aussi, — que cette assistance ne ressemblait en rien à un placement. Si l'Europe doit rembourser les 2 milliards de livres qu'elle a reçus des Etats-Unis, avec des intérêts composés de 5 %, le sujet prend un caractère tout différent. Si les avances de l'Amérique doivent être regardées sous ce jour, ses sacrifices financiers ont vraiment été très faibles.

Si un règlement tel que le nôtre n'est pas proposé maintenant, la guerre se sera terminée dans un enchevêtrement de lourds tributs payables d'allié à allié, et

le montant total de ces charges dépassera sans doute la somme qui pourra être obtenue de l'ennemi. La guerre se sera terminée par ce résultat insupportable qui forcera les alliés à se payer les uns aux autres des indemnités, au lieu d'en recevoir de l'ennemi.

Pour ce motif, la question de la dette interalliée est intimement liée aux sentiments profonds que ressentent les peuples alliés d'Europe au sujet des indemnités, — sentiments qui ne sont pas fondés sur une évaluation raisonnable des capacités réelles de l'Allemagne, mais sur la juste appréciation de l'intolérable situation financière où se trouveront ces pays à moins qu'elle paie. Prenons par exemple l'Italie. Si l'on attend de l'Italie qu'elle paie £ 800.000.000, l'Allemagne peut et doit à coup sûr payer bien davantage. Mais s'il est décidé (comme il le faut), que l'Autriche n'aura rien à payer, n'est-il pas insupportable de voir l'Italie chargée d'un fardeau écrasant, auquel échappera l'Autriche? Ou, pour exposer cela d'une façon un peu différente, comment peut-on attendre que l'Italie se résigne à payer cette grosse somme, tandis que la Tchéco-Slovaquie ne paiera pour autant dire rien? A l'autre bout de l'échelle, il y a le Royaume-Uni. Là la situation financière est différente, puisque ce n'est pas la même chose de demander £ 800.000.000 à l'Italie ou à nous. Mais le principe est le même. Si nous devons nous considérer comme satisfaits, sans obtenir pleine compensation de l'Allemagne, ne pourrons-nous pas protester amèrement contre les paiements que nous devrons faire aux Etats-Unis? Nous devons, dira-t-on, nous contenter d'une créance sur les biens banqueroutiers de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Russie, tandis que les Etats-Unis ont un privilège de premier ordre contre nous. La France est dans une situation au moins aussi impressionnante. Elle peut à peine obtenir pleine réparation de l'Allemagne pour la destruction subie par son territoire, mais, bien que victorieuse, elle doit

payer à ses alliés et à ses amis plus de quatre fois l'indemnité que, vaincue en 1870, elle paya à l'Allemagne. La main de Bismarck fut légère pour elle, en face de la main d'un de ses alliés ou de son associé. Le règlement de la dette interalliée est donc un préliminaire indispensable, si l'on veut que les peuples puissent affronter, autrement qu'agités par des passions exaspérées, la vérité inévitable au sujet de l'indemnité qui sera obtenue de l'ennemi.

Il serait exagéré de dire que les alliés européens ne peuvent pas payer le capital et l'intérêt de leur dette; mais les faire payer serait à coup sûr leur imposer un accablant fardeau. On peut donc s'attendre à ce qu'ils fassent des efforts constants pour éluder cette obligation et ces tentatives seront une source perpétuelle de chocs et de mauvais vouloir pendant de nombreuses années. Une nation débitrice n'aime pas son créancier et il est vain d'attendre de la bonne volonté vis-à-vis de l'Angleterre ou de l'Amérique, de la part de la France, de l'Italie et de la Russie, si le développement futur de ces pays est paralysé par le tribut annuel qu'ils devront payer. Ils seront tentés de rechercher leurs amis d'un autre côté et toute rupture des relations pacifiques leur offrira l'énorme avantage de leur éviter le paiement de leur dette extérieure. Tandis que, si, — d'autre part, — ces grandes dettes sont annulées, par cela même la solidarité et l'amitié véritable des nations associées se trouveront encouragées.

L'existence de la dette de guerre menace partout la stabilité financière. Il n'y a pas de pays européens où la répudiation de cette dette ne doive devenir bientôt un important problème politique. Dans le cas de la dette intérieure, les parties intéressées peuvent avoir deux avis différents, et il n'y a là qu'une question de répartition intérieure de la richesse. Pour les dettes extérieures il n'en est pas de même, et les nations créditrices peuvent trouver leurs intérêts incommodément

liés avec le maintien d'une forme particulière de gouvernement ou d'organisation économique dans les Etats débiteurs. Le lien embrouillé des alliances ou des ligues n'est rien à côté de celui des créances monétaires.

Le dernier argument qui influencera l'attitude du lecteur vis-à-vis de notre proposition, dépendra de l'opinion qu'il a au sujet de la place que tiendront dans le progrès du monde les immenses liens de papier que nous ont légués les finances de guerre, ici et à l'étranger. A la fin de la guerre, chacun devait à tous les autres d'immenses sommes de monnaie. L'Allemagne doit beaucoup aux alliés, les alliés à l'Angleterre, et l'Angleterre aux Etats-Unis. Les souscripteurs des emprunts de guerre dans chaque pays sont les créanciers de l'Etat, qui est à son tour créancier des souscripteurs eux-mêmes et des autres contribuables. Toute cette situation est au plus haut point artificielle, trompeuse et contrariante. Nous ne pourrons jamais plus nous remuer, si nous ne délivrons pas nos membres de ces entraves de papier. Un feu de joie est si nécessaire que si nous n'en faisons pas un, calmement et tranquillement, de façon à ne léser sérieusement personne, lorsqu'il se produira enfin, il deviendra un incendie qui détruira beaucoup de choses. En ce qui concerne la dette intérieure, nous sommes de ceux qui pensent qu'un impôt général, pour son extinction, est une mesure indispensable à la création de finances saines dans tous les Etats belligérants d'Europe. Mais le maintien de vastes dettes entre les Gouvernements, présente par lui-même des dangers particuliers.

Avant le milieu du XIX^e siècle, aucune nation ne devait de paiements à une autre, sauf les tributs qui étaient exigés sous la pression de la force et parfois par le prince absent, en raison du lien de la féodalité. Il est vrai que la nécessité pour le capitalisme de trouver durant les cinquante dernières années des débouchés dans le nouveau monde avait amené, bien que

sur une échelle qui est encore modeste, certains pays tels que l'Argentine, à devoir une somme annuelle à des nations comme l'Angleterre. Mais ce système est faible et il n'a survécu que parce que le fardeau qu'il imposait aux Etats débiteurs est loin d'être écrasant. Cette charge est représentée par un actif véritable et est liée à tout le système de la propriété en général. Les sommes déjà prêtées ne sont pas trop grandes par rapport à celles qui peuvent être encore empruntées. Mais les banquiers se sont habitués à ces méthodes et ils les considèrent comme une partie nécessaire de l'ordre social permanent. Ils sont donc disposés à croire, par analogie, que l'on peut établir naturellement, raisonnablement, d'accord avec la nature humaine, entre les Gouvernements, un système comparable, sur une échelle bien plus vaste, d'une façon définitivement oppressive, sans actif réel, et avec un lien moins étroit avec le régime de la propriété.

Nous n'avons pas confiance dans ces procédés. Même à l'intérieur d'un pays, le capitalisme, qui réunit de nombreuses sympathies locales, qui joue un rôle véritable dans la marche quotidienne de la production, et sur la tranquillité duquel repose largement l'ordre social, n'est pas en sécurité. Mais, quoi qu'il en soit, les peuples mécontents d'Europe voudront-ils arranger leur existence, pour qu'une part appréciable de leurs produits serve à assurer à l'étranger des paiements, — soit entre l'Europe et l'Amérique, soit entre l'Allemagne et le reste de l'Europe, — dont la cause ne satisfait pas l'idée qu'ils ont de la justice ou du devoir.

D'une part, l'Europe doit compter en fin de compte sur son travail quotidien et non sur les largesses de l'Amérique; mais d'autre part, elle ne se privera pas du nécessaire pour envoyer au dehors les fruits de son labeur. Bref, nous ne pensons pas qu'aucun des tributs en question soit payé, ou tout au moins plus de quelques années. Ils ne cadrent pas avec la nature humaine ou avec l'esprit de ce siècle.

S'il y a une force quelconque dans ce raisonnement, l'utilité s'accorde avec la générosité, et la politique qui suscitera le mieux une immédiate amitié internationale, ne sera pas en opposition avec les intérêts permanents du bienfaiteur.

III

L'emprunt international.

Nous en venons à la deuxième proposition. Les besoins de l'Europe sont *immédiats*. L'espoir d'être délivré de la charge écrasante des paiements à faire à l'Amérique et à l'Angleterre durant les deux prochaines générations, l'espoir de recevoir année par année quelque assistance de l'Allemagne, dans l'œuvre de restauration, pourraient libérer le monde de son angoisse excessive. Mais cela ne guérirait pas les maux du moment présent, — excédent des importations européennes sur les exportations, change défavorable, désorganisation de la circulation. Il sera très difficile pour la production de l'Europe d'être remise en train sans des mesures temporaires de secours extérieurs. Nous sommes par conséquent partisans d'un emprunt international, tel qu'il a été défendu dans certains milieux en France, en Angleterre, en Allemagne et aux Etats-Unis. De quelque manière que soit répartie la responsabilité dernière du remboursement, la charge de trouver des ressources immédiates incombera nécessairement en grande partie aux Etats-Unis.

Les principales objections que l'on peut faire à tous les types de ce projet sont, nous semble-t-il, les suivantes : Les Etats-Unis sont peu désireux, — ils l'ont fréquemment prouvé, — de s'enfoncer plus profondément dans les affaires de l'Europe et en tout cas ils n'ont pas à présent de capitaux à réserver pour l'ex-

portation sur une grande échelle. Nous ne sommes pas sûrs que l'Europe fera un usage convenable des secours financiers qui lui seront accordés, qu'elle ne les gaspillera pas et que dans deux ou trois ans sa situation ne sera pas exactement aussi mauvaise qu'en ce moment; — M. Klotz emploiera l'argent à reculer encore un peu le jour de la taxation; l'Italie et la Yougo-Slavie l'utiliseront à se faire la guerre; la Pologne le consacrera à l'exécution du rôle militaire que la France lui a indiqué vis-à-vis de tous ses voisins, et les classes gouvernantes de Roumanie se partageront le butin. Bref, l'Amérique aurait retardé son propre développement et élevé sur son territoire le coût de la vie, afin de permettre à l'Europe de conserver un ou deux ans encore la politique et les politiciens de cette dernière année. Quant aux secours à l'Allemagne, est-il raisonnable, ou même supportable, de voir les alliés européens, après avoir pris à ce pays le dernier vestige de son capital productif, malgré l'opposition des représentants financiers de l'Amérique à Paris, se retourner maintenant vers les Etats-Unis et leur demander des fonds, pour améliorer l'état de leur victime et pouvoir dans un an ou deux la dépouiller de nouveau?

En l'état actuel des choses, il n'y a pas de réponse à ces objections. Si j'avais de l'influence sur le Trésor des Etats-Unis, je ne prêterais pas un sou aux Gouvernements actuels de l'Europe. On ne peut pas, en effet, confier à ces Gouvernements des ressources qu'ils consacreraient à la poursuite d'une politique contre laquelle, — bien que le Président n'ait pas su affirmer la puissance ou les idéals du peuple des Etats-Unis, — les partis républicain et démocrate sont probablement unis. Mais si, comme il faut l'espérer, l'âme des peuples de l'Europe s'éloigne, durant cet hiver, des fausses idoles qui ont survécu à la guerre qui les avait créées, si, dans leur cœur la haine et le nationalisme sont remplacés par l'idée et l'espoir du bonheur et de la solidarité de

la famille européenne, — alors, la pitié naturelle et l'amour filial doivent pousser le peuple américain à mettre de côté les considérations minimes de son avantage particulier, et à compléter l'œuvre qu'il a commencée en sauvant l'Europe de la tyrannie de la force organisée, en la sauvant d'elle-même. Et même si l'évolution n'est pas entièrement accomplie, si quelques partis seulement dans les pays européens ont embrassé une politique de réconciliation, que l'Amérique montre quand même le chemin et soutienne le parti de la paix, en lui fournissant un plan d'après lequel elle l'aidera à travailler au renouveau de l'existence.

Nous comprenons bien l'envie qu'ont, de plus en plus, paraît-il, les Américains de se délivrer de l'agitation, de la violence, des frais, et surtout de la complication incompréhensible des problèmes européens. Nul ne sent mieux que l'auteur combien il est naturel de répondre à la folie et à l'entêtement des hommes d'Etat européens; — « pourris donc dans ta méchanceté, moi je continue ma route »

> Loin de l'Europe, de ses espoirs flétris,
> De ses champs de massacre et de son air impur.

Mais si l'Amérique se souvient un instant de ce que l'Europe signifiait et signifie encore pour elle, de ce que l'Europe, mère des arts et de la science, est et sera encore, en dépit de toute chose, ne repoussera-t-elle pas ces conseils d'indifférence et d'isolement afin de se mêler aux problèmes qui peuvent être décisifs pour le progrès et la civilisation de l'humanité tout entière?

Supposons donc, ne fût-ce que pour entretenir nos espérances, que l'Amérique est prête à contribuer à l'œuvre de construction de l'Europe, et qu'après avoir achevé la destruction de nos ennemis, elle ne nous laissera pas seuls avec nos malheurs. Quelle forme prendra alors son assistance?

Nous ne nous proposons pas d'entrer dans le détail.

Mais les lignes générales d'un projet d'emprunt international sont toujours les mêmes. Les nations en état de prêter assistance, les neutres, le Royaume-Uni et surtout les Etats-Unis, doivent fournir des crédits d'achat à tous les Etats belligérants, alliés ou ennemis, de l'Europe Continentale. La somme totale ne doit pas être aussi vaste qu'on le pense quelquefois. Par exemple, un fond de £ 200.000.000 pourrait rendre de grands services. Cette somme, même si un précédent d'une autre sorte avait été créé par l'annulation de la dette de guerre interalliée, devrait être prêtée et empruntée avec l'intention nette et non équivoque de son remboursement intégral. Avec cette idée en vue, la sécurité de l'emprunt serait facilement obtenue et les dispositions de son remboursement final pourraient être aussi complètes que possible. En particulier, l'emprunt aurait la priorité, à la fois pour le paiement des intérêt et le remboursement du capital, sur toutes les demandes d'indemnité, sur les dettes interalliées, sur les emprunts de guerre intérieurs, et toutes les autres dettes gouvernementales. Les nations emprunteuses qui auraient droit à des Réparations s'engageraient à consacrer ces paiements au remboursement du nouvel emprunt. Tous les Etats emprunteurs devraient établir leurs douanes sur un tarif d'or et consacrer tous les revenus de cette sorte au service de la dette étrangère.

Les dépenses faites à l'aide de l'emprunt seraient soumises au contrôle général des nations prêteuses.

Outre cet emprunt, contracté en vue de l'achat de vivres et de matériaux, un fonds de garantie pourrait être établi, s'élevant au même total de £ 200.000.000, dont il suffirait de trouver une partie en numéraire. Tous les membres de la Société des nations contribueraient à sa constitution en proportion de leurs moyens, et cela rendrait possible une réoganisation de la circulation.

De cette sorte, l'Europe recevrait le minimum de

ressources liquides, nécessaires à la renaissance de ses espérances et de son organisation économique. Elle serait en état d'employer ses grandes richesses intrinsèques au profit de ses travailleurs. Il est inutile, pour le moment, de tracer un plan plus détaillé, car avant que notre proposition puisse être mise en pratique, de grands changements sont nécessaires dans l'opinion publique et nous devons attendre aussi patiemment que possible la marche des événements.

Nous ne voyons en Europe que peu de signes précurseurs d'événements brusques et dramatiques. Il peut y avoir des émeutes et des révolutions, mais pas au point, à l'heure actuelle, d'avoir une signification capitale. Contre la tyrannie politique et l'injustice, la Révolution est une arme. Mais quelles espérances la Révolution peut-elle offrir à ceux qui souffrent des privations économiques, résultant non des injustices de la répartition, mais de la situation générale? Le seul fait qui protège l'Europe Centrale c'est que, même aux yeux des plus désespérés, la Révolution ne présente aucune perspective d'amélioration. Il peut donc y avoir devant nous une longue route de privations et de diminution lentes et progressives des conditions et des satisfactions de la vie. La banqueroute et la ruine de l'Europe, si nous les laissons se poursuivre finiront bien par nuire à tous, mais pas d'une façon frappante ou immédiate.

Et cela présente un avantage. Nous pouvons avoir encore le temps de revenir sur nos pas et de regarder le monde avec des yeux nouveaux. Les événements se chargent de l'avenir immédiat et la destinée de l'Europe n'est plus dans les mains d'aucun homme. Les faits qui se dérouleront dans l'année nouvelle ne seront pas réglés par les actions délibérées des hommes d'Etat, mais par les courants inconnus qui coulent sans cesse sous la surface de l'histoire politique et dont nul ne peut prévoir les résultats. Il n'y a pour nous qu'une

seule façon de diriger ces courants : en mettant en mouvement les forces d'instruction et d'imagination qui modifient *l'opinion*. La proclamation de la vérité, la dissipation de la haine et de l'illusion, l'élargissement de l'éducation du cœur et de l'esprit de l'homme en seront les moyens.

IV

CHANGEMENT DE L'ÉTAT DE L'OPINION (1921.)

Les hommes d'Etat modernes ont pour méthode de dire autant de sottises qu'en réclame le public et de n'en faire pas plus que ne l'exige ce qu'ils ont dit. Ils pensent que l'on ne tarde pas à se rendre compte de l'inanité des actes qui suivent les folles paroles et que cela fournit l'occasion de revenir à la sagesse. C'est une application au public de la méthode Montessori pour les enfants. Celui qui contredit ce grand enfant qu'est le peuple est bientôt forcé de céder la place à d'autres maîtres. Qu'il loue donc la beauté des flammes que son élève veut saisir et la joie de briser les jouets; qu'il le pousse même, qu'il l'excite; mais, sauveur sage et prudent de la société, qu'il guette soigneusement le moment opportun de l'écarter du feu, échaudé et attentif.

Je conçois qu'on puisse défendre cette politique terrifiante. M. Lloyd George a pris la responsabilité d'un traité insensé, en partie inexécutable, qui constituait un danger pour la vie même de l'Europe. Il peut plaider, tous ces défauts une fois admis, que les passions ignorantes du public jouent dans le monde un rôle dont doivent tenir compte tous ceux qui aspirent à mener une démocratie.

Il peut dire que la paix de Versailles a constitué le meilleur règlement provisoire que permissent les réclamations populaires et le caractère des chefs. Il peut affirmer que, pour défendre la vie de l'Europe, il a pendant deux ans consacré son habileté et sa force à écarter ou à modérer le danger.

De telles prétentions sont en partie exactes. L'histoire intérieure de la Conférence de la Paix, telle que l'ont divulguée les Français et les Américains qui y ont pris part, montre M. Lloyd George sous un jour assez favorable, luttant en général contre les excès du Traité et agissant au mieux tant qu'il ne courait aucun risque. Quant à l'histoire des deux dernières années, elle prouve qu'avec une rouerie sans égale, il a écarté de l'Europe, chaque fois qu'il a pu, toutes les conséquences funestes du Traité, sauvant la paix, sinon la prospérité du monde, exprimant rarement la vérité, mais agissant souvent sous son influence. Il pourrait donc prétendre qu'esclave du Possible, il a, par des voies détournées, servi l'Humanité.

Peut-être a-t-il raison de penser que tout ce dont est capable une démocratie, c'est d'être trompée, dupée, abusée. Peut-être l'amour de la vérité, considéré en tant que méthode, n'est-il qu'une opinion personnelle et morale, politiquement inutilisable.

Nous n'en pouvons rien dire, le public lui-même ne s'instruit que par l'expérience. Le charme magique agira-t-il encore, lorsque la confiance que depuis longtemps on accorde aux hommes d'Etats sera épuisée?

En tout cas les individualités privées ne sont pas obligées comme les ministres de sacrifier la vérité à la satisfaction du public. Il est permis à un particulier de parler et d'écrire librement.

C'est pour ces raisons que je ne crois pas avoir eu tort de fonder *les Conséquences économiques de la paix* sur l'interprétation littérale du Traité et d'examiner les résultats de son application éventuelle. J'ai prétendu que le Traité était en grande partie *inexécutable*, mais je ne pensais point comme certains qu'il fût pour cela inoffensif. Dès les premiers temps, l'opinion des cercles autorisés fut convaincue de la plupart de mes conclusions. Mais il n'en importait pas moins que l'opinion publique les agréât aussi.

A l'heure actuelle, en effet, il y a deux opinions. Non pas, comme jadis, la vraie et la fausse, mais l'opinion des gens informés et celle du public; l'opinion du public exprimée par les politiciens et les journalistes, et l'opinion des politiciens, des journalistes et des fonctionnaires, exprimée dans des milieux fermés.

Ceux qui vivent dans des milieux fermés et partagent les convictions intimes des dirigeants attachent à la fois trop et trop peu d'attention à l'opinion extérieure. Trop, parce que, prêts par leurs paroles et leurs promesses à tout lui abandonner, ils considèrent l'opposition franche comme ridiculement vaine. Trop peu, parce qu'ils pensent que leurs propres engagements devant certainement se modifier en temps utile, il est prétentieux, fatigant et inopportun d'en étudier le sens littéral et les conséquences exactes. Ils savent tout cela presque aussi bien que le critique lorsqu'il s'excite en vain sur des résultats qui, de son propre avis, ne pourront pas se produire. Néanmoins les déclarations publiques agissent plus profondément que ces murmures souterrains et ces chuchotements bien informés. Ce sont pourtant ceux-là qui permettent à la conviction secrète de se sentir supérieure à l'opinion publique, à l'instant même où elle s'incline devant elle.

Mais il y a une autre difficulté. En Angleterre, — sans doute en va-t-il de même à l'étranger, — il y a deux opinions publiques. Celle qu'expriment les journaux et celle à laquelle croit chacun de ceux qui constituent la masse. Ces deux degrés de l'opinion publique sont plus proches l'un de l'autre que de l'opinion secrète des cercles autorisés et sont même identiques en quelques points.

Cependant, il y a une différence réelle entre le dogmatisme et la précision de la presse et les croyances vivantes, indéterminées de l'individu. J'imagine que, même en 1919, l'Anglais moyen ne croyait pas à l'indemnité. Il l'envisageait toujours avec quelque sentiment

de doute intellectuel. Mais il lui semblait que pour le moment cela ne pouvait pas faire de mal de pousser la campagne des réparations. Il pensait aussi d'après ses sentiments personnels qu'il était mieux de croire à la possibilité de paiements illimités qu'à l'idée contraire, en admettant même que ce contraire fût plus plausible. La récente évolution de l'esprit public anglais est donc en partie seulement rationnelle et résulte plutôt des événements nouveaux. En effet, en même temps que les sentiments se font moins impératifs, on comprend que la campagne pour les réparations ne pourrait plus aller sans dommages pratiques. Les Anglais sont donc prêts à examiner des arguments dont ils savaient l'existence sans qu'ils les eussent regardés directement.

L'observateur étranger risque de ne pas apprécier à leur valeur ces impondérables que la voix de la presse finit par exprimer. La conviction intime des dirigeants s'étend à des cercles de plus en plus étendus. C'est la tâche du politicien moderne de connaître parfaitement les trois degrés de l'opinion. Il doit avoir assez d'intelligence pour comprendre l'opinion secrète des Chefs, assez de compréhension pour découvrir l'opinion publique la plus cachée et assez d'impudence pour exprimer l'opinion de la presse.

Que ces appréciations soient ou non exactes, on ne peut pas douter de la grandeur des changements qui sont intervenus dans l'esprit public au cours des deux dernières années. Une vie tranquille, de bons rapports de voisinage, voilà ce qu'on désire par-dessus tout. La folie belliqueuse a passé et chacun veut conformer sa conduite à la réalité des faits. C'est pour ces raisons que le chapitre des réparations du Traité de Versailles tombe en pièces. Il est peu probable que nous voyions jamais les conséquences désastreuses de sa mise en œuvre.

V

LES DETTES DE GUERRE ET LES ÉTAT-UNIS.

1. — *Annulation (1921).*

Qui donc croit que les Alliés exerceront sur l'Allemagne une pression suffisante, qui donc croit que le gouvernement allemand aura sur son peuple assez d'autorité pour tirer d'un travail asservi un éternel tribut? Il est impossible que nous poussions cette politique jusque dans ses dernières conséquences. Mais, s'il en est ainsi, faut-il désorganiser pour deux ou trois ans notre commerce et notre industrie d'exportation; faut-il à plus forte raison menacer la paix européenne?

Les mêmes principes s'appliquent, à une exception près, aux Etats-Unis et au remboursement des dettes des Alliés. Les entreprises américaines ne souffriraient pas tant de la concurrence que pourraient créer les ventes à bon marché réalisées par les Alliés, pour faire face à leurs obligations, que de l'impossibilité où se trouveraient les Etats européens d'absorber la proportion habituelle des exportations des Etats-Unis. Les Alliés se procureraient de l'argent pour payer l'Amérique, non pas tant en vendant davantage, qu'en achetant moins.

Le fermier des Etats-Unis souffrirait davantage que l'industriel. Il est en effet possible de diminuer des importations par un tarif prohibitif, mais il n'est pas si facile de stimuler des exportations décroissantes. Cependant, tandis que *Wall Street* et la région industrielle de

l'est sont prêtes à accepter un remaniement des dettes, il paraît que l'ouest et le sud s'opposent à cette politique.

Pendant deux ans l'Allemagne n'eut à effectuer aucun paiement en argent comptant, aux mains des Alliés. Au cours de cette période, les industriels de Grande-Bretagne ne parvinrent pas à voir les conséquences qu'auraient les premiers versements. Les Alliés n'ont encore eu à effectuer aucun paiement, argent comptant, aux mains des Etats-Unis et les fermiers américains comprennent aussi peu que les fabricants anglais le préjudice que leur causerait toute tentative sérieuse de remboursement de la part des Alliés.

L'argument décisif, pour les Etats-Unis comme pour la Grande-Bretagne, n'est pas tant le préjudice (qui diminuerait avec le temps) causé aux intérêts particuliers, que l'invraisemblance du remboursement intégral des dettes, même si, pendant quelque temps, une effort était fait dans ce sens. J'insiste sur ce point, non seulement parce que je ne crois pas que les nations européennes soient capables de payer, mais aussi parce que le problème auquel dans tous les cas les Etats-Unis auront à faire face, pour établir l'équilibre de leurs comptes avec l'ancien monde, est extrêmement difficile.

Les économistes américains ont soigneusement étudié les statistiques qui correspondent aux modifications de la situation depuis la guerre. D'après leurs évaluations, ses placements à l'étranger rapportaient à l'Amérique des intérêts plus considérables qu'elle n'en doit, indépendamment des intérêts des dettes interalliées; de même sa marine marchande est créancière de l'étranger. L'excédent annuel des exportations de marchandises américaines sur les importations est voisin de 3 milliards de dollars tandis que, — dans l'autre plateau de la balance, — les paiements que les Etats-Unis effectuent en Europe, — dépenses des touristes et traites, — sont inférieures à 1 milliard de dollars par an. Pour équili-

brer ce compte, les Etats-Unis doivent donc fournir au reste du monde, d'une manière ou d'une autre, une somme annuelle d'environ 2 milliards de dollars qui serait majorée de 600 millions de dollars si les intérêts et le fonds d'amortissement de la dette des Etats européens étaient payés.

Il en résulte donc que les Etats-Unis doivent actuellement livrer au reste du monde, et principalement à l'Europe, une somme approximative annuelle de 2 milliards de dollars. Heureusement pour l'Europe, l'achat de monnaie de papier dépréciée en représente une assez forte proportion. De 1919 à 1921 les pertes des spéculateurs américains ont alimenté l'Europe; mais il serait imprudent dorénavant de compter sur cette source de revenus. Pour un temps, la politique d'emprunt aplanit la situation; mais elle risque de l'aggraver, au fur et à mesure que s'élèvent les arrérages.

Les puissances commerciales ont toujours consacré des fonds importants au commerce d'outre-mer. Mais la pratique des placements à l'étranger, telle que nous la connaissons, constitue une combinaison toute nouvelle, très instable, et ne convenant que dans certaines circonstances. Par cette méthode, une vieille nation peut assurer à un nouvel Etat un développement qu'il ne pourrait pas atteindre par ses propres moyens. Cet arrangement risque de profiter aux deux pays, et le prêteur peut espérer être payé par d'importants bénéfices. Mais la situation ne peut pas se renverser. Si des « bons européens » sont émis aux Etats-Unis sur le modèle des « bons américains » qui circulaient en Europe au XIXe siècle, il n'y aura pas d'analogie véritable. L'intérêt sera payé à l'aide de nouveaux emprunts, tant que les emprunts seront possibles, et l'édifice financier continuera à s'élever jusqu'à ce que l'on se rende compte qu'il ne repose sur rien. Les capitalistes américains ont refusé d'acheter les bons émis par l'Europe : ils n'ont fait qu'agir avec bon sens. A la fin de 1919, je préco-

nisais dans *les Conséquences économiques de la Paix* un emprunt de la reconstruction, émis en Amérique sous la condition que l'Europe le consacrerait à se réorganiser. Au cours des deux dernières années, quoi qu'on en dise en Europe, les Etats-Unis nous ont consenti des prêts *très considérables*, plus considérables que la somme que j'envisageais. Aucune condition spéciale ne fut attachée à ces emprunts, dont le montant fut en grande partie gaspillé. Ils furent cependant utiles à l'Europe, aux jours critiques qui suivirent l'armistice. Mais la poursuite de cette politique ne peut pas fournir de solution à la situation créée par le déséquilibre des comptes de l'Europe et de l'Amérique. Une solution pourrait se trouver si les Etats-Unis jouaient le rôle — tenu jusqu'ici par l'Angleterre, la France, et à un moindre degré, l'Allemagne — de banquiers des nations nouvellement constituées, telles que les colonies britanniques et l'Amérique du Sud. La Russie d'Europe et d'Asie peut être également considérée comme une terre vierge susceptible de fournir aux capitaux étrangers des débouchés intéressants. Les capitalistes américains feraient mieux de prêter à ces pays, comme le faisaient les Anglais et les Français, que de continuer à prêter directement aux vieilles nations de l'Europe. Il est peu probable cependant, que cela suffise à combler le fossé. Il faut, en fin de compte, que l'équilibre des exportations et des importations se rétablisse. Les Etats-Unis doivent acheter davantage et vendre moins. C'est là leur meilleur moyen de manifester leur générosité vis-à-vis de l'Europe. De deux choses l'une : ou bien, — si le *federal reserve board* laisse l'afflux d'or produire ses effets naturels, — les prix monteront plus vite en Amérique qu'en Europe, ou bien les changes européens se déprécieront au point que l'Europe, incapable d'acheter, réduira ses importations aux seuls articles strictement nécessaires, ce qui reviendra au même. Tout d'abord, l'exportateur américain, hors d'état d'arrêter tout d'un

coup la production, fera face à la situation en abaissant ses prix; mais quand, au bout de deux ans, par exemple, ils seront inférieurs à son prix de revient, il sera bien obligé de restreindre ou d'abandonner ses affaires.

Les Etats-Unis auraient tort de croire au rétablissement de l'équilibre avec des exportations maintenues au moins sur leur base actuelle, et des importations réduites par un tarif douanier. De même que les Alliés exigent de l'Allemagne d'importants versements, mais appliquent tout leur génie à l'empêcher de les effectuer, de même, l'administration américaine trace d'une main des plans de subvention à l'exportation et établit, de l'autre, des tarifs qui rendront impossible le remboursement de ces primes. Les grandes puissances font souvent preuve d'une aberration que nous ne pardonnerions pas à un particulier.

Tout l'or du monde peut embarquer vers les Etats-Unis, et là, un immense Veau d'Or se dresser jusqu'au ciel. Mais un jour peut aussi venir où l'Amérique refusera l'or, tout en voulant être payée, — semblable à un nouveau Midas — réclamant des mets plus substantiels que le métal brillant mais inutile qu'il s'était fait promettre.

Dans tous les cas, la situation ne se rétablira pas sans difficultés, ni sans léser d'importants intérêts. Si les Etats-Unis la compliquent encore, en réclamant le remboursement des dettes interalliées, elle deviendra insupportable. Si l'Amérique poussait jusqu'au bout sa politique, si elle cessait d'exporter, et consacrait à de nouveaux usages les capitaux qu'elle emploie à son commerce extérieur, si ses anciens associés d'Europe décidaient de faire honneur, quoi qu'il leur en coûte, à leurs obligations, je ne nie point que tout cela finirait par tourner à l'avantage de l'Amérique. Mais de telles hypothèses sont absolument chimériques. Il est certain que l'Amérique ne poussera pas jusqu'au bout sa politique. Elle l'abandonnera, aussitôt qu'elle en aura reconnu les

premiers résultats; — d'ailleurs, les Alliés ne voudraient pas payer. La situation est parallèle exactement à celle des réparations. Les Etats-Unis n'obtiendront pas plus le remboursement des dettes interalliées, que les Alliés l'exécution de leurs demandes de réparations. Ni l'une ni l'autre de ces politiques n'est véritablement sérieuse. Presque toutes les personnes bien informées en font l'aveu dans les conversations particulières. Mais nous vivons à une curieuse époque : les informations de presse sont faites exprès pour coïncider avec l'opinion générale la plus erronée, parce que c'est celle-là qui est la plus répandue. Et il y a ainsi pendant d'assez longues périodes des contradictions, scandaleuses ou risibles, entre ce que les hommes disent et ce qu'ils écrivent.

S'il en est ainsi, l'Amérique aurait tort d'envenimer ses relations avec l'Europe et de désorganiser ses entreprises d'exportation pour deux ans, en poursuivant une politique qu'elle devrait nécessairement abandonner avant qu'elle lui ait profité.

Pour les lecteurs qui aiment les raisonnements abstraits je résumerai mon argumentation de la manière suivante : le commerce international est fondé sur un équilibre compliqué, établi entre les entreprises agricoles et industrielles des diverses nations du monde, et sur la spécialisation par chaque état de l'emploi de sa main-d'œuvre et de ses capitaux. Si une puissance est contrainte de livrer à une autre de grandes quantités de marchandises, sans contre-partie, l'équilibre est détruit. Les capitaux et la main-d'œuvre s'étant définitivement consacrés à certains emplois et ne pouvant pas librement se diriger vers d'autres, la rupture de l'équilibre amoindrit leur utilité. L'*organisation*, qui est un facteur si important de la richesse du monde moderne, est gravement affectée. A la longue, une nouvelle organisation et un nouvel équilibre peuvent s'établir. Mais, si la cause de ces troubles est temporaire, les pertes résultant de la désorganisation, peuvent contrebalancer les bénéfices résul-

tant de livraisons gratuites de marchandises. De plus, comme tous les dommages seront supportés par les capitaux et la main-d'œuvre affectés à certaines entreprises particulières, ils susciteront des protestations sans rapport aucun avec le préjudice causé à l'ensemble de la communauté.

La plupart des Américains avec lesquels j'ai causé, sont personnellement favorables à l'annulation des dettes européennes, mais ils ajoutent que ceux de leurs compatriotes qui pensent autrement sont si nombreux qu'une telle proposition est à présent en dehors de toute possibilité politique pratique. Ils pensent donc qu'il est trop tôt pour la discuter. A l'heure actuelle, disent-ils, l'Amérique doit prétendre qu'elle va demander à être remboursée, et les Etats européens doivent affirmer qu'ils vont payer. Somme toute, la question est à peu près la même que celle qui se posait en Angleterre, en 1921, à propos des réparations de l'Allemagne. Sans aucun doute, mes informateurs ne se trompent pas au sujet de l'opinion publique, cette mystérieuse entité qui doit être la même chose que la Volonté générale dont parle Rousseau. Néanmoins je n'attache pas trop d'importance à ce qu'ils me disent. Aux Etats-Unis l'opinion publique change quelquefois en bloc.

Si, en effet, l'opinion publique restait invariable, il serait inutile de discuter les questions d'intérêt général. Bien que la tâche principale des politiciens et des journalistes doive être de tenir compte de ces caractères temporaires, l'écrivain est libre de s'occuper plutôt de ce que l'opinion devrait être. Je répète ce lieu commun, parce que beaucoup d'Américains expriment l'opinion qu'il est réellement inconvenant de faire des propositions que n'approuve pas l'opinion publique. En Amérique, on attribue aussitôt quelques causes malhonnêtes à un acte de ce genre et les critiques se manifestent sous la forme d'une enquête touchant au caractère personnel et aux antécédents du prévenu.

Malgré cela, examinons un peu plus complètement les sentiments qui dominent la politique des Etats-Unis relativement aux dettes européennes. L'Amérique veut être généreuse vis-à-vis de l'Europe, autant parce qu'elle est animée de bons sentiments, que parce qu'elle soupçonne que toute autre politique détruirait son propre équilibre. Mais, elle ne veut pas « être jouée ». Elle ne veut pas que l'on puisse dire encore que les vieux politiciens cyniques de l'Europe ont été trop nombreux et trop adroits pour elle. La moisson a été mauvaise. Les impôts sont écrasants; beaucoup de régions des Etats-Unis ne se trouvent pas, à l'heure actuelle, assez riches pour favoriser l'abandon de cet actif, à la légère. En outre, les Américains rapprochent, beaucoup plus que nous ne le faisons d'habitude, ces arrangements entre nations ayant combattu ensemble, des transactions commerciales ordinaires entre individus. C'est, disent-ils, comme si une banque, ayant fait à un client en qui elle a confiance une avance sans garantie, à un moment où des difficultés lui rendaient cette avance indispensable, ce client se refusait à la rembourser. Permettre de pareilles choses serait porter atteinte aux principes élémentaires de l'honneur commercial.

L'Américain moyen, j'imagine, aimerait voir les nations européennes s'approcher de lui avec dans les yeux un regard ému, dans la main de l'argent, et sur les lèvres, ces mots : « Amérique! nous te devons notre liberté et notre vie. Nous t'apportons, avec toute notre reconnaissance, de l'argent que des impôts sévères n'ont point arraché à la veuve et à l'orphelin, de l'argent que nous avons économisé, — c'est là le meilleur fruit de la victoire, — en abolissant les armements, le militarisme, l'autocratie, les rivalités internationales, résultat auquel nous ne sommes parvenus que grâce au concours que tu nous as donné. » Et alors l'Américain moyen répondrait : « J'honore votre honnêteté, je n'en attendais pas moins de vous. Mais je ne suis pas entré

dans la guerre pour réaliser des bénéfices, ou trouver de bons placements pour mes capitaux. Les mots que vous avez prononcés ont suffi à me payer. J'annule le remboursement de vos emprunts. Retournez chez vous, et consacrez les ressources que je vous laisse à soulager la misère des malheureux. » Ce qu'il y aurait de mieux dans cette petite scène, c'est que la dernière réplique devrait paraître complètement inattendue.

Mais le monde est si méchant! ce n'est pas dans les affaires internationales que nous trouverons les satisfactions sentimentales que tous nous aimons tant. Seuls les individus sont bons. Toutes les nations sont malhonnêtes, cruelles et sournoises. Et, tandis que les premiers ministres télégraphieront les phrases qu'auront rédigées leurs secrétaires, pour prouver que l'Amérique vient d'accomplir le geste le plus important de l'histoire du monde et que les Américains sont les plus nobles créatures qu'il soit, les Etats-Unis ne devront pas espérer recevoir des remerciements sincères et appropriés.

2. — *La note Balfour (1925).*

La note Balfour demande que ce que nous recevrons de l'Allemagne plus ce que nous recevrons de nos Alliés égale nos paiements à l'Amérique. Lorsque la note fut écrite sa portée était encore indéterminée. Nous ignorions quel serait le chiffre que la France aurait ainsi à payer et quelle part des paiements allemands à la France ce chiffre représenterait. Maintenant nous pouvons nous livrer à une estimation approximative de ces deux chiffres.

Nos paiements aux Etats-Unis s'élèvent à environ £ 35.000.000 par an, ne dépassant en aucun cas £ 40.000.000. Le plan Dawes, en pleine application, déduction faite de dépenses antérieures, rapportera

environ £ 100.000.000 par an. La part de la France s'élèvera environ à £ 54.000.000, celle de l'Italie à £ 10.000.000 (au moins au début) et la nôtre à £ 24.000.000 (je ne fais pas mention ici des autres Alliés, car cela ferait compliquer les calculs, sans en modifier le résultat). Il s'ensuit que la note Balfour demande que la France et l'Italie paient à la Grande-Bretagne une somme de £ 16.000.000 par an. Etant donné que les dettes réunies de ces deux puissances envers nous et envers les Etats-Unis sont environ pareilles (notre part de la dette italienne étant plus élevée et celle de la dette française envers nous étant inférieure), il nous faut admettre que les Etats-Unis n'accepteront pas de recevoir moins que nous ne recevons. L'Italie devrait donc consacrer toute sa part de réparation au service de sa dette, et la France une somme de £ 22.000.000. En ce cas les accords sur les dettes et le plan Dawes auraient pour résultats finaux de répartir de la façon suivante les versements de l'Allemagne :

Royaume Uni........	Néant
Italie	—
France	£ 32.000.000
Etats-Unis [1]	£ 58.000.000

On a plus vite fait de décréter des mesures invraisemblables que de les appliquer. Qui peut croire que celles-ci seront jamais appliquées?

Mais nous n'en sommes pas encore à mon principal grief envers la note Balfour. Je viens de parler de ce qui arriverait au cas où le plan Dawes recevrait une application parfaite. Au cas où il ne serait suivi que d'une application partielle, selon le principe que pose la note Balfour, il incomberait à la France de combler le déficit vis-à-vis de nous et des Etats-Unis. Par exemple,

1. En tenant compte de leur part propre.

si le plan Dawes rapporte seulement la moitié des sommes totales qui sont prévues, ce qui serait déjà au dire des gens les plus compétents, un résultat merveilleux, la France ne toucherait presque rien, et plus de la totalité des paiements de l'Allemagne reviendrait aux Etats-Unis. La France verrait en fait ses droits reportés à la troisième tranche du plan Dawes, au cas où le plan recevrait une pleine application, et se verrait responsable des paiements allemands au cas où cela irait moins bien. N'est-ce pas faire preuve de bêtise que de penser que les choses puissent se passer ainsi?

Il est clair que la France n'acceptera jamais pareil accord. Mais admettons, pour un moment, aussi invraisemblable que cela soit, qu'elle accepte. En ce cas, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'auraient plus théoriquement aucun intérêt à l'application et au rendement du plan Dawes. La France deviendrait le seul parti intéressé — intéressé non seulement en tant que créditeur, mais encore en tant que garant, responsable du déficit de ce plan. C'est là une grande objection que soulève la note Balfour. Le caractère même de cette note veut que moins l'Allemagne paiera, plus la France devra payer — c'est-à-dire que moins la France sera en état de payer, plus il lui faudra payer. D'un point de vue diplomatique autant que d'un point de vue financier, tout cela ne tient pas debout. Cela ne nous rapporterait jamais le moindre argent et nous priverait des avantages que nous tirons de notre situation diplomatique d'arbitre entre la France et l'Allemagne. Les Affaires Etrangères auraient vendu leur influence pour un plat de lentilles auquel la trésorerie ne toucherait jamais.

La note Balfour ne vaut donc rien en son principe. Il ne peut y avoir d'accord qui joue si ce n'est sur le principe exactement opposé, à savoir, que moins l'Allemagne paiera, moins la France paiera. Le montant des paiements de la France doit varier dans le même sens que celui des paiements allemands, non dans le sens opposé. Tel était

le principe de la proposition que je formulais dernièrement, selon laquelle les paiements de la France devaient s'élever à une fraction de ce qu'elle recevrait de l'Allemagne. Il paraîtrait que la France elle-même a formulé le même principe par la bouche de M. Clémentel. J'ai proposé une proportion d'un tiers. L'offre de M. Clémentel s'élèverait, en admettant que les Etats-Unis reçoivent la même chose que nous, à environ la moitié de mon chiffre. Mais il n'est pas dit que ce dernier n'offrirait pas davantage pour arriver à un accord sur cette base.

Un pareil accord augmenterait au lieu de le diminuer, l'intérêt que les Etats-Unis et nous pourrions avoir dans le plan Dawes. A nous deux, nous y aurions plus d'intérêt que la France. Nous pourrions obtenir de la sorte, une modeste contribution, au règlement de notre dette américaine, pour une part égale à celle que nous avons contractée indirectement pour le compte de la France. Nous nous assurerions ainsi incontestablement une position des plus fortes, tant au point de vue diplomatique qu'au point de vue moral, qui nous permettrait d'exercer une influence pacifique et modératrice, dans le différend franco-allemand qui réserve encore bien des difficultés.

3. — *Annulation (1928)* [1].

Rappelons-nous l'origine des dettes de guerre. Peu de temps après le début de la guerre, il devint évident que certains de nos Alliés — ce furent d'abord la Russie et la Belgique, mais les autres suivirent — auraient besoin d'une aide financière. Celle-ci pouvait prendre la forme d'emprunts ou de subsides. On préféra celle de l'emprunt de façon à assurer un certain sens de l'économie et des responsabilités, dans les dépenses. Mais bien que

1. Les notes qui ont servi à cet essai furent prises en vue d'une Conférence prononcée à la Radio le 3 mai 1928.

cette aide financière prît la forme d'emprunts, il est peu vraisemblable que les pays prêteurs les tinrent à l'époque pour des placements ordinaires. En vérité, c'eût été une attitude fort illogique. Car nous eûmes souvent recours à une aide financière, dans des cas où nous ne pouvions que plus difficilement fournir une aide en hommes ou en bateaux. Par exemple, lorsque nous envoyâmes des canons à l'Italie, au lendemain de ses premières défaites, nous les lui fîmes payer sous forme d'emprunts. Mais lorsque la situation empira, et que nous ne nous contentâmes plus d'envoyer des canons, mais expédiâmes également des canonniers pour les manœuvrer et se faire tuer, alors nous n'exigeâmes aucun paiement. Pourtant, dans le premier cas, le sacrifice italien fut plus important et dans le second cas, ce fut le nôtre. Le concours de l'Amérique notamment pendant quelque temps après son entrée en guerre fut essentiellement d'ordre financier, car elle n'était pas encore prête à collaborer autrement. Tant que l'Amérique ne nous expédia que du matériel et des munitions dont se servaient les soldats alliés, elle nous les compta, et c'est là l'origine de notre dette actuelle. Mais lorsque plus tard elle expédia aussi des hommes, pour employer eux-mêmes ces munitions, alors elle ne nous compta plus rien. Il est évident qu'il y a peu de logique dans un système qui nous oblige à devoir de l'argent à l'Amérique, non parce qu'elle fut en état de nous rendre tant de services, mais au contraire parce qu'au début, elle ne put nous rendre que si peu de service, du moins en hommes.

Ceci ne veut pas dire que l'aide financière que l'Amérique nous accorda ne fut pas pour nous des plus précieuses. A la date où l'Amérique entra en guerre, nos propres ressources en tant que prêteurs, avaient été littéralement épuisées. Nous pouvions encore nous financer nous-mêmes, mais nous en étions venus à ne plus pouvoir financer en même temps nos Alliés. L'aide financière des Etats-Unis fut donc des plus précieuses. Dès

leur entrée en guerre, ils assumèrent tous les prêts indispensables à couvrir nos dépenses et celles de nos Alliés aux Etats-Unis, y compris celui de certaines sommes destinées à soutenir les changes. Mais ils ne se montrèrent pas disposés à prêter de l'argent à dépenser ailleurs qu'aux Etats-Unis. Force fut donc à la Grande-Bretagne de continuer à prêter pour de pareilles dépenses — ce qui fait que nous dûmes prêter à nos Alliés après l'entrée en guerre de l'Amérique, presque autant que nous empruntions nous-mêmes. Pour être plus précis, nos emprunts aux Etats-Unis, après leur entrée en guerre, s'élevèrent à £ 850.000.000 et nos prêts à nos Alliés pendant la même période à £ 750.000.000 — si bien qu'en fait on peut soutenir avec raison — ce que les Américains se sont toujours refusé à reconnaître — que les prêts qui nous furent accordés, le furent surtout pour venir en aide à nos Alliés, plus qu'à nous-mêmes.

Le résultat fut qu'à la fin de la guerre, nos Alliés nous devaient environ £ 1.600.000.000 tandis que nous devions de notre côté aux Etats-Unis £ 850.000.000.

Depuis la fin de la guerre, le débat a consisté à savoir si ces sommes devaient être considérées comme de purs placements, comme toute autre opération commerciale, ou s'il y avait lieu de tenir compte de leur origine et des circonstances dans lesquelles ces dettes furent contractées. Le point de vue anglais est qu'elles ne constituent point à l'origine, de pures conventions commerciales et qu'elles ne devraient donc point être traitées comme telles. Par contre, le point de vue des Etats-Unis a été de les considérer en elles-mêmes comme des obligations ordinaires, dues et devant être payées intégralement, en tenant compte seulement de la capacité de paiement des débiteurs, les Etats-Unis étant simplement disposés à accepter un taux minime d'intérêt.

Au cours de la conférence de la Paix, le Gouvernement britannique préconisa une annulation complète des dettes de guerre des Alliés. Mr. Lloyd George en reparla au

président Wilson en août 1920. Finalement en août 1922, la fameuse note rédigée par Lord Balfour présenta le même point de vue britannique dont nous ne nous étions jamais départis. Dans cette note le Gouvernement britannique se déclarait prêt à annuler le total de la dette que lui devaient les Alliés, et aussi à renoncer à sa part des paiements de l'Allemagne si à leur tour les Etats-Unis voulaient bien abandonner leurs droits sur la dette de l'Angleterre. En acceptant pareil accord, l'Angleterre renonçait par écrit à plus du double de ce qu'il lui rapportait. L'offre tient toujours bon.

Cette politique n'eut pas l'agrément des Etats-Unis qui conclurent un accord séparé avec chaque pays — l'accord avec la Grande-Bretagne exige le paiement d'intérêts de 3,3 % sur le total des sommes dues. Celui avec la France équivaut à un remboursement au taux de 1,6 % d'intérêt et celui avec l'Italie à un remboursement au taux de 0,4 %. Ainsi l'accord direct de la Grande-Bretagne avec l'Amérique est-il deux fois plus onéreux que celui de la France, et huit fois plus onéreux que celui de l'Italie. La Grande-Bretagne à son tour a conclu des accords avec la France et l'Italie, encore plus avantageux pour ces pays que ceux qu'ils ont conclu avec l'Amérique, l'accord anglo-français étant de 10 % plus avantageux pour la France, et l'accord anglo-italien de 33 % plus avantageux que les accords de ces pays avec les Etats-Unis. Aussi, alors que les autres Alliés ont vu leurs charges considérablement allégées, notre pays se voit-il dans l'obligation de tout rembourser, et n'a obtenu pour toute satisfaction qu'un taux modéré d'intérêt fixé à 3,3 %.

Le résultat de cet accord, c'est que la Grande-Bretagne devra payer aux Etats-Unis une somme d'environ £ 33.000.000 jusqu'en 1933, somme qui s'élèvera par la suite à près de £ 38.000.000 jusqu'en 1984, date à laquelle sa dette se trouvera éteinte. Pour bien mesurer le poids de ce fardeau, je citerai quelques calculs que je

fis au cours de l'été de 1923 lorsqu'on connut officiellement pour la première fois les détails de l'accord que Mr. Baldwin conclut avec Washington. Nous paierons tous les ans pendant soixante ans aux Etats-Unis une somme égale aux deux tiers de nos dépenses navales, égale environ aux dépenses totales de l'Etat en matière d'éducation, une somme qui dépassera le total de notre dette d'avant-guerre. Envisagée sous un autre angle, cette somme est supérieure aux bénéfices normaux réunis de nos mines de charbon et de notre marine marchande. Avec ces mêmes sommes, nous pourrions nous permettre tous les mois des dotations suffisantes à la création et à l'aménagement parfait d'une nouvelle Université, d'un nouvel hôpital, d'un nouveau laboratoire et ceci pendant soixante ans; en faisant le même sacrifice pendant le même laps de temps, nous pourrions supprimer les taudis, et loger dans des maisons confortables la moitié de notre population qui aujourd'hui ne possède que des abris insuffisants et précaires.

D'autre part, nous recevons aujourd'hui de nos Alliés et de l'Allemagne, de quoi couvrir une bonne part de nos paiements aux Etats-Unis. Il peut être intéressant d'indiquer brièvement comment se répartissent ces comptes.

En 1928, nous recevrons £ 12.800.000 de nos Alliés et verserons aux Etats-Unis £ 33.200.000; d'ici 1983 ces chiffres auront atteint respectivement £ 17.700.000 et £ 37.800.000. Ainsi, sans compter notre part des réparations allemandes, nous devrons payer tous les ans pour nos dettes de guerre £ 20.000.000 de plus que nous ne recevrons. Si le plan Dawes est appliqué intégralement, nous nous en tirerons à peu près sans rien débourser. Car l'annuité normale du plan Dawes, une fois qu'elle aura atteint son niveau le plus élevé (déduction faite de l'intérêt de l'emprunt allemand), s'élèvera à £ 117.000.000 sur lesquels (sans compter la part des autres états de l'Empire britannique) £ 22.000.00. doivent nous reve-

nir. Mr. Churchill a estimé que pour l'année financière en cours, 1928-1929, nos paiements seront de £ 32.845.000 et nos rentrées de près de £ 32.000.000.

Il est peu vraisemblable que ces rentrées se fassent toutes. Mais nous pouvons, pour la commodité de notre raisonnement, supposer un instant qu'elles se réalisent. En ce cas chaque Allié serait en état de payer les Etats-Unis avec les sommes qu'il aura reçues de l'Allemagne. Lorsque les paiements des dettes de tous les Alliés aux Etats-Unis, auront atteint leur taux le plus élevé, selon les accords existants, ils représenteront un total de £ 83.000.000 par an (la moyenne des paiements annuels, calculés sur la période entière s'établit aux environs de £ 61.000.000). Si nous y ajoutons la part directe de l'Amérique aux réparations, les Etats-Unis toucheront £ 78.000.000 par an sur les £ 117.000.000 à verser par l'Allemagne aux Alliés, soit 67 % des réparations, plus £ 10.000.000 de l'Italie que ne couvrent pas les réparations; ou si nous considérons la moyenne des paiements au lieu de leur taux le plus élevé, les Etats-Unis recevront £ 66.000.000 sur £ 117.000.000 ou 57 %. Dans les deux cas, la Grande-Bretagne, tout compte fait, ne toucherait rien.

Il découle de ce qui précède, que si l'on devait réduire d'un tiers les annuités maximum du plan Dawes — ce qui peut fort bien arriver, selon l'avis de plusieurs d'entre nous — les Etats-Unis se trouveraient, au moment où les paiements des Alliés envers eux auraient atteint leur maximum — en être les seuls bénéficiaires. En ce cas, le résultat en dernier ressort de tous les accords sur les dettes, serait de faire des Etats-Unis les seuls bénéficiaires des £ 78.000.000 payés tous les ans par l'Allemagne sans que personne d'autre ne touche rien.

Si j'ai présenté le problème de la sorte, c'est qu'on comprend plus clairement ainsi pourquoi dans l'esprit des Alliés, la question de nouvelles concessions finan-

cières à l'Allemagne est intimement liée à celle de leurs propres obligations envers les Etats-Unis. L'attitude officielle des Etats-Unis qui consiste à nier qu'il existe le moindre lien entre les deux problèmes, n'a pas la moindre consistance. Le réajustement du plan Dawes ne peut se faire, d'une façon ou d'une autre, sans que les Etats-Unis y prennent part. Mais laissez-moi ajouter que toute concession qu'ils pourront faire, profiterait exclusivement à l'Allemagne ou aux Alliés européens, la Grande-Bretagne demeurant attachée à son principe désintéressé de compensation.

Si tout, ou presque tout, ce que l'Allemagne paie au compte des réparations, doit servir, non à réparer des dommages, mais à dédommager les Etats-Unis du rôle financier qu'ils jouèrent dans la lutte commune, il y aura bien des gens qui estimeront que ce n'est pas là un résultat qui puisse être compatible avec les sentiments d'humanité, ou avec les professions de foi émises par l'Amérique au moment de son entrée en guerre, et au cours de celle-ci. Pourtant c'est une tâche délicate pour un Anglais représentant son pays que d'exprimer officiellement cet avis, quelles que soient les impatiences de l'opinion publique. Il est clair qu'il nous faut payer ce que nous nous sommes engagés à payer et que toute proposition, si elle doit avoir lieu, doit venir des Etats-Unis. J'eus pendant la guerre la tâche de négocier officiellement, pour la Trésorerie britannique, tous les accords financiers avec les Alliés et avec les Etats-Unis d'où sont nées les conditions actuelles. J'ai pu connaître à fond, et dans leurs détails quotidiens, les raisons et les motifs qui commandaient alors aux arrangements financiers que l'on prenait. A la lumière du souvenir de ces jours anciens, je continue à espérer qu'à un certain moment, et à l'heure qu'elle choisira, l'Amérique nous fera savoir qu'elle n'a pas dit son dernier mot.

II

INFLATION ET DÉFLATION

I

L'INFLATION (1919).

On dit que Lénine a déclaré que le meilleur moyen de détruire le capitalisme était de corrompre la circulation. Par des procédés constants d'inflation, les Gouvernements peuvent confisquer d'une façon secrète et inaperçue une part notable de la richesse de leurs nationaux. Par cette méthode, ils ne font pas que confisquer : ils confisquent *arbitrairement* et tandis que le système appauvrit beaucoup de gens, en fait il en enrichit quelques-uns. Le spectacle de ces enrichissements ne porte pas seulement atteinte à la sécurité publique, mais aussi à la confiance que l'on avait dans la justice de la répartition actuelle des richesses. Ceux à qui ce système profite, au delà de leurs mérites ou même de leur attente et de leurs désirs deviennent des « profiteurs », qui sont l'objet de la haine de la bourgeoisie que l'inflation a appauvrie autant que le prolétariat. La méthode se poursuivant, la valeur réelle de la monnaie variant de mois en mois, les rapports constants de débiteurs à créanciers, qui constituent le premier fondement du capitalisme, sont troublés au point de perdre toute signification. Et les procédés d'enrichissement deviennent un jeu de hasard, une loterie.

Lénine avait certainement raison. Il n'y a pas de moyen plus subtil et plus sûr de bouleverser la base actuelle de la Société que de corrompre la circulation monétaire. Le procédé range toutes les forces cachées

des lois économiques du côté de la destruction, et cela d'une façon que pas un homme sur un million ne peut prévoir.

Dans la dernière phase de la guerre, tous les gouvernementes belligérants pratiquèrent, par nécessité ou par ignorance, ce qu'un bolcheviste aurait pu faire à dessein. Même à présent que la guerre est terminée, la plupart d'entre eux ont recours par faiblesse aux mêmes erreurs. Mais de plus, les Gouvernements européens, aussi téméraires que faibles, cherchent à diriger contre la classe des « profiteurs » l'indignation que les conséquences les plus évidentes de leur politique néfaste a soulevée dans le peuple. Ces « profiteurs » sont en général des entrepreneurs, c'est-à-dire qu'ils constituent l'élément actif et constructif de la Société capitaliste. A un moment où les prix s'élevaient rapidement, ils ne pouvaient que s'enrichir, qu'ils le désirassent ou non. Lorsque les prix montent continuellement, le commerçant qui a constitué des stocks ou qui possède des propriétés ou du matériel, réalise nécessairement un profit. En canalisant la haine contre cette classe, les Gouvernements de l'Europe poursuivent leur marche sur la voie fatale, que l'esprit fin de Lénine a parfaitement indiquée. Les profiteurs sont la conséquence et non la cause de l'élévation des prix. En combinant la haine que porte le peuple contre la classe des entrepreneurs, avec le coup qui, — conséquences inévitable de l'inflation, — a déjà été porté à la sécurité sociale par la rupture violente et arbitraire des contrats et de l'équilibre existant des richesses, les Gouvernements rendent rapidement impossible le maintien de l'ordre économique et social du XX^{e} siècle. Mais ils n'ont rien pour le remplacer.

II

LE FRANC FRANÇAIS

1. — Lettre ouverte au Ministre des Finances français (quel qu'il soit ou puisse être), **janvier 1926.**

Monsieur, lorsque je lis tous les jours dans mon journal vos projets quotidiens et ceux de vos prédécesseurs en vue d'établir de nouveaux budgets et d'amortir d'anciennes dettes, j'ai l'impression que l'on s'attache fort peu à Paris, à ce qui m'apparaît à Londres comme le côté technique de votre problème. Puis-je donc détourner un instant votre attention de la tâche de Sisyphe que vous entreprenez en faisant gravir à votre Budget les dures pentes du Parlement pour lui soumettre certains calculs primordiaux?

J'ai parlé à de nombreuses reprises du franc français dans mes écrits, au cours des dernières années, et je ne vois pas que j'aie changé d'avis. Il y a plus de deux ans j'écrivais : « Le cours du franc dépendra finalement, non de la spéculation ou de la balance commerciale, ou même des résultats de l'aventure de la Ruhr, mais de la part de ses revenus et de ses salaires que le contribuable français voudra bien laisser prélever en faveur du rentier français. » Je pense encore que c'est là l'idée maîtresse dont devraient s'inspirer vos projets.

Il est clair qu'il y a deux façons d'obtenir l'équilibre recherché. Vous pouvez soit alourdir la part du contribuable, soit diminuer la part du rentier. Si vous choi-

sissez la première alternative, l'impôt absorbera presque un quart du revenu national de la France. Est-ce faisable? Autant qu'on puisse parler de l'atmosphère politique d'un autre pays que le sien, il me semble, d'après certaines indications récentes, que le public français se refusera à subir des taxes nouvelles suffisamment élevées pour permettre de faire face, au niveau actuel, aux obligations contractées envers les rentiers. Et même en admettant qu'on pût politiquement établir de pareils impôts, il y aurait là un projet irréalisable d'un point de vue administratif. La tâche la plus urgente pour le trésor français n'est pas de créer de nouveaux impôts, mais de mettre sur pied une organisation administrative capable de faire rentrer les impôts existants. Si donc, j'étais à votre place, je n'envisagerais pas un seul instant, me plaçant ici d'un point de vue politique, de nouveaux impôts, mais je concentrerais tous mes efforts, dans le domaine fiscal, à améliorer le rendement et la perception des impôts déjà existants.

Etant donné que cela en soi ne suffit pas, — la première chose à faire — si vous acceptez mes conclusions en ce qui concerne l'état d'esprit du public français — est de chercher la meilleure façon de diminuer la part du rentier. Trois méthodes se présentent: premièrement, un impôt général sur le capital; deuxièmement, une conversion forcée du taux de l'intérêt de la dette publique; troisièmement une hausse des prix, qui réduirait la valeur réelle de l'argent dû au rentier. Assurément, c'est la première qui est la meilleure du point de vue de la justice, de la vertu, et de la théorie. C'est celle que je préconiserais pour l'Angleterre dans une situation analogue. Mais j'estime qu'il y a tant de chances pour qu'un tel projet échoue aujourd'hui en France, par suite des mêmes difficultés politiques et administratives qui s'opposent à de nouvelles charges fiscales, que je ne m'y attarderai point. La seconde est séduisante, ne serait-ce que parce qu'elle n'offre aucune difficulté admi-

nistrative. Je crois que certains esprits compétents en France l'ont préconisée. Néanmoins, je me refuserais également à cet expédient, si j'étais vous, car à l'encontre d'un impôt général sur le capital, ou de la dépréciation de la monnaie, cette sorte de discrimination porte le nom de Répudiation, et répudier la Dette Nationale, c'est s'écarter à un tel point et avec tant de danger de la vertu financière, qu'on ne saurait le faire qu'en cas d'extrême nécessité.

Nous nous trouvons donc, ayant écarté toutes les autres alternatives, en présence d'une seule possibilité : une hausse des prix à l'intérieur; et nous quittons le domaine fiscal pour aborder le problème du niveau des prix, celui des changes étrangers, de l'or de la Banque de France, du volume des placements à l'étranger, celui de la balance commerciale. Ici il me faut attirer tout particulièrement votre attention sur un curieux paradoxe.

De nombreux ministres des Finances ont en fait tenté tout le possible pour trouver une solution dans le sens que j'indique. Ils ont pratiqué l'inflation avec brio et ont fait baisser progressivement, avec seulement quelque recul monétaire, la valeur or du franc. Que pouvaient-ils faire de plus?

Je vais vous le dire. L'armée de vos prédécesseurs, n'est point parvenue, malgré tous ses efforts, à déprécier parallèlement le pouvoir d'achat intérieur du franc. Vos difficultés actuelles proviennent, non de l'inflation du papier monnaie ou de la baisse des changes (car ces facteurs tendent continuellement à vous sortir de l'embarras), mais du fait que ces facteurs ne sont pas parvenus à diminuer le pouvoir d'achat intérieur de l'argent que touchent les rentiers.

Les quelques chiffres suivants marquent le fond du problème. En décembre 1925, la valeur or du franc sur les marchés étrangers s'élevait à 19 % de sa parité d'avant-guerre; les prix mondiaux or s'élevaient à environ 150 % de leur parité d'avant-guerre; donc en prenant pour base

les conditions d'avant-guerre, la circulation papier et le niveau des prix en France aurait dû atteindre 830 % (car 158 : 19 = 8,3). Or la circulation papier s'élevant à environ 1.000 % de celle d'avant-guerre, répond à peu près au niveau des changes étrangers, bien qu'en tenant compte de l'accroissement du territoire et de la disparition de la circulation des pièces d'or et d'argent, elle demeure probablement trop faible, par rapport au change, plutôt que trop élevée (toujours en comparaison de l'avant-guerre).

Par contre lorsque nous examinons le niveau intérieur des prix en francs, c'est une tout autre histoire. Les matières premières importées ont forcément atteint leur parité internationale. Mais les autres espèces de produits tels que les aliments et autres articles entrant dans l'établissement et l'index du coût de la vie, et que gouverne la production intérieure, sont fort au-dessous de leur valeur d'équilibre. Les prix de gros des produits alimentaires s'élevaient en novembre 1925, à 490 % de ceux d'avant-guerre. Les prix de détail à Paris (pour 13 articles différents) à 433 % et au cours du troisième trimestre de 1925, l'index du coût de la vie à Paris marquait 401 %. Ces chiffres demeurent peut-être inférieurs à la hausse réelle des prix, mais il semble bien qu'en fait, les dépenses domestiques françaises ne dépassent pas le coefficient 5 des prix d'avant-guerre. Ce qui signifie que le prix des produits de fabrication d'origine française, converti au cours actuel des changes, ne s'élève pas à beaucoup plus de la moitié des prix mondiaux, et demeure même inférieur en or au niveau d'avant-guerre. Ainsi l'inflation de la circulation monétaire a produit tous ses effets en matière de change et par suite sur les prix des produits importés, mais n'a guère agi sur les prix des produits intérieurs.

Or la charge que fait peser le rentier sur le contribuable se mesure au pouvoir d'achat intérieur des francs prélevés sur ce dernier pour être distribués au premier.

C'est pourquoi, si les prix intérieurs s'étaient élevés selon le même rythme qu'ont baissé les changes, le fardeau réel de la Dette Nationale se serait trouvé réduit pour le moins du tiers. Je prétends donc que si la solution de vos difficultés fiscales réside uniquement dans la hausse du niveau des prix intérieurs, il n'est pas prouvé que celle-ci doive s'accompagner d'une nouvelle Inflation ou d'une nouvelle baisse des changes.

C'est à vous de voir à quel niveau des prix intérieurs vous pouvez espérer équilibrer le budget. Il vous faudra vous appliquer à effectuer cette hausse de la façon la plus ordonnée et la plus scientifique possible. Jugeant de l'extérieur, il me semble qu'un niveau intérieur des prix atteignant 8 ou 9 fois celui d'avant-guerre serait suffisant. En ce cas rien ne justifierait une nouvelle Inflation ou une nouvelle baisse des changes. Il vous suffirait de stabiliser la circulation monétaire et le cours du change aux environs de leur niveau actuel, et de permettre, avec le temps, aux prix intérieurs de s'élever d'une manière correspondante.

Qu'est-ce qui explique le niveau actuel si peu élevé des prix en francs? C'est, je crois : 1° le facteur temps — les prix intérieurs se modifient lentement, mais se modifieront comme il faut avec le temps; 2° la thésaurisation sur une échelle encore plus grande que dans le temps des billets de banque, qui amène un ralentissement de la circulation de la monnaie disponible; 3° un excès de placements à l'étranger effectués par les Français, qu'explique le manque de confiance, et qui ramène les changes au-dessous du taux qui convient aux affaires; et enfin 4° les restrictions légales qui frappent les loyers.

On doit pouvoir remédier au facteur 1 uniquement en laissant faire le temps, et aux facteurs 2 et 3 en rétablissant la confiance à l'intérieur. La bonne tactique consiste donc à restaurer d'abord la confiance, puis à attendre. Et le bon moyen de ramener la confiance n'est

certes pas de créer des quantités de nouveaux impôts, mais de stabiliser le cours du franc et les changes aux environs du cours actuel, de façon à les mettre à l'abri de toute incertitude et de toute critique.

Comment stabiliser le franc et le change? Ce n'est pas si difficile qu'on le prétend. La balance commerciale de la France est nettement favorable. Le niveau actuel des prix intérieurs aide les exportations et nuit aux importations. La réserve métallique de la Banque de France équivaut (au cours actuel des changes) à près de 40 % de la circulation en billets. Il suffit donc, je pense, que la Banque de France déclare que pour au moins deux ans, elle est prête à échanger des dollars contre des francs, en quantité illimitée, à des conditions qui n'excèdent pas un taux défini, et que la Banque soit disposée, si c'est utile, à se servir pour cela de son or. Le taux à fixer devra se rapprocher de 25 francs par dollar, ou de 30 francs par dollar, et mieux vaudrait choisir ce dernier chiffre pour commencer, tout en gardant en vue le premier comme but à atteindre [1].

Il suffit qu'on ait confiance dans l'entreprise de la Banque pour qu'elle réussisse. Cette stabilité acquise, vous pouvez emprunter assez pour traverser la période de transition sans avoir à nouveau recours à l'Inflation.

Pour le reste, fiez-vous au temps. Au fur et à mesure que s'élèvera le niveau des prix intérieurs et qu'il rejoindra la balance des changes, que s'améliorera la perception des impôts, vos recettes budgétaires augmenteront de mois en mois jusqu'à ce qu'elles suffisent à couvrir les dépenses. Il faudra naturellement élever les droits établis en francs et non *ad valorem*, « *pari passu* », au fur et à mesure de la hausse des prix.

Il y a deux points sur lesquels il faut que le Gouvernement français fasse preuve d'une volonté de fer —

1. J'avais bien deviné puisque le chiffre exact adopté deux ans plus tard fut celui de 25,5 par dollar.

fixer un minimum au cours du franc, même si cela doit lui coûter beaucoup d'or, et percevoir entièrement l'impôt. Ce sont là mesures indispensables. Ce serait faire fausse route, au point où nous en sommes, et aller au-devant d'un échec, que de tenter des efforts héroïques pour élever le taux des impôts.

Quelles sont les objections qu'on pourrait faire à ces propositions? Elles sont purement d'ordre politique. Une politique qui ne peut réussir qu'en faisant monter les prix, s'expose à l'impopularité générale qui s'attache à la vie chère. Une politique qui consiste à ramener un équilibre entre les prix intérieurs et les prix extérieurs doit porter atteinte aux intérêts des exportateurs qui bénéficient du déséquilibre. Il ne suffit peut-être pas de leur répondre qu'on ne peut de toute façon éviter la première hypothèse, à moins que le contribuable ne veuille se sacrifier entièrement en faveur du rentier, et que la seconde doit se produire tôt ou tard à moins que le franc ne continue éternellement à tomber.

Mais il y a des considérations d'ordre politique qui peuvent peser avec un certain poids dans l'autre plateau de la balance. Une hausse des prix sur les produits agricoles ne déplairait pas aux agriculteurs et aux fermiers qui ont vendu jusqu'à présent leurs produits bien trop bon marché. D'autre part, il faut que le Gouvernement indique que les salaires et les traitements des fonctionnaires ne sauraient être atteints et qu'il fasse adopter, s'il le faut, une loi prévoyant un relèvement automatique des salaires et des traitements tous les trimestres au cours des deux prochaines années, pour répondre à chaque augmentation du coût de la vie.

Je vous offre ces réflexions pour ce qu'elles valent. Que vous veuillez bien les prendre en considération ou non, je suis sûr que les questions suivantes sont celles auxquelles il vous faudra répondre :

1° Une hausse du niveau intérieur des prix résoudra-t-elle vos difficultés?

2° Pouvez-vous les résoudre sans que se produise une hausse des prix?

3° N'est-il pas impossible, de toute façon, d'éviter à la longue, une hausse de prix?

4° En ce cas, ne vaut-il pas mieux faciliter une hausse régulière, et mettre le facteur temps dans son jeu?

5° Que vous choisissiez cette voie ou une autre, y a-t-il des objections suffisamment sérieuses qui s'opposent à l'emploi de l'or de la Banque de France pour fixer définitivement le cours du franc?

Je demeure votre fidèle serviteur.

J. M. KEYNES.

2. — *La stabilisation du franc* (1928).

On reproche aux politiciens non leur inconstance mais leur obstination. Ils sont les interprètes, non les maîtres de nos destinées. Bref, c'est leur métier d'enregistrer le fait accompli. De ce point de vue, nous approuvons tous M. Poincaré de ne pas s'être laissé arrêter par des considérations de continuité, d'amour-propre et par la crainte de paraître manquer de suite dans les idées. Après avoir proclamé pendant des années que ce serait faire une banqueroute nationale et agir honteusement que de dévaloriser le franc, il l'a stabilisé à environ un cinquième de sa valeur or d'avant-guerre, et a menacé de démissionner au cas où quiconque s'opposerait à une si bonne action.

Le cours finalement choisi semble convenir. Il y a de hautes autorités en France qui prétendent qu'un sixième de sa valeur avant-guerre (150 francs pour une livre) eût été préférable et plus sûr. Mais le taux d'un cinquième environ (124,21 francs pour une livre) a l'avantage de se rapprocher du taux déjà pratiqué depuis près de huit mois. Aucune des statistiques essentielles n'indique que M. Poincaré ait commis l'erreur de stabiliser à un

taux qui entraîne la Déflation .Le franc n'a jamais valu moins (en or) que le taux choisi aujourd'hui, sauf au cours des douze mois mouvementés de décembre 1925 à novembre 1926 lorsque les prix à l'intérieur n'avaient pas le temps de s'ajuster aux folles fluctuations des changes. De plus, le budget s'équilibre avec le poids des rentes, supportable pour le contribuable au taux actuel. Je ne vois donc aucune raison valable de choisir un chiffre inférieur.

A-t-on choisi un chiffre trop bas? C'est là-dessus que portent surtout les critiques en France. Il y a deux criterium qui permettent de l'apprécier. Est-il plus bas que le coefficient auquel se sont fixés les prix intérieurs? Impose-t-il un trop gros sacrifice aux rentiers? L'index officiel des prix, si l'on considère ses chiffres à leur valeur nominale, indique que les prix dénotent une valeur or pour le franc de plus près d'un quart (100 francs pour une livre) que d'un cinquième de sa valeur d'avant-guerre. Mais l'index des prix en France n'est pas très précis, et sujet à des erreurs d'un certain écart; et les deux ans et demi qui se sont écoulés depuis que le franc valait davantage que le taux actuellement choisi suffisent pour permettre un ajustement des prix à la hausse— opération beaucoup plus rapide qu'un ajustement à la baisse. Les loyers naturellement monteront, mais il est vraisemblable que les autres prix ne marqueront qu'une légère hausse, s'il s'en produit, en comparaison avec les prix mondiaux or. Quant aux rentiers, puisque les mesures prises entraînent *de facto* un lourd impôt sur le capital, et qu'il n'y a pas eu de trop fâcheuses conséquences, ce serait peu raisonnable de revenir sans motif sur ce qui a déjà été fait. Trois autres arguments d'ordre pratique sont probablement ceux qui ont entraîné la décision de M. Poincaré. Choisir une valeur plus élevée pour le franc pouvait détruire l'équilibre budgétaire si péniblement réalisé. C'eût été également gêner les industriels exportateurs — qui

savent se servir de leur influence politique. Et, raison plus tangible que toutes les autres — c'eût été exposer la Banque de France à une perte aux changes d'environ £ 300.000.000 sur les valeurs achetées pour le compte du Gouvernement aux taux actuels. Stabiliser la livre à 100 francs, par exemple, eût pu coûter £ 60.000.000 à la Banque de France, dont une bonne part eût été à des étrangers. Ce sont là des arguments que M. Poincaré et n'importe quel Français sont capables de comprendre.

Ainsi le sort en est jeté. Puisque ainsi disparaît un élément d'incertitude des marchés financiers, et des Bourses du monde, et puisque les importateurs et les fabricants français n'auront plus dorénavant d'hésitation à avoir, il se peut que se trouve en partie restauré un pouvoir d'achat qui se trouvait depuis longtemps paralysé. M. Poincaré a donc accompli quelque chose — pour la première fois peut-être au cours de sa carrière — dont nous pouvons tous nous réjouir.

Il est intéressant de rapprocher les différents destins de la France et de la Grande-Bretagne dans la période d'après-guerre. Les autorités anglaises n'ont jamais prononcé autant de paroles à tort et à travers que leur collègue français ni transgressé à un tel point les principes financiers les plus sains. Mais la Grande-Bretagne sort de cette période de transition, avec sa dette de guerre alourdie, ses obligations envers les Etats-Unis non diminuées et une déflation financière qui continue à s'accentuer. Elle supporte les impôts qu'entraînent les premières et le million de chômeurs qui sont la conséquence de la seconde. La France, au contraire, a réduit sa dette intérieure des quatre cinquièmes et a obtenu de ses Alliés une remise de plus de la moitié de sa dette extérieure; et en ce moment elle évite les sacrifices qu'entraîne la Déflation. Cependant elle a achevé tout ceci sans perdre quoi que ce soit de sa réputation financière et sans porter atteinte à ses principes capitalistes et conservateurs. La Banque de France en sort bien plus

forte que la Banque d'Angleterre, et tout le monde a encore l'impression que la France constitue la dernière forteresse de l'épargne laborieuse et de la mentalité rentière. Certes, cela ne rapporte point d'être vertueux.

Peut-être méritons-nous ce qui nous arrive. La France a renoncé à la fois à ses principes et à tout esprit de suite, mais elle s'est toujours refusée à des sacrifices que l'on pouvait éviter et s'est rangée finalement aux leçons de l'expérience. Nous, en Angleterre, n'avons voulu céder ni aux avertissements de principe ni à la pression des faits, nous contentant d'obéir obstinément aux conventions et à la tradition.

III

UN PROGRAMME D'OUTILLAGE NATIONAL (ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, MAI 1919).

I

En dehors d'un bref répit en 1924, avant le retour à l'étalon or, un dixième ou plus de la population ouvrière de ce pays, s'est trouvé sans travail pendant huit ans — fait sans précédent dans l'histoire. — Le nombre de personnes inscrites sur les listes de chômage du Ministère du Travail, n'a jamais été de moins d'un million depuis que fonctionnent leurs statistiques, c'est-à-dire depuis 1923. Aujourd'hui (avril 1929) 1.140.000 travailleurs sont en chômage.

Ce degré de chômage nous coûte environ 50.000.000 de livres par an distribués par les caisses de chômage. Sans compter les secours aux pauvres. Depuis 1921, nous avons dépensé des sommes s'élevant à environ 500.000.000 de livres pour les chômeurs, sans qu'elles nous rapportent quoi que ce soit. Ces sommes eussent suffi à construire un million de maisons, et représentent presque le double des économies placées à la Caisse d'Epargne; elles permettraient de construire un tiers des routes de ce pays et dépassent de beaucoup la valeur globale de toutes les mines que nous possédons; et elles suffiraient à transformer du tout au tout l'équipement industriel du pays; ou, pour passer du plus sérieux au plus léger, pourraient doter une famille sur trois d'une

automobile ou constituer un capital suffisant pour permettre à la population entière d'aller pour rien au cinéma jusque dans la nuit des temps.

Mais le gaspillage ne s'arrête pas là. Il y a les pertes que subissent les chômeurs eux-mêmes, écart entre leur indemnité et leur salaire complet, et surtout perte d'énergie et de ressort moral. Il y a pertes de bénéfices pour les chefs d'entreprises et pertes de contributions pour le Chancelier de l'Echiquier. Il y a la perte incalculable qui résulte du retard apporté pendant toute une décade au progrès économique du pays tout entier.

Le recensement de la production en 1924 faisait ressortir le chiffre de 220 livres comme représentant la valeur moyenne du produit du travail d'un ouvrier anglais. Si l'on prend ce chiffre pour base, on peut dire que les pertes occasionnées par le chômage depuis 1921 s'élèvent environ à deux milliards de livres qui suffiraient à couvrir deux fois les frais d'installation du réseau entier des chemins de fer anglais. Cette somme permettrait également d'acquitter deux fois notre dette envers les Etats-Unis; elle est supérieure au chiffre global des réparations réclamées par les Alliés à l'Allemagne.

Il est utile de connaître et de méditer ces chiffres, car ils donnent une notion plus exacte de l'ampleur réelle des projets de M. Lloyd George. Il estime qu'un programme d'outillage de £ 100.000.000 par an donnerait du travail à 500.000 hommes. La dépense n'est pas considérable par rapport aux pertes et au gaspillage tous les ans plus inquiétants qu'entraîne le chômage, comme l'indiquent les chiffres cités plus haut. Elle ne représente que 5 % des pertes déjà accumulées du fait du chômage depuis 1921. Elle équivaut à environ 2 1/2 % du revenu total. En admettant qu'on tente l'expérience pendant trois ans, qu'on y dépense £ 100.000.000 par an et que le tout soit gâché, l'intérêt annuel à servir par la suite, ne représenterait que 2 % du budget. En somme, il s'agit d'un projet des plus modestes. L'idée qu'il comporte de

gros risques en vue de remédier à une situation sans gravité, est des plus erronées. Il n'y aurait qu'un risque négligeable pour se débarrasser d'une monstrueuse anomalie.

Rien ne figure dans ce programme qui ne vaille en soi la peine d'être réalisé. Cependant, même si la moitié des travaux ne devait servir à rien, il vaudrait encore mieux les entreprendre. Un peu d'audace fût-elle jamais plus justifiée, y eût-il jamais meilleure raison de courir un risque, en admettant que ce projet en comporte?

Il peut paraître fort sage de demeurer assis immobile dans son fauteuil et de hocher la tête. Mais tandis qu'on attend, le travail inemployé des chômeurs ne s'amasse pas dans une banque sous forme de crédits prêts à servir un peu plus tard. Il est irrémédiablement gaspillé et constitue une perte absolue. Chaque bouffée de la pipe de M. Baldwin nous coûte des millions de livres.

L'argument qu'on oppose le plus souvent à ce plan, c'est que l'argent levé par l'Etat en vue de financer des travaux généraux d'outillage, diminuerait d'autant les capitaux disponibles pour l'industrie privée. En ce cas, l'application d'un plan d'outillage national, n'améliorerait pas réellement l'état de la main-d'œuvre. Il remplacerait simplement l'emploi de la main-d'œuvre privée par un emploi de la main-d'œuvre de la part de l'Etat. C'est là ce qui arriverait d'après les raisonnements qu'on entend répéter, ou bien alors ce serait l'Inflation. Il n'y a donc rien ou peu de choses à faire pour le Gouvernement. La situation est désespérée et nous n'avons qu'à nous laisser aller.

Telle fut l'attitude adoptée par le Chancelier de l'Echiquier dans son discours pour défendre le Budget. « C'est la doctrine orthodoxe de la Trésorerie, à laquelle nous demeurons fermement attachés », a-t-il dit à la Chambre des Communes, « que de professer que, quels que soient les avantages politiques ou sociaux que peuvent amener des emprunts et des dépenses de l'Etat, ils ne sauraient

entraîner aucune réelle amélioration pour les chômeurs ou alors seulement une amélioration passagère ». « Certaines dépenses d'Etat sont inévitables et même recommandables en elles-mêmes », a-t-il reconnu dans sa conclusion, « mais non en tant que remède au chômage ».

Par rapport à la situation actuelle, cet argument est, à mon avis, inexact.

Tout d'abord, rien dans cet argument ne permet de limiter l'application aux entreprises de l'Etat. S'il a la moindre valeur, il doit s'appliquer pareillement à de nouveaux travaux entrepris par Morris ou Courtaulds, ou à n'importe quelle affaire nécessitant l'apport de gros capitaux. Si la nouvelle se répandait que certains de nos capitaines d'industries les plus éminents, avaient décidé de se lancer dans de nouvelles entreprises et d'y consacrer, tous ensemble, une somme d'environ 100.000.000 de livres, tout le monde s'attendrait à une sérieuse reprise de la main-d'œuvre, et tout le monde aurait raison. Mais si l'objection dont je parle était fondée, tout le monde aurait tort. Il faudrait se dire que ces hommes d'affaires ne feraient que détourner les capitaux employés par eux à d'autres placements, et qu'il ne pourrait donc en résulter aucune amélioration de l'emploi de la main-d'œuvre. Et même, nous serions amenés à une conclusion encore plus extraordinaire. Il nous faudrait conclure qu'il est vain de chercher un moyen quelconque de redonner du travail aux chômeurs en dehors de l'inflation — à laquelle on ne saurait songer, — et ceci faute de capitaux. Tout cela ne vous déplaise, en Grande-Bretagne, pays qui a des réserves et des économies qu'elle a l'habitude de prêter à l'étranger, s'élevant à plus de cent millions par an.

Cette objection n'a pas le sens commun. Il n'y a pas d'homme, aussi simple soit-il, qui, livré à lui-même, puisse croire que s'il avait existé des projets de construction au cours des dernières années, nous aurions tout de même eu le même nombre de chômeurs. Et, partant

de là, la plupart des gens simples sont facilement convaincus que si les projets de M. Lloyd George pour l'emploi de la main-d'œuvre étaient adoptés, il y aurait plus d'hommes qui travailleraient.

Mais l'objection n'est pas seulement peu plausible, elle est également contraire à la vérité. Il y a trois sources d'où tirer de nouveaux capitaux pouvant servir à de nouveaux emplois de la main-d'œuvre.

La première source, ce sont les réserves d'où nous tirons aujourd'hui de quoi payer les chômeurs.

La seconde source, ce sont ces réserves qui actuellement se perdent, faute de crédits suffisants.

La troisième source proviendrait d'une réduction du montant net de nos placements actuels à l'étranger.

Examinons-les tour à tour en commençant par la première. L'épargne individuelle signifie que certains individus produisent davantage qu'ils ne consomment. Cet excédent peut et devrait servir à augmenter le capital que constitue l'équipement industriel. Mais malheureusement ce n'est pas la seule façon dont il puisse servir. Il peut aussi servir à permettre à d'autres individus de consommer davantage qu'ils ne produisent.

C'est ce qui se passe lorsqu'il y a chômage. Nous nous servons de l'épargne pour payer les chômeurs, au lieu de nous en servir pour équiper le pays. Les réserves que M. Lloyd George emploierait ne seraient pas détournées de l'équipement du pays mais puisées aux caisses de chômage. Celles-ci, à elles seules, déboursent actuellement £ 50.000.000 par an, et ce n'est pas tout ce que nous coûte le chômage.

En second lieu, l'épargne individuelle ne prend pas forcément la forme de placements. Le montant des sommes investies dans des travaux destinés à accroître le capital national dépend d'une part du montant des crédits accordés par la Banque d'Angleterre, et de l'autre, de l'empressement des entrepreneurs dont le Gouvernement est aujourd'hui le principal à les accueillir. Aussi

le total des placements qui varie selon les éléments indiqués ci-dessus, est loin d'atteindre toujours le montant de l'épargne; il y a alors un déséquilibre qu'on trouve souvent à la base de nos ennuis.

Lorsqu'il y a plus de spéculation que d'épargne, il se produit une vague de hausse, un emploi accru de la main-d'œuvre et une tendance à l'Inflation. Lorsque la spéculation marque le pas, il y a vague de baisse et chômage anormal comme c'est le cas actuellement.

On répond souvent à ceci qu'une extension des crédits entraîne fatalement de l'Inflation. Mais *tout nouveau crédit* n'entraîne pas l'Inflation. Il ne se produit une Inflation que lorsque nous cherchons, comme pendant la guerre et après, à développer encore plus notre activité alors que tout le monde a déjà trop de travail et que nos réserves se trouvent déjà épuisées.

L'hypothèse selon laquelle une politique de subvention, si elle ne privait pas de capitaux l'industrie privée, provoquerait une Inflation, serait exacte, si nous nous trouvions en période de hausse. Et elle deviendrait vraie, si cette politique de subvention allait trop loin, et demandait à l'épargne plus qu'elle ne peut donner. Mais nous sommes loin, à l'heure actuelle, de pareille hypothèse. Il faut remonter un fort courant de Déflation avant qu'il n'y ait le moindre danger d'Inflation par suite d'une politique d'expansion. Parler des dangers de l'Inflation à propos de subventions et de financements de la part de l'Etat aujourd'hui, équivaut à mettre en garde contre l'obésité un malade qui se meurt d'amaigrissement.

Le véritable obstacle à une extension de crédits de la part de la Banque d'Angleterre a été la crainte que celle-ci ne mène à des pertes d'or auxquelles la Banque ne pouvait s'exposer. Car si la Banque cherchait à développer le volume des crédits, à une période où, du fait du ralentissement des affaires à l'intérieur, on ne pourrait compter sur l'absorption des crédits nouveaux par nos nationaux au taux existant de l'intérêt, cela pourrait

arriver. Si le taux de l'intérêt baissait sur le marché, une grosse partie des nouveaux crédits irait à des emprunteurs étrangers, ce qui aurait pour conséquence de démunir d'or la Banque. Il n'est donc pas prudent pour la Banque d'étendre ses crédits avant d'être sûre qu'il y ait des emprunteurs dans le pays, prêts à les absorber au taux existant de l'intérêt.

Mais le projet des libéraux répond parfaitement à la situation actuelle. Celle-ci présente les conditions requises pour qu'il n'y ait pas de risque à développer les crédits.

Il est naturellement indispensable que la Banque d'Angleterre collabore loyalement au programme gouvernemental d'outillage national et fasse tout son possible pour le faire aboutir. Car, malheureusement, si elle devait pratiquer une politique de déflation, en vue d'arrêter tout développement des crédits bancaires, la Banque d'Angleterre parviendrait facilement à faire échouer les projets les plus soigneusement étudiés et à faire en sorte que les travaux subventionnés par la Trésorerie, le fussent aux dépens d'autres travaux ressortissant de l'industrie privée.

Nous acceptons donc le point de vue de Mr. Mc Kenna qui veut qu'une extension de crédits constitue la clef du problème. Mais si nous ne faisions que développer les crédits sans leur assurer un emploi défini à l'intérieur, nous redouterions qu'une trop grande part de ces crédits supplémentaires n'aille à des étrangers et ne nous arrache notre or. Notre conclusion est donc que si un développement du volume des crédits bancaires est vraisemblablement une condition sine qua non d'une reprise de la main-d'œuvre, un programme comportant des placements à l'intérieur qui absorbent l'excédent de ce volume est une condition sine qua non d'une sûre extension des crédits.

La troisième source d'où l'on peut tirer les fonds nécessaires à l'application du projet libéral, c'est une

réduction du montant net de nos placements à l'étranger.

Une large part de nos économies trouve actuellement un débouché dans les emprunts étrangers. En admettant qu'un vaste projet de développement national ne puisse être uniquement financé par les caisses actuelles de chômage, et par les réserves de capitaux qui actuellement se perdent, en admettant que des emprunts de l'Etat privent d'autres emprunteurs de ressources qu'ils réclament, pourquoi faut-il admettre que ces autres emprunteurs doivent être des hommes d'affaires anglais? Le fonctionnement technique du marché des capitaux laisse au contraire supposer qu'il y a infiniment plus de chances, que ce soient des Gouvernements ou des Municipalités du continent ayant bénéficié ces derniers temps sur une large échelle des crédits anglais. C'est le marché des obligations qui serait surtout atteint par un emprunt du Gouvernement anglais.

Or la Banque d'Angleterre ne pourrait qu'applaudir, à l'heure actuelle, à son propre point de vue, à tout ce qui contribuerait à réduire le volume des emprunts étrangers. La situation des changes est difficile et précaire; la récente hausse de l'escompte en est la preuve. Une diminution des emprunts étrangers soulagerait la tension des changes. Songez qu'il y a à peine un ou deux ans, la Banque d'Angleterre, dans ce but, maintenait une demi-interdiction sur les emprunts étrangers. L'interdiction constituait un instrument grossier, susceptible simplement d'application temporaire, et nous ne proposons pas son rétablissement. Mais le besoin auquel répondait cette mesure demeure, même si son caractère s'est atténué. Par rapport à notre balance commerciale peu favorable, nous faisons trop de placements à l'étranger; il y a là un danger qui provient en partie du fait que nous ne trouvons pas chez nous assez de débouchés pour nos réserves de capitaux.

Il s'ensuit par conséquent qu'un projet d'outillage

national s'il parvenait à faire davantage que de réduire le mouvement de Déflation, servirait surtout à ramener à des travaux d'aménagements intérieurs, des capitaux qui pour l'instant s'en vont à l'étranger, et qu'il y aurait là un résultat des plus favorables aux intérêts de la Banque d'Angleterre.

On a objecté que si nous prêtions moins à l'étranger, nos exportations diminueraient. Je ne vois pas de raison pour faire pareille déduction. Comme je viens de le dire, une réduction du montant net de nos placements soulagerait aussitôt l'encaisse or de la Banque d'Angleterre. Et par la suite, elle aurait pour effet essentiel, non de réduire nos exportations, mais d'augmenter nos importations. Car les nouveaux projets d'outillage nécessiteraient l'emploi d'une certaine quantité de matières premières, et d'autre part, ceux qui se trouvent aujourd'hui sans travail consommeraient davantage d'aliments importés, lorsqu'ils toucheraient à nouveau des salaires normaux.

Voici donc ce que nous pouvons répondre. Les réserves qui serviraient à faire face aux projets de M. Lloyd George, ne seraient pas détournées du financement d'autres travaux, mais proviendraient en partie des caisses de chômage. Elles seraient tirées de réserves qui actuellement se perdent, faute de trouver des crédits suffisants. Enfin, il faut compter également sur la prospérité même qu'engendrerait l'application de ce projet. Et l'on compléterait l'équilibre en réduisant les prêts à l'étranger.

Tout le travail des chômeurs est prêt à accroître la richesse nationale. Ce serait folie de croire que nous nous ruinerons financièrement, en essayant de l'employer et que « Sécurité » d'abord consiste à continuer à laisser des hommes dans l'oisiveté.

C'est justement à l'aide de nos ressources productives inemployées, que nous ferons de nouveaux placements.

Nous sommes en présence d'une proposition claire,

simple, et assurément avantageuse. Quelles que puissent être les difficultés qu'il y ait à trouver de nouveau du travail pour nos chômeurs, on ne saurait prétendre qu'on s'expose ce faisant à priver de ressources d'autres entreprises employant déjà de la main-d'œuvre.

II

Toute notre politique économique, au cours des dernières années, a été dominée par les préoccupations de la Trésorerie, d'opérer une conversion de la Dette. Moins le Gouvernement empruntera, pense-t-on, plus il aura de chance de convertir la Dette nationale en emprunts comportant des intérêts moins élevés. C'est donc en vue d'une conversion que les experts ont cherché à supprimer tout emprunt public et à réduire les dépenses de l'Etat, même les plus indispensables et les plus productives. Je me demande si le gros public se rend compte des graves conséquences et des répercussions nombreuses et infinies que peut avoir pareille attitude.

A tout projet soigneusement conçu d'entreprise et de progrès, ils ont opposé, de façon délibérée (quand ils l'ont pu) une fin de non recevoir. Or, il est vrai qu'en réduisant les dépenses et les subventions de l'Etat, on travaille à faire baisser le taux des intérêts de l'emprunt. Mais il n'est pas moins vrai qu'on travaille en même temps à accroître le chômage et à laisser le pays dans l'état d'équipement industriel où il se trouvait avant-guerre.

Même d'un point de vue budgétaire, on peut se demander si le jeu vaut la chandelle. Il semble certain qu'une étude un peu approfondie de la question, amène une réponse négative. Le marché des capitaux est un marché international. Toutes sortes d'influences qui

échappent à notre contrôle interviennent pour fixer le taux doré sur tranche de l'intérêt; aussi l'action que peut exercer sur lui le Gouvernement britannique en limitant ou développant son programme d'utilisation des capitaux est-elle très limitée. Supposons, en mettant les choses au mieux, que son action intervienne dans une proportion d'un quart pour cent. Par rapport aux 2.000 millions de livres, auxquelles s'élèvent les emprunts de guerre, sujets à conversion, cela constitue une différence dans le service annuel des intérêts de £ 5 millions par an. Rapprochez ce chiffre de celui des dépenses des caisses de chômage qui est de plus de 50 millions de livres par an!

De plus, au cours des dix prochaines années, il n'est pas impossible qu'il vienne un moment — comme cela se passait de temps à autre avant la guerre — où, pour des raisons d'ordre mondial, le taux de l'intérêt baisse de façon anormale, bien davantage que nous ne pouvons espérer l'y contraindre par des manœuvres de Trésorerie, tant que les conditions demeurent défavorables, du fait des taux anormalement élevés qui règnent aujourd'hui dans le monde. C'est alors que le moment sera venu d'amortir. Même, par conséquent, si la Trésorerie pouvait actuellement effectuer des conversions en réalisant une économie d'un quart ou d'un demi pour cent, il serait peut-être fort imprudent de le faire. Une conversion prématurée, qui ne réaliserait qu'une légère économie, serait une grave erreur. Il faut avoir la patience d'attendre que se présentent des conditions particulièrement propices, alors le Chancelier de l'Echiquier en exercice pourra réaliser de grandes choses.

Mais en dehors de toute question d'avantage ou d'inconvénient budgétaire, c'est faire preuve d'une grande confusion d'esprit que de s'opposer pour de telles raisons au développement des moyens de production du pays. Le taux de l'intérêt peut baisser pour deux sortes de raisons diamétralement opposées. Il peut baisser par

suite d'une abondance de réserves monétaires, c'est-à-dire parce qu'il y a trop d'argent disponible pour des placements; ou il peut baisser par suite d'un manque d'objet de placements, c'est-à-dire parce qu'il y a pénurie d'affaires susceptibles de présenter suffisamment d'intérêt pour qu'on y place ses économies. Or une baisse résultant de la première de ces raisons, sert forcément les intérêts de la nation. Mais une baisse résultant de la seconde, et d'une restriction voulue de débouchés pour nos capitaux, ne constitue qu'une méthode désastreuse de nous appauvrir nous-mêmes.

Un pays s'enrichit non par l'acte purement négatif de chaque individu de ne pas dépenser tout son revenu en produits de consommation. Ce qui l'enrichit, c'est l'acte positif d'utiliser son épargne en vue d'améliorer l'outillage national du pays.

Ce n'est pas l'avare qui s'enrichit, mais celui qui sait faire de son argent des placements fructueux.

Si l'on incite les gens à l'épargne, ce doit être en vue de construire des maisons, des routes, etc. C'est pourquoi une politique qui cherche à abaisser le taux de l'intérêt en supprimant toute entreprise d'amélioration, et en enlevant ainsi tout sens et débouché à nos économies, mène carrément au suicide. Personne peut-être ne défendrait une telle politique si elle était définie en ces termes. Mais c'est en fait celle qu'a suivie la Trésorerie pendant plusieurs années. En certains cas, la pression de l'opinion publique ou d'autres départements ministériels, ou des autorités locales, fut assez forte pour l'en détourner. Mais chaque fois qu'elle a pu *commettre une gaffe*, elle n'y a point manqué.

La preuve de la légèreté de sa politique et du peu de bon sens qu'elle a mis à l'appliquer, se trouve dans le fait qu'elle n'est même point parvenue à amener une baisse du taux de l'intérêt. Car, comme nous l'avons constaté plus haut, s'il n'y a plus à l'intérieur de débouchés, pour le placement des capitaux, les réserves s'en-

fuient à l'étranger sur une échelle qui tend à devenir défavorable à notre balance commerciale et à faire fuir l'or de la Banque d'Angleterre. Pour remédier à cet état, il faut relever le taux de l'intérêt.

Ainsi finalement nous trouvons-nous dans le pire des mondes. Le pays possède un outillage arriéré au lieu de machines modernes. Les bénéfices commerciaux sont médiocres, de sorte que le rendement de l'impôt sur le revenu déçoit le Chancelier de l'Echiquier et qu'il ne peut ni alléger les charges du contribuable, ni faire aboutir des réformes sociales. Le chômage sévit. Ce manque de prospérité diminue le montant même de l'épargne, et retire ainsi son véritable avantage à la réduction du taux de l'intérêt. Aussi celui-ci demeure-t-il, tout compte fait, aussi élevé.

Ce n'est pas accidentellement que le Gouvernement Conservateur nous a menés dans le pétrin où nous sommes. C'est la conséquence normale de sa philosophie :

« Il ne faut pas se hâter d'améliorer le service des téléphones et d'installer l'électricité, car cela entraînerait une hausse du taux de l'intérêt.

« Il ne faut pas se hâter de construire des routes ou des maisons, car ce serait absorber une main-d'œuvre dont nous pouvons avoir besoin plus tard.

« Il ne faut pas chercher à employer tout le monde car cela aboutirait à de l'Inflation.

« Il ne faut pas placer de l'argent car comment être sûr qu'il rapporte?

« Il ne faut rien faire, car faire une chose vous empêche d'en faire une autre.

« Sécurité d'abord! Cela fait huit ans maintenant que nous suivons la même politique qui, si elle laisse subsister un million de chômeurs, n'a pas encore amené de désastres; pourquoi courir les risques d'un changement?

« Nous ne voulons promettre davantage que nous ne

pouvons tenir. C'est pourquoi nous ne promettons rien du tout. »

Voilà de quoi l'on nous nourrit. Ce sont là formules de décadence et de misère — timidités et objections d'administration qui sombre par manque de vitalité.

Négation, Restriction, Inaction — tels sont les mots d'ordre du Gouvernement. Sous son empire, nous en avons été réduits à serrer nos gilets et comprimer notre poitrine. La peur, le doute, et des précautions d'hypocondre nous retiennent prisonniers en chambre. Mais nous ne sommes pas encore des moribonds. Nous sommes des enfants bien portants. Nous avons besoin du souffle du large et de la vie. Il n'y a rien à craindre. Au contraire, l'avenir nous réserve bien plus de richesse, de liberté économique et de possibilités individuelles de vie aisée que nous n'en avons jamais connu dans le passé.

Il n'y a pas de raison pour ne pas nous sentir libres d'agir avec hardiesse, pour ne pas chercher à faire des expériences, essayer toutes les possibilités. Et en face de nous, barrant la route, il n'y a que quelques vieux messieurs, soigneusement enfermés dans leur redingote bien boutonnée, qu'il n'y a qu'à traiter avec un manque d'égards amical et à envoyer promener comme un jeu de quilles.

Il y a des chances pour qu'ils s'en amusent eux-mêmes, une fois qu'ils se seront remis de leur choc.

IV

LA GRANDE DÉBACLE DE 1930 (1930).

I

Le monde a été lent à se rendre compte que nous vivons cette année sous le signe d'une des plus grandes catastrophes économiques des temps modernes. Mais maintenant que l'homme de la rue s'est rendu compte de ce qui se passe, sans comprendre comment et pourquoi, le voilà qui fait preuve aujourd'hui d'une frayeur qui me paraît aussi excessive que l'absence chez lui de toute anxiété raisonnable aux premiers symptômes de la crise. Il commence à douter de l'avenir. Se réveille-t-il d'un rêve heureux pour retrouver l'aspect sombre de la réalité? Ou se trouve-t-il soudain plongé au milieu d'un cauchemar qui s'effacera?

Il a tort de douter. Le reste n'était pas un rêve. Ceci est un cauchemar qui s'effacera avec le jour. Car les ressources de la nature et de l'esprit humain sont aussi riches et aussi fertiles qu'elles le furent. Le rythme du progrès qui nous conduit à résoudre les problèmes matériels de la vie ne s'est pas ralenti. Nous sommes encore en mesure d'assurer à chacun des conditions d'existence aisées — aisées par rapport à celles d'il y a mettons vingt ans — et apprendrons bientôt à en assurer à chacun de meilleures. Nous n'avions pas encore éprouvé de déception jusqu'à présent. Mais aujourd'hui nous sommes plongés dans un affreux pétrin, nous étant

trompés dans le contrôle délicat d'une machine dont nous ne comprenons pas le fonctionnement. Le résultat, c'est que nous voilà dans l'incapacité de produire des richesses pour un certain temps — peut-être pour longtemps.

Je ne sais si je parviendrai à me faire comprendre du lecteur d'une façon précise. Je risque d'en dire trop pour le profane, et pas assez pour le spécialiste. Car — bien que personne ne le croie — l'économie politique est une matière technique et ardue. Elle est même en train de devenir une science. Je ferai en tout cas de mon mieux et me verrai — j'en ai peur — dans l'obligation de passer sous silence certains faits trop compliqués, mais indispensables à une parfaite compréhension des événements contemporains.

Tout d'abord il faut insister sur l'extrême violence de la crise. Dans les trois premiers pays industriels du monde — les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne — 10.000.000 de travailleurs en sont réduits à l'inaction. Il n'y a même pas une industrie importante, où que ce soit, qui fasse assez de bénéfices pour lui permettre de se développer — ce qui constitue la marque du progrès. Et pendant ce temps, dans les pays de production, les matières premières, les produits de la mine ou de l'agriculture, et ceci s'applique à presque tous les articles essentiels, se vendent à un prix qui pour beaucoup ou pour la majorité des producteurs, ne couvre pas le coût de production. En 1921, lorsque les prix marquèrent une chute aussi violente, ils tombèrent d'un niveau atteint au cours d'une vague de hausse, prix auxquels les producteurs réalisaient des bénéfices anormaux, mais il n'y a pas d'exemple dans l'histoire moderne d'une chute des prix, partant d'un niveau normal, aussi considérable et aussi rapide que celle qui s'est produite l'année dernière. D'où l'ampleur de la catastrophe.

Le temps qui s'écoule avant que la production ne s'arrête et que le chômage atteigne son point culminant est, pour des raisons multiples, beaucoup plus long dans

le cas des matières premières que dans celui des produits manufacturés. Pour celles-là, dans l'ensemble, les entreprises de production sont moins vastes et moins bien organisées entre elles, moins aptes à faire prévaloir des restrictions bien ordonnées; la durée de la période de production est plus longue, surtout dans l'agriculture; les pertes que représente un arrêt temporaire de la production sont plus élevées; les hommes qui sont à la tête des entreprises sont plus souvent leur propre employé, et s'accommodent plus volontiers d'une réduction des revenus qu'ils tirent de leur travail; les problèmes sociaux que soulève le manque de travail sont plus graves pour des communautés plus primitives; et les problèmes financiers qui découlent d'un arrêt de la production de matières premières sont plus sérieux dans le pays où cette production constitue pour ainsi dire la seule ressource de la population. Néanmoins nous nous rapprochons fort du moment où la production de matières premières se trouvera presque aussi ralentie que celle des produits fabriqués; et cela ne pourra manquer d'avoir une répercussion funeste sur l'industrie, étant donné que les producteurs de matières premières n'auront plus à ce moment les moyens d'acheter des produits manufacturés; et alors nous nous trouverons dans un véritable cercle vicieux.

Dans cette impasse, chaque producteur individuellement fonde des espoirs sur des méthodes qui pourraient servir un producteur ou une classe de producteurs à condition qu'ils fussent seuls à les pratiquer, mais qui ne peuvent profiter à personne lorsque tout le monde les applique. Par exemple, réduire la production d'un article spécial de première nécessité fait monter son prix tant que la production des industries qui utilisent ce produit n'est pas limitée, mais si la production est partout restreinte, alors la demande de tel ou tel article se trouve réduite dans la même proportion que la production de celui-ci et personne n'est plus avancé. Ou bien

encore, si un producteur défini ou un pays tout seul diminue les salaires, alors, tant que les autres ne l'imitent point, ce producteur ou ce pays peuvent profiter, davantage que d'autres, des affaires qui se font. Mais si les salaires sont partout diminués, le pouvoir d'achat de la communauté se trouve réduit dans la même proportion que le coût de la production; et une fois de plus, personne n'est plus avancé pour cela.

Aussi, ni la restriction de la production, ni une restriction des salaires ne sauraient toutes seules parvenir à rétablir un équilibre.

Qui plus est, même si nous parvenions à rétablir le coût de la production à un niveau plus bas de salaires correspondant, mettons, au niveau des prix d'avant-guerre, nous ne serions pas à la fin de nos peines. Car depuis 1914, un fardeau immense de dettes et d'obligations nationales et internationales contractées et fixées en termes d'argent nous accable. Chaque baisse de prix entraîne une aggravation de cette dette, car elle augmente la valeur de l'argent dans lequel elle est due. Par exemple, si nous devions stabiliser les prix au niveau d'avant-guerre, la Dette Nationale anglaise serait de 40 % plus élevée que ce qu'elle était en 1924, et du double de ce qu'elle était en 1920; le plan Young serait plus lourd pour l'Allemagne que le plan Dawes, déjà reconnu trop lourd; la dette envers les Etats-Unis de ses associés de la guerre représenterait 40-50 fois plus de marchandises et de services qu'au moment où les accords furent signés; les obligations de pays débiteurs tels que l'Amérique du Sud et l'Australie deviendraient insoutenables, sans une réduction de leur standard de vie au bénéfice de leurs créanciers; les agriculteurs et propriétaires d'immeubles du monde entier qui ont emprunté sur hypothèque deviendraient les victimes de leurs créanciers. En pareil cas, il ne semblerait guère possible d'effectuer à temps les ajustements nécessaires pour éviter une série de faillites, banqueroutes, et répudiations de dettes qui

ébranleraient les assises mêmes du capitalisme. Ce serait là un terrain facile de révoltes, d'agitation et de révolution. C'est ce qui s'est déjà passé dans plusieurs coins du monde. Cependant, les ressources de la nature et de l'esprit humain continueraient à être aussi riches, et aussi fertiles qu'elles le furent, seulement la machine se trouverait coincée par suite d'une affreuse confusion. Pourtant ce n'est pas parce que notre magnéto est en panne, qu'il nous faut conclure que nous serons bientôt réduits à reprendre une roulotte, et que l'automobilisme a fait son temps.

II

Nous avons une panne de magnéto. Comment donc nous remettre en marche? Jetons un regard en arrière sur les événements :

1° Pourquoi les travailleurs et l'outillage demeurent-ils inemployés? Parce que les industriels ne comptent pas pouvoir vendre sans perte ce qu'ils produiraient s'ils les employaient.

2° Pourquoi les industriels ne peuvent-ils compter vendre sans perte? Parce que les prix ont baissé plus que le coût de la production — le coût ayant très peu baissé.

3° Comment se fait-il que les prix aient baissé plus que le coût? Car le coût représente ce que l'homme d'affaires dépense pour la production de ses marchandises, et les prix indiquent ce qui lui revient quand il les vend. Il est facile de concevoir que pour une affaire en particulier, ou pour une marchandise particulière, il y ait inégalité entre les deux chiffres. Mais il semble que si l'on considère la collectivité tout entière les hommes d'affaires doivent retrouver le même argent qu'ils déboursent, puisque ce qu'ils déboursent pour la production représente le revenu du public qu'il rend aux

hommes d'affaires en échange de produits que celui-ci lui fournit. C'est là, il nous semble, le cercle normal de la production, de l'échange et de la consommation.

4° Eh bien non! Malheureusement il n'en est pas ainsi, et voilà l'origine de nos maux. Il n'est pas vrai que ce que dépensent les hommes d'affaires, en tant que coût de la production, leur revienne forcément comme fruit de la vente de ce qu'ils produisent. C'est le trait caractéristique d'une vague de hausse que le produit de la vente dépasse considérablement le coût de production, c'est le trait caractéristique d'une crise que le coût de la production dépasse les produits de la vente. De plus, c'est une illusion que de s'imaginer que les hommes d'affaires peuvent forcément rétablir l'équilibre en réduisant leurs frais généraux, que ce soit en restreignant la production, ou en diminuant les salaires, car la réduction des frais, en réduisant le pouvoir d'achat de leurs employés et fournisseurs qui sont également leurs clients, réduit d'environ autant les produits de la vente.

5° Comment se peut-il donc que le coût total de la production des affaires dans le monde soit autre que le produit total de la vente? D'où vient l'inégalité? Je crois connaître la réponse. Mais elle est trop compliquée et a un caractère trop peu familier pour le public pour que je puisse la fournir ici d'une façon satisfaisante (j'ai tâché de le faire par ailleurs [1]). Il faut donc me résigner à ne donner que quelques indications.

Prenons, tout d'abord, les articles de consommation qui sont à vendre sur le marché. De quoi dépendent les bénéfices ou les pertes du producteur sur de pareils articles? Le coût total de la production qui correspond au total de ce que gagne la collectivité, si on l'examine à un autre point de vue, se partage en deux parties dont l'une représente le coût de production d'articles de consommation, et l'autre le coût de la production d'articles de

1. Dans mon *Traité sur la Monnaie*.

fabrication. Les revenus du public qui correspondent aussi au total de ce que gagne la collectivité se partagent aussi en une part qui sert à acquérir les articles de consommation et une part destinée à l'épargne. Or si la première part est plus considérable que la seconde, les producteurs d'articles de consommation perdront de l'argent; car le produit de leur vente qui équivaut aux dépenses du public pour ces produits de consommation sera moins élevé (comme l'indique la moindre réflexion) que ce que leur a coûté la production de ces articles. Si par contre, la seconde part est plus considérable que la première, alors les producteurs d'articles de consommation réaliseront des profits exceptionnels. Il s'ensuit que les bénéfices des producteurs d'articles de consommation ne peuvent se retrouver que si le public dépense une plus grande part de ses revenus pour de pareils articles (au détriment de l'épargne) ou si la production fait une plus large part aux articles de fabrication, ce qui restreint la production des articles de consommation.

Mais on ne fabriquera pas d'articles servant à l'équipement national sur une plus large échelle, à moins que les producteurs de ces articles ne fassent des bénéfices. Ce qui nous amène à notre seconde question. De quoi dépendent les bénéfices des producteurs d'articles de fabrication? Ils dépendent du public. Ils dépendent de la préférence de celui-ci à garder ses économies sous une forme liquide (de l'argent ou des valeurs équivalentes) plutôt qu'à s'en servir pour acheter des articles de fabrication ou des produits analogues. Si le public boude, alors le producteur des articles d'exploitation perdra de l'argent; il fabriquera moins d'articles de fabrication, et il en résultera, pour les raisons exposées plus haut, également des pertes pour le producteur d'articles de consommation. En d'autres termes, *toutes* les classes de producteurs perdront de l'argent et un chômage général se produira. A ce point, on aura parcouru un cercle vicieux et tant d'actions et de réactions auront

contribué à tout faire empirer jusqu'à ce qu'il se passe quelque chose qui amène un revirement!

C'est là un tableau par trop simpliste d'un phénomène des plus compliqués. Mais je crois qu'il contient l'essentiel de la vérité. On pourrait y superposer de nombreuses variations, de nombreuses fugues et des détails d'orchestration, mais c'est là le thème principal.

Si donc j'ai raison, la cause essentielle de la crise, c'est le manque de nouvelles entreprises qui s'explique par les conditions défavorables du marché pour le placement des capitaux. Etant donné que le commerce est international, une production insuffisante de nouveaux articles de fabrication sur le marché en général, affecte partout les prix des marchandises et par conséquent les bénéfices des producteurs de tous les pays.

Pourquoi y a-t-il dans l'ensemble insuffisance de production d'articles de fabrication sur le marché? Pour plusieurs raisons qui s'enchevêtrent à mon avis. Tout d'abord, il faut s'en prendre à l'attitude des prêteurs — car l'argent prêté entre pour une large part dans la production des articles de fabrication. L'attitude des emprunteurs est en grande partie responsable de l'attitude des prêteurs.

Pour de nombreuses raisons, les prêteurs demandaient et demandent encore des conditions plus élevées pour leur argent que ne peuvent en offrir les nouvelles entreprises. Tout d'abord le fait qu'une entreprise pouvait verser des intérêts fort élevés pendant un certain temps après la guerre, alors qu'on réparait les dommages de guerre, a habitué les prêteurs à des intérêts beaucoup plus élevés que ceux d'avant-guerre. En second lieu, l'existence d'emprunts politiques destinés à remplir certaines obligations des traités, d'emprunts bancaires destinés à consolider des standards or récemment rétablis, d'emprunts de spéculations pour jouer à la hausse à la Bourse, et enfin d'emprunts de secours, pour couvrir les pertes résultant de la chute des prix, contractés pour

ainsi dire à n'importe quel taux, a permis jusqu'à présent aux prêteurs d'obtenir de la part de ces différentes classes d'emprunteurs des taux plus élevés que ceux que peuvent supporter de véritables entreprises nouvelles commerciales ou industrielles. Enfin, en troisième lieu, l'état d'instabilité qui règne dans le monde, et l'habitude des placements nationaux ont considérablement limité le nombre de pays où l'on puisse trouver de nombreux prêteurs disposés à consentir des prêts à des taux raisonnables. Une large partie du globe, pour une raison ou une autre, n'a plus la confiance des prêteurs, si bien qu'ils exigent de telles rémunérations pour couvrir leurs risques qu'elles étouffent toute possibilité nouvelle d'entreprise. Au cours des deux dernières années, deux des principales nations créditrices du monde, la France et les Etats-Unis, ont presque complètement retiré leur argent du marché international en matière d'emprunts à long terme.

Pendant ce temps l'attitude presque aussi réfractaire des emprunteurs est venue aggraver celle des prêteurs. Car la chute des prix a été désastreuse pour ceux qui ont emprunté, et quiconque a différé de nouveaux travaux, a gagné à cet ajournement. De plus les risques qui effraient les prêteurs, effraient également les emprunteurs. La vaste échelle sur laquelle furent menées aux Etats-Unis de nombreuses affaires nouvelles au cours des cinq dernières années a fini par épuiser pour un certain temps — au moins tant que durera cette atmosphère de dépression commerciale — les possibilités avantageuses de nouveaux développements. Dès la fin de 1929, les nouvelles entreprises nécessitant de gros capitaux, se trouvaient déjà handicapées dans le monde, en dehors des Etats-Unis. Le coup le plus sensible leur a été porté pas l'effondrement de placements nouveaux aux Etats-Unis même, qui s'élèvent aujourd'hui à 20 ou 30 % de moins qu'en 1928. Ainsi dans certains pays, les débouchés pour de nouveaux placements avantageux sont plus

limités qu'auparavant, tandis que dans d'autres ces placements comportent plus de risques.

Ainsi s'est formé un abîme entre les idées des prêteurs et les idées des emprunteurs sur le rôle et le rapport véritable de nouveaux placements de capitaux; le résultat, c'est que les réserves des prêteurs servent à financer les pertes commerciales, et la misère des emprunteurs, au lieu de financer de nouveaux travaux.

Actuellement on exagère probablement quelque peu la crise pour des raisons d'ordre psychologique. Une légère réaction dans le sens d'une amélioration peut donc se produire incessamment. Mais il ne peut y avoir, selon moi, de rétablissement véritable tant qu'on n'aura pas effectué un rapprochement entre les conceptions des prêteurs et celles des emprunteurs qui sont à la fois des producteurs. Ce rapprochement pourra avoir pour base le consentement des prêteurs à placer leur argent à des conditions plus modestes, et dans des limites géographiques plus étendues, et par ailleurs, le retour des emprunteurs à un meilleur état d'esprit les incitant à réemprunter.

On a rarement vu pareil écart, au cours de l'histoire moderne, et si difficile à combler. Ce n'est qu'en appliquant toute notre intelligence et toute notre volonté à trouver une solution sur ces bases et en nous persuadant que c'est là notre seule voie de salut que nous parviendrons à éviter que la crise se transforme en un état de dépression définitif. Si elle devait durer, elle entraînerait un affaissement des prix qui pourrait se prolonger pendant des années et un dommage irréparable pour la richesse matérielle et la stabilité sociale de tous les pays. Ce n'est que si nous nous efforçons sérieusement de trouver une solution, que l'optimisme que j'exprimais dans ma première phrase peut se justifier — tout au moins pour l'avenir immédiat.

Ce serait dépasser le cadre de cette étude que d'indiquer les principaux traits de la politique future. Mais l'initiative en revient aux personnalités responsables des

Banques Centrales des principaux pays créanciers; et aucune Banque Centrale ne peut entreprendre d'action à elle toute seule. Mais une action délibérée de la Federal Reserve Bank des Etats-Unis, de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre, est capable d'avoir une portée plus grande que ne sont disposés à le croire la plupart des gens qui confondent les symptômes du mal ou les accidents qui viennent l'aggraver, avec le mal lui-même. Le remède le plus efficace à tous les points de vue serait que les Banques Centrales de ces trois grandes nations créditrices se mettent d'accord sur un projet hardi destiné à redonner confiance sur le marché international aux emprunts à long terme; ceux-ci permettraient de redonner du mouvement et de l'activité aux différentes entreprises et de rétablir les prix et les bénéfices, de sorte que petit à petit, les roues du commerce mondial se remettraient à tourner. Même, si la France, attachée à la soi-disant sécurité de l'or, préférait se tenir à l'écart d'une aventure destinée à créer des richesses nouvelles, je suis persuadé que l'Angleterre et les Etats-Unis, s'ils se mettaient d'accord pour entreprendre une action commune, pourraient remettre dans un temps relativement court, la machine à nouveau en mouvement; à condition bien entendu de puiser leur énergie dans la connaissance des erreurs à réparer. Car ce qui paralyse surtout en ce moment les mains des personnalités responsables des deux côtés de la Manche et de l'Atlantique, c'est précisément l'ignorance et le manque de conviction quant aux moyens qui s'imposent.

V

DES ÉCONOMIES (1931).

1. — Economies et dépenses (janvier 1931)[1].

La crise des affaires et du chômage, et les pertes commerciales subies actuellement sont parmi les plus sévères qui aient été enregistrées dans l'histoire moderne du monde. Aucun pays n'y échappe. Les privations et ce qui est parfois pire, l'inquiétude qui règne aujourd'hui à des millions de foyers dans toutes les parties du monde, sont infinies. Dans les trois premiers pays industriels du monde : la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis, j'estime à environ 12 millions le nombre de travailleurs sans ouvrage. Mais je ne suis pas sûr qu'on ne trouve pas encore davantage de misère aujourd'hui dans les grands pays agricoles du monde — le Canada, l'Australie et l'Amérique du Sud — où des millions de petits fermiers se trouvent ruinés par la baisse des prix de leurs produits, si bien que leurs recettes après la moisson leur rapportent bien moins que ne leur a coûté la production de la récolte. Car la baisse des prix des principales denrées et matières premières du monde, telles que le blé, la laine, le sucre, le coton et en fait toutes les autres marchandises, a revêtu la forme d'une catastrophe. La plupart de ces prix sont actuellement au-dessous du cours d'avant-guerre; pourtant le coût de la

1. Discours prononcé à la T. S. F.

production demeure, nous le savons tous, très au-dessus du niveau d'avant-guerre. Il y a une ou deux semaines, le blé s'est vendu à Liverpool, à ce que l'on dit, au prix le plus bas qu'on ait connu depuis le règne de Charles II, il y a plus de 250 ans. Comment les fermiers peuvent-ils continuer à vivre dans de telles conditions? Cela devient matériellement impossible.

Vous supposez peut-être — et il y aura d'austères individus pour le croire — que le bon marché est un avantage. Car ce que perd le producteur, profiterait selon vous au consommateur. Mais il n'en est pas ainsi. Car ceux d'entre nous qui travaillent — et nous sommes la grosse majorité — ne peuvent consommer qu'à condition de produire. De sorte que tout ce qui atteint la production, atteint forcément également la consommation.

La raison en est qu'il y a toutes sortes d'obstacles qui empêchent le coût et le prix de tous les produits de baisser simultanément. Par exemple les frais des salaires de la plupart des industriels n'ont pas changé. Et voyez où nous mène ce cercle vicieux. Les prix de la laine et du blé baissent. Tant mieux, pourrait-on croire, pour le consommateur anglais de blé et de vêtements de laine. Mais les producteurs de laine et de blé, du moment qu'ils touchent trop peu pour leurs produits, ne peuvent effectuer leurs achats habituels de marchandises anglaises. Par conséquent, ces consommateurs anglais qui sont à la fois des ouvriers qui fabriquent ces marchandises se trouvent sans travail. A quoi sert le bon marché, lorsque les revenus diminuent?

Lorsqu'on dit au docteur Johnson qui visitait l'île de Skye, qu'on pouvait y acheter vingt œufs pour un penny, il répondit : « Monsieur, je n'en déduis point que vous ayez trop d'œufs dans votre pauvre île abandonnée, mais que les pence y sont rares. »

Le bon marché, lorsqu'il provient d'un meilleur rendement, ou d'un perfectionnement dans l'art de la pro-

duction, constitue effectivement un avantage. Mais le bon marché, lorsqu'il a pour cause la misère du producteur, est un des pires désastres économiques qui puisse se produire.

Il ne serait pas vrai de dire que nous ne prenons pas les faits au sérieux. Mais je me demande pourtant si nous les prenons suffisamment au sérieux. L'oisiveté à laquelle se trouvent réduits un million d'êtres, représente assez de richesse qui se perd pour réaliser des miracles. On pourrait produire pour des millions de livres de marchandises chaque jour avec les travailleurs et le matériel qui restent inemployés — et les travailleurs n'en seraient que plus heureux et plus contents. Il conviendrait de s'atteler à la tâche, de réparer le désordre, avec le même sérieux et la même application, la même volonté d'aboutir à tout prix qu'on trouve dans la conduite de la guerre. Et cependant une lourde inertie semble peser sur nous et nous paralyser. Ce qu'il y a d'étrange dans la situation actuelle, à mon avis, c'est que tous les remèdes proposés sont défendables d'un certain point de vue, bien que naturellement il y en ait de meilleurs que d'autres. Chaque politique rivale en propose de différents. Et pourtant nous n'en adoptons aucun.

Le pire de tout, c'est que nous avons une excellente excuse pour ne rien faire. Le remède n'est pas exclusivement en notre pouvoir. Le problème est international, et un pays qui est aussi tributaire que nous le sommes du commerce étranger, n'a que de faibles moyens personnels de s'en sortir. Mais là n'est pas l'unique raison de notre inactivité. Et ce n'est pas non plus une raison suffisante. Car il y a certaines choses que nous pouvons faire par nous-mêmes. L'autre raison essentielle, à mon avis, est une grande incompréhension de ce qu'il convient de faire et de ne pas faire. Il y a aujourd'hui beaucoup de gens bien intentionnés, attachés à leur pays, qui s'imaginent que la chose la plus utile qu'ils puissent faire et que puissent faire leurs semblables pour remédier à la si-

tuation, c'est d'économiser plus que d'habitude. S'ils s'abstiennent de dépenser une aussi large part de leurs revenus que de coutume, ils s'imaginent qu'ils auront remédié au chômage. S'ils sont membres de Conseils généraux ou de Conseils municipaux, ils s'imaginent que leur devoir en pareille circonstance est de s'opposer à des dépenses nouvelles d'aménagement ou de travaux publics.

Or, dans d'autres conditions, tout ceci pourrait être fort bien, mais malheureusement dans les conditions actuelles, tout cela est fort mal. Il n'y a rien de plus néfaste et de plus faux, c'est exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire. Car le but de l'épargne doit être de rendre de la main-d'œuvre disponible pour pouvoir l'employer à exécuter des travaux de rapport tels que la construction de maisons, d'usines, de routes, de machines, etc. Mais s'il se trouve déjà un excédent important de main-d'œuvre disponible pour pareil emploi, alors le résultat de l'épargne est d'accroître cet excédent, et par conséquent de grossir les rangs des chômeurs. De plus, lorsqu'un homme est privé de travail, d'une façon ou d'une autre, la diminution de son pouvoir d'achat a pour effet de réduire au chômage ceux qui produisaient ce qu'il ne peut plus acheter. Et ainsi la situation s'aggrave de plus en plus, et l'on ne sort plus d'un véritable cercle vicieux.

Ce que je puis dire approximativement de plus juste, c'est que chaque fois que vous économisez 5 shillings, vous privez un homme de travail pour une journée. Votre économie de 5 shillings augmente le chômage dans la proportion d'un homme, pour la durée d'un jour, et ainsi de suite. Par contre chaque fois que vous achetez de la marchandise — vous favorisez la main-d'œuvre; il faut que ce soit de la marchandise anglaise si vous voulez favoriser la main-d'œuvre dans votre pays. Après tout, il n'y a là qu'une question de bon sens. Car si vous achetez de la marchandise, il faudra bien que quel-

qu'un la fabrique. Et si vous n'achetez pas de marchandises, les magasins ne videront pas leurs stocks, ils ne referont donc point de commandes, et il faudra donc que certains ouvriers soient renvoyés et privés de travail.

Par conséquent, ô ménagères patriotiques, sortez dès demain matin dans les rues, et dirigez-vous vers ces ventes réclames miraculeuses qui se trouvent annoncées à tous les coins. Vous vous ferez du bien à vous-mêmes car jamais les choses ne furent aussi bon marché, meilleur marché qu'en rêve. Faites provision de linge, de blanc, de draps et de couvertures pour satisfaire tous vos besoins. Et réjouissez-vous par surcroît à la pensée que vous favorisez la main-d'œuvre, que vous enrichissez le pays, car vous redonnez de la vie à de grands centres d'activités et l'espoir au Lancashire, au Yorkshire et à Belfast.

Ce n'est là qu'un exemple. Faites tout ce qui contribue à satisfaire vos besoins les plus raisonnables et ceux de votre foyer, faites de nouveaux aménagements, construisez.

Car nous n'avons pas besoin de serrer notre veston mais de nous détendre, de nous laisser aller à un désir d'activité; de faire quelque chose, d'acheter, de fabriquer des objets. C'est ce que commande la logique la plus élémentaire, et pour en être persuadé, raisonnez une minute sur les cas extrêmes : admettez que nous cessions de dépenser la moindre parcelle de notre revenu, et que nous économisions le tout. Personne n'aurait plus de travail, et au bout de peu de temps il ne nous resterait plus de revenu à dépenser. Personne ne serait plus riche, et finalement nous mourrions tous de faim. Ce serait bien fait et notre juste punition pour refuser d'acheter les uns des autres, pour refuser de laver le linge d'autrui, puisque tel est notre mode d'existence. Ceci s'applique aussi et même davantage aux administrations locales. C'est le moment pour elles de se livrer à des travaux d'amélioration, d'entreprendre les réformes nécessaires.

Le malade n'a pas besoin de repos. Il a besoin d'exercice. Vous ne pourrez fournir du travail aux hommes si vous vous restreignez, si vous vous refusez à faire des commandes, si vous demeurez inactifs. Seule une activité quelconque peut remettre en marche les roues du progrès économique et donner l'impulsion indispensable à une nouvelle production de richesse.

Sur un plan national, également, je voudrais voir adoptés et exécutés de vastes et magnifiques desseins. J'ai lu l'autre jour qu'on proposait de construire une grande route nouvelle, un large boulevard parallèle au Strand sur la rive Sud de la Tamise, menant de Westminster à la Cité. C'est là œuvre utile. Mais je voudrais voir encore mieux et encore plus vaste. Par exemple, pourquoi ne pas démolir tout le Sud de Londres, de Westminster à Greenwich, et tirer largement parti de ces terrains en construisant sur cet emplacement propice, à proximité de son travail, de quoi loger une population plus nombreuse que celle qui y réside aujourd'hui dans des bâtiments comportant tous les perfectionnements modernes, tout en réservant de vastes espaces pour des squares, des avenues, des jardins publics. Ce serait un spectacle merveilleux pour les yeux et en même temps œuvre utile convenant à la vie humaine, qui constituerait un véritable monument de notre temps. Ne serait-ce pas procurer du travail aux chômeurs? Sans aucun doute. Et vaut-il mieux que ceux-ci restent inactifs et malheureux et continuent à toucher leur indemnité? Certes non.

Tels sont les faits que je veux soumettre à vos méditations : tout d'abord l'extrême gravité de la situation, le quart environ de notre population ouvrière se trouvant privé de travail; en second lieu, l'étendue mondiale de la crise à laquelle nous ne pouvons remédier à nous tout seuls; et troisièmement l'action restreinte que nous pouvons tout de même entreprendre par nous-mêmes qui consiste à se bouger, à dépenser, à concevoir et exécuter de nouveaux travaux.

Mais il faut aussi que je propose un dernier thème à vos réflexions. Je suppose qu'une des raisons pour lesquelles certaines personnes sont quelque peu effrayées par mes suggestions, est la crainte que nous soyons trop pauvres pour nous permettre ce qu'elles doivent considérer comme des extravagances. Elles croient que nous sommes pauvres, bien plus pauvres que nous ne l'étions et que ce dont nous avons surtout besoin, c'est de nous tailler un manteau à la mesure de l'étoffe dont nous disposons, c'est-à-dire restreindre notre consommatión, réduire notre train de vie, travailler plus et dépenser moins; et que c'est la seule façon de s'en sortir. Ce point de vue s'écarte, selon moi, de la réalité. Nous avons bien assez d'étoffe et manquons seulement du courage nécessaire pour nous tailler des manteaux. Je veux donc vous fournir des renseignements encourageants qui vous permettent de mieux vous rendre compte de la puissance économique de notre pays.

Laissez-moi tout d'abord vous rappeler ce qu'il y a de plus évident. La masse de la population jouit de bien meilleures conditions d'existence qu'elle ne l'a jamais fait. Nous entretenons à ne rien faire, en leur assurant un niveau d'existence supérieur à celui des travailleurs de la plupart des pays étrangers, près d'un quart de la population ouvrière en état de travailler. Néanmoins notre richesse nationale s'accroît d'année en année. Tout en payant des salaires bien supérieurs aux salaires français et allemands, par exemple, tout en entretenant un quart de la population à ne rien faire, tout en enrichissant sur une large échelle notre équipement national de nouvelles maisons, de nouvelles routes, et de nouvelles installations électriques, nous conservons encore des réserves pour nos placements à l'étranger, plus importantes en 1929 que celles de tout autre pays y compris les Etats-Unis.

Comment faisons-nous? Si les pessimistes qui croient que nous sommes terriblement pauvres, gaspilleurs et

improductifs avaient raison, ce serait évidemment impossible. Il faut que les pessimistes aient tort pour que nous y arrivions. Nous ne sommes pas à moitié aussi riches que nous le serions si nous savions mieux mener nos affaires et ne pas les embrouiller de la sorte. Mais nous ne sommes ni improductifs, ni pauvres, et ne vivons pas davantage sur notre capital. Bien au contraire. Notre travail et notre matériel produisent bien davantage que par le passé. Notre revenu national s'élève très rapidement. C'est pour cela que nous pouvons nous en sortir.

Laissez-moi vous citer quelques chiffres. En comparaison d'une date aussi rapprochée que 1924, la production calculée par tête d'habitant a probablement augmenté de 10 %. C'est-à-dire que nous pouvons produire la même somme de richesse avec 10 % de moins de main-d'œuvre. Par rapport à l'avant-guerre, l'augmentation de la production marque probablement 20 % par tête d'habitant. Sans tenir compte des modifications de la valeur de l'argent, le revenu national — encore en 1929 alors qu'il y avait déjà énormément de chômage — (il n'en est plus tout à fait ainsi aujourd'hui), augmentait vraisemblablement de £ 100.000.000 par an; et ceci pendant pas mal d'années. En même temps nous avons accompli en quelque sorte une véritable révolution en opérant une distribution infiniment plus équitable des revenus.

Soyez donc assurés que nous souffrons des douleurs de croissance inhérentes à la jeunesse et non des rhumatismes de l'âge mûr. Nous ne parvenons point à faire un usage entier des ressources qui s'offrent à nous, nous ne parvenons pas à trouver un débouché pour l'accroissement de notre puissance et de notre énergie productrice. Ce n'est pas une raison pour rentrer nos cornes, il faut au contraire sortir de notre coquille.

C'est dans l'activité, la richesse et l'esprit d'entreprise individuel et national que se trouve le remède.

2. — *Le rapport sur les économies* (15 août 1931).

Le rapport du Comité chargé d'enquêter sur les économies, peut être examiné à différents points de vue. C'est un document des plus précieux car il nous met en demeure de prendre une décision dans un sens ou dans un autre sur certains problèmes pratiques. Il nous invite à nous prononcer sur le point de savoir si c'est ou non notre intention de consacrer la Déflation en appliquant aux salaires et traitements anglais les réductions qu'ont subies les prix internationaux, mais si telle est notre intention, il serait absurde de croire que la réforme peut se limiter aux professeurs et aux agents de la police. Le rapport va trop loin ou pas assez. Mais ce n'est pas la question que je voudrais traiter ici. Je voudrais m'en tenir à un des aspects de ce rapport auquel il semble qu'on ne se soit pas suffisamment attaché.

Rien ne dénote que le Comité ait songé le moins du monde aux répercussions possibles des réformes qu'il propose, sur le chômage et le revenu de l'impôt. Il préconise une réduction du pouvoir d'achat des citoyens anglais qui entraînerait d'une part, une diminution de leurs revenus et d'autre part, une suppression de travail appliquée à certains ouvriers qui ne chôment pas encore. Les auteurs de ce rapport ne donnent aucune raison de supposer que cette réduction du pouvoir d'achat se trouverait compensée par des bénéfices d'un autre ordre; car l'idée qui les guide, c'est que le Gouvernement devrait profiter des économies qu'ils préconisent, non pour diminuer les impôts, mais pour réduire ses emprunts. Peut-être ont-ils derrière la tête, une idée vague qu'il existe une somme invariable de capital destinée à l'emprunt qui ne saurait être soustraite à des placements, et que si le Gouvernement emprunte moins, une plus grande part de cette somme ira forcément sous forme d'emprunts à l'industrie privée. Mais cette idée ne résiste pas

à la réflexion, pour peu qu'on l'analyse en termes concrets et définis.

La proposition ne comporte même pas les avantages que pourrait présenter pour notre balance commerciale une réduction des salaires industriels. Car rien dans cette proposition ne vise à une réduction du coût de la production; bien au contraire, elle tend à l'accroître, en élevant la part du chef d'entreprise, dans les assurances sociales.

Essayons donc de rédiger les paragraphes qui manquent à ce rapport et de prévoir les conséquences probables d'une réduction du pouvoir d'achat du genre proposé.

Pour une part cette réduction du pouvoir d'achat peut avoir pour conséquence une diminution des achats de marchandises étrangères, c'est-à-dire que si on réduit les indemnités des chômeurs, ceux-ci devront serrer leur ceinture d'un cran et manger moins de produits importés. En ce sens se trouvera réalisé un léger progrès. Une part des économies proviendra d'une réduction de l'épargne, c'est-à-dire que si les traitements des professeurs sont réduits, les professeurs feront moins d'économie ou même entameront leurs économies passées s'ils doivent conserver le train de vie auquel ils sont habitués. Mais à côté de cela, les producteurs anglais verront leurs recettes provenant des dépenses des consommateurs (agents de police, professeurs, chômeurs indemnisés, etc.) réduites de mettons £ 70.000.000 par an. Ils ne peuvent supporter ces pertes, sans réduire eux-mêmes leurs frais généraux, ou sans renvoyer certains de leurs employés, ou l'un et l'autre; il leur faudra imiter le Gouvernement, ce qui entraînera les mêmes conséquences et ainsi de suite.

Le résultat qui ne peut manquer de se produire, ce sera un accroissement marqué du nombre de chômeurs touchant des indemnités et une diminution de revenus de l'impôt, par suite de la diminution des revenus et des bénéfices. En fait, les conséquences immédiates qu'entraî-

nerait une réduction de la part du Gouvernement de son déficit, seraient diamétralement opposées aux conséquences qui résulteraient de subventions accordées par le Gouvernement aux travaux publics, et que lui fournirait l'emprunt. On ne peut évaluer exactement le montant des chiffres auxquels s'élèverait l'une ou l'autre de ces dépenses, mais ils doivent être à peu près identiques. Plusieurs des recommandations du Comité, en particulier celles ayant trait à la construction d'habitations, de routes, de travaux forestiers, laissent entendre que la théorie même qui préconise des travaux publics pour remédier au chômage est fausse, et ses membres réclament une politique qui s'écarte délibérément de pareils principes. Mais ils ne prennent pas la peine de les examiner de plus près et de les discuter. Je suppose que ce Comité se compose d'hommes si simples que les avantages de ne pas dépenser d'argent leur semblent évidents. Ils sont même peut-être tellement simples qu'ils ne se doutent même pas de l'existence du problème que je viens d'indiquer. Mais ils s'exposent ainsi à heurter de front l'opinion publique. Car ce sont surtout les difficultés pratiques qu'il y a à s'entendre sur un programme raisonnable, qui s'opposent à ce que l'on ait recours aux travaux publics pour remédier à la crise. Le principe lui-même ne rencontre que peu d'opposition. En proposant d'abandonner les mesures déjà prises pour que les travaux reçoivent un commencement d'exécution, on s'en prend aux principes en même temps qu'à leurs possibilités d'application.

Je voudrais, ne serait-ce qu'à titre d'exemple et bien que ce ne puisse être que d'une façon tout approximative, me hasarder à indiquer quelles peuvent être selon moi les conséquences les plus immédiates de la réalisation d'économies de £ 100.000.000 conformes à celles que préconise le Comité. Ce serait :

1° Une augmentation de 250.000 à 400.000 du nombre des chômeurs;

2° Une diminution de mettons 20.000.000 de livres de l'excès de nos importations sur nos exportations;

3° Une diminution de mettons £ 10.000.000 à £ 5.000.000 de l'épargne privée;

4° Une diminution de 20.000.000 à 30.000.000 de livres des bénéfices commerciaux;

5° Une diminution de 10.000.000 à 15.000.000 de livres sur les dépenses privées des hommes d'affaires et de tous ceux qui vivent de bénéfices commerciaux, du fait de la diminution de ces bénéfices;

6° Une diminution de 5.000.000 à 10.000.000 de livres sur la formation de capitaux servant à financer les travaux importants de reconstruction entrepris par l'industrie privée, du fait de la réduction des bénéfices commerciaux même en tenant compte de facteurs psychologiques favorables tels que la confiance pouvant résulter de l'adoption des projets du Comité;

7° Une réduction nette du déficit gouvernemental qui ne dépasserait pas 50.000.000 de livres du fait que l'économie budgétaire de £ 100.000.000 se trouverait largement amputée par la diminution des recettes de l'impôt et du coût qu'entraînerait l'augmentation du chômage.

Les chiffres que j'indique sont bien entendu hypothétiques. Mais (2) + (3) + (4) — (5) — (6) = (7) alors que (7) représente la réduction nette du déficit du Gouvernement. Il y a là une vérité aussi absolue que dans 2 + 2 = 4. Cette donnée n'a rien de discutable si ce n'est le montant proportionnel des différents facteurs de cette équation. Certains pourraient en effet prétendre que le (6) marquerait une *augmentation* au lieu d'une diminution; et si ce facteur marquait une grosse augmentation — ce qui à mon avis ne se défend pas — cela changerait du tout au tout l'opportunité et la portée de ce projet politique.

Actuellement tous les Gouvernements ont de gros déficits. L'emprunt sous une forme ou sous une autre est le remède naturel des Gouvernements, pour éviter que

les pertes commerciales, surtout au cours d'une crise aussi sévère, paralysent du fait de leur ampleur complètement la production. Il vaut mieux, sous tous les rapports, que l'emprunt serve à financer des travaux d'outillage national, tant que ceux-ci présentent la moindre utilité, qu'à payer les indemnités de chômage (*ou les pensions des retraités*). Mais tant que la crise se prolongera dans son ampleur actuelle, c'est le seul choix qui nous reste, et l'on ne peut, pour ainsi dire, pas éviter que le Gouvernement emprunte pour une raison ou une autre (ou puise à la Caisse d'amortissement, ce qui revient au même). Car il y a là un cas, heureusement peut-être, où la faiblesse de la nature humaine viendra au secours de l'erreur humaine.

Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait point d'autre moyen pour nous de nous aider nous-mêmes. Je n'ai pas à examiner ici les avantages que peuvent présenter par exemple, un tarif douanier ou la dévalorisation ou un accord national en vue d'une réduction de tous les revenus en argent. Je ne fais qu'analyser les résultats qu'on peut attendre des recommandations du Comité chargé d'étudier des économies possibles en vue de réduire le déficit budgétaire. Et il faut bien que j'ajoute, pour éviter tout malentendu, que je préfère certaines de ses recommandations — car le travail dans son détail a été fait avec habileté, et impartialité — à la plupart des projets prévoyant des impôts nouveaux, autres qu'un nouveau tarif douanier.

Ma politique budgétaire consisterait, tant que durera la crise, à suspendre l'amortissement, à continuer à emprunter pour garnir la caisse d'indemnité aux chômeurs, et d'établir un tarif douanier. Pour nous sortir de la crise, il faut avoir recours à de toutes autres méthodes. Lorsque la crise sera passée, lorsque les débouchés offerts par l'industrie privée aux capitaux seront redevenus normaux, que la main-d'œuvre aura repris et que le rendement des impôts aura augmenté, alors on

pourra recommencer à amortir et à prendre en considération les critiques que peuvent soulever au point de vue de leur prospérité les entreprises d'Etat.

3. — Le projet de loi portant sur les économies **(19 septembre 1931).**

Le Budget et le Décret portant sur les économies sont remplis de folie et d'injustice. Il est tragique de voir l'enthousiasme et l'énergie morale de tant de braves gens prêts à tous les sacrifices et bien intentionnés, si mal dirigés.

La politique nationale, pour parer au plus pressé, devrait tout d'abord chercher à améliorer notre balance commerciale, puis à obtenir que le rendement de l'impôt couvre les dépenses courantes du Budget. Elle exige des méthodes qui développent la production plutôt qu'une diminution de celle-ci et qui entraînent un accroissement correspondant du revenu national et des recettes fiscales, tout en respectant les principes de justice sociale. La politique actuelle du Gouvernement ne répond à aucune de ces préoccupations. Elle n'aura pour ainsi dire aucune influence sur la balance commerciale. Elle accroîtra dans une mesure sensible le chômage, et amènera une diminution des recettes fiscales. Et elle porte atteinte d'une manière inconcevable à tout principe de justice.

Pour commencer par la fin : les revenus des gens aisés ont été entamés de 2 1/2 à 3 1/2 %. Celui des professeurs de 15 % [1] sans tenir compte des taxes spéciales qu'ils doivent acquitter. C'est une chose monstrueuse que de s'attaquer ainsi à eux, et de leur appliquer un tel régime d'exception, uniquement parce qu'ils ont le malheur d'être des fonctionnaires du Gouvernement. C'est d'autant plus scandaleux, qu'il y a quelques années,

1. Cette réduction fut ramenée par la suite à 10 %.

des efforts ont été faits pour attirer vers cette profession des maîtres plus éminents, en leur laissant espérer certains avantages. On parle même de s'octroyer le droit de rompre les contrats existants. Que les professeurs et les maîtres d'école aient subi un tel régime d'exception et se soient vus ainsi offerts en holocauste au Moloch de la Finance, montre suffisamment le degré d'hystérie et d'inconscience qu'ont atteint les membres responsables du Gouvernement. Car ils ne peuvent même pas invoquer en faveur de ces réductions l'inéluctable nécessité. La somme économisée s'élève à £ 6.000.000. Pendant ce temps £ 32.000.000 vont à la caisse d'amortissement, tandis que l'on ne songe même pas à frapper les thés, les sucres, et à instituer un tarif douanier. Le Président du Conseil n'a trouvé pour toute défense, que d'invoquer chez certains de ses prédécesseurs, qui ont depuis retrouvé leurs esprits, pareilles velléités momentanées, finalement abandonnées.

Le cas des instituteurs est le plus injuste. Mais à des degrés différents, on retrouve la même injustice dans toutes les réductions de traitement des fonctionnaires. Le principe qui consiste à s'attaquer aux personnes qui sont au service de l'Etat, uniquement parce qu'elles sont plus faciles à atteindre est injuste. Du moins en la circonstance eût-il été plus convenable de ne pas parler « d'égalité de sacrifice ».

De plus, le programme du Gouvernement est aussi absurde qu'injuste. Il ne peut qu'avoir des effets désastreux sur le chômage. On peut prédire sans crainte de se tromper qu'il augmentera le nombre des chômeurs de plus de 10 %, proportion correspondant à la réduction proposée de l'indemnité de chômage. Il marque un abandon complet et imprudent de toutes les tentatives partielles faites jusqu'à ce jour pour amortir les conséquences de la carence des placements privés des capitaux, et il constitue un triomphe de ce qu'on nomme « les vues de la Trésorerie » dans ce qu'elles ont de plus

insensé. Non seulement il s'agit de réduire le pouvoir d'achat, mais encore d'abandonner toute construction de maisons et de routes, tous grands travaux d'utilité publique. Les administrations locales suivront cet exemple. Si l'on s'en tient à la théorie qui se trouve à la base de tout ceci il arrivera finalement qu'il n'y aura plus rien à faire pour personne, sauf les quelques privilégiés qui cultivent eux-mêmes leurs pommes de terre. Ce sera le résultat de notre refus, par raisons d'économie, d'acheter quoi que ce soit ou quelque service que ce soit les uns des autres. Puiser à la Caisse des Travaux publics pour remplir la Caisse d'Amortissement, c'est, dans les circonstances actuelles, faire une politique digne de Charenton.

Enfin il y a la question de la balance commerciale, qui après tout est la plus importante en ce qui concerne la crise. D'une façon générale, le coût de la production n'est pas modifié. Réduire les traitements des fonctionnaires ne nous aidera pas à reconquérir les marchés mondiaux. Ces traitements, ainsi que les autres salaires qui se trouvent être dans les mains du Gouvernement, sont précisément ceux dont la réduction importe le moins à nos exportations. On nous dit qu'il est faux de déclarer qu'il n'y a là qu'un premier pas vers une réduction générale des salaires. Cependant pareille mesure, si elle n'avait ce sens-là, n'en aurait aucun. Pendant ce temps le Gouvernement s'est aperçu qu'il y avait juste un facteur sur lequel il pouvait intervenir pour amener une hausse du coût de la production, à savoir la part du patron dans les assurances sociales qui constitue en fait une taxe sur l'emploi de la main-d'œuvre. Aussi afin de prouver de façon péremptoire qu'il était complètement fou, le Gouvernement a-t-il décidé de l'élever.

Il n'y a que deux répercussions du plan du Gouvernement qui puissent être favorables à la balance commerciale. Tout ouvrier privé de travail ou appauvri consom-

mera forcément moins. La plus grande partie de ce qu'il économisera en matières de consommation se chiffrera en pertes commerciales et en chômage pour les autres Anglais. Une partie cependant, mettons un cinquième, atteindra les importations. Cependant cela même ne servira à rien si, comme le pensent les Libres Echangistes, une réduction des importations conduit forcément à une réduction correspondante des exportations. Et c'est là un procédé dispendieux pour réduire les importations. L'autre effet du plan gouvernemental peut être, en aggravant le chômage et la misère qui en découle, de faciliter l'adoption consentie d'une réduction générale des salaires. Des économies ne sauraient avoir d'autre sens ou d'autre raison d'être que de créer de nouvelles ressources. Très peu de ces ressources viendront améliorer la balance commerciale. Le gros de celles-ci se compose de main-d'œuvre et de matériel, dont nous avons déjà un excédent inutilisable.

Ainsi, le projet du Gouvernement, qui réclame de notre part de si lourds sacrifices, est dans son ensemble basé sur de funestes directives et ne contribuera pas à résoudre les deux problèmes étroitement liés du chômage et du déficit de la balance commerciale.

En ce qui concerne ce dernier qui, si l'on n'y porte point de remède, ne tardera pas à faire s'écrouler l'étalon-or, même si l'on porte à presque rien le traitement des fonctionnaires, les seuls remèdes possibles sont la dévalorisation, de sévères restrictions appliquées directement aux importations, une réduction sérieuse, d'au moins 30 % à mon avis sur tous les traitements et salaires, ou bien une modification de la situation internationale. Une réduction de salaires entraînerait de graves conflits industriels, et nous obligerait par conséquent à un abandon presque immédiat de l'étalon-or; si bien qu'en pratique, il n'y a pas là une alternative à la dévalorisation. Il ne reste donc que trois lignes de conduite auxquelles le Ministère puisse se résoudre. La première, la

plus modérée, consiste à réduire les importations. La seconde est un abandon de l'étalon-or, tout en veillant à ce qu'il ne se produise pas de chute trop accentuée de la livre. La troisième serait une Conférence internationale — ayant à traiter des affaires bien définies et qui différerait par conséquent de toutes les Conférences qui ont eu lieu jusqu'à présent — destinée à donner une dernière chance aux pays attachés au Gold Standard. Tout le reste n'est qu'une perte de temps. L'avantage de cette dernière proposition est qu'elle est la seule qui présente des chances, aussi minimes soient-elles, d'une amélioration de la situation internationale. Sans une amélioration de ce genre, nous sommes menacés d'une perte des revenus de nos placements étrangers que ni un tarif douanier ni la dévalorisation ne sauraient compenser.

VI

LES CONSÉQUENCES POUR LES BANQUES DE LA CHUTE DES VALEURS MONÉTAIRES (AOUT 1931).

Il y a un an le trait le plus saillant de la situation économique était l'incapacité pour l'agriculture, l'industrie, les mines et les transports, de réaliser des bénéfices normaux, ainsi que l'accroissement du chômage et le gaspillage des forces de production qui en résultaient.

Aujourd'hui, en de nombreux points du globe, c'est la situation critique des banques qui constitue notre principale préoccupation. La crise allemande de juillet 1931 qui est venue tout bouleverser et a pris le monde plus au dépourvu qu'elle n'eût dû le faire, est en son essence une crise bancaire, bien que précipitée par les événements politiques et des craintes du même ordre. Le fait qu'on ait laissé la situation atteindre ce point culminant d'où elle vient de retomber et qui a entraîné la catastrophe de ces jours derniers, m'a toujours semblé contraire à tout principe bancaire raisonnable. C'est avec stupéfaction et horreur que j'assistais à son développement. Mais le facteur essentiel de l'écroulement dont les banquiers ne portent pas individuellement la responsabilité, et que très peu de gens ont soupçonné, ce fut la modification de la valeur or de la monnaie, et par suite, le poids des dettes contractées et payables en or par les débiteurs de tous les pays fidèles à l'étalon-or.

Mais reprenons la démonstration par le commence-

ment. Il y a une quantité de biens véritables dans le monde qui constituent notre capital de richesse : immeubles, stocks de marchandises, articles en cours de fabrication, transports en cours de route, etc. Il n'est pas rare que les propriétaires nominaux de ces biens aient emprunté de l'argent pour en devenir les possesseurs. Dans la mesure où se sont effectués les prêts, les propriétaires réels de richesses ont des titres non sur des biens véritables, mais sur de l'argent. Une grande part de ce « financement » a lieu par l'intermédiaire des banques, qui font intervenir leur garantie entre leurs déposants qui leur prêtent de l'argent et leurs clients auxquels elles avancent l'argent indispensable, pour réaliser l'acquisition de biens véritables. Ce voile d'argent qui sépare les biens réels du véritable détenteur de richesses est un des traits caractéristiques du monde moderne. La confiance accrue dans les banques, depuis quelques années, explique en partie le développement de cette coutume dans des proportions considérables. Les dépôts en banque de toute espèce, s'élèvent pour l'Amérique par exemple à 50.000.000.000 de dollars en chiffre rond, et pour la Grande-Bretagne à £ 2.000.000.000. En plus de ces sommes, il ne faut pas oublier la grosse masse de prêts sur hypothèque et sur obligations consentis directement à des particuliers.

Tout ceci est assez connu dans son ensemble. Nous savons aussi qu'une modification de la valeur de l'argent peut modifier de façon sérieuse la situation respective de ceux qui doivent de l'argent et de ceux à qui l'argent est dû. Car, bien entendu, une baisse des prix qui équivaut à une hausse de la valeur des créances en argent, signifie que la richesse réelle passe des mains du débiteur dans celles du créancier, de sorte que la créance du prêteur représente une plus grande part des biens véritables et que la part du propriétaire nominal de ces biens, qui a emprunté pour les acquérir se trouve singulièrement réduite. C'est là, nous le savons, une des raisons

qui font qu'un changement des prix amène des bouleversements.

Mais ce n'est pas sur cette conséquence familière de la baisse des prix que je veux attirer l'attention. C'est sur un autre phénomène d'habitude négligeable, mais qui revêt une importance particulière dès que l'écart dans la valeur de la monnaie revêt une certaine ampleur — quand il dépasse un chiffre plus ou moins défini.

De modestes fluctuations de la valeur de la monnaie, telles que celles auxquelles nous avons souvent assisté dans le passé, ne touchent guère les Banques qui ont fait intervenir leur garantie entre les déposants et les emprunteurs. Car les Banques prévoient certaines fluctuations sur la valeur des biens particuliers dont il s'agit et des biens en général, et se couvrent en exigeant de l'emprunteur, ce qu'on a coutume d'appeler « une marge ». C'est-à-dire qu'elles ne lui prêteront que jusqu'à concurrence d'une certaine fraction de la valeur des biens qui forment la « garantie » donnée par l'emprunteur au prêteur. L'expérience a fixé des pourcentages conventionnels à cette marge, qui représentent une garantie suffisante dans des circonstances ordinaires. Les sommes peuvent naturellement varier dans une assez large mesure selon les cas. Mais pour des biens de vente courante, la marge convenable s'établit entre 20 et 30 % et la marge la plus prudente ne dépasse pas 50 %. Aussi, à condition que la baisse en valeur monétaire des biens n'excède pas ces chiffres conventionnels, la Banque ne se trouve-t-elle pas affectée de façon excessive; d'une part, elle doit de l'argent à ses déposants, qui lui est dû à elle d'autre part, et peu lui importe ce que vaut exactement cet argent. Mais réfléchissez à ce qui arrive lorsque la baisse de la valeur monétaire des biens, excède à bref délai les chiffres de la marge conventionnelle, et que ceci s'applique à une grande partie des biens sur lesquels on a emprunté de l'argent. Les conséquences graves qui en découlent pour les Banques sont évidentes. Heureusement

il y a là une éventualité des plus rares et même unique. Car cela ne s'était jamais passé au cours des temps modernes avant 1931. Il y a eu de grands mouvements de hausse sur la valeur monétaire des biens des pays qui ont pratiqué une longue Inflation. Mais quelles qu'aient pu être les conséquences fâcheuses de pareils événements en d'autres domaines, ils ne compromettaient en rien la position des Banques; car ils ne faisaient qu'accroître le total de leurs marges. Il y eut une grosse vague de baisse en 1921 mais qui eut pour point de départ un niveau de valeur exceptionnellement élevé, qui ne s'était maintenu que quelques mois ou quelques semaines, de sorte qu'une faible partie seulement des emprunts bancaires s'était basée sur ce niveau et que ce niveau n'avait pas eu le temps de créer des cours fixes. Jamais auparavant on n'avait encore assisté à pareille débâcle sur toutes les valeurs monétaires de biens réels, que celle qui se produit depuis deux ans. Et au cours de ces derniers mois (il y a si peu de temps, que les banquiers eux-mêmes ne s'en sont pour ainsi dire pas aperçus), la baisse a fini par dépasser en plusieurs cas la marge conventionnelle. Selon l'expression du marché, la marge a fondu. Le détail de tout ceci doit échapper forcément au profane, jusqu'à ce qu'un événement particulier — un événement qui peut revêtir une forme tout à fait accidentelle — surgisse, qui précipite les événements. Car tant qu'une Banque est en état d'attendre tranquillement des temps meilleurs et de ne point se préoccuper du fait que la garantie de ses emprunts n'est plus aussi solide qu'elle l'était au moment où ceux-ci furent contractés, rien ne transpire à la surface et il n'y a pas de raison de s'affoler. Néanmoins, déjà à ce point, la situation latente risque d'avoir de très mauvais effets sur les affaires nouvelles. Car les Banques sachant que la plupart de leurs crédits se trouvent « gelés » et comportent plus de risques latents qu'il n'est souhaitable, cherchent avec anxiété à conserver liquides les réserves

qui leur restent, et à les mettre autant qu'il se peut à l'abri de tous risques nouveaux. Ceci a toutes sortes de répercussions muettes et invisibles sur les entreprises nouvelles. Car il s'ensuit que les banques se montrent moins prêtes qu'elles ne le seraient en temps normaux à financer n'importe quel projet qui peut entraîner l'immobilisation de leurs capitaux.

Pour apprécier à partir de quel degré le facteur sur lequel j'attire votre attention prend de l'importance, il nous faut examiner comment se comportent les prix des différentes espèces de biens, tout d'abord les principales matières premières et les produits alimentaires qui font l'objet d'un commerce international. Ils jouent un rôle important pour les banques car les stocks de ces marchandises, qu'ils soient en magasin ou en transit, qu'ils soient à demi manufacturés ou entièrement manufacturés et pas encore vendus, sont pour une large part financés par les banques. Au cours des dix-huit mois derniers, les prix de ces marchandises ont baissé *en moyenne* d'environ 25 %. Mais c'est là une moyenne et les banques ne peuvent établir de moyenne entre les garanties de leurs différents clients. Beaucoup de marchandises particulières d'une importance commerciale de premier rang, ont subi une baisse de prix de 40 à 50 % et même plus.

Puis viennent les actions ordinaires des grosses compagnies et sociétés qui occupent les premières places sur les différents marchés de la bourse dans le monde. Dans la plupart des pays, la baisse qu'elles subissent est en moyenne de 40 à 50 %; et c'est là aussi une moyenne qui veut dire que certaines actions parmi celles qu'on considérait de tout repos il y a deux ans, ont baissé bien davantage. Puis viennent les obligations et les valeurs à intérêt fixe. Celles qui sont les plus réputées ont légèrement monté ou, dans les cas les plus défavorables, baissé d'environ 5 %, ce qui a rendu des services pratiques en certains cas. Mais beaucoup d'autres valeurs à

intérêt fixe, qui tout en n'étant pas des plus réputées, étaient et demeurent d'excellentes valeurs, ont baissé de 10 à 15 % tandis que des valeurs d'état étrangères ont subi, comme tout le monde le sait, des pertes prodigieuses. Ces pertes, même lorsqu'il s'agit des moins sensibles, peuvent être tout aussi sérieuses car ce genre d'obligations (sauf en Grande-Bretagne) se trouve très souvent dans les mains des banques elles-mêmes, de sorte qu'il n'y a pas de marge qui protège ces dernières contre les pertes.

La baisse des prix des marchandises et des valeurs boursières, s'est dans l'ensemble produite de façon égale pour tous les pays. En ce qui concerne le mode suivant de propriété — qui joue un rôle d'une grande importance par les montants qu'il représente — à savoir, la propriété immobilière, les effets diffèrent davantage selon les pays. Un des grands éléments de stabilité en Grande-Bretagne, et je crois, également en France, a été la fermeté relative des valeurs en matière immobilière. Là, il n'y a pas eu de crise, ce qui fait que les affaires d'hypothèques sont demeurées saines et que les emprunts immobiliers demeurent inébranlés. Mais dans bien d'autres pays, la crise s'est également fait sentir en ce domaine, surtout peut-être aux Etats-Unis où les valeurs fermières ont considérablement baissé, et aussi celles des immeubles urbains. La plupart ne dépassent guère aujourd'hui 60 à 70 % du coût réel de leur construction et demeurent souvent fort au-dessous de ces chiffres. Pareils faits, lorsqu'ils se produisent, aggravent considérablement le problème, d'une part parce qu'ils mettent en jeu de très fortes sommes, et d'autre part, du fait qu'il s'agit là d'un genre de propriété qu'on a l'habitude de considérer comme dénué de toute espèce de risques.

Enfin, il y a les avances faites par les banques à leurs clients pour subvenir aux besoins de leurs affaires. Ce sont celles qui, dans la plupart des cas, se trouvent les plus frappées. La garantie, en ce cas, est représentée

tout d'abord par les bénéfices précis et actuels, de l'affaire que l'on finance; et dans les circonstances actuelles, pour la plupart des productions de matières premières, la plupart des fermiers et des fabricants, il n'y a pas de bénéfices, et toutes les chances de demeurer insolvables, si les affaires ne se mettent pas d'ici peu à reprendre.

En résumé, il n'y a pour ainsi dire pas de propriété, sauf la propriété immobilière, quelle que soit l'utilité ou l'importance qu'elle puisse avoir pour le bien de la communauté, dont la valeur monétaire n'ait subi une baisse formidable et sans précédent. Ceci s'est passé dans une collectivité qui, je le rappelle, est organisée de telle sorte qu'un voile d'argent recouvre un large espace entre les biens eux-mêmes et le propriétaire des richesses. Le propriétaire apparent des biens eux-mêmes s'en est assuré la propriété en empruntant de l'argent au véritable possesseur de la richesse. De plus, c'est surtout par l'intermédiaire des banques que tout cela s'est fait. C'est-à-dire que les banques ont en échange d'un dédommagement fait intervenir leur garantie. Elles tiennent la place entre le véritable emprunteur et le véritable prêteur. Elles ont apporté leur garantie au véritable prêteur, et cette garantie n'a de prix que si la valeur monétaire des biens appartenant à l'emprunteur correspond à la valeur de l'argent qui a été avancé dessus.

C'est pourquoi une diminution des valeurs monétaires aussi sérieuse que celle qui se produit actuellement, menace de faire s'écrouler toute notre structure financière. Les banques et les banquiers sont aveugles de nature. Ils n'ont pas vu ce qui allait arriver. Certains ont même accueilli avec faveur la chute des prix vers ce qu'ils ont appelé un juste niveau, le niveau « naturel » et souhaitable d'avant-guerre. C'est-à-dire le niveau des prix auquel fut habitué leur esprit dans la période de leur formation. Aux Etats-Unis, certains d'entre eux emploient de soi-disant « Economistes » qui nous répètent encore

aujourd'hui que nos maux proviennent du fait que le prix de certaines marchandises et de certains services n'ont pas encore assez baissé, sans tenir compte de ce fait qui devrait leur crever les yeux, à savoir : que si leur remède était appliqué, il constituerait un véritable danger pour la solvabilité de leur établissement. Un banquier sensé n'est hélas point un banquier qui voit venir le danger et l'écarte, mais un banquier qui, lorsqu'il se ruine, le fait d'une manière orthodoxe et conventionnelle, en même temps que ses collègues, de façon à ce qu'on ne puisse rien lui reprocher.

Mais aujourd'hui, les banquiers commencent enfin à se réveiller. Dans de nombreux pays, les banquiers s'aperçoivent, d'une façon fort désagréable, qu'une fois que la marge de leurs clients s'est évanouie, ils se trouvent eux-mêmes réduits à une marge. J'estime qu'à l'heure actuelle, si l'on évaluait au plus juste la valeur indéterminée de tous les biens, on trouverait qu'une grande partie des banques dans le monde ne saurait faire face à ses paiements, et cette proportion ne pourra que s'accroître avec la Déflation. Heureusement nos propres banques anglaises paraissent à l'heure actuelle — ceci pour des raisons multiples — être parmi les plus solides. Mais il y a un degré de Déflation auquel ne résiste aucune banque. Et dans de nombreux pays du monde, dont les Etats-Unis ne sont pas le moindre, c'est l'état actuel des banques, bien qu'il échappe partiellement à l'œil du public, qui constitue l'élément le plus dangereux et le plus vicié de la situation générale. Il est clair que les événements actuels ne peuvent se prolonger davantage sans que quelque chose casse. Si l'on ne fait rien, ce sera dans les banques du monde qu'aura lieu la casse la plus effrayante.

Le capitalisme moderne se trouve, selon moi, en présence du dilemme suivant : ou trouver un moyen de relever les valeurs monétaires et de les ramener à leur taux antérieur, ou voir se produire de nombreuses faillites et

banqueroutes et s'écrouler toute une partie de sa structure financière, après quoi nous nous remettrions tous à nouveau à l'ouvrage, pas tellement appauvris que nous ne l'imaginons, et le cœur peut-être beaucoup plus léger, bien qu'ayant souffert de nombreux désordres, gaspillages, injustices sociales, et assisté à une nouvelle distribution des fortunes privées et de richesse. Individuellement, beaucoup d'entre nous se trouveraient ruinés, bien que dans l'ensemble la collectivité ne se trouverait guère atteinte. Mais sous l'impulsion de la misère et du choc, nous aurions peut-être appris à mieux diriger nos affaires.

Les symptômes actuels indiquent que les banquiers se précipitent au suicide. A chaque pas, ils ont refusé d'appliquer un remède assez énergique. Et ils ont laissé les choses aller si loin qu'il est à présent difficile de trouver un remède quelconque.

Cela fait, bien entendu, partie du métier de banquier que de sauver les apparences, et de professer à l'égard des conventions, un respect des plus humains. Ils sont devenus, à force de tenir ce rôle, les hommes les plus romantiques et les moins pratiques qu'on puisse rêver. Il est tellement essentiel pour eux que leur état soit à l'abri de toute critique qu'ils en arrivent eux-mêmes à faire abstraction de tout sens critique, jusqu'à ce qu'il soit trop tard. En bons citoyens honnêtes qu'ils sont, ils ressentent de l'indignation pour les périls que court le malheureux monde dans lequel ils vivent, lorsque ces périls sont venus à maturité, mais ils ne les prévoient pas. Une conspiration des banquiers! L'idée est absurde! Si seulement cela pouvait exister! S'ils doivent jamais être sauvés, je puis prédire que ce sera à leur corps défendant.

III

LE RETOUR A L'ÉTALON-OR

I

AURI SACRA FAMES (SEPT. 1930).

Le choix de l'or comme étalon des valeurs, repose surtout sur la tradition. Dans les temps qui précédaient ceux de l'argent représentatif, il était naturel, pour des raisons maintes fois exposées, de choisir l'un ou plusieurs des métaux, pour tenir lieu de réserve de valeur ou de pouvoir d'achat.

Il y a quatre ou cinq mille ans, le monde civilisé adopta l'usage de l'or, de l'argent et du bronze, pour représenter des livres, des shillings et des pence, mais l'argent occupait alors la première place et le cuivre la seconde. Les habitants de Mycènes donnèrent à l'or la place prépondérante. Puis sous l'influence celte et dorique, l'Europe et les côtes du nord de la Méditerranée subirent une invasion du fer à la place du bronze. Avec l'empire Achéménide Perse qui conserva un système bi-métallique d'or et d'argent selon une proportion déterminée (jusqu'à ce qu'Alexandre l'ait renversé) le monde en revint à l'or, à l'argent et au bronze, l'argent occupant à nouveau la place prépondérante. Puis suivit une longue hégémonie de l'argent interrompue par une courte renaissance de l'influence de l'or dans l'empire romain de Constantinople puis, à intervalles irréguliers, par des essais infructueux de bi-métallisme, entre autres au cours du XVIII^e et de la première moitié du XIX^e siècle.

Ce n'est qu'au cours des cinquante dernières années avant la guerre que l'or remporta une victoire définitive.

Le docteur Freud indique qu'il y a des raisons particulières dans notre subconscient qui expliquent que l'or satisfasse spécialement en nous de violents instincts et nous serve de symbole. Les vertus magiques que dans l'antiquité lui conféra la prêtrise égyptienne, le métal jaune ne les a jamais complètement perdues. Pourtant alors que l'or a toujours eu ses fidèles en tant que réserve de valeur, dans le rôle de régulateur unique du pouvoir d'achat il est presque un parvenu. En 1914, en Angleterre, l'or n'avait joué ce rôle *de jure* qu'à peine depuis cent ans (bien qu'il l'occupât en fait depuis plus de deux cents ans) et dans les autres pays qu'à peine depuis soixante. Car en dehors de quelques intervalles très courts, l'or a été trop rare pour répondre aux besoins du monde en tant que principal moyen d'échange. L'or est et a toujours été une matière excessivement rare. Un paquebot moderne pourrait transporter à travers l'Atlantique en un seul voyage tout l'or qui a été drainé ou extrait au cours de sept mille ans. A des intervalles de cinq cents ou de mille ans, on découvrit de nouvelles sources — la seconde moitié du XIX^{e} siècle fut une de ces époques — et il s'ensuivit une abondance passagère de ce métal. Mais dans l'ensemble il n'y en eut jamais assez.

Ces dernières années, *l'auri sacra fames* a cherché à s'envelopper d'une tunique de respectabilité aussi invulnérable que toutes celles qui furent imaginées dans le domaine de la religion ou celui de la pudeur. Qu'elle ait été adoptée comme armure indispensable dans la lutte ardente contre le bi-métallisme, et conservée, comme le prétendent les avocats de l'or, parce que ce métal est le seul prophylactique contre le fléau des monnaies fuyantes ou qu'elle ne soit qu'un simple manteau freudien, ce n'est pas à nous de l'élucider. Mais nous pouvons rappeler au lecteur ce qu'il sait déjà, que l'or fait désor-

mais partie de l'appareil conservateur, et constitue un sujet que nous ne devons pas nous attendre à voir abordé sans préjugés.

Un grand changement s'est pourtant produit au cours de notre génération — changement funeste probablement à tout bien considérer. Pendant la guerre, les particuliers ont versé leurs petites réserves dans les creusets nationaux. Les guerres ont parfois servi à disperser l'or (par exemple lorsque Alexandre détruisit les trésors des temples Perses ou Pizarro ceux des Incas). Mais cette fois la guerre a concentré l'or sous les voûtes des Instituts centraux d'émission, et ces banques ne l'ont pas laissé ressortir. Ainsi, à peu près partout dans le monde, l'or a été retiré de la circulation. Il ne passe plus de main en main, et le contact de ce métal a été ravi aux paumes avides des hommes. Les petits dieux familiers, qui se logeaient dans les porte-monnaie, les bas et les tirelires ont été avalés dans chaque pays par une seule idole d'or qui vit sous terre et demeure invisible. L'or est soustrait aux regards, rentré à nouveau dans le sol. Mais lorsqu'on ne peut plus voir les dieux parcourir la terre sous leur armure jaune, ils commencent à être mis en doute et il ne faut pas longtemps pour qu'ils disparaissent.

Ainsi l'âge de la monnaie a enfin cédé le pas finalement à l'âge de l'argent représentatif; l'or a cessé d'être une pièce de métal, un magot, un titre tangible de richesse, dont la valeur ne peut s'enfuir tant que la main de l'individu serre la matière. Il est devenu quelque chose de beaucoup plus abstrait — un simple étalon de valeur, et il ne conserve cet état nominal qu'en passant de temps à autre en faible quantité d'une Banque d'émission à une autre, lorsque l'une de celles-ci s'est livrée à une inflation ou une déflation de sa monnaie dans des proportions qui ne concordent pas avec l'intérêt de ses voisins. Même ce transfert est devenu quelque peu démodé, occasionnant de vaines dépenses de transports, et

le procédé le plus moderne qu'on nomme *ear-marking* [1] consiste à modifier la propriété sans en changer l'emplacement. Il n'y a pas loin de là à un début d'ententes entre les Banques d'émission qui ferait que, sans renoncer à la règle de l'or, celles-ci donneraient à la quantité de métal actuellement enfoui dans leurs voûtes la signification que bon leur semble et la valeur qu'elles voudraient. Ainsi l'or, qui à l'origine régnait dans les cieux avec son comparse l'argent, tels le Soleil et la Lune, après s'être dépouillé de ses attributs et être descendu sur terre, sous les traits d'un autocrate, finira peut-être par le rôle d'un modeste roi constitutionnel, s'appuyant sur un ministère de Banques d'Etat. Et peut-être ne sera-t-il jamais nécessaire de proclamer la République. Mais nous n'en sommes pas encore là, et les événements peuvent prendre un autre cours. Les amis de l'or devront faire preuve de beaucoup de sagesse et de modération s'ils veulent éviter une Révolution.

1. Acte de marquer d'un signe de propriété (comme les brebis à l'oreille) en vue d'une affectation déterminée.

II

LES DISCOURS DES PRÉSIDENTS DE BANQUE (1924-1927).

1. — Février 1924.

Nous avons dans ce pays une coutume admirable selon laquelle, une fois par an, les grands maîtres de nos cinq principaux établissements de Crédit, abandonnent pour un jour la tâche ingrate de décider leurs clients à souscrire à l'emprunt et revêtent la toque et la robe, puis montent à la tribune pour exposer la théorie de leur pratique. C'est une espèce de Saturnale durant laquelle nous jouissons tous d'une éphémère égalité, et disposons des armes égales que sont les mots. Ces cérémonies présentent, d'un point de vue général, un grand intérêt. Mais mieux que cela : elles ont un sens significatif et donnent en quelque sorte un cliché de la vie financière. Qu'a-t-on trouvé à dire cette année sur la politique monétaire? Un de ces Messieurs seulement, Mr. Walter Leaf, de la Westminster Bank, s'est entièrement abstenu. Chacun des quatre autres a eu quelque chose à dire. Ils peuvent se répartir en deux groupes, dont l'un avec Mr. Beaumont Pease de la Lloyds Bank et Sir Harry Goschen de la National Provincial Bank, trouve qu'il y a quelque chose de déplacé ou du moins de fâcheux à penser ou à parler de ces choses; et l'autre avec Mr. Goodenough de la Barclays Bank et Mr. Mc Kenna de la Midland Bank, loin de fuir la discussion, s'y lance avec courage.

Mr. Pease — je l'ai déjà dit — désapprouve l'acte de penser ou comme il préfère le dire : « cette dépense d'agilité mentale ». Il veut « carrément regarder les faits en face au lieu de trouver des moyens intelligents de les circonvenir » et estime qu'en ce qui concerne tous les problèmes que soulève la Théorie Quantitative de la Monnaie, c'est moins à l'intelligence qu'à la conscience, que doit incomber le rôle de les résoudre. En somme, l'étalon-or serait une affaire de morale et de religion où la liberté de pensée n'aurait pas à intervenir. Il va jusqu'à ajouter : « En ce qui concerne les banques par actions, je ne crois pas que leur politique se trouve dictée par des motifs purement monétaires. En réalité, leur préoccupation essentielle est de satisfaire au fur et à mesure qu'ils se présentent aux besoins des affaires, indépendamment de toute théorie. L'action de ces banques n'est pas la cause des troubles commerciaux, elles les suivent et ne les précèdent pas. » Je crois qu'il y a là une constatation exacte et que les explications de Mr. Pease sur ce point forment la partie la plus intéressante de son discours. C'est justement cette façon automatique avec laquelle réagissent les banques par actions qui donne toute son importance à la politique que pratique la Banque d'Angleterre à l'égard du solde actif du bilan des banques et du taux de l'escompte. En guise de conclusion, Mr. Pease ne propose aucune mesure particulière en vue d'établir à présent un standard quelconque. Néanmoins il souhaite « que nous retournions petit à petit à notre étalon-or, qui, en dépit de certains inconvénients et de certaines difficultés, nous a donné en fait dans le passé toute satisfaction ».

Sir Harry Goschen va plus loin que Mr. Pease, dans un passage délicieux qui mérite d'être cité tout entier :

« Je ne puis m'empêcher de penser qu'il y a eu dernièrement trop de discussions de la part de personnalités irresponsables sur les mérites ou les inconvénients de l'Inflation et de la Déflation. Des discussions de cet ordre

ne peuvent qu'éveiller le doute et qu'inciter nos voisins à se demander si nous adopterons l'une ou l'autre de ces deux directives, et dans l'affirmative, laquelle. Je crois qu'il vaudrait mieux laisser les événements suivre leur cours naturel. »

Convient-il davantage de se fâcher ou de sourire en présence de sentiments si naïfs? Le mieux est peut-être d'abandonner Sir Harry au cours naturel de ses pensées.

Si nous laissons là ces propos de vieilles filles nous trouvons plus loin dans les discours de Mr. Goodenough et de Mr. Mc Kenna des propos plus hardis et même quelque peu « risqués ». En ce qui concerne la politique immédiate, ils trouvent de nombreux points d'accord. Ils admettent tous deux qu'une politique monétaire peut gouverner le niveau des prix, que nos destinées sont donc dans nos propres mains, et qu'il faut beaucoup de réflexion et de discussions pour décider quelle est la meilleure voie à suivre. Pourtant Mr. Goodenough a davantage confiance dans le taux de l'escompte et Mr. Mac Kenna dans les ressources dont disposent les banques. Ils sont hostiles à toute reprise pour le moment de la politique déflationniste préconisée par le Comité Cunliffe. Pour tous les deux ce sont les conditions du marché intérieur, et non les changes étrangers qui doivent dicter la règle à suivre en matière de crédit : mais pour Mr. Mc Kenna, l'élément prépondérant de la décision, c'est le volume de la main-d'œuvre employée; et pour Mr. Goodenough la stabilité intérieure des prix. « Pour résumer mon opinion sur la question monétaire, dit ce dernier, j'estime que nous devrions chercher le plus possible à maintenir l'équilibre existant entre la circulation de la monnaie et les marchandises... » Ni l'un ni l'autre ne verraient d'ailleurs d'inconvénient à une légère hausse des prix, à condition (pour Mr. Mc Kenna) que les ressources productives du pays n'aient pas encore été épuisées, et (pour Mr. Goodenough) que la hausse ne provienne pas d'un accapare-

ment d'ordre spéculatif des marchandises et que ce ne soit pas une hausse par rapport aux prix américains. Mr. Mc Kenna ne parle pas de la fin même qu'il faut poursuivre, mais rien dans son discours n'indique qu'il ne soit point partisan de persévérer dans la voie qu'il préconise pour tout de suite, c'est-à-dire se maintenir dans un juste milieu entre l'Inflation et la Déflation, ce qui revient à rechercher, comme le veut Mr. Goodenough, une stabilité générale des prix dans les limites définies, et à utiliser délibérément une politique monétaire pour atténuer les inconvénients graves du cycle du crédit. « Nous ne pouvons éviter, dans les affaires, des hauts et des bas, mais une sage politique monétaire peut toujours empêcher ces mouvements cycliques de s'accentuer jusqu'à l'extrême. Les spéculations excessives qui accompagnent toute crise inflationniste, et la misère cruelle qu'entraîne une débâcle prolongée peuvent l'une et l'autre être évitées. Ce ne sont point des maux nécessaires auxquels il faut se soumettre et reconnaître des causes incompréhensibles et inévitables. » Mr. Goodenough, d'autre part, tout en renonçant momentanément à l'étalon-or, achève son discours de la façon suivante :

« ... Bien que nous ne devions jamais oublier la fin que nous poursuivons : le retour à l'étalon-or ».

En attendant, ce qu'il espère, c'est un mouvement inflationniste en Amérique qui permette au sterling de retrouver son ancienne parité sans que soit atteinte pour cela sa parité marchande actuelle.

Quelle est dans l'ensemble la véritable portée de ces discours? Ils viennent renforcer la position des partisans d'une réforme monétaire qui recherchent et préconisent la stabilité du niveau des prix intérieurs et le resserrement du cycle du crédit. Ils sont, de plus, rassurants car ils montrent que deux des personnalités les plus puissantes de la Cité, ont une conscience nette des problèmes critiques de l'heure, et qu'on peut leur faire confiance pour user de leur influence dans le sens qui convient.

Mr. Mc Kenna et Mr. Goodenough sont tous deux favorables aux tendances que j'ai indiquées. Il ne serait d'ailleurs pas juste d'affirmer que les vieilles filles leur soient hostiles (il leur serait aussi malaisé de se décider, il leur faudrait autant d'agilité mentale pour penser, dans un sens que dans l'autre, leur ingénuité est toute impartiale). Si l'on pouvait les prendre par la main, et les faire sortir de leurs formules livresques qui vont répétant qu'il faut « regarder les faits en face », ou « des économies et du labeur », l'on découvrirait peut-être qu'eux non plus n'ont aucune raison de s'opposer à un effort pour maintenir les prix au même niveau et une régularité dans les affaires. Et bien qu'ils éprouvent à l'égard de toute proposition en vue d'influencer le cours normal des prix, la même répugnance qu'à définir le sexe d'un enfant avant sa naissance, peut-être ne s'en tiendraient-ils pas obstinément à leur préférence instinctive de voir la solution de ces questions abandonnée au pur hasard.

2. — *Février 1925.*

Une fois de plus, les Présidents de Banque nous ont donné un journal de la mode financière. Les couvertures varient; mais les dessins se ressemblent beaucoup. L'un représente le mariage avec l'étalon-or comme la condition la plus désirable, la plus vertueuse, la plus honorifique, la plus prospère et la plus bénie de toutes. L'autre cherche à convaincre le futur mari que le régime matrimonial entraîne de lourdes charges dont il est encore exempt; qu'on est uni pour le meilleur et pour le pire, et soumis par contrat au respect et à l'obéissance, que c'est la fin des jours heureux où l'on pouvait profiter des prix et des comptes en banque qui conviennent au train de ménage d'un célibataire. On aura cependant l'avantage d'être reçu plus souvent dans le monde une fois marié. Mais comme M^lle^ O. est Américaine, il faudra surveiller

davantage les prix des grape-fruit et du maïs que des œufs et du bacon. Tout compte fait, mieux vaut donc ne pas se décider à la légère. Certains de nos Présidents ressemblent à cet homme, auquel on demandait s'il croyait à la félicité éternelle après la mort. Il répondit que oui mais qu'il préférait ne pas penser à une chose si triste.

De même que l'année dernière, nous sommes en présence de deux problèmes bien distincts : les mérites intrinsèques de l'étalon-or, et la date et la méthode qu'il convient d'adopter pour y revenir. En ce qui concerne le premier, comme le dit justement Mr. Mc Kenna, « nous en sommes encore à une période de recherche plutôt qu'à une opinion définitive et il n'existe pas encore de doctrine réellement orthodoxe en la matière ». Les partisans d'une réforme monétaire, dont je suis, après plus ample examen des faits, parce que j'estime que c'est là un des seuls moyens d'accroître le bien-être économique, ont encore beaucoup à faire pour triompher des forces de l'habitude, de la tradition et de l'ignorance. Ce n'est pas une bataille qui puisse se gagner en un jour. Ceux qui pensent qu'un retour brusqué à l'étalon-or résoudrait définitivement la question se trompent sur le véritable problème. Il n'y aurait là qu'un premier pas. Ce ne sont pas les décisions officielles qui seront prises cette année qui nous apprendront quoi que ce soit, mais les effets combinés de l'expérience qu'on en recueillera et des critiques de l'opposition, pourvu qu'elles soient claires et substantielles. Ceux par exemple qui ont lu les ouvrages de ce grand écrivain, Lord Overstone, se souviendront du nombre d'années, des expériences amères et désastreuses qu'il fallut aux réformateurs du siècle dernier en matière monétaire, pour faire prévaloir la politique d'avant-guerre d'escompte et de réserve bancaire (qui en son temps constitua un sérieux progrès) malgré l'opposition de la Banque d'Angleterre.

L'autre problème a une importance pratique immé-

diate. L'année dernière, il s'agissait de savoir s'il était prudent de hâter les choses en ayant délibérément recours à la déflation; cette année il s'agit de savoir s'il est prudent de hâter les choses en supprimant l'interdiction d'exporter de l'or. Cette année encore, comme l'année dernière, les banquiers sur ce second point se montrent hésitants. Et cela s'explique, je crois, pour les raisons suivantes :

Avec beaucoup d'autres, j'ai été d'avis pendant longtemps que la situation monétaire aux Etats-Unis finirait par entraîner une hausse du niveau des prix et un début de boom; et qu'il conviendrait, en de telles circonstances, de surveiller et maintenir la courbe des prix en faisant usage des méthodes habituelles, de façon à empêcher qu'il se produise chez nous en matière de crédit un mouvement identique à celui qu'on constate aux Etats-Unis. En cas de succès, pareille politique entraînerait une amélioration progressive du change de la livre et il ne faudrait pas un mouvement de hausse très violent en Amérique pour que la livre s'élève au moins jusqu'à sa parité d'avant-guerre. J'ai donc soutenu depuis deux ans qu'une politique monétaire sensée de la Banque d'Angleterre en même temps qu'une politique moins sensée du Federal Reserve Board entraînerait vraisemblablement et fort heureusement tôt ou tard un retour de la livre à sa parité d'avant-guerre.

Or que s'est-il passé? Au printemps de l'année 1923, un mouvement de hausse s'est dessiné aux Etats-Unis mais il fut arrêté en grande partie par l'action du Federal Reserve Board. A partir de juillet 1924, on assiste cependant à une nouvelle hausse qui — sous réserve bien entendu d'une intervention du Federal Reserve Board — risque de s'amplifier. La première hausse des prix aux Etats-Unis fut accompagnée d'une amélioration du change de la livre, et la baisse d'un recul simultané. A nouveau le mouvement des prix en Amérique a provoqué une amélioration du change de la livre qui a été

remarquée du public. Comme l'a dit Mr. Mc Kenna, les prix en livre ont été un peu plus stables que les prix en dollar, cette plus grande stabilité a entraîné, contrepartie inévitable, une certaine instabilité des changes.

Toutefois le mouvement des prix fut au cours des six derniers mois troublé par des facteurs anormaux. L'amélioration du change de la livre ne peut être attribuée uniquement à notre politique monétaire. Il est vrai que l'intérêt des prêts à court terme a été maintenu à un taux supérieur d'un demi pour cent à celui de New-York et que les prix en Angleterre ont monté un peu moins qu'en Amérique. Mais on est d'accord dans l'ensemble pour estimer que ces facteurs ne sont pas assez puissants pour tout expliquer. Les statistiques du Ministère du Commerce indiquent qu'il y a un mouvement de fonds dans les comptes de capitaux cette dernière année (et surtout au cours des six derniers mois de l'année) de New-York vers Londres d'un ordre de cent millions de livres. Il est dû (dans des proportions difficiles à calculer) à un retour de comptes étrangers, autrefois ouverts à Londres, à des placements américains en Europe provenant d'un renouveau de confiance inspiré par le plan Dawes, et à une nouvelle vague de placements à Wall Street, enfin à l'achat de livres basé sur l'espoir d'une hausse de celle-ci par rapport au dollar. Ce mouvement sans précédent donne à la situation un côté précaire; nous ne pouvons compter qu'il se prolongera sur le même rythme, et il peut par contre du jour au lendemain prendre un sens opposé. Nous avons donc besoin d'un répit afin de rétablir nos disponibilités, soit en développant nos exportations par rapport aux importations, soit en fixant des intérêts suffisamment élevés aux emprunts à longue échéance pour ralentir l'afflux (excessif selon moi) de nos capitaux vers de nouveaux placements. Actuellement nous nous exposons à prêter à long terme à l'Australie, par exemple, ce que nous avons emprunté à court terme de l'Amérique. Notre force

avant guerre venait de ce que nous avions de larges prêts à court terme (grâce au marché des traites commerciales) que nous pouvions facilement faire rentrer. A l'heure actuelle cette situation se trouve en partie, et peut-être seulement provisoirement, renversée.

Que va-t-il se passer maintenant? Il y a deux hypothèses : il se peut que le Federal Reserve Board estime que la vague de hausse aux Etats-Unis finisse par constituer un danger et intervienne énergiquement comme il y a deux ans. C'est assurément ce que le Board devrait faire. Dans ce cas, l'on reviendrait au point de départ, et la situation serait la même qu'il y a dix-huit mois. Nous aurions le choix entre une stabilité relative des prix en livres accompagnée d'une baisse de la livre au-dessous de la parité du dollar et la déflation pour maintenir le change de la livre. Une annonce prématurée de la suppression de l'interdiction d'exporter de l'or, nous obligerait par avance à adopter la seconde méthode — que nous avions fermement rejetée il y a deux ans. C'est ce que réclament les fanatiques. Mais étant donné le nombre de chômeurs qu'il y a chez nous, ce serait de la folie.

L'autre hypothèse c'est que le Federal Reserve Board laisse les événements se dérouler sans intervenir. En ce cas nous devons nous attendre à une hausse encore prolongée des prix en dollar. En 1924, pendant une certain temps, la politique d' « open-market » du Board fut nettement inflationniste, c'est ce qui explique pour une bonne part la hausse rapide des prix à laquelle nous assistâmes. Actuellement il se montre plus circonspect mais rien n'indique qu'il ait une politique bien arrêtée et bien définie. Il se peut qu'une sympathie bien intentionnée mais inconsidérée pour nos efforts en vue d'améliorer le change de la livre, l'incite à retarder une intervention; et s'il tarde encore un peu, les conditions d'une période de prospérité pourraient devenir permanentes. En ce cas nous n'aurions aucune difficulté à rétablir la livre

à sa parité d'avant-guerre. Une politique monétaire ferme destinée à arrêter une hausse simultanée des prix en livre doit, sans déflation réelle, y parvenir. Mais il ne s'ensuit pas que l'interdiction d'exportation de l'or doive être levée. Lier les prix en livre aux prix en dollar au moment où ces derniers atteignent les sommets de leurs cours, par suite d'une vague de hausse qui ne s'est pas fait sentir pareillement chez nous, serait aller au-devant de nombreuses difficultés. Car lorsque cette vague retomberait en Amérique, nous subirions tous les contre-coups de la crise. Nous ne pourrions lier les prix en livre à ceux en dollar sans courir de risques pour notre bien-être que si le niveau moyen des prix en dollar se stabilisait à un niveau un peu plus élevé que celui atteint ces temps derniers.

Lever l'interdiction d'exporter de l'or revient à affirmer que la livre est à la parité du dollar et s'y maintiendra. J'estime que la procédure la plus recommandable consiste à s'en assurer d'abord, et à le proclamer ensuite et non pas à le proclamer d'abord et à espérer ensuite qu'il en sera ainsi.

Ce n'est donc qu'en dernier lieu qu'il conviendra de lever cette interdiction pour revenir aux conditions d'avant-guerre et non en premier lieu. La seule déclaration sensée à faire serait de s'engager à ne pas lever l'interdiction avant que la livre ne se soit maintenue pendant un certain temps à sa parité ancienne et avant que ne se soient effectués les ajustements fondamentaux nécessaires.

En même temps, si nous voulons revenir à la parité d'avant-guerre, il faut l'établir d'abord en fait en élevant le taux de l'escompte et en limitant les emprunts étrangers. Tout en n'attachant personnellement aucune importance au retour à la parité, j'estime que pareille mesure peut se justifier du fait de l'intérêt qu'il y a à stabiliser notre propre situation. Je ne pense pas, étant donné le niveau actuel des prix et ses tendances, qu'un taux

un peu plus élevé de l'escompte puisse diminuer le volume des affaires ou accroître le chômage. Je pense par contre qu'il sera bientôt indispensable au maintien de notre propre équilibre. De nombreux banquiers se sont prononcés en faveur de la levée de l'interdiction, à condition qu'elle ne soit pas suivie d'un relèvement du taux de l'escompte. A moins qu'il n'y ait là une façon détournée de se prononcer contre toute levée d'interdiction, je ne saisis pas très bien leur conception de la situation présente.

Il serait vain d'essayer, dans le peu de place dont je dispose, d'exposer les raisons de souhaiter que la monnaie continue à être dirigée. Elles tiennent pour la plupart à ma conviction que la fluctuation des affaires et de la main-d'œuvre constitue à la fois le pire et le plus évitable des maux économiques, qu'elle est la plaie de notre système bancaire et de notre système de crédit, plus facile à guérir si nous conservons le contrôle de notre monnaie dans nos propres mains. Mais tout en laissant de côté ces considérations essentielles, je puis, pour conclure, faire valoir un argument d'ordre pratique en faveur de ce que j'avance.

L'étalon-or, d'un point de vue pratique, ne signifie rien sinon une parité des prix et de l'intérêt de l'argent (dans le sens le plus large) avec les Etats-Unis. Le véritable but est de lier étroitement la Cité à Wall Street. Je supplie le Chancelier de l'Echiquier et le Gouverneur de la Banque d'Angleterre ainsi que toutes les personnes anonymes qui règlent en secret nos destinées de réfléchir qu'il y a là peut-être une mesure dangereuse.

Les Etats-Unis vivent en plein et perpétuel crescendo. De vastes fluctuations qui chez nous sèment la misère et le chômage, chez eux sont emportées dans un flux sans cesse croissant. Un pays dont toute l'activité économique se développe d'année en année de je ne sais combien pour cent, ne peut éviter et en même temps a les moyens de se permettre des inadaptations temporaires. Ce fut

notre cas au cours d'une grande partie du XIX^e siècle. Nos progrès s'effectuaient avec une telle rapidité que la stabilité dans certaines branches ne comptait guère et du reste eût été impossible. Mais il n'en est plus ainsi pour nous aujourd'hui. Nous ne progressons plus que lentement et les défauts de structure économique que nous pouvions nous permettre de négliger dans notre course vers l'avenir, et que l'Amérique peut encore négliger, peuvent pour nous devenir mortels. La débâcle des prix en 1921 fut encore plus violente aux Etats-Unis que chez nous, mais dès la fin de 1922 il n'y paraissait déjà plus. En 1925 nous avons encore un million de chômeurs. L'Amérique peut, dans les années qui viendront, essuyer des tempêtes industrielles et financières qui la toucheront à peine alors que si nous y étions également exposés, nous risquerions d'y sombrer.

Et il y a autre chose. Avant la guerre, nous avions prêté au monde entier de vastes sommes que nous pouvions faire rentrer à bref délai; nos placements en Amérique faisaient de nous les créanciers des Etats-Unis. Nous avions de plus grosses réserves disponibles pour des placements à l'étranger que tout autre pays; dépourvu de réserves fédérales, le système bancaire américain était faible et désorganisé. Nous occupions en fait la première place dans l'alliance de l'étalon-or. Mais ceux qui croient que retourner à l'étalon-or équivaut à revenir à cet état de fait sont ou fous ou aveugles. Nous sommes aujourd'hui débiteurs des Etats-Unis. Leurs placements à l'étranger atteignaient l'année dernière le double des nôtres, et leurs réserves réelles disponibles pour de tels placements égalaient environ dix fois les nôtres. Ils ont six fois plus d'or que nous. La seule *augmentation*, l'année dernière, des dépôts effectués dans les banques du système de Réserve Fédérale a presque atteint la moitié du total de nos dépôts. Un faible déplacement d'or ou de crédit à court terme entre Londres et New-York qui ne représente pour eux qu'une ride à la surface

des flots, prendrait pour nous l'importance d'une vague de fond. Que les banquiers ou les spéculateurs américains adoptent telle ou telle attitude vis-à-vis des emprunts étrangers, cela change peu de chose chez eux, mais peut apporter chez nous de véritables bouleversements. Si l'or, les crédits à court terme, les valeurs étrangères, peuvent librement traverser l'Atlantique sans qu'il en coûte le moins du monde aux Etats-Unis, les fluctuations d'une certaine importance ont pour nous des effets hors de toute proportion avec les effets qu'ils peuvent avoir là-bas. Cela arrange les Etats-Unis que nous revenions à l'étalon-or et ils sont donc disposés à nous aider pour commencer. Mais ce serait une erreur de croire qu'il y a avantage à ce qu'ils dirigent leurs affaires, et qu'ils le feront toujours dans un sens qui nous soit favorable.

Quels avantages substantiels viendraient d'ailleurs compenser les risques? Je n'en sais rien. Nos banquiers parlent d'avantages « psychologiques ». Mais ce serait une piètre consolation que de nous dire « que neuf personnes sur dix » escomptaient un avantage si cet avantage ne se réalise pas en fait.

Il est regrettable que nos Présidents de Banques n'aient rien de mieux à proposer qu'un « retour à 1914 » et que ce soit là ce qu'ils considèrent que l'on peut espérer de mieux. La plupart de ceux qui ont étudié la question sont d'accord pour estimer que les erreurs commises en matière de crédit sont, du moins en partie, responsables de la situation paradoxale qui veut qu'il y ait chômage en période de disette. Les cinq grands établissements de Crédit ont de grosses responsabilités et des devoirs envers le public. Mais leur importance et leur vulnérabilité font qu'ils ont tendance à se raccrocher à des maximes toutes faites, aux conventions et à la routine; et lorsque leurs Présidents traitent des problèmes économiques essentiels, ils abordent presque tous un terrain qui ne leur est pas familier. Je doute cependant qu'un esprit trop conservateur et qu'un manque d'esprit de

recherche leur assure à la longue la paix et la sécurité. Le capitalisme individuel a atteint en Angleterre le point où il ne peut plus compter uniquement sur son propre développement pour se justifier et où il lui faut s'appliquer à découvrir les moyens d'améliorer la structure de son système économique.

3. — *Février 1927* [1].

Les voix de nos vieux amis, les Présidents de Banques, annoncent le retour du printemps. Ils se sont exprimés cette année en termes plus modestes, sauf Sir Harry Goschen qui ne voit « aucune raison de se décourager » et comme les années précédentes « ne peut se souvenir d'une époque où dans toutes les industries du pays on ait pu constater pareil sentiment d'espérance et même pareil optimisme ». Mr. Beaumont Pease a fait œuvre utile en publiant certains chiffres importants qui résument l'activité de la Lloyds Bank; on constate une innovation dans le fait qu'elle fournit désormais des renseignements et informations que jusqu'ici elle gardait secrets. Mr. Walter Leaf fit quelques remarques sensées sur la tendance des affaires à fusionner et en même temps sur celle des actions à s'éparpiller ainsi que sur le devoir pour l'Etat de prendre ses responsabilités et de diriger de la façon la meilleure cette évolution inévitable. Mais aucun d'entre eux, sauf Mr. Mc Kenna — et sur un point secondaire Mr. Goodenough — n'a trouvé quoi que ce soit à dire sur l'avenir de notre politique monétaire. En laissant si vous le voulez bien Sir Harry Goschen s'ébattre de joie dans les buissons, voyons avec Mr. Mc Kenna ce qu'on trouve en fouillant à quelques centimètres de profondeur.

Mr. Mc Kenna nous a rappelé l'extrême prospérité de l'Amérique par rapport à notre propre dépression au cours des cinq dernières années. Il a déclaré que « les

1. Après le retour à l'étalon-or.

grandes divergences entre la politique monétaire anglaise et américaine expliquent en partie ce phénomène ». Il en a trouvé le reflet dans l'augmentation d'une part, et la diminution de l'autre, du montant des dépôts en Banque dans les deux pays, qui, comme l'indiquent les chiffres ci-dessous, est caractéristique.

Volume des dépôts en 1922 = 100.

	Etats-Unis.	*Grande-Bretagne.*
1922	100	100
1923	107	94
1924	115	94
1925	127	93
1926	131	93

Il a expliqué avec force détails ce fait d'une grosse importance mais trop peu compris, à savoir : que le volume des dépôts en Banque en Grande-Bretagne ne dépend pas tellement (sauf pour une très petite part) des déposants ou des grands Etablissements de Crédit mais de la politique de la Banque d'Angleterre. Et sa conclusion fut qu'on ne peut guère attendre d'augmentation effective de la production ou de l'emploi de la main-d'œuvre dans ce pays tant que la Banque d'Angleterre n'aura pas changé sa politique.

Si je ne suis pas d'accord avec Mr. Mc Kenna sur tous les points de son argumentation, je suis certain que dans ses grandes lignes, son jugement est exact. Il a rendu un réel service en s'efforçant sans cesse de faire comprendre au public et à ses collègues l'importance primordiale de certains principes de politique monétaire qui sont aussi clairs que le jour, bien que la Cité s'obstine à ne pas y voir davantage qu'en pleine nuit. Néanmoins il a, en cette circonstance, à mon avis, éludé la moitié du problème. A quel point et sous quelles conditions la Banque d'Angleterre peut-elle changer sa politique tout en maintenant l'étalon-or? La Banque d'Angleterre, dans ses nouvelles chaînes d'or, dispose-t-elle d'une liberté de

mouvement suffisante pour pratiquer la politique de Mr. Mc Kenna?

Ce qui compte, ce n'est pas une abstraction qu'on nomme niveau général des prix, mais les rapports entre les différents niveaux de prix qui définissent la valeur de notre monnaie selon les différents usages qu'on veut en faire. La prospérité, dans la mesure où interviennent les facteurs monétaires, dépend de ce que les différents niveaux se trouvent bien ajustés les uns aux autres. Le chômage et la crise proviennent en Angleterre d'une rupture de l'équilibre existant entre le niveau des prix en livre des articles de commerce internationaux, et la valeur intérieure de la livre par rapport à l'usage que fait l'Anglais moyen de ses revenus. De plus dans la mesure où nous parvenons à nous rapprocher du nouvel équilibre qui découle d'une hausse générale des prix en livre, nous augmentons le boulet de la dette nationale et aggravons le problème budgétaire. Si la Banque d'Angleterre et la Trésorerie parvenaient à ramener le niveau des prix intérieurs protégés à un équilibre avec le niveau des prix mondiaux elles augmenteraient *ipso facto* le poids réel de la dette nationale de £ 1.000.000.000 par rapport à il y a deux ans.

Or, Mr. Mc Kenna semble considérer que le déséquilibre qui existait certainement il y a deux ans, a disparu depuis. « Aujourd'hui, nous dit-il, cette question n'a plus qu'un intérêt historique. » Mais les faits ne confirment pas cette façon de voir. Bien loin d'avoir disparu, la disparité de niveau des prix est plus grande aujourd'hui qu'il y a deux ans.

Comment avons-nous donc vécu entre temps? La véritable source de l'optimisme qu'on trouve sur les lèvres des Présidents, réside dans le fait que nous n'avons pas eu à supporter de sacrifices tellement considérables que nos ressources n'aient suffi à les combler. Y a-t-il là un aussi grand paradoxe qu'il paraît au premier abord? Et est-ce tellement rassurant?

Nous avons, c'est certain, comblé le déficit de notre balance d'une part en puisant dans les masses de réserves que nous possédions, et de l'autre en augmentant pendant la grève des mineurs nos emprunts à court terme sur tous les marchés. Avant la guerre notre balance commerciale devait marquer un excédent de £ 300.000.000 par an en livres actuelles. La guerre et la diminution de la valeur des paiements en argent a pu ramener cet excédent annuel à environ £ 225.000.000, c'est-à-dire que tel serait notre excédent aujourd'hui si les affaires étaient aussi prospères qu'en 1913.

Admettons que du fait du niveau relativement élevé de nos prix intérieurs, nous ayons perdu £ 200.000.000 du chiffre brut de nos exportations, soit environ un quart du total de ces quantités ou si vous voulez qu'elles représentent désormais £ 150.000.000 net (sans compter cette part des exportations à déduire que figurent les matières premières importées) et que nous ayons à présent 1.000.000 de chômeurs qui, autrement, auraient fabriqué directement ou indirectement ces exportations. Tous ces chiffres bien entendu ne sont que de grossières approximations de ce qui est raisonnablement probable, et non pas des données scientifiques de faits établis par les statistiques. Voyons comment se comporte alors notre balance commerciale? Il nous reste un excédent de £ 75.000.000 par an. A condition par conséquent de ne pas faire à l'étranger de placements dépassant cette somme nous conservons notre équilibre. Et nous pouvons continuer indéfiniment ainsi, malgré le niveau élevé des prix à l'intérieur, la perte du quart de notre commerce étranger, notre million de chômeurs, tout en gardant un certain excédent à placer à l'étranger, et pour couronner le tout, l'étalon-or qui demeure à l'abri de toute menace. Le maintenir représente, par rapport à une autre politique monétaire, un appauvrissement pour notre pays de £ 150.000.000 par an. Qu'importe! « Nos réserves de force économique », comme dit Mr. Leaf, « sont

bien plus grandes qu'aucun de nous ne l'eût imaginé. Nous sommes plus résistants que nous ne le pensions », selon la formule du Chancelier de l'Echiquier. Bref, nous pouvons nous payer cela.

Les pertes extraordinaires subies au cours de la grève des mineurs ne sont pas comprises dans ces chiffres. Elles doivent s'élever à environ £ 100.000.000. Pour les couvrir on a dû avoir recours tout d'abord à un accroissement de notre dette à court terme, puis à des atermoiements classiques dans le règlement des soldes passifs et enfin à un taux relativement avantageux de l'escompte destiné à attirer à Londres l'argent disponible à l'étranger.

Pour décider de l'avenir de notre politique nationale, nous avons le choix entre trois alternatives :

1° Nous pouvons chercher à rétablir à tout prix l'équilibre d'avant-guerre entre de nombreuses exportations et de vastes placements à l'étranger. Le retour à l'étalon-or nous empêche d'atteindre ce but sans une diminution de tous les salaires contre laquelle s'est prononcé le Président du Conseil, ou sans une hausse importante des prix or à l'extérieur que nous attendons vainement.

2° Nous pouvons conserver indéfiniment l'équilibre dont nous avons parlé plus haut qui comporte à la fois un ralentissement des affaires et un million de chômeurs. Ce pseudo-équilibre a été créé bien qu'il n'ait probablement pas été prévu par elle, par la Banque d'Angleterre et la politique qu'elle a suivie, jusqu'à ce jour. Je ne vois pas de véritable raison pour qu'elle ne la poursuive pas encore un certain temps. Mr. Norman va sans doute traverser une période difficile par suite des conséquences tardives de la grève des mineurs. Mais en mettant les choses au pire, cela peut s'arranger en ayant à nouveau recours, ne serait-ce qu'à une interdiction peut-être partielle des emprunts étrangers.

3° La troisième alternative consiste à accepter la perte de nos exportations et une réduction correspondante de

nos placements à l'étranger et à utiliser la main-d'œuvre précédemment appliquée aux premières, et les économies antérieurement consacrées aux secondes à améliorer le rendement de la production et les conditions d'existence dans le pays. Si le retour à l'étalon-or devait finalement nous conduire à pareil résultat, il constituerait somme toute un bienfait déguisé. Car pareilles mesures comportent de nombreux avantages que je ne puis énumérer tout au long à la fin d'un article déjà trop étendu. Je me borne à indiquer que de ces mesures dépend selon moi l'amélioration des conditions d'existence des masses.

Et j'en reviens à Mr. Mc Kenna. Je suppose qu'en préconisant un élargissement des crédits, il cherche à absorber le plus grand nombre possible de chômeurs en redonnant une impulsion croissante aux industries travaillant pour le marché intérieur, et indirectement aussi à faciliter les exportations, grâce aux économies que permet une production plus vaste. Ainsi il marque sa préférence pour la troisième solution. Car il ne peut guère espérer diminuer le niveau des prix à l'intérieur, ou réaliser des économies sensibles sur le coût de la production en développant les crédits. Comme parfois déjà par le passé, Mr. Mc Kenna ne fait pas justice à ses propres idées en exprimant plus de confiance dans le retour à l'étalon-or qu'il n'en éprouve réellement.

Dans les limites que crée l'étalon-or, il y a là une politique difficile à pratiquer, et si l'on songe aux £ 100.000.000 que nous devons par suite de la grève des mineurs, une politique qui peut être dangereuse. Si Mr. Mc Kenna était Gouverneur de la Banque d'Angleterre et libre de faire ce qui lui plaît, je crois qu'il lui serait possible de réduire considérablement le nombre des chômeurs tout en maintenant la parité avec l'or. Mais faut-il en attendre autant de Mr. Norman qui se meut dans les limites plus étroites de sa propre mentalité?

III

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA POLITIQUE DE MR. CHURCHILL (1925)[1].

1. — *L'erreur de Mr. Churchill.*

La politique qui consiste à faire monter le change de la livre, de 10 % au-dessous, à sa valeur or d'avant-guerre, implique que chaque fois que nous vendrons quoi que ce soit à l'étranger, l'acheteur étranger devra payer 10 % *de plus de sa monnaie* ou qu'il faudra que nous acceptions 10 % *de moins de notre monnaie.* C'est-à-dire qu'il faut que nous baissions nos prix en livres sur le charbon, le fer, le fret et les transports ou tout autre commerce pour pouvoir résister à la concurrence, à moins qu'ailleurs les prix ne subissent une hausse. Ainsi la politique qui consiste à faire monter la livre de 10 % entraîne-t-elle une réduction de 10 % sur les paiements en livres de nos industries d'exportation. Or, si ces industries rencontraient une baisse parallèle de leurs salaires, des transports, des impôts et de tout le reste, elles pourraient diminuer leurs prix sans inconvénient. Mais ce n'est naturellement pas le cas. Du moment qu'elles consomment et que leurs employés consomment toutes sortes d'articles fabriqués dans le pays même, il leur est impossible de réduire leurs prix de 10 % à moins que les salaires et les frais de notre propre industrie

1. Ecrit aussitôt après le retour à l'or.

intérieure ne baissent de 10 %. En attendant, les industries d'exportation les plus faibles en sont réduites à un état de misère. Faute d'une diminution de la valeur de l'or lui-même, rien ne peut rétablir leur situation, si ce n'est une baisse générale de tous les prix intérieurs et des salaires. Ainsi la politique de M. Churchill qui consiste à faire monter la livre de 10 % est une politique qui aboutit tôt ou tard à réduire les salaires de tous les travailleurs de 2 shillings par livre. Qui veut la fin veut les moyens. Le Gouvernement se trouve à présent devant la tâche délicate d'appliquer ses propres décisions aussi dangereuses qu'inutiles.

C'est en octobre dernier (1924) que commença à se dessiner une rupture qui s'est développée selon une progression parallèle à la hausse du change — déclenchée d'abord par la prévision d'un retour à l'étalon-or, puis due au fait lui-même, et non à une amélioration de la valeur intrinsèque de la livre [1]. Le ministre du Commerce a déclaré à la Chambre des Communes que les effets du rétablissement de l'étalon-or sur notre commerce d'exportation « ont été en tous points satisfaisants ». Le ministre des Finances a estimé que le retour à l'étalon-or n'était pas plus responsable de la situation de l'industrie minière que le Gulf Stream. Ces déclarations ont la consistance du vent.

C'est le droit des Ministres de soutenir que le rétablissement de l'étalon-or vaut un sacrifice et que ce sacrifice n'est que momentané. Ils peuvent également prétendre, avec raison, que les industries les plus atteintes sont celles qui souffrent déjà d'une crise particulière lorsqu'un

1. Cette opinion fut partagée par le Comité de la Trésorerie chargé d'étudier la Monnaie qui dans son rapport nota que la hausse du change de l'automne et du printemps dernier ne pourrait être maintenue si nous ne rétablissions pas l'étalon-or; en d'autres termes, la hausse du change antérieure au rétablissement de l'étalon-or provenait d'une prévision spéculative de cet événement et d'un mouvement de capitaux, et non pas d'une hausse intrinsèque de la valeur de la livre.

mal général se fait sentir, et que ce sont celles qui sont faibles pour d'autres raisons qui sont emportées. Mais parce qu'une épidémie de grippe emporte uniquement ceux qui ont le cœur trop faible, il n'est pas permis de dire que la grippe est « en tout point satisfaisante » ou qu'elle n'a pas plus à voir avec la mortalité que le Gulf Stream.

Les effets ont été d'autant plus terribles que nous étions déjà dans une situation difficile. Alors qu'à cette date les salaires en livres et le coût de la vie en livres concordaient avec les chiffres des Etats-Unis, ils étaient déjà trop élevés par rapport à ceux d'autres pays européens. Il semble également que certaines de nos industries d'exportations disposaient déjà de plus de matériel et de main-d'œuvre qu'elles ne pouvaient en utiliser et qu'il était devenu indispensable de détourner une partie des hommes et des capitaux vers les industries travaillant en vue de la consommation intérieure. Aussi nous trouvions-nous déjà en présence d'un problème gênant et l'une des objections à l'élévation du taux international de la livre était d'aggraver considérablement au lieu de l'atténuer, une inégalité existant entre les prix intérieurs et extérieurs. En nous plongeant dans une période de Déflation, on retardait forcément toute reprise importante d'expansion intérieure susceptible de faciliter le détournement de la main-d'œuvre vers la production du marché intérieur. Les salaires anglais, calculés en or, sont de 10 % plus élevés actuellement qu'ils ne l'étaient il y a un an. Le coût de la vie calculé en or en Angleterre est tellement élevé actuellement par rapport à la Belgique, à la France, à l'Italie et à l'Allemagne, que les travailleurs de ces pays peuvent se contenter d'un salaire or inférieur de 30 % à celui de nos travailleurs, sans que soit affecté le montant de leur salaire réel. Quoi d'étonnant à ce que nos exportations soient atteintes.

Nos industries d'exportation sont atteintes parce qu'elles sont les *premières* auxquelles on impose une réduction de 10 %. Si *tout le monde* subissait une telle

réduction, le prix de la vie baisserait, de sorte qu'un salaire moins élevé en chiffres, représenterait presque le même salaire effectif qu'antérieurement. Mais, en fait, il n'existe pas de mécanisme qui puisse déclencher une réduction simultanée. Provoquer délibérément une hausse de la livre en Angleterre implique donc des conflits pour chaque groupe de production sans qu'on puisse garantir que l'issue de la lutte donne un résultat équitable et que les groupes les plus forts ne s'enrichiront pas aux dépens des plus faibles.

On ne peut pas attendre des classes ouvrières qu'elles comprennent mieux que ne le font les Ministres ce qui se passe. Celles qui sont les premières atteintes voient leurs moyens d'existence réduits, car le coût de la vie ne diminuera pas avant que les autres n'aient été également atteintes dans leurs salaires. Elles ont donc raison de se défendre. Et on ne peut même pas prétendre que les classes qui subissent les premières une réduction de salaire trouveront une compensation dans un abaissement correspondant du coût de la vie, qui ne profitera peut-être qu'à d'autres classes. Il est donc normal que ces classes résistent tant qu'elles le peuvent; et c'est forcément la guerre jusqu'à ce que succombent ceux qui sont économiquement les plus faibles.

Il n'y a pas là une conséquence inévitable d'une moindre capacité à produire des richesses. Je ne vois pas de raison à une diminution effective des salaires dans leur ensemble, si les affaires publiques étaient mieux menées. Tout ceci est la conséquence d'une politique monétaire erronée.

Mes objections ne s'appliquent pas à l'étalon-or lui-même. C'est là un autre problème que je n'aborderai pas ici. Mes objections portent sur le rétablissement de l'or dans des circonstances qui réclamaient un réajustement sérieux de toutes nos valeurs monétaires. Si Mr. Churchill avait rétabli l'étalon-or en fixant la parité au-dessous des chiffres d'avant-guerre ou s'il eût attendu

que nos valeurs monétaires se soient réajustées à la parité d'avant-guerre, alors mes objections n'auraient pas de raison d'être. Mais en faisant ce qu'il a fait, dans les conditions où nous nous trouvions au printemps dernier, il allait au-devant de toutes les difficultés. Car il se mettait dans l'obligation de réduire les salaires, et les valeurs monétaires, sans savoir le moins du monde comment il y parviendrait. Pourquoi a-t-il fait pareille bêtise?

D'une part, peut-être, parce qu'il ne possède pas ce sens instinctif qui l'empêche de commettre des fautes; d'autre part parce que manquant de ce sens instinctif, il a prêté l'oreille aux rumeurs bruyantes de la Finance conventionnelle; et surtout parce qu'il fut gravement induit en erreur par ses experts.

Ses experts commirent, à mon avis, deux fautes sérieuses. Tout d'abord je soupçonne qu'ils méconnurent à quel point les valeurs de la monnaie se trouveraient affectées par le retour de la livre à sa parité or d'avant-guerre parce qu'ils considérèrent des indices des prix qui n'étaient pas ceux qu'il fallait retenir. Si vous voulez savoir si les prix en sterling peuvent s'adapter à une amélioration du change, il est vain de se reporter, par exemple, au prix du coton brut à Liverpool. *Il faut* que celui-ci suive les mouvements des changes car dans le cas d'une matière brute, la parité avec les valeurs internationales s'établit pour ainsi dire d'heure en heure. Mais il n'est pas raisonnable de déduire de ceci que le montant des salaires des dockers ou des femmes de ménage, et le coût des transports par chemin de fer ou par la poste s'adapte également d'heure en heure aux échanges internationaux. Pourtant, c'est, je pense, ce qu'a dû faire la Trésorerie. Ses experts ont comparé les indices généraux des prix de gros dans ce pays et en Amérique. Or les matières premières qui font l'objet d'un commerce international et dont les prix s'adaptent forcément aux changes rentrent pour une part de 2/3 dans le calcul de cet index; nos experts ont donc évalué

à une partie seulement de sa valeur réelle la disparité des prix intérieurs. Ce qui les a conduits à croire que la brèche à combler était de 2 ou 3 % au lieu de 10 à 12 %, chiffre qui ressort des index du coût de la vie, du niveau des salaires, et du prix de nos objets d'exportation manufacturés, index qui représentent des guides plus précieux et plus certains en cette matière surtout s'ils concordent ensemble, que l'index des prix de gros.

Mais je crois de plus que les experts de M. Churchill n'ont pas compris et sous-estimé les difficultés techniques que comporte une diminution générale de la valeur de la monnaie à l'intérieur. Lorsque nous laissons monter la livre de 10 %, nous faisons passer environ £ 1.000.000.000 de nos poches dans celles des rentiers et nous grevons la dette nationale d'un poids d'environ £ 750.000.000 (détruisant ainsi tous les avantages péniblement acquis par notre Caisse d'Amortissement depuis la guerre). Tout ceci qui est assez grave en soi est inévitable. Mais les conséquences néfastes s'arrêteraient là s'il était possible de trouver un moyen de réduire simultanément de 10 % le taux des autres paiements effectués en argent; ainsi chacun de nous se trouverait-il à la fin du compte avoir environ les mêmes revenus qu'auparavant. Je suppose que l'esprit des conseillers de la Trésorerie habite encore un monde imaginaire et académique, peuplé d'éditeurs de la Cité, de membres de la Commission Cunliffe et des Commissions Monétaires et *hoc genus omne* où les ajustements nécessaires découlent « automatiquement » d'une « saine » politique de la Banque d'Angleterre.

La théorie veut que le ralentissement des industries d'exportation (les premières atteintes en principe), renforcé s'il le faut par la cherté de l'argent et une restriction des crédits, atteigne de façon égale et assez rapidement la communauté tout entière. Mais ceux qui professent cette théorie ne nous disent pas en langage clair comment se produit cette diffusion.

Mr. Churchill demanda à la Commission de la Trésorerie chargée des problèmes de la monnaie de l'éclairer sur ce point. Il déclara dans le discours qu'il prononça à l'occasion du Budget, que le rapport « contient un exposé raisonnable des arguments qui ont convaincu le Gouvernement de Sa Majesté ». Ces arguments — si l'on peut appeler ainsi des propos vagues et sans consistance — peuvent être consultés par qui cela intéresse. Ce qu'auraient dû dire les experts mais qu'ils n'ont pas dit, peut se résumer ainsi :

« Le montant des salaires, le coût de la vie et les prix que nous demandons pour nos exportations, n'ont pas suivi l'amélioration des changes, provoquée par l'expectative d'une restauration de l'étalon-or que faisaient prévoir vos nombreuses déclarations. Ils sont environ de 10 % trop élevés. Ainsi, si vous fixez le taux du change à sa parité or, il vous faut ou bien tabler sur une hausse des prix or à l'étranger, qui incite les étrangers à payer davantage en or pour nos exportations, ou vous condamner à pratiquer autant qu'il le faudra une politique de diminution des salaires et du coût de la vie.

« Nous avons le devoir de vous prévenir que pareille politique n'est pas aisée et qu'elle mène fatalement au chômage et aux conflits industriels. Si, comme certains le pensent, les salaires étaient déjà trop élevés il y a un an, ce n'en est que plus grave, car la réduction des salaires portera sur une somme d'argent encore plus grande.

« Il se peut que la première hypothèse d'une hausse des prix or à l'étranger se réalise. Mais cela n'a rien de certain, et il faut que vous soyez prêts à l'autre éventualité. Si vous croyez que les avantages que procurera l'étalon-or sont à ce point importants qu'ils valent la peine de risquer de vous rendre excessivement impopulaires et qu'ils méritent qu'on prenne des mesures d'administration draconienne pour se les assurer, voici probablement comment les choses se passeront :

« Pour commencer, les industries d'exportation mar-

queront un gros ralentissement. En soi, ce fait vous servira, car il créera une atmosphère favorable à une réduction des salaires; le coût de la vie baissera quelque peu. Ceci vous servira également, vous fournissant un excellent argument en faveur d'une réduction des salaires. Néanmoins, le coût de la vie ne baissera pas suffisamment pour que les industries d'exportation réduisent suffisamment leurs prix avant que tous les salaires n'aient baissé dans les industries bénéficiant d'un protectionnisme. Or les salaires ne tomberont pas dans ces industries uniquement du fait qu'il existera du chômage dans les industries non protégées, donc il faudra veiller à ce qu'il se produise du chômage également dans les industries protégées. Le moyen à employer, c'est la restriction du crédit. En restreignant les crédits de la Banque d'Angleterre, vous pouvez, selon votre volonté, accroître le chômage jusqu'au point où les salaires seront obligés *de tomber*. A ce point, le coût de la vie sera également tombé, et avec un peu de chance, nous nous retrouverons à notre point de départ.

« Nous estimons aussi devoir vous prévenir, bien que peut-être nous sortions là de nos attributions propres, qu'il ne sera pas prudent, d'un point de vue politique, de reconnaître ouvertement que vous cherchez délibérément à accroître le chômage pour réduire les salaires. Aussi vous faudra-t-il attribuer ce qui se passe à toutes sortes de causes sauf la vraie. Nous estimons qu'il faudra compter environ deux ans avant que vous ne puissiez prononcer en public un seul mot conforme à la vérité. D'ici là, ou bien vous ne serez plus au pouvoir, ou bien l'ajustement aura eu lieu d'une façon ou d'une autre. »

2. — *Notre balance commerciale et la Banque d'Angleterre.*

Un change élevé a pour conséquence de réduire à la fois le prix en livres des importations et celui des expor-

tations. Ce qui contribue à la fois à encourager les importations et à décourager les exportations, donc à créer une balance commerciale défavorable. C'est là que la Banque d'Angleterre entre dans le jeu, car si elle laissait faire, il lui faudrait combler le déficit de la balance par de l'or. C'est pourquoi la Banque d'Angleterre a appliqué deux remèdes efficaces. Le premier consiste à s'opposer aux prêts habituels à l'étranger en interdisant les emprunts étrangers et même coloniaux; et le second, à inciter les Etats-Unis à nous prêter de l'argent en maintenant, fait sans précédent, le taux de l'escompte à Londres d'un pour cent supérieur à celui de New-York.

L'efficacité de ces deux méthodes pour combler le déficit de notre balance ne fait aucun doute et j'estime qu'elles peuvent très longtemps être efficaces. Car nous disposons de réserves puissantes. Avant la guerre, nos disponibilités pour des prêts à l'étranger s'élevaient selon le Ministère du Commerce, à environ £ 181.000.000, qui correspondent à £ 280.000.000 au niveau actuel des prix; en 1923, le Ministère du Commerce estimait encore notre excédent à £ 102.000.000. Etant donné que les nouveaux placements à l'étranger ne sont pas d'un rapport immédiat, nous pouvons réduire nos exportations de £ 100.000.000 par an, sans risques d'insolvabilité, à condition de réduire dans la même proportion nos placements à l'étranger. En ce qui concerne le maintien de l'étalon-or, peu importe que nous ayons pour £ 100.000.000 de chômage. Même si ceux qui fabriquaient des produits d'exportation sont privés de travail, notre équilibre financier demeure intact et le Gouverneur de la Banque d'Angleterre ne court pas le moindre risque de perdre de l'or, tant que les emprunts étrangers, qui étaient couverts jusqu'alors par les exportations se trouvent réduits dans la même proportion que ces dernières. De plus, notre crédit est encore très bon. En payant un intérêt suffisamment élevé, nous pouvons non seulement combler un déficit mais le Gouverneur de la

Banque d'Angleterre peut encore emprunter par-dessus le marché toute quantité d'or qu'il lui plaira de faire figurer dans son bilan hebdomadaire.

Le ministre du Commerce estime qu'au cours de l'année qui s'est terminée au mois de mai dernier, il n'y a probablement pas eu de déficit de notre balance commerciale qui se trouve être à peu près en équilibre. En admettant que le fait soit exact, le déficit doit être sérieux aujourd'hui. En outre, l'interdiction qui frappe les placements à l'étranger n'a obtenu qu'un résultat partiel. On ne peut écarter toutes les formes d'émission étrangères ni empêcher les spéculateurs anglais d'acheter directement des actions à New-York. C'est donc ici qu'intervient l'autre remède de la Banque d'Angleterre. En maintenant le taux de l'escompte à Londres suffisamment au-dessus de celui de New-York on peut inciter le marché de New-York à prêter au marché de Londres une somme suffisante pour couvrir et notre déficit commercial et les placements à l'étranger que les spéculateurs anglais continuent à réaliser en dépit de l'interdiction légale. Mais une fois que nous avons offert un taux d'intérêt assez élevé pour attirer de New-York à Londres certains fonds du marché à court terme, nous sommes obligés de le maintenir même si nous n'avons pas besoin de faire d'autres emprunts, afin de conserver ce que nous avons déjà emprunté.

Néanmoins, la politique qui consiste à maintenir le cours de l'argent à un niveau assez élevé pour attirer et retenir des capitaux de New-York, ne diffère pas considérablement de la politique française que nous avons tellement critiquée et qui consiste à soutenir les changes à l'aide d'emprunts consentis par la Maison J. P. Morgan. Notre politique ne différerait de la politique française que si le taux élevé de l'escompte n'avait pas seulement pour but d'attirer l'argent américain, mais faisait partie d'un plan de restriction des crédits à l'intérieur. C'est cet aspect du problème qu'il nous faut à présent envisager.

Payer le chômage en se transformant de prêteur en nation débitrice est assurément désastreux et je ne doute pas que tel soit aussi l'avis des autorités de la Banque d'Angleterre. Il leur déplaît d'interdire les émissions étrangères et il leur déplaît de devoir attirer de New-York de l'argent à court terme. Elles font sans doute l'un et l'autre pour se donner le temps de respirer; mais si elles veulent rester fidèles à leurs principes, il leur faut employer ce court répit à réaliser ce qu'on appelle avec euphémisme « des ajustements fondamentaux ». Si tel est le dessein qu'elles poursuivent, elles ne disposent que d'un moyen : réduire les crédits. Telle est, en de pareilles circonstances, la politique orthodoxe des partisans de l'or; la balance commerciale défavorable indique que nos prix sont trop élevés et la seule façon de les faire baisser est de restreindre les crédits et de rendre l'argent plus cher. Lorsque cette médecine aura produit ses effets, il n'y aura plus besoin de restreindre les placements étrangers ou d'emprunter à d'autres pays.

Or que signifie tout cela en langage clair? Qu'il faut réduire le montant des salaires et par là le coût de la vie, de sorte qu'à la fin du compte, les salaires véritables demeureront aussi élevés ou presque qu'auparavant. Comment des restrictions de crédit aboutissent-elles à ce résultat? *Par nulle autre méthode qu'un accroissement prémédité du chômage.* Les restrictions de crédit ont pour objet en pareil cas de priver les chefs d'entreprises de moyens suffisants d'employer la main-d'œuvre au niveau des salaires et au niveau des prix existants. Pareille politique ne peut atteindre son but qu'en augmentant sans cesse le chômage jusqu'à ce que les travailleurs, sous la pression de la nécessité, acceptent les réductions indispensables du montant de leurs salaires.

Telle est cette politique qu'on dénomme « saine » qu'exige le fait inconsidéré de fixer la livre à une valeur or, qu'elle n'avait point encore atteinte — si l'on en juge d'après sa puissance d'achat sur le marché inté-

rieur du travail. C'est somme toute une politique qui doit faire reculer toute personne possédant des sentiments humains ou un peu de bon sens. C'est une politique devant laquelle recule, il me semble, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre. Mais que peut-il faire, abandonné qu'il se trouve, après l'incendie de ses vaisseaux, entre les démons et la haute mer? Pour le moment, il me semble avoir recours à un compromis. Il n'applique qu'à demi et sans enthousiasme cette politique saine; il évite d'appeler les choses par leurs noms et espère — c'est la meilleure chance qui lui reste — qu'il adviendra bien quelque chose.

La Banque d'Angleterre agit avec tant de mystère et dissimule si bien les statistiques essentielles qu'il n'est jamais facile d'indiquer avec précision ce qu'elle fait. La restriction des crédits dans laquelle on s'est déjà engagé s'est effectuée grâce à différentes mesures qui demeurent partiellement indépendantes les unes des autres. Tout d'abord, on trouve l'interdiction frappant toute nouvelle émission, qui vraisemblablement ralentit le cours normal de la circulation de la monnaie; puis au mois de mars, l'élévation du taux officiel de l'escompte; dernièrement, une élévation du taux privé de l'escompte se rapprochant du taux officiel de l'escompte; enfin — et c'est ce qu'il y a de plus important — une disposition de l'actif et du passif de la Banque lui permettant de réduire le montant de ses avances aux Chambres de Compensation destinées au crédit. Cette dernière mesure constitue le principal instrument de la restriction des crédits. Faute de renseignements précis, on trouvera dans le montant des dépôts des Chambres de Compensation la meilleure indication quant à l'ordre d'importance de ces restrictions. La tendance des dépôts à baisser prouve qu'il y a eu restriction sensible. Les fluctuations saisonnières et le caractère artificiel des rentrées de fin juin ne permettent pas encore cependant de se prononcer avec précision sur le degré des restric-

tions opérées au cours des trois derniers mois. Autant qu'on en peut juger, le volume des restrictions directes n'est pas encore considérable. Mais nul ne peut dire à quelles restrictions il faudra avoir recours si l'on se laisse aller sur la pente actuelle.

N'empêche que ces mesures, malgré leur caractère partiel, sont en grande partie responsables, à mon avis, de l'augmentation du chômage. La restriction du crédit est un instrument des plus puissants, et même une toute petite application de ce système mène très loin, surtout lorsque les circonstances réclament une politique opposée. La politique qui consiste à accroître délibérément le chômage en vue d'opérer une réduction générale des salaires, a commencé de recevoir une application, et ce qui est tragique dans notre situation, c'est que cette politique se justifie une fois qu'on a adopté le point de vue officiel et les mesures sur lesquelles il repose. Aucun groupe de travailleurs n'acceptera de son plein gré de recevoir des salaires plus bas, et ne se laissera convaincre par les discours sentimentaux de Mr. Baldwin, même si ceux-ci sont sincères. Nous ne pouvons escompter de réduction des salaires que de la pression du chômage, des grèves et des lock-out; et pour être certains de parvenir à ce résultat, nous provoquons de propos délibéré un accroissement de chômage.

La Banque d'Angleterre est astreinte à diminuer ses crédits par toutes les règles du jeu de l'étalon-or. Ce faisant, elle agit « sainement » et consciencieusement. Mais ceci ne change rien au fait qu'il faut pour maintenir un contrôle sévère sur le Crédit — et personne ne niera que c'est ce qu'a fait la Banque — dans les conditions actuelles qui règnent en Angleterre, accroître le chômage. Pour rétablir aujourd'hui la prospérité, il faudrait une politique de crédits faciles. Il faut encourager les hommes d'affaires à se lancer dans de nouvelles entreprises et non pas les décourager. La Déflation ne réduit pas automatiquement les salaires. Elle les réduit

en provoquant du chômage. L'argent cher doit servir à arrêter le boom naissant. Malheur à ceux que leur doctrine conduit à s'en servir pour aggraver une crise de dépression!

Je dirais que l'industrie minière est plus que toute autre victime de notre politique monétaire. D'autre part, il est certainement exact que si l'industrie du charbon offre un aspect si lamentable, cela tient également à d'autres facteurs qui ont diminué ses forces de résistance et l'ont privée de ces réserves de puissance qui permettent de faire front à de nouvelles calamités.

Les conditions étant ce qu'elles sont, les propriétaires des mines proposent de combler le déficit par une réduction des salaires, sans tenir compte du prix élevé de la vie, c'est-à-dire en réduisant le train de vie des mineurs. On demande à ces derniers ce sacrifice pour remédier à un état de fait dont ils ne sont nullement responsables et qu'ils ne peuvent même pas contrôler.

C'est une condamnation sérieuse de notre conduite des affaires économiques qu'il y ait des gens qui puissent considérer pareille proposition comme raisonnable; marquez qu'il serait aussi déraisonnable de faire supporter les pertes aux propriétaires des mines, à moins de se rallier au principe qui veut que ce soit aux capitalistes qu'incombent les risques d'entreprise. Si les mineurs étaient libres de changer d'industrie, si un houilleur sans travail ou insuffisamment payé pouvait devenir boulanger, maçon ou chemineau à un salaire inférieur au salaire moyen de ces industries actuellement, ce serait une autre affaire. Mais, en fait, ils ne sont pas si libres. De même que d'autres victimes des époques de transition économique dans le passé, les mineurs n'ont le choix qu'entre mourir de faim ou se soumettre, se soumettre pour que d'autres classes récoltent les fruits de leur sacrifice. Mais étant donné la disparition d'une véritable liberté de mouvement pour le tra-

vailleur et l'absence de tout jeu de concurrence dans les niveaux des salaires des différentes branches d'industries, je ne suis pas sûr que les mineurs d'aujourd'hui ne soient pas plus malheureux encore sous certains rapports que ne l'étaient leurs aïeux.

Pourquoi les mineurs en seraient-ils réduits à un niveau inférieur d'existence que d'autres classes de travailleurs? Ils sont peut-être paresseux, propres à rien et ne travaillent peut-être pas autant et aussi bien qu'ils le devraient. Mais qui prouve qu'ils soient plus paresseux et moins travailleurs que d'autres?

Au point de vue de la justice sociale, une réduction des salaires des mineurs n'est pas défendable. Ce sont des victimes du Moloch économique. Ils représentent en chair et en os les « ajustements fondamentaux » inventés par la Trésorerie et la Banque d'Angleterre, pour donner satisfaction aux pères de la Cité et satisfaire leur impatience à combler le modeste écart entre $ 4,40 et $ 4,86. *Eux* (et d'autres à venir) représentent les *modiques sacrifices* qui servent à conserver la stabilité de l'étalon-or. La misère des mineurs est la première mais non la dernière — à moins que nous ne soyons très fortunés — des conséquences économiques de la politique de Mr. Churchill.

La vérité, c'est que nous nous trouvons partagés entre deux théories économiques. La première veut que le montant des salaires soit fixé en tenant compte d'un principe de justice et de convenance pour chaque classe. L'autre, celle du Moloch économique, que le montant des salaires soit fixé par une dépression économique, également appelée « nécessité » et que notre lourde machine poursuive sa route, en ne se préoccupant que de son équilibre, sans tenir compte des accidents qui peuvent survenir en cours de route pour chaque groupe particulier.

L'étalon-or, tel qu'il est, s'abandonnant au hasard, confiant en un ajustement automatique, et indifférent

à toutes les contingences sociales, est le pur emblème et l'idole de ceux qui se trouvent tout en haut au volant de la machine. J'estime qu'ils font preuve d'une extrême imprudence en se montrant négligents, vaguement optimistes et convaincus à bon compte qu'il n'arrivera jamais rien de vraiment grave. Neuf fois sur dix, il ne se produira rien de très grave, rien qu'un peu de misère pour certains individus et certains groupes. Mais nous nous exposons à un risque la dixième fois (et faisons en plus preuve de bêtise) en continuant à appliquer des principes d'économie politique faits pour jouer dans une atmosphère de *laissez-faire* et de libre concurrence à une société qui s'en écarte plus sensiblement tous les jours.

3. — *Y a-t-il un remède?*

La politique monétaire inaugurée par le Budget (de 1925) étant à l'origine de tous nos maux, l'on ne peut préconiser de remèdes vraiment satisfaisants en dehors de l'abandon de pareille politique. Néanmoins parmi les alternatives qui s'offrent encore au Gouvernement, il en existe de meilleures que d'autres.

L'une consiste à poursuivre avec vigueur cette politique qu'on dénomme « saine » afin d'obtenir les « ajustements fondamentaux » grâce à la méthode orthodoxe : restriction de crédits, élévation du taux de la Banque s'il le faut, en automne prochain, entraînant un accroissement de chômage, emploi de tout autre instrument dont nous disposons pour réduire le montant des salaires, tout cela dans l'espoir ferme que le cycle parcouru, le coût de la vie aura baissé également, et rendu en fait aux salaires moyens leur valeur primitive. Si l'on peut appliquer strictement ce plan, il peut comporter quelques résultats, mais il donnera naissance à de nombreuses injustices du fait des répercussions inégales sur les différents groupes : les plus puissants s'enrichissant aux

dépens des plus faibles. Car la pression économique, se faisant davantage sentir dans les industries les plus faibles, où les salaires sont déjà relativement bas, tend à accentuer les écarts existant entre le montant des salaires des différentes branches d'industrie.

Il reste à savoir jusqu'à quel point l'opinion publique tolèrera ce plan. Il y aurait impossibilité politique pour le Gouvernement à admettre qu'il recherche de propos délibéré à accroître le chômage. Et cela quand bien même les membres de la Commission Monétaire lui fourniraient des arguments sur ce point. Par contre, il peut arriver que la Déflation produise son effet sans qu'on s'en aperçoive. La Déflation, une fois arrêtée, se développe selon un rythme progressif. Si un pessimisme général s'abat sur le marché des affaires, le ralentissement de la circulation monétaire, qui doit s'ensuivre, peut mener très loin sur le chemin de la Déflation, sans que la Banque ait à élever le taux de l'escompte ou à réduire ses dépôts. Et étant donné que le public aperçoit toujours mieux les causes particulières que la cause générale, il attribuera la dépression aux conflits industriels qui ne peuvent manquer de l'accompagner, au plan Dawes, à la Chine, aux conséquences inévitables de la guerre, aux barrières douanières, aux impôts trop élevés, à tout sauf à la politique monétaire qui aura tout déclenché.

D'autre part, le Gouvernement peut très bien ne pas poursuivre sa politique trop ouvertement. Une furtive restriction de crédits pratiquée par la Banque d'Angleterre peut s'accompagner de vagues commentaires de Mr. Baldwin (qui a pris dans nos cœurs la place qu'occupait autrefois la reine Victoria) sur l'opportunité d'accorder à la bienfaisance sociale toute une série illogique de subsides, qui viendraient neutraliser l'action de la Banque. Le bon cœur de la reine Baldwin veillera à apaiser nos colères pendant que la vraie pièce se jouera dans les coulisses. Mais la situation budgétaire ne permettra pas des subsides suffisamment importants pour

atténuer les choses d'une façon sensible. Et finalement, à moins qu'entre temps ne se produise un soulèvement social, nous en arriverons aux « ajustements fondamentaux ».

Il y a peut-être des gens qui envisagent ce projet avec sérénité. Pas moi. Il comporte dans son application de grosses pertes de revenus sociaux et laissera subsister, une fois achevé, de grosses injustices sociales. Le mieux, et à vrai dire la seule chose qu'on puisse espérer, dans un monde où il est si difficile de prévoir, c'est qu'il arrive quelque chose d'inattendu — et ceci m'amène à la seconde alternative : Ne pouvons-nous faciliter l'avènement de ce quelque chose d'inattendu?

Il y a tout juste deux éléments de la situation qui peuvent tourner en notre faveur : l'un est d'ordre financier — si la valeur de l'or diminuait à l'extérieur, nous n'aurions plus besoin de modifier d'une façon sérieuse le niveau de nos salaires. Le second est d'ordre industriel — si le coût de la vie baissait *le premier*, nous pourrions en toute liberté de conscience exiger des travailleurs qu'ils acceptent un chiffre de salaires plus bas, étant donné qu'il serait alors clair qu'une telle réduction ne ferait pas partie d'un plan destiné à réduire les salaires effectifs.

Lors de l'annonce d'un retour à l'étalon-or, de nombreuses personnalités compétentes furent d'accord pour estimer que nous spéculions sur une hausse de prix aux Etats-Unis. Cette hausse ne s'est pas encore produite [1]. Et la politique de la Banque d'Angleterre tend davantage à amener une stabilisation qu'une hausse des prix actuels aux Etats-Unis. Le fait que les Banques américaines

1. A mon avis, il ne faut pas encore abandonner pareille hypothèse, la tendance des prix en Amérique indique une hausse plutôt qu'une baisse, et il suffirait d'une allumette pour mettre le feu aux possibilités d'inflation qui sommeillent aux Etats-Unis. En cette possibilité résident encore les meilleures raisons de ne pas être trop pessimiste.

peuvent placer leurs réserves à Londres à un taux d'intérêt élevé, tend à maintenir à New-York l'intérêt de l'argent plus haut qu'il ne serait autrement, et à attirer vers Londres au lieu de New-York le surplus d'or disponible sur les marchés mondiaux. Ainsi notre politique a-t-elle permis à New-York de se dégager de la pression de l'argent trop bon marché, et d'une abondance d'or qui eût autrement provoqué une hausse des prix. La différence insolite du taux de l'argent à Londres et New-York s'oppose même à ce que l'étalon-or joue conformément aux principes. La doctrine orthodoxe veut que si les prix sont trop élevés à A par rapport à B, l'or se précipite de A à B, provoquant ainsi une baisse des prix en A et *une hausse* en B, de sorte que la marche ascendante des prix de B, se rencontre à mi-chemin avec la marche descendante des prix de A.

Pour le moment la politique de la Banque d'Angleterre empêche ce phénomène de se produire. Je propose donc qu'elle adopte la politique contraire, qu'elle réduise le taux de l'escompte et cesse de restreindre les crédits. Si alors, la « mauvaise » monnaie américaine qui constitue actuellement une menace pour le marché de Londres se remet à affluer, remboursons-la en or, ou s'il le faut, en nous servant des crédits en dollars dont disposent à New-York la Trésorerie et la Banque d'Angleterre. Il vaudrait mieux payer en or parce que cela reviendrait meilleur marché et parce qu'un afflux d'or véritable agirait davantage sur le niveau des prix en Amérique. Si nous écartions les règles qui, en l'état actuel, condamnent à l'inutilité les trois quarts de nos réserves d'or, nous pourrions, en toute sérénité, laisser partir ailleurs £ 60.000.000 ou 70.000.000 de livres d'or qui auraient une action notable sur la situation. Cela ne rime à rien de payer un intérêt de 4 1/2 % sur de l'argent américain qu'on peut nous reprendre d'un moment à l'autre, afin d'employer cet argent à acheter et à retenir de l'or immobilisé et improductif.

L'or ne pourrait s'écouler de la sorte que si la Banque d'Angleterre renonçait en même temps à ses restrictions de crédit et remplaçait le métal par quelque autre garantie — par exemple des Bons du Trésor. Il faudrait donc que la Banque renonce à provoquer « les ajustements fondamentaux » au moyen d'une pression économique et d'un accroissement prémédité du chômage. On peut reprocher à cette politique de trop spéculer sur la hausse éventuelle des prix en Amérique.

Donc si l'on veut faire mieux, je propose que Mr. Baldwin traite franchement et sincèrement avec les chefs des Trade Union sur les bases suivantes.

Tant que les membres du Gouvernement actuel continueront à prétendre que la tendance actuelle à réduire les salaires n'a rien à voir avec la valeur de la monnaie, il est naturel que la classe ouvrière la considère comme une atteinte qu'on veut porter à ses salaires effectifs. S'il est vrai, comme le soutient le Chancelier de l'Echiquier, que sa politique monétaire n'intervient pas plus en cette histoire que le Gulf Stream, alors il faut bien voir dans le mouvement actuel en faveur d'une réduction des salaires, une atteinte aux conditions d'existence de la classe ouvrière. Ce n'est qu'après avoir admis les faits que j'ai indiqués plus haut que le Gouvernement pourra inviter les représentants des Trade Union à collaborer avec lui sur des bases logiques et équitables.

Dès que le Gouvernement admet qu'il s'agit avant tout d'un problème monétaire, il peut dire aux travailleurs : « Il n'est pas question de porter atteinte aux salaires effectifs. Nous avons augmenté de 10 % la valeur de la livre. Il faut donc que le montant des salaires baisse de 10 %. Mais il faut aussi, lorsque leur ajustement se sera fait, que le coût de la vie baisse de 10 %. » En ce cas, il n'y aura pas eu de diminution à proprement parler de salaires effectifs. Il y a deux moyens d'assurer une baisse du montant des salaires, l'un est d'avoir recours à la pression des faits économiques et d'accroître le chômage

en restreignant les crédits jusqu'à ce que les salaires se trouvent diminués *de force*. C'est là une méthode détestable et désastreuse parce qu'elle aura des répercussions inégales sur les différents groupes de la production, selon qu'ils seront faibles ou puissants, et parce que son application comporte de nombreuses pertes économiques et sociales. L'autre moyen est de pratiquer, grâce à un accord, une réduction uniforme des salaires, étant entendu que pareille mesure ne doit pas constituer à la longue une diminution effective des salaires par rapport au montant de ceux-ci pendant le premier trimestre de cette année. La difficulté en pratique provient de ce que les salaires et les prix de la vie sont interdépendants. Le coût de la vie ne peut baisser qu'*après* qu'aura baissé le montant des salaires. Il faut que le montant des salaires baisse *le premier* pour permettre au coût de la vie de baisser. Ne pouvons-nous donc nous entendre pour appliquer une réduction uniforme des salaires pour tous les emplois y compris les fonctions gouvernementales et municipales, de mettons 5 %, qui ne sera maintenue qu'à condition de se trouver compensée au bout d'un certain laps de temps, par une diminution équivalente du coût de la vie.

Si Mr. Baldwin leur faisait une proposition de ce genre, les représentants des Trade Union lui demanderaient probablement ce qu'il compte faire en ce qui concerne les revenus autres que les salaires : loyers, bénéfices et intérêts. En ce qui concerne les loyers et les bénéfices, il pourrait répondre que ceux-ci ne représentent pas des sommes fixes d'argent et diminueront donc de chiffres en suivant la courbe des prix. Le plus gênant, dans cette réponse, c'est que les loyers et les bénéfices sont comme les salaires, bien accrochés, et ne baisseront peut-être pas assez vite pour apporter un concours efficace au mouvement de transition. En ce qui concerne les intérêts des bons et des actions, et en particulier les intérêts de la dette nationale, il ne pourra rien

répondre. Car un des caractères inhérents à toute politique destinée à amener une baisse des prix, est de favoriser les porteurs de rente et d'intérêts, aux dépens du reste de la communauté; ce résultat de la Déflation fait partie intégrante de notre système de placement. Je ne vois donc pas sur ce point quelle satisfaction donner aux travailleurs à moins d'avoir recours à l'expédient suivant, un peu grossier : percevoir 1 s. par livre d'impôt supplémentaire sur le revenu pour tout revenu provenant d'une autre source que d'un emploi, mesure qu'on appliquerait jusqu'à ce que les salaires effectifs aient retrouvé leur niveau antérieur [1].

Si la proposition de réduction générale des salaires, bien plus raisonnable en principe, présente en pratique des difficultés insurmontables d'application, alors je serais partisan de tout tenter pour provoquer une hausse des prix à l'extérieur — c'est-à-dire de prendre le contrepied de la politique actuelle de la Banque d'Angleterre. C'est également ce que préconisent, si je m'en rapporte à leur Revue mensuelle de juillet, les autorités supérieures de la Midland Bank.

Que ces propositions comportent de grosses difficultés, c'est inévitable. N'importe quel plan, qui, comme celui adopté par le Gouvernement, tend à modifier la valeur de l'argent, comporte, dans les conditions économiques modernes, des injustices et des difficultés ainsi que des fautes dans le domaine pratique. Ces propositions sont destinées à atténuer les dures conséquences d'une erreur. Elles ne peuvent réparer l'erreur elle-même. Elles ne s'imposeront pas aux pessimistes qui croient que c'est le niveau effectif des salaires qu'on veut atteindre. Si

1. Ceci n'empêchera pas les porteurs de bons d'être privilégiés si les prix ne finissent pas par monter. Mais ces profits et pertes des porteurs de bons sont un des éléments inévitables de l'état d'instabilité monétaire. Comme cependant en général, les prix finissent, à la longue, par monter, les porteurs de bons, dans l'ensemble, perdent plutôt qu'ils ne gagnent.

j'ai cru devoir faire ces suggestions, c'est parce que notre politique actuelle qui vise de propos délibéré à accroître le chômage en resserrant les crédits, alors qu'il faudrait au contraire les rendre plus faciles, et à opérer les ajustements qu'elle recherche, en usant contre les individus et les industries particulières, de l'arme des nécessités économiques, est une politique que le pays ne tolèrerait jamais s'il savait ce qui se passe.

IV

UN PALLIATIF [1]

1. — Propositions en vue de l'établissement d'un nouveau tarif douanier (7 mars 1931).

Ne trouvez-vous point paradoxal que nous puissions continuer à augmenter notre capital de richesse en accroissant nos placements à l'étranger ainsi que notre équipement national, que nous puissions continuer à vivre (la plupart d'entre nous) à peu près aussi bien qu'auparavant ou même mieux, et en même temps entretenir une foule de personnes à ne rien faire, en leur assurant une indemnité plus importante que le salaire normal d'un homme qui travaille dans toute autre partie du monde — tout ceci avec un quart de notre outillage industriel immobilisé et un quart de nos ouvriers en chômage? Ce ne serait pas seulement un paradoxe mais une impossibilité, si notre capacité de produire de la

1. Quelques mois avant que l'étalon-or ne fût abandonné, il était devenu manifeste que cet abandon deviendrait inévitable à moins que certaines mesures ne fussent prises pour pallier à la gravité de la situation. En désespoir de cause, je formulais quelques suggestions et entre autres je proposais l'établissement d'un tarif douanier que viendraient compléter, si possible, des primes à l'exportation. Mr. Snowden qui possède une dose d'aveuglement et d'entêtement supérieure à la normale, se refusa à toutes les alternatives jusqu'à ce que finalement les forces économiques naturelles eussent agi d'elles-mêmes et nous eussent tirés d'embarras.

richesse n'était pas beaucoup plus considérable qu'auparavant. Mais l'accroissement de cette capacité est un fait. Il tient essentiellement à trois causes : 1° Le rendement sans cesse croissant de notre industrie dû à des perfectionnements techniques (j'estime que la production par tête est de 10 % supérieure à celle de 1924 seulement); 2° la part considérable des femmes dans la production et l'accroissement de cette part de la population qui est en état de travailler; 3° la baisse de nos importations par rapport à nos exportations. Le résultat, c'est qu'avec les trois quarts de notre potentiel industriel, nous pouvons à présent produire autant de richesses que nous le pouvions avec le tout il y a quelques années. Mais comme nous serions riches, si seulement nous parvenions à employer les quatre quarts de notre potentiel actuel!

La crise vient donc, non pas d'un manque de moyens matériels susceptibles d'assurer à chacun l'abondance et de faciles conditions d'existence, mais d'une rupture du système et du mécanisme qui commandent nos ventes et nos achats réciproques.

Il y a deux attitudes à prendre en présence de pareille rupture. Nous adoptons l'une ou l'autre selon notre tempérament. L'une s'inspire de la volonté de maintenir au même niveau les conditions de l'existence et cherche à récupérer les forces inemployées — c'est-à-dire à se développer en faisant abstraction de tout sentiment de crainte et même parfois de prudence. L'autre repose sur une psychologie de la peur et se traduit par une tendance à se restreindre. Jusqu'à quel point est-il sage d'avoir peur?

Nous vivons dans une société où l'activité de la production est conditionnée par les bénéfices normaux qu'escompte l'homme d'affaires, ou tout au moins par son désir d'éviter toute perte. La marge nécessaire pour l'inciter à produire ne constitue qu'une toute petite fraction de la valeur totale du produit. Mais qu'elle vienne à disparaître, toute la production s'écroule. C'est

cela malheureusement qui est arrivé. Les prix trop faibles par rapport au coût de la production et l'effet moral désastreux de contributions trop élevées a fait disparaître le stimulant indispensable à toute production. Voilà ce qui est à la base du désordre actuel. Il est donc peut-être imprudent de tourmenter ou d'effrayer l'homme d'affaires davantage. Une politique par trop hardie courrait ce risque. Car raisonnant par fausse analogie en tenant compte de ce que la prudence commande à un individu qui découvre tout à coup qu'il vit au delà de ses moyens, le commerçant, lorsque ses nerfs ont été éprouvés, devient généralement partisan de restrictions nationales qui, à la longue, ne peuvent s'exercer qu'à son désavantage et à ses dépens.

Il y a encore une raison de s'alarmer. Nous souffrons d'une instabilité internationale. Nos exportations sont manifestement ralenties, et ne peuvent lutter que plus difficilement avec la concurrence, du fait du niveau trop élevé du prix de la vie. Tandis que l'absence de bénéfices suffisants sur le marché intérieur, incite le spéculateur à placer son argent à l'étranger, les impôts élevés viennent renforcer cette tendance néfaste. Par-dessus tout, la difficulté qu'éprouvent les autres pays créanciers à accorder de nouveaux prêts (source de toute cette débâcle) charge Londres d'un trop lourd fardeau financier. Ainsi apparaissent d'autres arguments évidents s'opposant à une politique trop hardie : car un surcroît d'activité à l'intérieur, provenant d'une main-d'œuvre plus nombreuse, augmentera l'excès de nos importations, et un emprunt de la part de l'Etat pourrait dans leur disposition actuelle, effrayer les spéculateurs.

Ainsi les conséquences directes d'une politique expansionniste seraient d'obliger le Gouvernement à emprunter, de grever le budget, et d'accroître l'excès de nos importations. C'est pourquoi de toute façon — soulignent les adversaires de cette politique — elle ne peut qu'aggraver le manque de confiance, le volume des impôts, et

l'instabilité internationale, qui, déclarent-ils, est à la base de nos maux actuels.

Ceci dit, les adversaires de l'expansion se divisent en deux groupes : ceux qui estiment qu'il ne faut pas seulement renoncer pour l'instant à toute idée de développement mais qu'il faut encore opérer des restrictions, ils entendent par là une réduction des salaires, et d'importantes économies sur les dépenses actuellement prévues au Budget, et ceux qui, tel Mr. Snowden, voient d'un aussi mauvais œil tout projet de restriction dans le sens que je viens d'indiquer et tout projet d'expansion.

Mais une politique purement négative est en réalité ce qu'il y a de plus dangereux. Car il devient de plus en plus douteux, au fur et à mesure que le temps s'écoule, que nous puissions maintenir notre niveau de vie. Nous le pouvons sûrement avec 1 million de chômeurs; nous le pouvons probablement avec 2 millions de chômeurs; avec 3 millions de chômeurs, nous ne le pourrons probablement plus. Ainsi une politique négative qui permet au chômage de s'accroître progressivement, mène infailliblement, à un abaissement du niveau de la vie qui n'est plus tolérable de nos jours. Si l'on reste trop longtemps sans rien faire, il n'y aura finalement plus rien à faire.

Le chômage provient — il faut que je le répète — du fait que l'employeur a été privé de bénéfice. L'absence de bénéfices peut avoir des causes multiples. Mais à moins de passer au Communisme, il n'y a pas d'autre remède au chômage que de rétablir une marge suffisante pour laisser un bénéfice aux employeurs. On peut s'y prendre de deux façons : ou accroître les demandes, c'est la méthode expansionniste, ou réduire le coût de la production, c'est la méthode de restrictions. Les deux essayent de résoudre la difficulté. A laquelle doit-on donner la préférence?

Diminuer le coût de la production en réduisant les salaires et réaliser des économies sur certains chapitres

budgétaires, peut provoquer de plus larges achats de nos produits par l'étranger (à moins, ce qui est également possible, que pareil exemple soit suivi par les autres pays) mais entraînerait vraisemblablement une diminution des achats à l'intérieur. Les avantages que retireraient les employeurs d'une réduction générale des salaires ne sont donc pas aussi importants qu'ils en ont l'air. Chaque chef d'entreprise voit les avantages qu'il tirera d'une réduction des salaires qu'il paye lui-même, mais néglige les conséquences de la diminution des revenus de ses clients et de la réduction des salaires dont bénéficient aussi ses concurrents. De toute façon, il y aurait là une injustice sociale qui provoquerait de sérieuses résistances, étant donné que ce serait avantager certaines classes de revenus aux dépens d'autres classes. Il semble donc qu'une politique de restriction suffisamment sévère pour être suivie d'effets, soit impraticable.

Cependant les reproches adressés au remède expansionniste, instabilité de notre situation au point de vue international, état du budget et manque de confiance, ne peuvent être écartés si facilement. Il y a deux ans, il n'y avait pas lieu de s'inquiéter; aujourd'hui c'est une autre affaire. Il ne serait pas intelligent d'effaroucher les pingouins et de laisser ces froides créatures polaires s'envoler avec leurs œufs d'or loin de nos rivages. Une politique d'expansion suffisamment ferme pour être efficace nous obligerait peut-être à abandonner l'étalon-or. De plus, il y a deux ans, le problème était presque entièrement un problème anglais, aujourd'hui il est essentiellement international. Aucun remède intérieur ne peut aujourd'hui suffire à lui tout seul. Un remède international s'impose, et la façon la plus sûre d'écarter une débâcle internationale serait pour la Grande-Bretagne de prendre une initiative. Mais pour que la Grande-Bretagne se mette à la tête du mouvement, il faut qu'elle soit forte et qu'on la croie forte. Il est donc de la plus haute importance de donner confiance au marché de Londres,

je ne crois pas que cela soit bien difficile; car la véritable puissance de Londres a été sous-estimée par l'opinion étrangère et nous sommes sur le point d'assister à ce sujet à un brusque revirement de sentiment. C'est pour ces raisons que moi qui étais hostile à un retour à l'étalon-or, et puis malheureusement prétendre que mes prédictions de Cassandre se sont partiellement réalisées, j'estime que nous devrions aujourd'hui défendre de toutes nos forces le change de notre monnaie afin de reprendre — et c'est là l'essentiel — la tête du marché financier mondial. Aucun autre Etat ne peut en effet prétendre occuper avec autant d'expérience et de sens des affaires publiques ce rôle, si nous nous y présentons à nouveau avec une puissance reconnue et non avec faiblesse.

Avant de préconiser une politique d'expansion afin de remédier au chômage, il faut y réfléchir à deux fois. J'y ai réfléchi à deux fois : et voici quelles sont mes conclusions.

Je suis d'avis qu'une politique d'expansion, bien que désirable, ne peut être appliquée aujourd'hui avec sécurité, si elle ne s'accompagne pas d'autres mesures qui en neutralisent les dangers. Permettez-moi de vous rappeler en quoi consistent ces dangers. Ils consistent à alourdir d'un nouveau fardeau notre balance commerciale, d'un nouveau fardeau notre Budget et à porter atteinte à la confiance. Si la politique d'expansion se justifiait un jour par un accroissement marqué du taux des bénéfices, et par une reprise de la main-d'œuvre, elle finirait par exercer une influence favorable, peut-être même des plus favorables, sur le Budget et la confiance. Mais tels ne seraient pas ses premiers effets.

Quelles sont donc les mesures que l'on peut prendre pour neutraliser les dangers que j'ai indiqués? Corriger les graves abus auxquels donnent lieu les indemnités de chômage et écarter actuellement toutes dépenses sociales nouvelles dans le Budget, afin de consacrer toutes les

ressources disponibles à une reprise de la main-d'œuvre, cela est fort bien et je ne puis que le conseiller. Mais la principale décision qui selon moi s'impose aujourd'hui à tout sage Chancelier de l'Echiquier, quelles que soient ses idées sur le protectionnisme, est l'introduction d'un sérieux tarif douanier. Il est certain qu'il n'y a pas d'autre mesure qui puisse avoir à la fois autant de conséquences immédiates avantageuses et pratiques.

Le tarif auquel je songe ne comporterait pas de droits protecteurs distincts mais s'appliquerait à des catégories de marchandises aussi vastes que possible, qu'il frapperait selon un taux uniforme ou peut-être deux taux. Des abattements seraient prévus, pour les matières d'importations rentrant dans la fabrication des exportations; et certaines matières premières qui figurent pour une large part dans les chiffres de nos exportations, telles que la laine et le coton, seraient exemptées de tout droit. Le revenu des droits devrait s'élever à un minimum de £ 50.000.000 et si possible atteindre £ 75.000.000. On pourrait par exemple appliquer un droit de 15 % sur tout produit manufacturé ou à demi manufacturé sans exemption, et un droit de 5 % sur tous produits alimentaires et sur certaines matières premières, d'autres de celles-ci demeurant exemptes de tout droit [1]. Je prétends que les répercussions de pareils droits sur le coût de la vie, seraient insignifiantes et pas plus sensibles que les fluctuations qui se produisent actuellement d'un mois à l'autre sur le marché. De plus, n'importe quel remède contre le chômage ne peut qu'entraîner une hausse des prix. D'autre part, les répercussions de ce même tarif sur le coût de nos produits d'exportation, si l'on tient compte des abattements calculés sur une base très simple

1. Dans un article que j'ai publié par la suite, j'ai reconnu que ces droits ne pourraient rapporter un revenu aussi important que celui que j'indique ci-dessus et que le chiffre de 40.000.000 de livres correspond mieux à la réalité.

et très large, seraient minimes. Les partis fidèles au libre échange qui se rallieraient à ce plan, devraient s'engager à supprimer ces droits au cas où les prix mondiaux atteindraient à nouveau le niveau de 1929.

Comparée à toute autre alternative qui s'offre à nous, pareille mesure a l'avantage d'être la seule qui puisse à la fois soulager notre budget et restaurer la confiance dans les affaires. Je ne pense pas qu'on puisse établir un budget sain et prudemment équilibré aujourd'hui sans avoir recours à un tarif douanier. Mais là n'est pas l'unique avantage. En substituant à des marchandises importées des marchandises fabriquées chez nous, on accroîtra le volume de la main-d'œuvre dans notre pays. En même temps, en favorisant notre balance commerciale, on créera une marge nécessaire pour couvrir les frais qu'occasionnent les importations nouvelles destinées à alimenter une politique d'expansion et les emprunts nouveaux qu'accordera l'Angleterre à des pays débiteurs paralysés. De la sorte, nous restituerons d'une main au reste du monde la puissance d'achat que nous lui enlevons de l'autre, en restreignant nos importations. Certains fanatiques du Libre Echange soutiendront peut-être que l'effet des droits d'importations sur nos exportations, viendra en neutraliser les avantages; mais cela n'est pas vrai.

Les Libres Echangistes peuvent sans manquer à leur doctrine, considérer un tarif douanier comme un rideau de fer dont on ne doit se servir qu'en cas de danger. Le danger est venu. A l'abri du répit qui nous serait ainsi accordé et avec les forces financières disponibles, nous pourrions élaborer une politique et un plan à la fois intérieur et international, nous permettant de triompher de l'esprit de restriction et de la peur.

Si par contre, les Libres Echangistes repoussent ces conseils et renoncent à pareil expédient, le résultat certain sera d'entraîner la chute du Gouvernement, qui ne saurait être remplacé au milieu d'une crise de confiance

et dans une telle confusion que par un Ministère lié d'avance à un programme purement protectionniste.

2. — *A la veille de l'abandon de l'étalon-or* **(10 septembre 1931).**

On est en train d'égarer les énergies morales de la nation, et nous allons vers de plus graves difficultés, si nous ne nous appliquons pas davantage à analyser le vrai caractère de la situation.

En nous hypnotisant sur l'idée d' « Economie » — nationale, municipale ou individuelle — et il faut entendre par là l'acte négatif qui consiste à différer les dépenses qui actuellement incitent les forces de production à agir, — nous en arriverions, si nous poussions les choses trop loin, guidés par un faux sens du devoir, à déclencher des phénomènes sociaux si épouvantables, qu'ils parviendraient à ébranler toute la structure de notre vie nationale.

Il n'y a, pour ainsi dire, pas un article du programme d'Economies que préconise le rapport de mai — laissons pour le moment de côté le point de savoir si celui-ci est ou non recommandable en soi — qui ne doive entraîner infailliblement un surcroît de chômage, une diminution de bénéfices commerciaux et industriels, et un moindre rendement de l'impôt. Si bien que j'ai calculé que pour des économies de £ 100.000.000, la réduction du déficit budgétaire peut très bien n'être que de £ 50.000.000. Et nous ne faisons que nous leurrer (à moins que nous cherchions simplement à faire semblant d'équilibrer notre budget pour satisfaire les financiers étrangers) si nous nous imaginons que nous pouvons réaliser les économies dont il s'agit sans qu'elles aient de répercussions sur le nombre de chômeurs à indemniser, et sur le rendement des impôts existants.

Je vais plus loin et je dis que si nous poussons les

économies de toutes sortes à leur conclusion logique, nous en arriverons à équilibrer le budget à zéro et à tous mourir de faim, parce que nous nous serons refusés, par raison d'économie, à acheter les uns des autres. Le Président du Conseil a dit que nous nous retrouvions dans la même situation que pendant la guerre. Mais c'est le contraire de la vérité. Pendant la guerre, il était bon de s'abstenir de toute dépense non indispensable, car l'on créait ainsi des ressources disponibles pour les besoins innombrables des opérations militaires. A quels besoins consacrerions-nous ces ressources aujourd'hui? A demeurer au coin des rues et à toucher une indemnité.

Lorsqu'il existe déjà une grande quantité de chômeurs et de ressources de toutes sortes inemployées dans un pays, des économies ne peuvent servir que *dans la mesure où elles entraînent une réduction de la consommation de marchandises importées*. Pour le reste, elles se trouvent gaspillées, causant du chômage, des pertes commerciales et industrielles, et une réduction de l'épargne. C'est là du reste un procédé extrêmement indirect et coûteux pour réduire les importations.

Si nous mettions les travailleurs hors d'état de travailler et que nous diminuions les traitements des fonctionnaires de façon à ce que ceux qui se trouvent directement et indirectement atteints ne puissent acheter autant de produits alimentaires importés, nous améliorerions d'autant la position financière du pays. Mais ceci ne représente probablement qu'un pourcentage de environ 20 % des économies imposées. Les autres 80 % ne servent à rien et ne représentent qu'un transfert de pertes et du chômage provenant du refus des citoyens anglais d'acheter et de rémunérer les services et les marchandises d'autres citoyens anglais. Ce que j'énonce ici est absolument certain, pourtant je doute qu'un homme sur un million parmi ceux qui réclament à cor et à cri des économies, ait la moindre idée des véritables conséquences de ce qu'il réclame.

Je ne nie point pour cela qu'il existe un problème budgétaire. Bien au contraire. Mais le fait est que l'état du budget est à la fois un symptôme et la conséquence d'autres causes, que des économies risquent plutôt d'aggraver que de faire cesser, et que par conséquent on ne peut parvenir à résoudre le problème budgétaire par une méthode qui préconise des économies.

D'où proviennent au fond nos malheurs? Pour une large part, de la dépression mondiale, actuellement de l'incroyable légèreté des Hauts Financiers de la Cité et à l'origine d'un retour à l'étalon-or effectué sans la moindre notion, chez ceux qui en prirent la responsabilité, de la nature des difficultés que représente pareille mesure.

Dire que notre problème est d'ordre budgétaire équivaut à dire que le problème allemand est un problème budgétaire, sans tenir compte des réparations.

En ce qui concerne la dépression mondiale, il n'y a rien actuellement pour nous à faire, car nous avons perdu la puissance indispensable à une initiative internationale, que nous étions sur le point de retrouver au mois de mai dernier. Les résultats des erreurs commises en matière bancaire dans le domaine international, par la Cité, sont également irréparables actuellement. Il nous restait donc le choix de nous rallier ou de ne pas nous rallier à la parité or actuelle des changes.

On choisit la première solution pour des raisons que je comprends mais que je n'approuve pas. La décision fut prise en pleine hystérie et sans que fussent tranquillement étudiées les possibilités qui s'offraient. Des ministres nous ont donné un aperçu de ce qui aurait pu se passer si nous avions adopté un autre plan qui n'aurait pas résisté à dix minutes de discussion raisonnable.

Je crois que nous regretterons par la suite cette décision de même que nous regrettons déjà la plupart des décisions graves prises au cours des dix dernières années par les hommes qui font partie du ministère actuel.

Mais là n'est pas en ce moment la question. La décision de maintenir à tout prix l'étalon-or a été prise. Ce qui est grave, c'est que ni le Gouvernement ni le public ne semblent avoir la moindre notion de ce qu'il faut faire pour appliquer cette décision. Les ministres ne voient que la nécessité d'avoir recours à un emprunt étranger pour couvrir les besoins immédiats de trésorerie, ce qui revient à remplacer de l'argent emprunté antérieurement sous forme de sterling par de l'argent emprunté sous forme de francs et de dollars. Mais ils ne peuvent s'imaginer que nous pourrons continuer éternellement à avoir recours à des emprunts étrangers. Il reste pour résoudre le problème, tout d'abord à améliorer notre balance commerciale au profit de notre trésorerie. C'est à quoi le Ministère devrait songer.

Il n'y a que deux moyens pour cela. Le premier (qui constitue la mesure la plus bénigne) consiste en des mesures directes pour restreindre les importations (et si possible subventionner les exportations). Le second est de réduire tous les salaires et traitements à l'intérieur. Il nous faudra peut-être avoir recours finalement à ces deux méthodes, si nous nous refusons à dévaloriser.

Mais la question pour le moment est de savoir par quel moyen commencer. Or le second procédé, pour être efficace, comporterait de telles réductions de salaires et des problèmes si complexes, si difficiles à résoudre, tant en ce qui concerne la justice sociale que leur application pratique, qu'il serait fou de ne pas tenter d'abord l'autre alternative tellement plus bénigne, à savoir une réduction des importations.

Il se trouve du reste que cette méthode a également d'autres avantages. Non seulement elle atténuera la tension des changes, mais contribuera plus que toute autre à faciliter un équilibre du budget; c'est la seule forme d'impôts qui permette à la fois l'augmentation des bénéfices, la reprise de la main-d'œuvre, et un retour de confiance et d'espoir dans le milieu des affaires.

Enfin c'est la seule mesure qui dispose à juste titre, de la faveur de l'opinion publique. On dit, et cela est plausible, que dans le dernier ministère, un membre du Gouvernement sur trois, était partisan d'un tarif douanier. Il semble que dans le ministère actuel, on en compte quatre contre un. Le seul ministère possible après celui-ci serait un ministère qui se rallierait à cette mesure à l'unanimité. Mais les sacrifices étant à l'ordre du jour, nous avons, dans un esprit désintéressé, conçu la brillante formule d'un Gouvernement « National ». Il faut entendre par là un Gouvernement dont chaque membre a résolu de sacrifier, tant qu'il sera au pouvoir, ses idées propres sur ce qu'il convient de faire pour nous tirer de nos misères.

Car si nous écartons la dévalorisation, que je tiens personnellement pour le vrai remède, mais qui ne figure encore dans la politique d'aucun parti, il reste trois lignes de conduite à adopter.

La première est de courir les risques que comporte une active reprise intérieure, certainement préférable à une oisiveté forcée.

La seconde est d'imposer une réduction générale des salaires, et dans la mesure du possible, afin de sauvegarder la justice sociale, la réduction de tout autre revenu monétaire.

La troisième est de réduire énergiquement les importations.

Le Gouvernement « National », si je comprends bien la situation, est tenu de n'adopter aucune des trois. Sa politique consiste à réduire les moyens d'existence d'autant de gens qu'il le pourra, dans l'espoir qu'une petite partie de ces réductions jouera sur les importations. Avoir une préférence marquée pour cette façon de faire ou bien restreindre carrément les importations, dénote qu'on ne doit pas être complètement sain d'esprit.

3. — *Après l'abandon de l'étalon-or.*
(Une lettre au *Times*, 28 septembre 1931.)

Jusqu'à ces derniers jours, je plaidais auprès des Radicaux [1] et d'autres hommes politiques, la cause d'un tarif douanier destiné à pallier les effets d'un déséquilibre évident entre les prix à l'étranger et ceux de notre pays. Mais les événements de cette dernière semaine ont modifié bien des choses. Avec la valeur or du sterling actuel, les producteurs britanniques sont vraisemblablement dans bien des domaines, les meilleur marché du monde. Nous ne pouvons donc continuer à raisonner comme si rien ne s'était passé. Il n'est pas possible de discuter utilement la question des tarifs tant que le problème de la monnaie n'est pas résolu. Car tant que nous ne saurons rien au sujet de la valeur future du sterling par rapport à l'or, et surtout de ce que feront les autres pays, et s'ils suivront notre exemple, il nous sera impossible de définir notre position par rapport à la concurrence étrangère.

Puis-je insister sur le fait que la première question à résoudre n'est pas celle d'un tarif douanier mais celle de la monnaie. C'est celle-ci qui importe et qui réclame une solution rapide. Elle se trouve actuellement en dehors des partis, aucun d'eux n'ayant adopté à son égard une attitude dogmatique. Il est donc possible de la traiter au-dessus de la mêlée. Ce n'est certes pas une question qui doive devenir électorale. Elle offre à notre pays une excellente occasion de prendre des directives. Nous sommes probablement en état d'entraîner tout l'empire après nous et peut-être plus de la moitié du monde. Ainsi

1. Parmi mes amis libres-échangistes, tous ne firent point preuve d'autant d'entêtement que je l'aurais cru. Car après qu'un tarif douanier fut devenu inutile, nombre d'entre eux votèrent pour.

rétablirions-nous la suprématie financière de Londres sur des bases solides. A l'heure qu'il est, toutes propositions protectionnistes ont perdu de leur actualité. Ce serait stupide et ce serait une faute que de créer autour d'elles une vraie agitation dans le pays et de négliger cet autre problème plus urgent et plus important. Consacrons toute notre attention et toute notre énergie à mettre sur pied un système raisonnable de monnaie internationale applicable chez nous et dans le reste du monde. Car il est vain de supposer que nous puissions retrouver notre prospérité passée sans un système de ce genre, ou de croire qu'un tarif douanier pourrait y remédier. Lorsque le problème de la monnaie aura été résolu, nous pourrons en revenir au protectionnisme et aux autres chapitres de politique intérieure. Nous pourrons les examiner en toute sérénité et ce sera le moment de faire des élections.

V

LA FIN DE L'ÉTALON-OR (27 septembre 1931)[1].

Il y a peu d'Anglais qui ne se soient pas réjouis en voyant se briser nos chaînes d'or. Nous nous sentons enfin libres de faire ce qui est raisonnable. La phase romantique est passée et nous pouvons dorénavant envisager d'une façon pratique les meilleures solutions à prendre.

Il peut paraître étrange qu'une mesure décrite comme une effroyable catastrophe ait été accueillie avec tant d'enthousiasme. Mais l'on s'est rendu rapidement compte des avantages considérables que représente pour le commerce et l'industrie britanniques le fait de renoncer à un effort artificiel en vue de maintenir notre monnaie au-dessus de sa valeur réelle.

Si l'opinion anglaise se trouvait partagée, cela tenait à un autre motif. La question pouvait paraître délicate du point de vue de l'honneur. La place de Londres estimait qu'il y avait pour elle une obligation d'honneur à faire tout ce qui était en son pouvoir pour conserver à la monnaie la valeur qu'elle avait lors de l'acceptation sur le marché des dépôts élevés de l'étranger, bien que pareille attitude dût faire peser une contrainte intolérable sur l'industrie britannique. Jusqu'à quel point —

1. L'étalon-or fut abandonné en Grande-Bretagne, le 21 septembre 1931.

c'était là le problème — avions-nous le droit de faire passer notre propre intérêt avant le reste?

Les choses se sont passées de telle sorte que nous voilà à présent délivrés et qu'en même temps nous avons satisfait à l'extrême — de l'aveu du monde entier — à l'exigence de l'honneur. Car la décision ne fut prise que lorsqu'elle fut devenue inévitable. Dans le cours de quelques semaines, la Banque d'Angleterre dut faire face à des paiements de £ 200.000.000 en or ou en monnaie équivalente, ce qui représentait environ la moitié du total de la créance de l'étranger sur Londres, et ceci à un moment où les crédits accordés par Londres à l'étranger se trouvaient gelés pour la plupart. Aucun banquier n'eût pu faire davantage. De ses cendres, la Cité de Londres renaîtra sans que son honneur ait été atteint. Car elle a poussé les règles de la chevalerie jusqu'au Don Quichottisme, au risque de paralyser presque complètement le commerce britannique.

Il n'est donc pas étonnant que nous éprouvions une certaine allégresse, à nous voir ainsi délivrés, que les cours de la Bourse remontent, et que les os desséchés de l'industrie se remettent à fonctionner. Car si le change de la livre se trouve diminué de, mettons 25 %, cela équivaut à la même restriction de nos importations, que produiraient des droits de douanes équivalents, mais alors qu'un tarif douanier ne favoriserait point et même pourrait nuire à nos exportations, la dépréciation de la livre leur apporte une prime égale de 25 % soutenant ainsi la production nationale au détriment des importations.

Dans plusieurs catégories d'affaires, les industriels anglais aujourd'hui doivent être les producteurs les meilleur marché du monde, les prix étant calculés en or. Nous avons acquis ce résultat sans diminution de salaires et sans conflit industriel. Il profite d'une manière équitable à tous les membres de la communauté et ne porte pas atteinte d'une façon sensible au coût de

la vie. Car les importations représentent moins du quart de notre consommation totale; de sorte qu'il faudrait que la livre diminue de bien plus de 25 % pour que le coût de la vie s'élève même de 10 %. Ce qui ne lèserait du reste personne puisque ce serait simplement revenir à notre situation d'il y a deux ans. Entre temps ne peut manquer de s'effectuer une large reprise de la main-d'œuvre.

Je n'émets aucune prévision sur les cours que peut atteindre dans sa chute la livre sterling d'ici quelques jours. Je ne puis qu'indiquer qu'elle devra descendre et se maintenir quelque temps à un cours sensiblement inférieur à celui que représente pour des calculateurs modérés son équilibre. Alors se produiront des spéculations et des ventes à la hausse en faveur de la livre qui viendront contrebalancer la spéculation à la baisse et les ventes à perte. Les autorités compétentes ont commis une grave erreur en laissant la livre débuter si haut, car sa chute progressive inévitable jusqu'à ce qu'elle ait atteint un niveau plus conforme aux réalités ne peut qu'ébranler la confiance et donner aux ignorants l'impression d'une glissade qu'on ne pourra pas arrêter. Ceux qui prêchèrent par excès d'optimisme succomberont vraisemblablement à un pessimisme excessif. Mais leur pessimisme sera aussi peu fondé que ne l'était leur optimisme. La valeur d'équilibre de la livre est la même qu'il y a un mois. Il existe des forces immenses qui joueront en faveur de la livre le jour où elle menacera de tomber trop bas. Selon moi, les risques d'une chute catastrophique n'existent pas. Telles sont donc, en résumé, les conséquences pour notre pays. Quelles seront les répercussions pour le reste du monde? Elles ne seront pas les mêmes partout. Prenons d'abord les pays débiteurs auxquels la Grande-Bretagne a prêté des sommes importantes, et qui lui doivent des intérêts payables en livres, tels que l'Australie, l'Argentine et les Indes. Pour ces pays, la baisse de la livre constitue un sérieux avantage. Une

quantité moindre de marchandises suffira à couvrir leurs engagements en livres. Les intérêts dus par l'étranger à la Grande-Bretagne s'élèvent à environ £ 100.000.000 par an. En ce qui concerne cette somme, la Grande-Bretagne fait figure désormais de créancier raisonnable qui modère ses exigences, en tenant compte des changements considérables qu'a causés partout dans le monde la chute catastrophique du prix des marchandises.

Si nous essayons de calculer les effets sur les autres pays industriels que nous pouvons mieux concurrencer désormais, la tâche devient plus complexe. Une grande partie du monde suivra, je pense, l'exemple de la Grande-Bretagne et réduira la valeur or de sa monnaie. Certains signes indiquent déjà que dans plusieurs pays on ne fera pas de gros efforts pour maintenir la parité avec l'or. Ces jours derniers, le Canada, l'Italie, les pays Scandinaves ont suivi nos traces. Les Indes et les possessions de la Couronne, y compris les Strait Settlements, ont automatiquement imité la livre sterling. L'Autriche et toute l'Amérique du Sud avaient déjà renoncé à l'étalon-or. Je serais étonné que l'Allemagne tarde à nous imiter. La Hollande laissera-t-elle se consommer la ruine de l'industrie du sucre et du caoutchouc en les liant à l'or? Des motifs puissants entraîneront une grande partie du monde à nous suivre. Après tout, la situation en Grande-Bretagne est bien moins compromise par la déflation des prix qu'ailleurs.

Dans la mesure où ceci est exact, l'Angleterre et les pays qui ont suivi son exemple bénéficieront des prix plus élevés. Mais aucun de ceux-ci ne se trouvera privilégié par rapport aux autres dans le domaine de la concurrence. Seuls se trouveront lésés les quelques pays qui conservent l'étalon-or. Sur eux retombera la malédiction de Midas. Leur refus d'échanger leur exportation pour autre chose que de l'or aura pour résultat de tarir et d'arrêter leur exportation jusqu'à ce qu'ils n'aient plus de balance commerciale favorable, ou de placements à

l'étranger à rapatrier. Il s'agit surtout de la France et des Etats-Unis. La mort de leur commerce d'exportation sera la conséquence inévitable et prévisible de l'attitude qu'ils ont adoptée. Ces pays, à la suite de la guerre et des règlements de comptes de guerre, sont devenus créanciers de larges sommes d'argent. Ils élèvent des barrières douanières qui rendent impossible tout paiement de ces sommes en marchandises. Ils ne sont pas disposés à consentir des prêts qui servent à les payer. Ils ont déjà accaparé presque tout l'excédent d'or disponible dans le monde. Il ne restait donc qu'un moyen logique pour le reste du monde de demeurer solvable et indépendant : cesser d'acheter les exportations de ces pays. Tant que subsistait l'étalon-or — c'est-à-dire tant que les prix des marchandises internationales demeuraient partout à peu près semblables — il fallait donc se livrer à une course à la déflation, chacun essayant de baisser ses prix plus rapidement que son voisin, à une course qui avait accru le chômage et les pertes commerciales à un degré intolérable.

Mais l'étalon-or abandonné, le problème se trouve résolu. Car la valeur de l'argent français et américain par rapport à celui des autres pays met les exportateurs français et américains dans l'impossibilité de vendre leurs marchandises. A la longue, la politique poursuivie par ces deux pays, ne pouvait avoir d'autre conclusion. Ils ont par leur propre volonté causé la ruine de leur industrie d'exportation, et eux seuls peuvent appliquer maintenant les remèdes nécessaires. La valeur de leur monnaie doit également gêner lourdement leur système bancaire. Les Etats-Unis avaient en fait obligé le reste du monde à trouver un moyen de se passer de leur cuivre, de leur coton, de leurs automobiles. C'est eux qui ont posé le problème, et comme il ne comportait qu'une solution, nous avons été obligés de l'adopter.

Pourtant telle n'est pas la note sur laquelle je voudrais conclure. La solution à laquelle nous avons été amenés,

bien qu'elle comporte pour nous un réel soulagement et ramène la contrainte et le fardeau sur d'autres épaules, est en réalité insatisfaisante pour tout le monde. Le monde ne sera jamais prospère tant qu'il n'y aura pas de reprise des affaires aux Etats-Unis. Le seul but qui mérite d'être poursuivi, c'est la paix, la confiance, et un équilibre économique harmonieux entre tous les pays.

Je crois que les grands événements de la semaine dernière peuvent ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire monétaire du monde. J'ai l'espoir qu'ils parviendront à renverser des barrières jusqu'ici infranchissables. Des conversations particulières et sincères en vue d'une conduite plus ordonnée de nos affaires dans l'avenir s'imposent. Le Président des Etats-Unis est sorti de son sommeil au mois de juin dernier. De graves alternatives méritent de retenir son attention. Pourtant le charme magique qui opère sur la Maison Blanche et la condamne à l'immobilité ne semble pas avoir été rompu. Faudra-t-il que les solutions interviennent toujours trop tard? La Grande-Bretagne invitera-t-elle les trois quarts du monde, y compris la totalité de son propre Empire, à se rallier à un système monétaire qui assure une stabilité réelle des prix par rapport aux marchandises? Ou les pays ayant conservé l'étalon-or préféreront-ils connaître les conditions sévères que nous mettrons à un retour à un système de ce genre, mais profondément modifié?

IV

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES

I

APERÇU SUR LA RUSSIE (1925).

1. — Qu'est-ce que le Communisme?

Le Léninisme est un mélange de deux choses que les Européens depuis quelques siècles ont coutume de ranger dans deux compartiments différents de l'âme : la religion et les affaires. La religion nous choque parce qu'elle est nouvelle, et nous méprisons ses affaires parce qu'elles sont inféodées à la religion (au lieu que ce soit le contraire), ce qui les rend nettement infructueuses.

Comme toutes les religions nouvelles, le léninisme tient sa puissance, non de la masse, mais d'une petite minorité d'adeptes enthousiastes récemment convertis, dont le zèle et le fanatisme décuplent les forces, si bien que chacun d'eux égale plusieurs indifférents. Comme toutes les religions nouvelles, il est mené par ceux qui peuvent concilier l'esprit nouveau parfois en toute sincérité, avec des vues moins étroites que leurs fidèles; politiciens possédant tous une bonne dose de cynisme, sachant sourire mais aussi menacer, expérimentateurs inconscients exemptés par leur religion de sincérité et de pitié, mais possédant une vision nette des faits et un sens de l'opportunisme. Aussi s'exposent-ils à ce qu'on leur reproche (reproche bien superficiel et bien inutile lorsqu'il s'agit de politiciens — laïques ou ecclésiastiques) leur hypocrisie. De même que toutes les religions nouvelles, elle semble retirer à la vie de chaque jour toute

couleur, toute gaieté et toute liberté, et n'apporter en échange que la note triste que l'on trouve dans les visages bourrus de ses dévots. De même que toutes les religions nouvelles, elle persécute, sans justice ni indulgence, tous ceux qui lui opposent une résistance active. Comme toutes les religions nouvelles, elle ne connaît pas de scrupules. Comme toutes les religions nouvelles, elle fait preuve d'une ardeur apostolique, et d'ambitions œcuméniques. Mais dire en parlant du Léninisme qu'il représente le dogme d'une minorité de fanatiques, menés par quelques hypocrites, ne reculant devant aucune persécution ou propagande, revient simplement à dire qu'il y a là une religion et non uniquement un parti politique; que Lénine est un Mahomet et non un Bismarck. Si nous voulons nous faire peur à nous-mêmes, assis dans nos fauteuils capitalistes, nous pouvons nous figurer les Communistes de Russie, sous les traits des premiers chrétiens, menés par Attila, et se servant de l'inquisition et de missions de Jésuites, pour faire respecter les clauses économiques du Nouveau Testament; mais si nous voulons nous rassurer, dans ces mêmes fauteuils, pouvons-nous dire avec confiance que leurs principes économiques sont heureusement à ce point opposés à la nature humaine qu'ils ne suffiront pas à financer des expéditions de missionnaires ou des armées, et qu'ils doivent finir par aboutir à un échec?

Avant de répondre sur ce point, il y a trois questions à résoudre. La religion nouvelle comporte-t-elle une part de vérité ou des éléments qui puissent gagner la sympathie de l'âme des hommes modernes? Au point de vue matériel, est-elle tellement inefficace qu'elle soit incapable de se maintenir? Parviendra-t-elle, avec le temps, en mettant de l'eau dans son vin, à rallier la foule?

Quant à la première question, ceux qui se trouvent pleinement satisfaits par le capitalisme chrétien ou un capitalisme égoïste, que ne vient adoucir aucun ménagement, n'hésiteront pas à répondre, car ceux-là ou bien possèdent

déjà une religion ou n'en ont que faire. Mais ils sont nombreux ceux qui, dans une époque où la religion a disparu, éprouvent forcément une vive curiosité d'ordre émotif envers une religion véritablement nouvelle, qui n'est pas inspirée uniquement de vieux dogmes rajeunis et qui a déjà fait preuve de vitalité; le sentiment qu'ils éprouvent sera d'autant plus vif si ce mouvement leur vient de Russie, du plus jeune, du plus beau, du plus fou des enfants de la vieille famille européenne. Car ce cadet qui porte les cheveux au vent, est plus près de la terre et du ciel que ses frères de l'Ouest déjà chauves; il est né deux siècles après eux, a pu recueillir les désillusions de l'âge mûr de sa famille avant d'avoir perdu lui-même le génie de la jeunesse, et versé dans le confort et l'habitude. Je sympathise avec ceux qui espèrent trouver du bon dans la Russie des Soviets.

Mais si l'on en vient aux faits eux-mêmes, que peut-on dire? Pour moi, qui ai été élevé dans une atmosphère de liberté, que ne venaient point assombrir les horreurs de la religion, à l'abri de toute peur et de toute contrainte, il y a trop de choses qui me répugnent dans la Russie rouge. Je suis prêt à renoncer au confort et à mes habitudes; mais je ne puis m'accommoder d'un dogme qui s'embarrasse peu de la liberté et de la sécurité de la vie normale, qui a recours à toutes les armes de la persécution, de la destruction et de la lutte internationale. Comment puis-je admirer une politique qui se définit par les millions qu'elle dépense pour entretenir des espions dans chaque foyer, et fomenter des troubles à l'étranger? Peut-être n'y a-t-il là rien de plus effrayant que dans les menées guerrières impérialistes des autres gouvernements; peut-être cette politique s'inspire-t-elle des meilleures intentions; mais il faudrait que le bolchevisme se montre bien supérieur à tous les autres régimes pour me sortir de mon ornière. Comment puis-je admettre une doctrine qui érige en Bible, en le soustrayant à toute critique, un volume d'économie politique

périmé, qui non seulement est faux d'un point de vue scientifique, mais encore ne comporte aucun intérêt, aucune application possible dans le monde actuel. Comment puis-je me rallier à une doctrine qui, préférant la vase aux poissons, exalte un prolétariat grossier aux dépens de la bourgeoisie et d'un intellectualisme qui, quels que soient leurs torts, demeurent un des plus précieux apanages de la vie humaine et portent en eux la graine de tout progrès humain? Quand bien même nous aspirerions à une religion, comment trouverions-nous celle-ci dans les turpitudes des bibliothèques rouges? Un fils cultivé, intelligent et bien élevé de l'Europe Occidentale peut malaisément trouver là à réaliser son idéal, à moins d'être passé d'abord par de telles souffrances et un tel état de conversion que plus rien ne subsiste de sa table de valeurs première.

Pourtant si nous nous en tenons là, l'essence de cette nouvelle religion risque de nous échapper. Le Communiste peut nous opposer avec raison, que tout ceci n'appartient pas à sa foi véritable, mais fait partie de la tactique révolutionnaire. Car il a deux croyances : l'une en le règne d'un ordre nouveau sur la terre, l'autre en la méthode révolutionnaire, seul moyen d'y parvenir [1]. Cet ordre nouveau n'a rien à voir avec les horreurs de la révolution ni avec les privations qu'entraîne la période transitoire. La révolution n'est qu'une ultime illustration de la fin qui justifie les moyens. Le soldat de la révolution se doit de crucifier sa propre nature humanitaire; il lui faut devenir cruel et sans scrupules, et supporter une vie sans joie ni repos — mais tout cela n'est qu'un moyen pour atteindre le but — et non le but même.

Quelle est donc l'essence de cette nouvelle religion, de

1. J'emploie le terme de « Communisme » dans son sens d'ordre nouveau, et non point comme a coutume de le faire le Labour Party anglais, dans le sens de la Révolution qui y conduit.

cet ordre nouveau sur la terre? De loin, on ne distingue pas très clairement. Parfois ses porte-paroles le décrivent comme purement matériel et technique, comme l'est le capitalisme moderne. Le Communisme alors ne paraît prétendre qu'à devenir un instrument technique plus perfectionné en vue d'assurer les mêmes avantages économiques que procure le capitalisme. Il doit permettre avec le temps un meilleur rendement de la terre, et un emploi plus efficace des forces de la nature. En ce cas la religion n'interviendrait somme toute pas, et tout ceci ne serait que bluff en faveur de l'adoption d'une technique qui est ou n'est pas supérieure à l'ancienne. Mais je veux bien supposer qu'en fait, de pareils propos sont surtout une réplique aux nombreuses accusations de faiblesse économique que nous proférons de notre côté, et qu'au cœur même du Communisme russe, il y ait au fond autre chose de plus précieux pour la race humaine.

Il y a un trait commun entre le Communisme et d'autres religions célèbres. Il exalte l'homme moyen et le porte aux nues. Cela n'a rien de nouveau. Mais on trouve en lui un autre trait, qui, bien qu'il ne soit pas plus neuf, sous une nouvelle forme et différemment présenté, peut devenir l'un des éléments de la vraie religion de l'avenir (s'il est possible de concevoir une religion qui soit vraie). Le Léninisme n'est et ne veut être d'aucune façon surnaturel, et sa puissance émotive ainsi que morale porte sur l'attitude de l'individu et de la communauté vis-à-vis de l'argent.

Je ne dis pas que le Communisme russe modifie ou même cherche à modifier la nature humaine, qu'elle rende les Juifs moins avares ou les Russes moins prodigues qu'ils ne l'étaient auparavant. Je ne dis pas même qu'il nous propose un nouvel idéal. Je dis qu'il tâche d'établir un cadre de la société dans lequel les motifs d'ordre pécuniaire n'auront plus le même rôle en ce qui concerne l'action, dans lequel la société n'approuvera

plus les faits et gestes d'après les mêmes principes, et que dans ce cadre on ne pourra plus considérer comme respectable et normale une façon de se conduire qui passait auparavant pour telle.

En Angleterre aujourd'hui, un jeune homme intelligent et doué, à la veille de choisir une carrière, hésitera entre des fonctions publiques ou des affaires qui peuvent lui rapporter une fortune, et l'opinion ne l'estimera pas moins s'il préfère la seconde de ces deux voies. Faire de l'argent pour faire de l'argent, et cela sur une grande échelle, n'est pas moins respectable aux yeux de la société, l'est peut-être davantage que de consacrer sa vie à l'Etat, à la Religion, à l'Enseignement, l'Education ou aux Beaux-Arts. Mais dans la Russie future, faire de l'argent ne sera pas plus une carrière à adopter pour un jeune homme convenable, que cambrioler, faire des faux, ou commettre des escroqueries. Même sous les formes les plus louables qu'il revête dans la société actuelle : épargne, économie, prévoyance, garantie d'indépendance pour soi et les siens, l'amour de l'argent aura disparu. Non pas qu'il aura été moralement condamné, mais parce qu'il sera devenu si difficile, si irréalisable de s'y adonner, que cela n'en vaudra plus la peine. Le nouveau dogme exige que chacun travaille pour la communauté, et s'il fait son devoir, la communauté veillera sur lui.

Ce système n'entraîne pas un nivellement complet des revenus — du moins actuellement. Une personne intelligente, qui sait réussir, gagne davantage en Russie des Soviets, qu'une autre. Le commissaire qui touche 5 livres par semaine (plus divers services gratuits, une auto, un appartement, une loge à l'Opéra, etc., etc.), vit assez aisément, mais sa situation n'est en rien comparable à celle d'un homme riche à Londres. Le professeur arrivé ou le haut fonctionnaire qui touche £ 6 ou £ 7 par semaine (moins diverses taxes) a peut-être un revenu triple ou quadruple de celui des travailleurs prolétariens,

et six fois plus élevé que celui des paysans pauvres. Il y a des paysans trois ou quatre fois plus riches que d'autres. Un chômeur touche un revenu partiel, mais pas toute sa paye. Mais personne avec de tels revenus (les prix élevés pratiqués en Russie, et les lourds impôts progressifs) ne peut faire de notables économies. On a suffisamment de mal à vivre au jour le jour. Les impôts, les loyers et autres charges sont calculés de telle façon qu'il est désavantageux de posséder un revenu officiel supérieur à 8 ou 10 livres par semaine. Et l'on ne peut pas se faire de l'argent par ailleurs, à moins de s'exposer aux mêmes dangers que font courir dans d'autres pays la fraude et la corruption; la fraude et la corruption n'ont, au reste, pas disparu de Russie, mais quiconque est assez fou ou assez désiquilibré pour se risquer à de pareilles entreprises là-bas s'expose à être rapidement démasqué, et à subir des peines allant jusqu'à la mort.

Dans l'état actuel du système soviétique, il n'y a pas prohibition de vendre et d'acheter, et de réaliser des affaires. Mais si la politique des dirigeants n'est pas d'interdire ces professions, elle vise à les rendre impraticables, et à leur donner un caractère déshonorant. Le commerçant privé est une espèce d'hors-la-loi que l'on tolère, mais qui ne jouit d'aucun privilège et d'aucune protection, pareil aux Juifs du Moyen Age. Le commerce, c'est bon pour ceux qui ne peuvent réfréner des dispositions excessives pour ce genre d'occupation, mais il ne s'agit plus d'un métier naturel ou agréable, pour le Russe moyen.

Ces changements sociaux ont eu pour effet, je crois, de modifier complètement l'attitude générale à l'égard de l'argent, et cette modification sera encore plus sensible lorsqu'auront grandi de nouvelles générations n'ayant pas connu d'autre état de fait. Les gens en Russie, ne serait-ce que parce qu'ils sont pauvres, sont très avides d'argent, au moins aussi avides qu'on l'est ailleurs. Mais gagner de l'argent, ou mettre de l'argent

de côté, ne peut pas faire partie des préoccupations d'un homme sensé qui vit sous le régime soviétique au même titre que cela fait partie des nôtres.

Tout cela fait peut-être partie du domaine de l'utopie, et tend peut-être à détruire tout véritable bien-être, mais l'utopie est-elle si grande, si elle est entreprise sur un plan religieux, que si elle se cantonnait à une expérience purement matérielle? Et y a-t-il lieu, en toute justice, comme la plupart d'entre nous l'ont fait jusqu'ici, de décréter qu'il n'y a là qu'imposture et crime?

Après une longue discussion que j'eus avec Zinovieff, deux vétérans communistes qui faisaient partie de sa suite, s'avancèrent vers moi, le regard illuminé, pour me dire un dernier mot : « Nous vous prédisons », dirent-ils, « que dans dix ans, le niveau de la vie en Russie sera plus élevé qu'il ne l'était avant la guerre, tandis qu'ailleurs en Europe il sera inférieur à ce qu'il était avant la guerre. » Etant donné la richesse naturelle de la Russie, et l'incapacité de l'ancien régime, étant donné également les problèmes qui se posent en Europe Occidentale, et notre inaptitude apparente à les résoudre, pouvons-nous affirmer que les camarades de Zinovieff n'auront pas raison?

2. — *Le Communisme peut-il se maintenir?*

Le Communisme parviendra-t-il, avec le temps, et en mettant suffisamment d'eau dans son vin, à rallier les foules?

Je ne puis répondre à ce que le temps seul dévoilera. Mais j'ai du moins la ferme conviction, que si le Communisme doit triompher, il triomphera non en tant que système économique plus perfectionné, mais en tant que religion. Nos critiques conventionnels ont tendance à commettre deux erreurs d'ordre opposé. Nous détes-

tons tellement le Communisme en tant que religion que nous avons tendance à exagérer ses faiblesses économiques; et ses faiblesses économiques nous impressionnent tellement que nous sous-estimons sa puissance religieuse.

D'un point de vue économique, je ne vois pas ce que le Communisme a apporté qui présente un intérêt intellectuel ou une valeur scientifique. Je ne vois pas qu'il comporte ou comportera la moindre amélioration technique que nous ne puissions appliquer, si nous le voulions, avec autant de succès et même davantage, à une société qui conserverait toutes les caractéristiques, je ne dis pas du capitalisme individuel du XIX^e^ siècle, mais de l'idéal bourgeois britannique. Théoriquement du moins, je ne pense pas qu'il existe de progrès économique qui nécessite une révolution. D'autre part, nous avons tout à perdre d'un bouleversement trop brutal, et des méthodes qu'il emploie. Dans l'état industriel de l'Occident, la tactique révolutionnaire ne ferait que réduire la population entière à l'extrême misère et à la mort.

Mais en tant que religion, quelle est sa puissance? Elle est peut-être considérable. L'exaltation de l'homme moyen est un dogme qui a déjà conquis la multitude en d'autres âges. *N'importe quelle* religion, du fait des liens qui unissent ses coreligionnaires, dispose d'une force prépondérante contre l'atomisme égoïste des irreligieux.

Or le capitalisme moderne est complètement irreligieux, sans cohésion interne, dénué de tout esprit de corps et souvent, bien que pas toujours, un simple agglomérat de possesseurs et d'acquéreurs. Un pareil système a besoin pour se maintenir, non seulement de réussir, mais encore de triompher. Au XIX^e^ siècle, il avait un certain idéal; du moins formait-il un système homogène, et sûr de soi; il n'était pas seulement triomphant, mais encore laissait entrevoir un accroissement sans fin de sa propre puissance. Aujourd'hui, il ne marque qu'une

réussite modérée. Si le capitalisme irreligieux doit en fin de compte vaincre le Communisme religieux, il ne peut se borner à être plus satisfaisant que lui, il doit être mille fois plus satisfaisant.

Nous étions faits à l'idée que le capitalisme moderne pouvait non seulement nous assurer les conditions matérielles d'existence actuelles, mais encore nous transporter petit à petit vers un paradis économique où nous n'aurions plus de préoccupations matérielles. Maintenant nous nous demandons si l'homme d'affaires nous apportera jamais autre chose que ce que nous avons dès à présent. En tant que moyen, il est supportable, en tant que fin il n'est pas très réjouissant. On commence à se demander si les avantages matériels qui découlent d'une séparation en deux compartiments distincts des affaires et de la religion, compensent les inconvénients d'ordre moral qui s'y attachent. Pour les Protestants et les Puritains, il était facile de conserver la séparation, la première de ces activités se confinait à la terre, et la seconde au ciel, donc ailleurs. Pour celui qui croyait au progrès, c'était également facile car pour lui, le premier ordre d'activité ne constituait qu'un moyen de faire régner plus tard le ciel sur la terre. Mais il existe une autre conception qui ne croit guère à un ciel dans l'autre monde, ou au progrès comme un moyen de faire régner plus tard le ciel sur la terre, et s'il ne doit pas y avoir de ciel dans un autre monde ni de ciel plus tard sur la terre, il faut trouver un ciel immédiatement et le mettre à notre portée tout de suite, ou alors il n'y en aurait pas du tout.

Si le progrès économique est dénué de toute signification morale, alors nous n'avons pas le droit de sacrifier, ne serait-ce qu'un jour, l'intérêt moral à l'intérêt matériel, et il faut renoncer à considérer les affaires et la religion, comme deux domaines séparés de l'âme. Tout homme dont les pensées sont capables de s'attarder à de pareilles considérations, cherchera dans le Communisme

à découvrir autre chose que l'image superficielle qu'en donnent nos journaux.

En tout cas, personnellement, j'ai l'impression plus nette de jour en jour que le grand problème de notre âge se concentre autour de l'amour de l'argent; c'est à lui qu'on fait appel dans les neuf dixièmes des cas où il s'agit d'entreprendre une action. C'est lui qui est à la base de l'effort que fournit chaque individu pour s'assurer sa propre sécurité économique, c'est lui qui procure cette considération de la société, qui est une des marques indéniables de la réussite. C'est lui enfin qu'on retrouve dans les encouragements que prodigue la société à l'instinct thésaurisateur, à la création de l'épargne suffisante pour garantir l'avenir et la subsistance de la famille. Les religions qui agonisent autour de nous, et qui comptent de moins en moins pour la plupart d'entre nous, en dehors du charme de leur cérémonial et de leur rôle dans la vie sociale, ont perdu toute leur signification morale, uniquement du fait que — contrairement à leur tradition primitive — elles ne se préoccupent plus du tout de ces facteurs essentiels. Une révolution de nos idées et de nos sentiments sur le rôle de l'argent, peut devenir le noyau de notre idéal futur. C'est pourquoi le Communisme russe représente peut-être les premiers soubresauts d'une grande religion.

L'étranger qui visite la Russie, et qui essaye impartialement d'en saisir l'atmosphère, doit, je crois, passer par des courants contraires. Sir Martin Conway, dans son livre sincère et véridique sur *Les trésors artistiques de la Russie des Soviets*, écrit ce qui suit au sujet de sa sortie du pays :

« ... Après un long arrêt, le train reprit sa route pendant un kilomètre et demi vers la frontière finlandaise, où l'on procéda à nouveau à l'examen et au visa des passeports ainsi qu'à la visite des bagages, mais d'une façon bien moins méticuleuse. La gare était nouvelle-

ment construite, sobre, propre, agréable et pratique, et les employés s'y montrèrent empressés. Le buffet était accueillant, la nourriture simple mais bonne, l'atmosphère hospitalière.

« Ce que je vais écrire ici paraîtra peut-être grossier surtout après l'extrême bienveillance dont je fus l'objet en Russie, mais si je dois dire toute la vérité, il faut bien que je note qu'en cette station frontière de Finlande, j'eus l'impression d'être débarrassé d'un gros poids qui m'opprimait, je ne puis expliquer au juste comment. Je ne l'ai pas senti en pénétrant en Russie, mais au fur et à mesure que les jours passaient, il semblait qu'il se formât petit à petit. Je perdais la sensation de la liberté. Bien que tout le monde se montrât aimable à mon égard, je découvrais non sur moi-même mais tout autour de moi, la présence d'un poids. Je ne me suis jamais senti aussi étranger dans un pays inconnu : ce qui les premiers jours n'était qu'une vague sensation, devint avec le temps de plus en plus net, et j'avais conscience d'une oppression sans cesse croissante. Je ne serais pas étonné qu'on eût éprouvé pareil phénomène dans la Russie des Tsars. Les Américains parlent souvent avec fierté de ce qu'ils appellent « un air de liberté » qu'ils déclarent propre à leur pays : il règne également, je pense, sur tous les dominions de langue anglaise. L'atmosphère morale de la Russie dégage un tout autre composé de chimie émotive.

« Le coin de la Finlande que nous parcourions à présent ne différait pas dans sa structure physique des pays situés au delà de la frontière, mais nous longions de « charmantes petites propriétés » et les signes de confort, même de prospérité... »

Cet état d'oppression ne saurait être mieux indiqué. Il tient en partie, cela ne fait aucun doute, à la Révolution rouge — il y a bien des choses en Russie qui vous font souhaiter que votre propre pays accomplisse sa destinée

en suivant une autre voie. Il tient peut-être aussi en partie à une certaine bestialité inhérente au caractère russe — ou aux caractères russe et juif mélangés, comme ils le sont à présent. Mais il tient d'autre part, à l'ardeur magnifique de la Russie rouge, à ce côté sérieux qui par ailleurs apparaît comme un souffle d'émancipation. Personne n'est plus sérieux que le Russe de la révolution, sérieux même lorsqu'il est gai et qu'il se laisse aller, si sérieux qu'il lui arrive d'oublier le lendemain et parfois d'oublier le jour même : très souvent ce sérieux confine à la bêtise et à l'ennui. Le Communiste moyen est *sans teinte*, tels que le furent de tous temps les Méthodistes. La tension de l'atmosphère est parfois telle qu'on ne peut la supporter et qu'on a une envie brusque de se retrouver dans l'apaisante frivolité de Londres.

Pourtant l'atmosphère d'émancipation qui règne là-bas, si on est capable de la ressentir, est des plus vives. C'est ici, pense-t-on à certains moments, qu'en dépit de la pauvreté, de la bêtise et de l'oppression se trouve le laboratoire de la vie. C'est ici que se font de nouveaux mélanges chimiques qui parfois puent et parfois explosent. Il y a peut-être une chance pour qu'il en sorte quelque chose. Et s'il y a seulement une chance ce qui se passe en Russie acquiert plus d'importance que ce qui se passe (mettons) aux Etats-Unis d'Amérique.

Je crois qu'il est permis jusqu'à certain degré d'avoir peur de ce qui se passe en Russie, comme le font les gentlemen qui écrivent au *Times*. Mais si la Russie doit jouer un rôle au delà de ses frontières, ce ne sera pas grâce à l'argent de M. Zinovieff. La Russie n'agira jamais sérieusement sur nos destinées, si ce n'est par sa force morale. Donc, puisqu'à présent les dés sont jetés et qu'on ne peut revenir en arrière, je voudrais laisser la Russie courir sa chance, l'aider et ne pas lui créer d'obstacles. Car tout compte fait, combien je préfèrerais, si j'étais Russe, mettre mon activité au service

de la Russie des Soviets qu'au service de la Russie des Tsars. Je ne pourrais davantage avoir foi dans le nouveau dogme que dans l'ancien. Je détesterais autant les crimes des nouveaux tyrans que ceux des anciens. Mais j'aurais l'impression de fixer mon regard vers les possibilités futures au lieu de l'en détourner, je me dirais qu'alors qu'il n'y avait rien à tirer de la cruauté et de la bêtise de la vieille Russie, il se peut que sous la cruauté et la bêtise de la Russie nouvelle se cache un atome d'idéal.

II

LA FIN DU « LAISSEZ-FAIRE » (1926).

Débarrassons-nous tout de suite des principes métaphysiques et des principes généraux invoqués par moments pour justifier le « Laissez-faire ». Il n'est *pas* vrai que les individus possèdent un droit imprescriptible à une « liberté absolue » dans leur activité économique. Il n'existe *aucune* convention accordant un privilège éternel à ceux qui possèdent ou à ceux qui acquièrent des biens. Le monde n'est pas ainsi fait, les forces divines qui le mènent ne veillent pas à ce que l'intérêt particulier coïncide toujours avec l'intérêt général. Les forces humaines qui y règnent, n'assurent pas davantage que ces intérêts coïncident toujours en pratique et on ne peut déduire avec raison d'aucun des principes d'économie politique que l'intérêt privé, même lorsqu'il est bien compris, assure toujours l'intérêt général. Pas plus qu'il n'est exact de dire que l'intérêt privé soit généralement bien compris; la plupart du temps les individus qui agissent isolément pour parvenir à leurs propres fins, sont trop ignorants ou trop faibles pour y réussir. Et d'après l'expérience, rien ne prouve que les individus rassemblés en un groupement social, soient toujours moins clairvoyants que lorsqu'ils agissent séparément.

Nous ne pouvons donc résoudre cette question en termes abstraits. C'est dans ses détails qu'il faut apprécier ce que Burke définissait « un des problèmes les

plus complexes du législateur » à savoir : « déterminer dans quel domaine l'Etat devrait intervenir et donner des directives dictées par la raison publique et ceux qu'il devrait abandonner à l'initiative privée ». Il nous faut distinguer entre ce que Bentham, dans sa nomenclature oubliée mais fort précieuse, appelait les *Agenda* et *Non Agenda* et le faire sans avoir les idées préconçues de Bentham sur toute intervention de l'Etat qu'il jugeait « généralement inutile » et « généralement néfaste ». Peut-être est-ce aujourd'hui la tâche essentielle des Economistes que de distinguer à nouveau les « Agenda de l'Etat » et la tâche parallèle des politiciens que d'établir les formes de gouvernement démocratique capables d'appliquer les Agenda.

Deux exemples me serviront à illustrer ce que je veux dire :

1° J'estime que dans beaucoup de cas, l'unité de contrôle et d'organisation la plus favorable se trouve située à égale distance de l'individu et de l'Etat actuel. Aussi je pense que c'est dans le développement et la reconnaissance d'organismes à demi autonomes dans l'Etat que réside le progrès. Ces organismes auraient pour criterium de leurs activités l'intérêt public tel qu'ils le comprendraient, leurs décisions seraient exemptes de toute considération d'intérêt particulier, bien qu'il faille encore pendant un certain temps, jusqu'à ce que l'altruisme des hommes ait atteint un niveau un peu plus élevé, faire une place aux différents intérêts de certains groupes, de certaines classes ou de certains établissements, enfin ce seraient des organismes qui, dans les limites qu'on leur aurait assignées, jouiraient d'une large autonomie pour conduire leurs affaires, mais se trouveraient en dernier ressort soumis à la souveraineté de la démocratie, personnifiée par le Parlement.

Aussi je propose un retour aux conceptions du Moyen Age, le mot ne m'effraie pas, et à des organismes autonomes distincts. Mais en Angleterre en tout cas, les

corporations n'ont jamais cessé de jouer un rôle important et de s'accorder à nos institutions. Je puis citer comme modèle d'organismes autonomes déjà existants et répondant ou se rapprochant de la formule que je préconise : les Universités, la Banque d'Angleterre, le Port autonome de Londres, peut-être même les Compagnies de Chemin de fer.

On trouvera encore une indication dans la tendance des sociétés anonymes par actions lorsqu'elles ont atteint un certain âge et une certaine importance, à se rapprocher davantage du caractère de service public que de celui d'entreprise privée. Un des faits les plus significatifs et le moins observé de ces dernières années, est la tendance qu'ont les grandes entreprises à se socialiser d'elles-mêmes. Il arrive un moment, dans le développement d'une grande institution — grande compagnie de chemin de fer ou entreprise d'utilité publique ou même grande banque ou grande compagnie d'assurance — où les propriétaires du capital, c'est-à-dire les actionnaires, forment une masse complètement distincte de la direction, si bien que l'intérêt particulier immédiat de celle-ci n'est pas avant tout de faire de l'argent. Arrivé à ce point, la réputation de l'établissement, ainsi que sa solidité, comptent plus pour la direction, qu'un surcroît de bénéfices pour ses actionnaires. Il faut assurer aux actionnaires les dividendes moyens d'usage, mais ceci fait, l'intérêt primordial de la direction est d'éviter les critiques du public et de la clientèle de l'établissement. C'est le cas surtout des entreprises qui par leur ampleur, ou le monopole qu'elles exercent, sont particulièrement exposées à la critique et aux attaques publiques. L'exemple le plus marquant et le plus absolu de cette tendance d'une institution qui théoriquement demeure la propriété intégrale de personnes privées, est offert par la Banque d'Angleterre. On peut presque soutenir qu'il n'existe pas de personnes auxquelles le Gouverneur de la Banque d'Angleterre songe moins lorsqu'il arrête son programme

d'action qu'à ses actionnaires, leurs droits au delà des dividendes moyens égalent déjà près de zéro. Mais ceci est en partie vrai pour beaucoup d'autres grandes institutions. Elles se socialisent elles-mêmes avec le temps.

Il n'y a pas là que des avantages. Les mêmes causes engendrent un certain conservatisme et un ralentissement dans l'esprit d'entreprise. En fait nous trouvons dans ces cas beaucoup des inconvénients en même temps que des avantages du Socialisme d'Etat. N'empêche que nous assistons là, je crois, à une évolution naturelle. La bataille que livre le Socialisme aux bénéfices privés exagérés marque d'heure en heure des conquêtes de détail.

Le conflit, le problème essentiels, ne sont plus là — leur gravité est ailleurs. Et je soutiens qu'il n'y a de problème dit politique qui ait aussi peu d'importance, aussi peu de répercussions sur la réorganisation économique de la Grande-Bretagne que la nationalisation des Chemins de fer, par exemple.

Il est vrai qu'il faudrait que beaucoup de grandes entreprises, telles que les entreprises d'utilité publique, les affaires qui nécessitent de gros capitaux liquides, soient à demi socialisées. Mais gardons-nous d'avoir des opinions trop arrêtées sur la forme que doivent prendre les socialisations. Profitons des tendances actuelles et sachons préférer des organismes à moitié autonomes, à des organismes d'Etat dont les Ministres d'Etat seraient seuls responsables.

Ce que je critique dans la doctrine du Socialisme d'Etat, ce n'est pas qu'il cherche à mettre les instincts altruistes de l'homme au service de la société, ou qu'il s'oppose au *laissez-faire* ou qu'il conteste à l'homme la liberté de gagner un million, ou qu'il ait le courage d'entreprendre des expériences hardies. Au contraire, j'applaudis à tout ceci. Ce que je critique en lui, c'est son aveuglement pour ce qui se passe actuellement dont le sens lui échappe; ce que je lui reproche, c'est de n'être rien de plus qu'un résidu d'un système imaginé pour ré-

soudre les problèmes d'il y a 50 ans, système basé sur une fausse interprétation d'une parole prononcée il y a cent ans. Le Socialisme d'Etat du XIX^e^ siècle découle de Bentham, de la libre concurrence, etc., et n'est qu'une version par endroits plus nette, par endroits plus confuse de la même philosophie qui inspire l'individualisme du XIX^e^ siècle. Les deux doctrines s'attachent avant tout à la liberté, l'une de façon négative, en voulant prévenir toute atteinte aux libertés existantes, l'autre de façon positive en voulant détruire les privilèges acquis ou naturels. Ce sont deux réactions différentes, baignées de la même atmosphère intellectuelle.

2° J'en viens ensuite à un criterium d'Agenda qui a trait tout particulièrement à des mesures qu'il convient de prendre dans un avenir assez rapproché. Nous devons chercher à distinguer les services qui ont par leur technique un caractère social de ceux qui ont un caractère individuel. Les Agenda les plus impératifs pour l'Etat portent, non pas sur ces fonctions que remplissent déjà les particuliers, mais sur les activités qui se trouvent au delà de la sphère des individus, et résident dans des décisions que *personne* ne prendra si ce n'est pas l'Etat lui-même qui les prend. Ce qui importe pour un gouvernement, ce n'est pas de faire ce que des particuliers font déjà, et de le faire mieux ou plus mal qu'*ils* ne le font; mais de faire ce qui ne se fait pas du tout encore.

Je n'ai pas à exposer ici des projets politiques dans leurs détails, ce qui m'écarterait du cadre et du but que j'ai choisis. Je me contenterai donc de tirer des exemples de ce que je veux dire, des problèmes que j'ai le plus étudiés.

Nombre des pires maux économiques de notre époque proviennent des risques inhérents à l'incertitude et à l'ignorance. S'il arrive qu'il se crée de grandes inégalités de richesse, c'est que des particuliers privilégiés par la fortune ou par leurs capacités peuvent exploiter l'incertitude et l'ignorance d'autrui, et que les grandes affaires

ne sont la plupart du temps, pour le même motif, qu'une vaste loterie. Ces mêmes facteurs sont également responsables du chômage, des déceptions sur les prévisions raisonnables des affaires, et d'une diminution du rendement et de la production. Pourtant le remède réside en dehors des décisions des individus; il peut même arriver que les individus aient intérêt à aggraver le malaise. J'estime que pour remédier à cet état de choses, il faut d'une part nettement exiger le contrôle de la monnaie et du crédit par un institut central et, d'autre part, recueillir et propager sur une large échelle, les renseignements indispensables ayant trait à la situation commerciale, en exigeant à la rigueur, qu'une loi asure à toutes les informations commerciales importantes, la publicité qu'elles réclament. De pareilles mesures permettraient à la société de diriger et d'éclairer, par l'intermédiaire d'un organisme approprié, le commerce privé au milieu des difficultés où il se débat, et cependant ne toucherait pas à l'initiative privée et aux sociétés privées. Quand bien même ces mesures seraient insuffisantes, elles nous permettraient cependant d'être mieux renseignés sur ce qu'il conviendrait de faire ensuite.

Mon deuxième exemple a trait à l'épargne et ses placements. J'estime qu'il convient de fixer de façon intelligente et d'après un examen coordonné des faits, la proportion de ses ressources qu'il est souhaitable de voir consacrée par la population à l'épargne, et la proportion de l'épargne qu'il convient de placer à l'étranger; et de voir si l'organisation actuelle du marché des valeurs distribue l'épargne selon les voies les plus productives pour la nation. Je ne pense pas qu'il faille laisser entièrement à l'initiative privée et aux bénéfices privés le soin de trancher ces questions.

Mon troisième exemple concerne la population. Le temps est venu pour chaque Etat d'avoir une politique réfléchie en matière de repopulation, et de savoir s'il a intérêt à ce que celle-ci aille en s'accentuant ou en dimi-

nuant. Cette politique une fois arrêtée, il s'agit de prendre les mesures indispensables pour qu'elle reçoive son application. Un temps viendra peut-être un peu plus tard où la Société aura à veiller sur la qualité aussi bien que sur le nombre de ses membres futurs.

J'ai cherché dans cette étude quelle action collective pouvait apporter une amélioration technique au Capitalisme moderne. Je n'ai rien trouvé en elle de franchement incompatible avec ce que je considère comme l'essence même du Capitalisme, le rôle de l'argent et de l'amour de l'argent chez l'individu comme levier essentiel du mécanisme économique. Si près de mon but, je ne devrais point m'égarer vers d'autres champs. Je ferais pourtant peut-être bien de vous rappeler en guise de conclusion que les querelles les plus vives et les opinions les plus divergentes risquent de se manifester au cours des prochaines années, non pas à propos de problèmes techniques, qui comportent des arguments d'ordre essentiellement économique, mais à propos de problèmes qu'on peut nommer, faute de meilleurs mots pour les définir, psychologiques ou encore moraux.

En Europe ou du moins en certains points de l'Europe — mais non pas je pense aux Etats-Unis — se manifeste une tendance assez répandue à réagir contre l'habitude qu'on a de favoriser, d'encourager et protéger l'amour de l'argent chez l'individu. Faire le moins possible appel à l'amour de l'argent au lieu du plus possible, ne s'impose peut-être pas *a priori*, mais révèle peut-être des avantages à l'expérience. L'argent joue un rôle plus ou moins important dans la vie des gens, selon la profession qu'ils choisissent, et les historiens peuvent invoquer des sociétés où l'amour de l'argent jouait un rôle encore moins important qu'il ne fait aujourd'hui. La plupart des religions et des philosophies désapprouvent, c'est le moins qu'on puisse dire, un genre de vie où le gain et les avantages personnels tiennent la

plus grande part. D'autre part, la majorité des hommes rejettent la notion d'ascétisme et ne mettent pas en doute les avantages réels de la richesse. De plus, il leur semble manifeste qu'on ne peut se passer de l'argent en tant que mobile et qu'en dehors de certains abus constatés, il remplit bien son rôle. Aussi l'homme moyen s'abstient-il de considérer ce problème et ne sait démêler ses pensées et ses sentiments en ce qui concerne cette maudite question.

La confusion de la pensée et des sentiments mène à la confusion de la parole. Beaucoup de ceux qui en réalité s'opposent au Capitalisme en tant que conception de l'existence ont l'air de lui reprocher son incapacité à atteindre son propre but. Tout au contraire, il y a des adeptes du Capitalisme qui font parfois preuve d'un conservatisme exagéré, et rejettent l'application de réformes techniques qui en réalité pourraient fortifier et maintenir le système de peur que celles-ci ne marquent un premier abandon de la doctrine. Un temps viendra peut-être où nous distinguerons mieux si nous parlons du Capitalisme en tant que méthode économique efficace ou inefficace, ou si nous discutons de ses mérites ou défauts en lui-même. Pour ma part, j'estime que le Capitalisme bien compris est vraisemblablement plus apte que tout autre système connu à procurer des avantages économiques, mais qu'en lui-même, il est à plusieurs points de vue des plus regrettables. Notre tâche est de mettre sur pied une organisation sociale aussi efficace que possible qui n'offense pas notre conception de la dignité de l'existence.

Il faudra que le prochain pas nous vienne, non pas d'une agitation politique ou d'une tentative prématurée, mais d'une pensée réfléchie. Il faut que nous fassions un effort de l'esprit et que nous éclairions nos propres sentiments. Il arrive actuellement que nos sympathies et que notre raison soient situées de côtés différents, ce qui est à la fois pénible et paralysant pour la pensée.

Dans le champ de l'action, les réformateurs ne triompheront que s'ils parviennent à poursuivre un but précis et défini, en mettant leurs sentiments et leur raison à l'unisson. Je ne vois pas de parti politique actuellement dans le monde qui poursuive un juste but avec de justes méthodes. La pauvreté matérielle incite à des bouleversements, alors que la misère se prête peu à la réussite d'une expérience. La prospérité matérielle annihile la volonté d'entreprendre alors qu'on pourrait justement tenter la chance. L'Europe manque de ressources, l'Amérique manque de volonté pour agir. Nous avons besoin de convictions nouvelles ayant pris forme spontanément au contact de nos sentiments intérieurs avec les événement du monde extérieur.

III

SUIS-JE-RADICAL? (1925)[1]

I

Si l'on est né animal politique, c'est tout ce qu'il y a de plus gênant que de ne pas appartenir à un parti : impression de froid, de solitude et de futilité. Si votre parti est fort, que son programme et sa philosophie vous plaisent et satisfassent en vous à la fois l'instinct pratique, grégaire et intellectuel, Dieu que cela doit être agréable! au point de mériter une importante cotisation et tous vos loisirs — du moins si vous êtes un animal politique.

Aussi l'animal politique qui ne peut se résoudre à marmonner les mots honteux : « Je ne suis pas l'homme d'un parti », préfèrerait-il appartenir à n'importe quel parti que de n'en pas avoir. S'il ne peut trouver un foyer en s'abandonnant au principe de l'attraction, il lui faut en trouver un en s'inspirant de ses répugnances et aller vers ceux qu'il déteste le moins plutôt que de rester dehors, dans le froid.

Prenons mon cas — où va bien me mener cette épreuve négative? Comment pourrais-je m'astreindre à faire partie des Conservateurs? Ils ne me procurent ni nourriture ni boisson, ni consolation intellectuelle ni consolation morale. Cela ne m'amuserait ni ne m'enthousias-

1. Conférence faite au Cours de vacances Radical de l'Université de Cambridge.

merait ni ne m'instruirait. Partager l'atmosphère, la mentalité, le point de vue dans l'existence de... — mieux vaut ne nommer personne — ne servirait en rien mon intérêt personnel ni le bien public. Car cela ne mène nulle part, ne répond à aucun idéal, ne correspond à aucune culture intellectuelle n'est même pas prudent ou calculé pour mettre à l'abri des démolisseurs, ce degré de civilisation que nous avons déjà atteint.

Devrais-je donc me rallier au Labour Party? En apparence, cela est plus tentant. Mais si l'on y regarde de plus près, il y a de grosses difficultés. Tout d'abord, c'est un parti de classe et d'une classe qui n'est pas la mienne. Si je dois revendiquer des avantages pour une fraction de la Société, autant que ce soit pour celle à laquelle j'appartiens. S'il s'agit de la lutte des classes, mon patriotisme personnel et étroit, ainsi que celui de tout le monde, en dehors de quelques exceptions d'un zèle gênant, s'attache à mon propre milieu. Je puis ne pas demeurer insensible à ce que je crois être la justice et le bon sens; mais la lutte des classes me trouvera du côté de la Bourgeoisie instruite.

Mais, par-dessus tout, je ne crois pas que l'élément intellectuel parvienne jamais à exercer un contrôle effectif sur le Labour Party; trop de décisions seront toujours prises par ceux qui ne savent *pas du tout de quoi* ils parlent; et si — ce qui n'est pas improbable — le contrôle du Parti tombe dans les mains d'un petit cercle d'autocrates, ce contrôle jouera au bénéfice de l'extrême gauche — de cette aile du parti que j'appellerai le Parti de la Catastrophe.

En procédant négativement, j'ai tendance à croire que le parti Radical demeure le meilleur instrument de progrès pour l'avenir — si seulement il était fermement mené et s'attachait à un vrai programme. Mais si l'on examine le problème des partis sous un angle positif — en considérant davantage ce qui vous attache, que ce qui vous en détourne, les perspectives sont lugubres dans

tous les partis, que nous cherchions à nous confier aux hommes ou aux programmes. Et les raisons sont les mêmes pour tous les partis. Les questions historiques de partis du XIXe siècle sont aussi périmées que le rôti de la semaine dernière, et tandis que surgissent les questions de l'avenir, elles ne sont pas encore devenues des questions de partis, et elles chevauchent les frontières des anciens partis.

La liberté de pensée, civile et religieuse, la franchise douanière, l'autonomie des Dominions, les pouvoirs de la Chambre des Lords, l'impôt progressif sur le Revenu et la Fortune acquise, la part des Revenus publics consacrée aux réformes sociales : assurances-chômage, assurances en cas de maladie et assurances-retraites, à l'éducation, au logement et à la santé publique; toutes ces réformes pour lesquelles le parti Radical a combattu, ont été acquises ou ont été dépassées ou sont devenues l'apanage de tous les partis. Que reste-t-il? les uns diront la question agraire. Pas moi — car j'estime que cette question, sous sa forme traditionnelle, a perdu, par suite de l'évolution des faits, toute son importance politique. Je ne vois que deux planches de la doctrine libérale historique encore susceptibles de surnager — la question de la prohibition et celle du libre-échange. Et si la seconde a conservé aujourd'hui encore toute son importance et son actualité, c'est par accident. Il a toujours existé des arguments en faveur du libre-échange : l'argument du laissez-faire qui plaisait et plaît encore aux individualistes libéraux, et l'argument économique qui veut que chaque pays dispose de ses ressources en les dirigeant de préférence vers le pays qui lui offre le meilleur intérêt. Je ne crois plus à la philosophie politique dont la doctrine du libre-échange se réclamait. Je crois au libre-échange parce que c'est la seule doctrine qui, tout bien considéré, se défend d'un point de vue technique, intellectuel et pratique.

Mais en considérant tout pour le mieux, le parti

Radical peut-il s'en tenir seulement à la question agraire, à la prohibition et au libre-échange? Quand bien même il finirait par avoir un programme ferme et défini sur les deux premières? Les raisons positives d'être Radical sont bien minces à l'heure qu'il est. Comment les autres partis se justifient-ils?

Le parti Conservateur aura toujours pour raisons d'être de demeurer le foyer des ultra. Mais d'un point de vue constructif, sa cause est aussi mauvaise que celle des Radicaux. La plupart du temps, il n'y a qu'une différence de tempérament, ou le souvenir d'associations anciennes, et non une politique divergente ou un idéal propre, qui sépare les jeunes Conservateurs avancés des Radicaux moyens. Les vieux cris de guerre sont éteints. L'Eglise, l'Aristocratie, les Biens Fonciers, le Droit de Propriété, la Gloire de l'Empire, l'Honneur et le Whisky, ne sont plus appelés à servir de tremplin à la Politique Britannique.

Le parti Conservateur devrait chercher à mettre debout une nouvelle doctrine du Capitalisme individualiste, adaptée aux changements survenus dans la situation. Mais les leaders du Capitalisme, qu'ils soient magnats de la Cité ou membres du Parlement ne parviennent pas à distinguer des réformes capables de protéger le Capitalisme de ce qu'ils nomment Bolchévisme. Si le vieux Capitalisme était capable intellectuellement de se défendre, il parviendrait à se maintenir pendant encore de nombreuses générations. Mais, heureusement pour les Socialistes, il y a peu de chances que cela arrive.

J'estime qu'il faut chercher la cause du déclin du Capitalisme dans une institution qui n'est pas le moins du monde inhérente au régime même, mais qu'il emprunta au système féodal qui le précéda. Je veux parler du principe héréditaire. Le principe héréditaire qui prévaut dans la transition des richesses et le contrôle des entreprises est responsable de la bêtise et de la faiblesse qu'on rencontre chez les leaders de la cause capitaliste.

Celle-ci se trouve dans les mains d'hommes qui représentent une troisième génération. Rien ne mène plus infailliblement une institution à sa perte qu'un attachement au principe héréditaire. Ce n'est pas sans raison que l'institution la plus ancienne, l'Eglise, s'est toujours gardée de se soumettre au principe héréditaire.

De même que le parti Conservateur comptera toujours une aile ultra-réactionnaire, de même le parti Socialiste sera-t-il toujours flanqué d'un parti de Catastrophe, Jacobin, Communiste ou Bolchévique, comme il vous plaira de l'appeler. C'est le parti qui exècre les institutions existantes, et estime qu'on accomplira un grand progrès uniquement en les renversant, ou du moins que les renverser constitue un prélude indispensable à tout véritable progrès. Ce parti ne peut prospérer que dans une atmosphère de contrainte sociale, ou en tant que protestation vis-à-vis d'une dictature d'extrême droite. En Angleterre, sous sa forme extrémiste, il demeure numériquement très faible. Néanmoins, sa philosophie, sous une forme très atténuée, imprègne, selon moi, tout le Labour Party. Quels que soient les sentiments que puissent éprouver ses chefs, le parti Socialiste devra toujours avoir recours pour remporter des victoires électorales, aux passions et aux jalousies, qui trouvent leur expression dans le parti de la Catastrophe. J'estime que cette sympathie secrète pour une politique de Catastrophe doit agir comme un ver rongeur sur la coque de tout projet constructif, que le parti Socialiste chercherait à lancer. La haine, la jalousie, la malveillance envers les riches et les puissants jusque dans leur personne, sont des passions qui s'accordent mal avec tout idéal ayant en vue l'établissement d'une véritable République socialiste. Pourtant un leader socialiste, pour réussir, doit être ou se montrer quelque peu sauvage. Il ne lui suffit pas d'aimer ses semblables, il lui faut aussi les haïr.

Qu'est-ce que je demande donc au Radicalisme? D'un côté, le parti Conservateur forme un tout bien défini :

possédant une droite composée d'ultra-réactionnaires qui lui apporte force et passion, et une gauche composée d'hommes que l'on peut qualifier de « type le plus accompli » de libres-échangistes conservateurs, bien élevés, emprunts d'humanité, et qui lui donnent une teinte de respectabilité morale et intellectuelle. De l'autre, le Socialisme se trouve également bien défini : avec une gauche composée d'adeptes de la Catastrophe qui lui apportent force et passion, et une droite d'hommes qu'on peut qualifier de « type le plus accompli » de Réformateur Socialiste, bien élevés, empreints d'humanité et qui lui donnent sa teinte de respectabilité morale et intellectuelle. Y a-t-il place pour autre chose au milieu? Ou chacun de nous doit-il simplement choisir entre le type le plus accompli de Conservateur libre-échangiste, ou le type le plus accompli de Réformateur socialiste sans chercher plus loin?

Peut-être en viendrons-nous là! Mais je crois encore qu'il y a de la place pour un parti étranger à l'esprit de classe, capable de ce fait de bâtir dans l'avenir, en dehors de toute influence réactionnaire et de toute influence catastrophique, et de nuire aux constructions des deux autres formations politiques. Qu'il me soit permis de tracer brièvement la philosophie et le programme d'un tel parti, comme je les conçois.

Pour commencer, il faut se libérer de tout le bois mort du passé. Selon moi, il n'y a plus de place désormais, sauf à l'aile droite du parti Conservateur, pour ceux qui demeurent fidèles à un individualisme démodé et à un laissez-faire absolu — quel qu'ait pu être le rôle de ces principes dans les conquêtes du XIX^{e} siècle. Je le dis non parce que je pense que ces doctrines furent fausses dans les conditions où elles virent le jour (j'aurais voulu appartenir à ce parti, si j'étais né cent ans plus tôt), mais parce qu'elles ont cessé de répondre aux conditions actuelles. Notre programme ne doit pas considérer le rôle historique du Radicalisme — mais les

problèmes — qu'ils appartiennent déjà ou non à la théorie des partis — qui ont un intérêt actuel et réclament des solutions urgentes. Il faut risquer l'impopularité et même s'exposer aux sarcasmes, si l'on veut que nos réunions attirent les foules, et que nous recrutions des énergies nouvelles.

II

Je répartis les problèmes qui se posent aujourd'hui de la façon suivante :

1° Problème de la Paix;
2° Problème de Gouvernement;
3° Questions sexuelles;
4° Questions des drogues;
5° Problèmes d'ordre économique.

En ce qui concerne la Paix, soyons pacifistes jusqu'au bout. En ce qui concerne l'Empire britannique, je ne crois pas qu'il se présente de difficultés à l'heure actuelle, sauf aux Indes. Partout ailleurs, les problèmes de gouvernement semblent résolus — au grand avantage de tout le monde, et la désintégration semble s'être faite partout à l'amiable. Mais en ce qui concerne le Pacifisme et le désarmement, nous n'en sommes encore qu'aux débuts. Je voudrais que fussent pris les mêmes risques en faveur de la Paix, que ceux qui furent pris naguère en prévision de la guerre. Mais je ne veux pas que ces risques prennent la forme d'engagements à faire la guerre sous telle ou telle condition hypothétique. Je suis contre les Pactes. S'engager à défendre de toutes nos forces armées l'Allemagne désarmée, contre une France en pleine puissance militaire, est absurde et laisser supposer que nous ferons partie de toute guerre future en Europe occidentale est inutile. Mais je suis prêt à donner l'exemple en matière d'Arbitrage et de Désarmement, même au risque de devenir plus faible et plus vulnérable.

J'en viens maintenant aux problèmes de Gouvernement — sujet ennuyeux mais important. J'estime que dans l'avenir, le Gouvernement se trouvera dans l'obligation d'assumer de nombreux devoirs qu'il a négligés jusqu'à maintenant. Ni les Ministres, ni le Parlement ne pourront y suffire. Aussi devrons-nous procéder à des décentralisations et à une nouvelle distribution de l'autorité; il conviendra également de créer des organismes administratifs, et des corporations à demi indépendantes, chargés de remplir des fonctions d'ordre gouvernemental, selon la conception ancienne et nouvelle de Gouvernement — sans pour cela porter atteinte à la souveraineté démocratique du Parlement appelé à se prononcer en dernier ressort. Ce sont là des problèmes qui soulèveront dans l'avenir autant de difficultés que le firent dans le passé ceux de franchise douanière et du rapport des deux Chambres entre elles.

Celles que je nomme questions sexuelles n'ont pas jusqu'à nos jours fait l'objet des préoccupations des partis. Mais cela provient du fait qu'on n'avait pas l'habitude ou fort rarement seulement, de les évoquer en public. Tout ceci a changé. Il n'y a pas de sujet auquel le grand public s'attache davantage qu'à celui-ci. Leurs conséquences sociales sont immenses; et il n'est pas possible qu'elles ne donnent pas lieu à des opinions divergentes, toutes sincères cependant. De certaines d'entre elles, dépend la solution de plusieurs problèmes économiques. Je suis convaincu que les problèmes d'ordre sexuel ne tarderont pas à entrer dans l'arène politique. La violente campagne en faveur du suffrage des femmes n'était qu'un premier symptôme d'un mouvement qui ne tardera pas à prendre une ampleur et une signification beaucoup plus vaste.

Qu'il s'agisse du contrôle de la natalité, de l'emploi de préservatifs, de la législation du mariage, du traitement infligé aux anomalies et aux délits sexuels, du statut économique de la femme mariée, du statut éco-

nomique de la famille — les lois et les coutumes sont encore celles du Moyen Age. Elles ne sont pas plus conformes à l'opinion et au mode d'existence de l'homme civilisé qu'aux idées qu'émet à ce sujet dans l'intimité et dans ses conversations avec ses semblables chaque individu quelle que soit son éducation. Et qu'on n'aille point s'imaginer que seule une petite classe de gens instruits, ait adopté une nouvelle façon de voir en cette matière, qu'il ne s'agit que de quelques bulles à la surface. Qu'on n'aille point croire que se sont les femmes qui travaillent qui protesteraient contre le contrôle de la natalité ou de nouvelles lois sur le divorce. Pour elles de pareilles réformes représentent de nouvelles libertés, une émancipation d'une des tyrannies les plus intolérables. Un parti qui discuterait ouvertement et sagement de telles mesures au cours de ses réunions provoquerait un intérêt nouveau et vivant chez ses électeurs — car il ramènerait la politique à des sujets que tout le monde veut connaître, et qui affectent sérieusement la vie de chacun.

Ces questions se trouvent de plus étroitement liées à des solutions économiques auxquelles on ne peut se soustraire. Le contrôle de la natalité concerne d'une part la liberté de la femme et d'autre part le devoir de l'Etat de veiller sur les chiffres de la population, autant que sur l'importance de l'armée ou que sur l'équilibre du Budget. La situation des femmes salariées et l'emploi des salaires de familles n'affecte pas seulement la condition de la femme, en tant que travailleur rémunéré dans le premier cas, en tant que travailleur non rémunéré dans le second, mais relève du problème plus vaste qui consiste à savoir si les salaires se trouveront fixés selon la loi de l'offre et de la demande, livrés à la théorie du laissez-faire, ou si au contraire il ne faut pas intervenir pour les empêcher de transgresser les limites justes et raisonnables, en tenant compte de toutes circonstances.

La question des drogues se limite en fait dans ce pays au problème de l'alcool, je voudrais cependant y faire

entrer également les jeux. Je suppose qu'une prohibition de l'alcool et des bookmakers aurait de bons résultats. Mais ce n'est pas en résoudre le problème. Jusqu'à quel point doit-on permettre à la triste et malheureuse Humanité de s'échapper de temps à autre de sa misère et de trouver un stimulant, un réconfort et un moyen de se changer les idées? Voilà le vrai problème. Peut-on autoriser des dérèglements modérés, permettre des Saturnales, tolérer un Carnaval sans porter gravement atteinte à la santé ou aux poches des fêtards? Et peut-on le faire tout en maintenant à l'abri de tentatives irrésistibles de malheureuses classes qu'en Amérique on nomme « addicts » [1].

Je ne puis m'attarder à examiner les réponses à ces questions, car il faut que je me dépêche de parler du problème politique le plus important, qui est aussi celui que je suis le plus qualifié pour traiter, le problème économique.

Un économiste américain distingué, le professeur Commons, qui a été un des premiers à noter le caractère de la transition économique dont nous voyons se dérouler à présent les premières phases, distingue trois périodes, trois cycles économiques : nous atteignons actuellement le troisième.

Tout d'abord vient l'ère de la rareté « qu'elle ait pour cause l'impuissance, la violence, la guerre, la coutume ou la superstition ». Dans cette période, on trouve un minimum de liberté individuelle et le maximum d'intervention communiste féodale ou gouvernementale avec recours à la force physique. Tel était l'état économique normal du monde (à quelques brèves exceptions près) mettons jusqu'au XVe ou XVIe siècle.

Puis vient l'ère de l'abondance. « Dans une période d'abondance extrême, on trouve un maximum de liberté individuelle et un minimum de contrôle et d'interven-

1. Terme d'argot américain s'appliquant aux intoxiqués.

tion de l'Etat. Les affaires privées entre individus remplacent les échanges contrôlés et la rationalisation ». Au cours du XVII^e siècle et du XVIII^e siècle, nous avons avancé péniblement sur la route qui mène de l'esclavage et de la rareté, à l'ère libre de l'abondance, et au XIX^e siècle, nous avons enfin atteint les sommets glorieux où planent le laissez-faire et le Radicalisme historique. Il n'est pas étonnant (et cette attitude n'a rien de déshonorant) que les vétérans du parti jettent des regards d'envie vers un passé et des temps plus heureux et plus faciles.

Mais nous pénétrons maintenant dans une troisième ère, que le professeur Commons appelle la période de stabilisation, et qu'il définit justement comme « l'alternative actuelle au communisme Marxiste ». Dans cette période, dit-il, « on trouve une diminution de la liberté individuelle, causée en partie par l'intervention de l'Etat, mais surtout par la pression économique qu'exercent dans l'ombre ou ouvertement, ou semi-ouvertement, ou arbitrairement, les associations, corporations, syndicats et autres groupements collectifs d'industriels, commerçants, agriculteurs, fermiers et banquiers ».

Le gouvernement Fasciste d'une part, et le gouvernement Bolcheviste de l'autre, représentent les exemples extrêmes de pareil état à cette époque. Le Socialisme ne représente pas une formule intermédiaire, car il s'inspire autant des théories de l'ère d'abondance que l'individualisme du laissez-faire et du libre jeu des forces économiques devant lequel seuls continuent à s'incliner lamentablement dans leur aveuglement criminel les journalistes de la Cité.

Ce ne sera pas sans grosse difficulté technique et politique que s'effectuera le passage de l'anarchie économique à un régime de contrôle et de direction des forces économiques, dans le sens de la justice et de la stabilité sociale. J'estime néanmoins, que la vraie mission du nouveau Radicalisme est de leur trouver une solution.

Sans aller bien loin, nous trouvons aujourd'hui dans

l'industrie minière un exemple excellent de la confusion qui règne dans les idées. D'une part, la Trésorerie et la Banque d'Angleterre, poursuivent une politique orthodoxe et toute imbue des idées du XIX^{e} siècle, qui suppose que le jeu de l'offre et de la demande doit suffire à amener un ajustement des forces économiques. La Trésorerie et la Banque d'Angleterre croient encore — ou du moins croyaient encore jusqu'à il y a une ou deux semaines — qu'il peut arriver actuellement exactement ce qui arrivait sous le règne de la libre concurrence et d'une liberté absolue de circulation des capitaux et de la main-d'œuvre.

D'autres part, ce ne sont pas seulement les faits, mais l'opinion elle-même qui a évolué dans le sens de la stabilisation dont parle le professeur Commons. Les Syndicats sont assez puissants pour intervenir dans le jeu de l'offre et de la demande, et l'opinion, tout en maugréant et s'apercevant du danger que commencent à faire courir les Syndicats, les soutient dans leurs revendications en faveur des mineurs, et lorsqu'ils déclarent que ces derniers ne doivent pas être les victimes de forces économiques implacables, *qu'eux-mêmes* n'ont jamais déclenchées.

Les idées que se faisaient les partis de l'ancien temps au sujet de la monnaie, alors qu'on croyait pouvoir modifier sa valeur et laisser aux lois de l'offre et de la demande le soin d'opérer les réajustements nécessaires, datent d'il y a cinquante ou cent ans alors que les Syndicats étaient impuissants et qu'il était permis au Centaure économique de franchir les voies du progrès sans prendre garde aux obstacles et même de récolter des louanges sur son chemin.

La moitié des raisonnements livresques de nos hommes d'Etat sont fondés sur des constatations qui furent vraies ou comportèrent à un certain moment une part de vérité mais qui le deviennent de moins en moins tous les jours. Il nous faut inventer de nouveaux raisonnements pour

des temps nouveaux, et en attendant, si nous devons être de quelque utilité, passer pour dangereux, intempestifs, peu orthodoxes, infidèles même à ceux qui nous ont précédés.

Dans le domaine économique, cela revient à rechercher une nouvelle politique et de nouveaux instruments, capables de contrôler et d'adapter le jeu des forces économiques, de façon à ce qu'elles ne contrecarrent pas ouvertement les idées modernes de justice et de stabilité sociale.

Ce n'est pas un hasard qui veut que la première phase de ce conflit politique qui peut durer longtemps et revêtir des formes diverses, se manifeste dans le domaine monétaire. Car les atteintes les plus violentes à la justice et à la stabilité, que dut tolérer le XIXe siècle au nom de la philosophie de l'abondance, sont précisément celles qui eurent pour source les modifications du niveau des prix. Pareilles modifications, surtout lorsque les pouvoirs publics cherchent à vous les imposer d'une façon encore plus sévère qu'au XIXe siècle, sont devenues intolérables pour nos institutions et incompatibles avec les idées modernes.

Insensiblement, notre philosophie économique s'est modifiée, nous ne raisonnons plus comme autrefois, et ne supportons plus les mêmes choses; cependant, nos procédés techniques et nos théories livresques sont demeurés les mêmes. De là proviennent à la fois nos malheurs et nos larmes.

Le programme d'un parti se précise de jour en jour dans ses détails, à l'épreuve des faits et des réalités; inutile de le définir à l'avance, on ne peut qu'en tracer les grandes lignes. Mais pour que le parti Radical retrouve sa force, il faut qu'il ait une ligne de conduite, une philosophie, des directives. J'ai tenté d'indiquer mon attitude envers les problèmes politiques, et je laisse à d'autres le soin de répondre à la lumière de ces lignes, à la question que j'ai posée à leur début : Suis-je ou non Radical?

IV

RADICALISME ET SOCIALISME (1926)[1].

Je ne tiens pas à vivre sous le règne d'un gouvernement conservateur pendant les vingt années qui vont suivre. Je crois que les éléments avancés de ce pays se trouvent lamentablement partagés entre le Parti Radical et le Parti Socialiste. Je ne crois pas que le Parti Radical gagne un tiers des sièges à la Chambre des Communes, selon les circonstances prévisibles. A moins qu'à la longue, les fautes commises par le Gouvernement Conservateur n'amènent une catastrophe économique — ce qui n'est pas impossible — je ne crois pas que le Parti Socialiste gagne la moitié des sièges à la Chambre des Communes. Et il n'est pas à souhaiter que la prise du pouvoir par les Socialistes dépende d'une calamité nationale; car cela ne ferait que fortifier au sein de ce parti la position des partisans de la Catastrophe qui constituent déjà un élément important dans ses rangs. Telles que les choses se présentent actuellement, nous n'avons donc rien d'autre à espérer que le maintien au pouvoir de Gouvernements Conservateurs, non seulement jusqu'à ce qu'ils aient commis le nombre de fautes qui, autrefois, eût entraîné une oscillation opposée du pendule, mais jusqu'à ce que leurs fautes prennent les proportions d'un véri-

1. *Liberalism and Labour*. — Substance d'un discours prononcé le 9 février 1926 au Manchester Reform Club.

table désastre. Je n'aime pas que nous en soyons réduits à pareille alternative.

Tel est le problème d'ordre pratique qui se pose, pour tous ceux, à quelque parti qu'ils appartiennent, qui désirent voir appliquer les principes de progrès social, et estiment qu'un trop long retard dans leur application risque d'exposer le pays à des solutions extrêmes.

La réponse habituelle des orateurs Socialistes consiste à inviter les Radicaux à laisser disparaître leur parti et à se joindre à eux. Il est évident que la disparition du Parti Radical est une éventualité qui peut se présenter. Il viendra peut-être un moment pour quiconque fait de la politique active, où il lui faudra choisir seulement entre deux routes au lieu de trois. Mais j'estime que c'est une erreur au point de vue politique et au point de vue moral que de préconiser cette fin; et qu'il convient tant au point de vue politique qu'au point de vue moral de s'y opposer.

Politiquement il convient de s'y opposer, car la cause du progrès se trouverait affaiblie dans chaque circonscription et non renforcée par la disparition du Parti Radical. Il y a de nombreuses régions dans ce pays et toute une catégorie d'électeurs, qui pendant longtemps encore ne voteront pas en nombre suffisant pour les Socialistes ou avec assez d'enthousiasme pour leur assurer la victoire; mais qui ne demanderont qu'à voter pour les Radicaux dès que l'atmosphère aura changé. Les chefs socialistes qui le nient ne regardent pas les faits en face. Moralement, il convient de s'y opposer car la plupart des Radicaux d'aujourd'hui, s'ils confondent à l'occasion leurs votes et leur action avec celle des Socialistes, ne se sentiraient pas à leur aise, ni à leur place véritable, ni en accord avec leur conscience, s'ils devaient devenir membres du Parti Socialiste. Prenez mon propre cas : je suis certain que je suis moins conservateur de tempérament que la plupart des électeurs Socialistes; j'imagine que j'ai envisagé la possibilité de bouleversements sociaux

plus considérables que ceux que leur philosophie inspire à mettons Mr. Sidney Webb, Mr. Thomas ou Mr. Wheatley. La République de mes rêves — est à l'extrême-gauche des espaces célestes. Et cependant, j'estime que tant qu'ils disposeront encore d'un toit et d'un plancher, mon foyer sera chez les Radicaux.

Pourquoi, malgré ses nombreux déboires, la tradition radicale conserve-t-elle une telle puissance d'attraction? Le Parti Socialiste comporte trois éléments. Il y a les syndicalistes, autrefois victimes, aujourd'hui tyrans, dont les prétentions égoïstes et arbitraires méritent d'être courageusement combattues. Il y a les avocats d'une méthode de violence, et de bouleversement immédiat, que, par une erreur de langage, on nomme Communistes, que leur doctrine incite à provoquer le mal pour en tirer un bien et qui n'osant pas préconiser ouvertement le désastre, usent de complots et de subterfuges. Il y a les Socialistes, qui estiment que les bases économiques de la Société moderne sont néfastes, mais qu'elles pourraient être meilleures.

De nombreux Radicaux aujourd'hui s'accommoderaient fort bien de la compagnie et de la conversation de ces derniers que j'ai appelés Socialistes. Mais nous ne pouvons les suivre avant de savoir sur quelle route ils comptent s'engager et quel but ils veulent atteindre. Je ne crois pas que la doctrine historique du Socialisme d'Etat et celle renouvelée du Socialisme collectiviste les intéressent aujourd'hui davantage qu'elles ne nous intéressent. Plus personne ne s'en inspire. Les véritables penseurs dans le Parti Socialiste ou dans le Parti Radical essayent de les remplacer par quelque chose de meilleur, de plus constructif et de plus utile. Les données sont encore vagues de part et d'autre, mais empreintes de sympathie réciproque et marquent une tendance commune. J'estime que les deux noyaux ne peuvent que se rapprocher avec le temps et finiront pas collaborer. Mais le Radical avancé possède cet immense avantage sur son

confrère Socialiste qu'il peut travailler, poursuivre ses recherches sans s'adonner au baise-main vis-à-vis de la tyrannie des syndicats, des beautés de la lutte des classes, ou du dogme du Socialisme d'Etat auxquels ni les uns ni les autres ne croient.

Pour en arriver à des possibilités d'application d'une politique pratique, il faut qu'il se produise deux faits politiques — et l'un et l'autre peuvent se produire. Il faut que de prochaines élections apportent aux Socialistes les plus optimistes une désillusion quant à leur propre puissance politique, s'ils demeurent isolés. Mais il faut aussi que de notre côté se produisent certains changements. Le Parti Radical est partagé entre ceux qui, s'ils étaient obligés de choisir, voteraient pour les Conservateurs, et ceux qui, dans les mêmes conditions, voteraient pour les Socialistes. Sous un angle historique, et en tenant compte de services autrefois rendus, l'un et l'autre ont droit de se réclamer de la doctrine radicale. Néanmoins j'estime qu'il serait salutaire pour le parti que tous ceux qui, avec Mr. Winston Churchill et Sir Alfred Mond, voient dans les difficultés politiques de demain un duel entre le Socialisme et le Capitalisme et sont décidés en ce cas à défendre jusqu'à la mort les dernières tranchées du Capitalisme, quittent carrément le parti. Les lumières et les cadres du Parti Conservateur ont toujours été recrutés parmi les Radicaux et nous ne devons pas leur marchander les matériaux précieux que, conformément à notre mission historique, nous leur fournissons, les mettant ainsi à l'abri de toute famine intellectuelle. Il vaut mieux que le Parti Conservateur soit mené par d'anciens Radicaux honnêtes et intelligents devenus trop vieux et trop encroûtés pour nous, que par les Ultra-Réactionnaires. Peut-être le Parti Radical ne peut-il rendre de plus grand service à l'Etat qu'en fournissant des Ministres aux Gouvernements Conservateurs et des idées aux Gouvernements Travaillistes.

En tout cas, les Socialistes ont ma sympathie lorsqu'ils

refusent de collaborer à un parti qui comprenait, jusqu'à ces derniers temps, Mr. Churchill et Sir Alfred Mond, et qui continue à compter parmi ses membres de nombreux personnages de cet acabit. Mais c'est là une difficulté qui disparaît rapidement. Lorsqu'elle aura tout à fait disparu, les rapports entre Radicaux et Socialistes, au Parlement ou dans les circonscriptions, se rapprocheront beaucoup de ce que certains d'entre nous voudraient qu'ils fussent, sans qu'il soit besoin de beaucoup de formalités, conventions ou marchandages.

Il est normal et bon que le Parti Conservateur se recrute parmi les Radicaux de la précédente génération. Mais un Parti Radical qui ne serait que le refuge de Socialistes pâles et vieillots, n'aurait plus aucune raison d'être. Le Parti Radical ne doit pas se montrer plus rétrograde que le Parti Socialiste, ni plus sourd aux idées nouvelles, ni plus arriéré lorsqu'il s'agit de bâtir un nouveau monde. Je ne pense pas que le Radicalisme redevienne jamais un grand parti organisé, comme le sont le Parti Conservateur et le Parti Socialiste. Mais n'empêche qu'il peut jouer un rôle prépondérant dans l'enfantement de l'avenir. On ne réalisera pas de grandes réformes sans le concours effectif du Socialisme. Mais celles-ci ne seront saines et durables qu'après être passées au préalable au crible de la critique prudente des Radicaux. Un certain sang-froid, un certain calme naturel que l'on trouve chez des hommes tels que Lord Oxford, possèdent à mon avis une saveur particulièrement radicale, et une valeur politique bien plus rare, bien plus précieuse, des qualités de courage plus enviables, que de pures ardeurs sentimentales.

Le problème politique de l'humanité doit concilier trois choses : Un meilleur rendement économique, la Justice sociale et la Liberté individuelle. Pour obtenir le rendement économique, il faut un esprit critique, de la prudence et des connaissances techniques; en ce qui concerne la justice, il faut de l'enthousiasme et un état

d'âme altruiste ainsi que l'amour du prochain; enfin la liberté individuelle réclame de la tolérance, de la largeur de vues, une notion exacte du mérite et de la valeur de l'indépendance, ainsi que le désir de fournir, coûte que coûte, au talent et aux êtres exceptionnels l'occasion de réussir. Le second élément est le plus bel apanage du grand Parti Prolétarien. Mais le premier et le troisième exigent des qualités qu'on doit trouver dans le Parti, qui, par tradition et par sympathie, a toujours été le foyer de l'Individualisme économique et de la Liberté sociale.

V

L'AVENIR

I

CLISSOLD (1927).

Mr. Wells et son éditeur ayant eu recours à un artifice ingénieux pour que son dernier livre [1] obtînt à trois reprises les honneurs de la presse, il est peut-être trop tard pour venir en parler à nouveau. Mais ayant lu d'abord les critiques, puis le livre ensuite, je demeure nettement insatisfait par ce que les critiques professionnels ont trouvé à dire. C'est un des points faibles de la critique contemporaine que de ne pas savoir distinguer : ne pas savoir distinguer une chose d'une autre. Même le style adopté par Mr. Wells a déconcerté ses chroniqueurs. Ce qu'il recherche leur échappe. Ils rejettent le bon rôti de bœuf qu'il a offert au public anglais, sous prétexte que le mouton doit être cuit à point. Ou leur raffinement s'en prend à son abondance et à sa vitalité dévorante, à l'ampleur et la grossièreté du pinceau avec lequel il balaye la toile qui doit retenir les regards et l'attention de milliers de lecteurs et les entraîner vers le progrès.

Mr. Wells ici ne nous livre pas exactement son âme propre, telle qu'elle s'est formée en tenant compte de ses expériences personnelles et de sa façon de vivre, mais adoptant un angle différent, il exprime le point de vue auquel aboutit une expérience nettement différente de la sienne, celle d'un homme d'affaires anglais, ayant

1. Le Monde de William Clissold (3 volumes).

réussi, affranchi, possédant une demi-culture scientifique et qui n'est pas particulièrement raffiné, distingué.

Le résultat n'est pas à proprement parler une œuvre d'art. Les idées, plutôt que le style, en forment le fond. Il s'agit là d'un ouvrage éducatif — de vulgarisation si vous voulez — tendant à communiquer au grand public des attitudes de l'esprit déjà familières à un public assez restreint.

Le livre est un assemblage disparate : on y trouve de tout. J'en retiendrai deux thèmes dominants et qui ont un caractère plus ou moins économique. En dehors de ceux-ci, il est surtout question des femmes et de quelques-uns de leurs rapports possibles entre elles, et avec des hommes du type Clissold dans le monde moderne. Tout ceci est traité avec beaucoup de candeur, de sympathie et d'observation, et nous laisse, intentionnellement du reste, un goût amer.

Le premier des thèmes auquel j'ai fait allusion, constitue un violent réquisitoire contre la réaction — un plaidoyer chaleureux en faveur de la nécessité d'un changement rapide, marque la folie de regarder en arrière, le danger de demeurer inadapté. Mr. Wells nous procure une curieuse sensation, presque semblable à celle que l'on trouvait dans certain de ses premiers romans, en nous faisant parcourir d'abord dans tous les sens de vastes espaces de temps, ce qui donne une impression de lenteur (inutile de se hâter dans l'éternité) puis en accélérant la machine du temps lorsqu'il atteint nos jours, si bien que nous voyageons alors à une allure folle et n'avons plus des millions d'années pour nous mouvoir. Les influences conservatrices jouent dans notre vie le rôle de Dinosaures menacés de disparition complète. Il fait ressortir le contraste en insistant sur l'impossibilité pour nos idées, nos conventions, nos préjugés, de suivre le rythme des changements matériels. Notre cadre se déplace beaucoup trop vite pour nous. Nous nous cognons sans cesse aux cloisons de notre comparti-

ment. A moins que nous ne nous pressions, nous serons emportés par le mouvement des voitures. Le Conservatisme n'est pas autre chose qu'un suicide. Maudits soient nos Dinosaures!

Voilà un des aspects du livre. Nous demeurons immobiles à nos risques et périls. Le temps vole. Mais il y a un autre aspect du même problème — et voilà où Clissold intervient. Quel ennui pour un homme moderne dont l'esprit, dans les affaires, se meut avec son temps, que de demeurer immobile lorsqu'il s'agit de sa façon de vivre et de ses habitudes! Quel ennui se dégage des fêtes et des cérémonies qui à Londres couronnent votre succès! Quel ennui que de se prêter à des simagrées sociales qui ont perdu toute signifiaction, et de se soumettre à des réjouissances conventionnelles, qui ne vous amusent plus! Le contraste est des plus vifs entre l'action débordante et créatrice d'un prince moderne des affaires et le manque d'atmosphère respirable qu'il ressent en dehors de ses heures de bureau. De plus, il y a de longues étapes sur la voie de la fortune, qui sont complètement dénuées d'intérêt et de rendement. Il y a un beau passage dans le premier volume qui traite de l'ennui profond et sans remède des hommes de la Cité. Le père Clissold, lanceur d'affaires et gros spéculateur verse dans la mégalomanie puis dans la fraude parce qu'il s'ennuie. Modelons donc et des deux mains la matière plastique de la vie sociale à l'image de notre temps.

Non seulement nous sommes d'une époque plus avancée, mais nous sommes nous-mêmes au sens propre du mot, plus âgés que nos ancêtres ne l'étaient, lorsque nous atteignons les années de notre maturité et de notre force. Mr. Wells souligne une des caractéristiques trop souvent négligées de la vie moderne; nous vivons plus longtemps qu'auparavant, et ce qui est plus significatif, nous conservons notre santé et notre vigueur dans un âge qui jusqu'à présent marquait la décadence, si bien que la moyenne des hommes peut aujourd'hui conserver

son activité pendant une durée de temps plus grande que la moyenne des hommes ne le pouvait autrefois, pareille durée demeurant l'apanage de quelques exceptions jusqu'à ces jours. Je puis même ajouter, à ce propos, fait que Mr. Wells oublie, je crois, de faire entrer en ligne de compte, et qui ne peut que renforcer ses observations pour les cinquante années à venir, que l'âge moyen d'une population sans cesse grandissante est bien inférieur à celui d'une population qui demeure stationnaire. Par exemple, dans les conditions de stabilité que nous pouvons espérer atteindre d'ici deux générations, nous arriverons à enregistrer assez rapidement, par rapport à la population totale, une augmentation de près de cent pour cent sur les chiffres actuels des personnes âgées (mettons de 65 ans et au-dessus) et une augmentation de cinquante pour cent des personnes d'un âge moyen (mettons de 45 ans et au-dessus). Au XIXe siècle, le pouvoir était dans les mains d'hommes qui n'avaient guère que 15 ans de plus que ceux qui le détenaient au XVIe siècle, et avant la fin du XXe siècle, la moyenne d'âge où l'on accèdera au pouvoir risque encore de s'élever de 15 ans à moins qu'on ne trouve d'autres moyens que des troubles physiques ou mentaux pour faire de la place par en haut. Clissold (qui a 60 ans, ne l'oublions pas), voit plus d'avantages que de désavantages à cet ordre de choses que moi. La plupart des hommes, au fur et à mesure qu'ils vieillissent, aiment de plus en plus l'argent et leur sécurité, et de moins en moins créer et construire, et ce virement apparaît bien avant que leur faculté de jugement se soit sensiblement altérée. La préférence de Mr. Wells va à un monde d'adultes, plutôt qu'à un monde de jeunes, absorbé par des préoccupations sexuelles; elle est peut-être défendable. Mais les avantages que comporterait un monde gouverné par des hommes déjà âgés et absorbés par des préoccupations purement monétaires me semblent minces. Il nous restera, dans l'hypothèse la plus favo-

rable, à trouver ce qu'on pourra bien faire des hommes retirés des affaires et encore en possession de toutes leurs facultés dont Mr. Wells nous parle, lorsqu'il trace le portrait lamentable des hivernants, habitués de la Riviera.

Ainsi nous vivons dans un âge ingrat aux transitions infiniment brusques, où la plupart d'entre nous, mais surtout ceux qui sont à l'avant-garde, se trouvent inadaptés, et par conséquent moins heureux que leurs prédécesseurs moins sophistiqués ou que leurs successeurs plus sophistiqués encore. Ce diagnostic, appliqué par Mr. Wells aux hommes absorbés par l'action et les affaires, rejoint celui de Mr. Edwin Muir formulé dans son fort intéressant volume de critiques intitulé *Transition*, à propos de ceux qui mènent une vie contemplative ou artistique. Nos plus grands écrivains, si l'on en croit Mr. Muir, ne se sentent pas à leur aise dans le monde actuel; ils ne peuvent rien soutenir, rien combattre avec foi, ce qui fait que leur œuvre est inférieure à leur talent si on la compare aux ouvrages nés dans des temps meilleurs, maigre, incomplète, dénuée, anémique, ainsi que leurs propres sensations par rapport à l'univers.

Bref, nous ne pouvons rester où nous sommes; nous sommes en route — en route vers quelque chose qui n'est pas mieux, qui n'est peut-être pas pire, mais qui constituera en tout cas un équilibre. Mais pourquoi n'irions-nous pas vers du meilleur? Pourquoi ne commencerions-nous pas à récolter les fruits spirituels de nos conquêtes matérielles? Et s'il doit en être ainsi, d'où viendra la force motrice qui doit nous conduire à ce changement enviable? Ceci nous amène au second thème de Mr. Wells.

Dans le premier volume de Clissold, Mr. Wells nous conte les désillusions que cause à son héros le Socialisme. Dans le troisième volume, il se demande s'il n'y a pas d'autre solution. D'où tirer les forces qui « changeront

les lois, les coutumes, les règles et les institutions du monde? » « Quelle classe, quels types d'individus doivent nous fournir des révolutionnaires? Comment les amener à collaborer? Quelles méthodes devront être les leurs? » Le mouvement socialiste est représenté comme une force de destruction puissante et dangereuse, menée par des hommes sentimentaux, par des intellectuels qui ont de bonnes intentions au lieu d'idées. Une révolution constructive ne peut être menée à bien par des gens de cette sorte. L'intelligence créatrice de l'humanité ne se trouve pas de ce côté, mais parmi les savants, et les grands hommes d'affaires modernes. A moins d'atteler cette forme d'esprit, des hommes de ce caractère et de ce tempérament à la tâche, nous n'aboutirons jamais — car c'est une tâche d'une immense complexité réelle et qui présente de grosses difficultés intellectuelles. Il faut donc que nous recrutions nos révolutionnaires parmi les droites et non les gauches. Il faut que nous parvenions à convaincre des hommes de la trempe de ceux qui, aujourd'hui, prennent plaisir à édifier de grandes entreprises commerciales, que de plus grandes besognes les attendent qui les amuseront encore davantage. Voilà le fameux complot que Clissold fomente au grand jour. Clissold est orienté à gauche — très, très à gauche; mais il cherche parmi la droite à rallier la puissance créatrice et la volonté constructive qui l'y conduira. Il se définit lui-même comme étant libéral de tempérament et de caractère. Mais le Libéralisme politique doit mourir « pour renaître avec des directives plus précises et une volonté plus nette ».

Clissold fait ici un reproche au Parti Socialiste que beaucoup ont formulé, dont plusieurs Socialistes. Pour pétrir à nouveau le monde, il faut le doigt créateur de Brahma. Mais actuellement Brahma sert la Science et les Affaires, et ne s'occupe ni de politique ni de gouvernement. Le grand danger que court le monde, pour reprendre les propres mots de Clissold, est « qu'avant

que Brahma puisse commencer son œuvre créatrice, Siva, en d'autres termes, la puissance destructive et fanatique du Socialisme prenant soudain conscience de ses privations et limites actuelles inutiles, ne lui rende la tâche impossible ». Nous éprouvons tous, je crois, cette inquiétude. Nous savons qu'il faut créer rapidement un milieu propice à l'action de Brahma avant qu'il ne soit trop tard. Jusqu'à un certain point donc, la plupart des hommes au tempérament actif et constructeur, à quelque fraction politique qu'ils appartiennent, sont prêts à se rallier à ce complot au grand jour.

Qu'est-ce alors qui les retient? C'est ici, je crois, que Clissold se perd et que quelque chose lui échappe. Pourquoi des hommes pratiques trouvent-ils plus amusant de faire de l'argent, que d'entrer dans le complot qu'il leur propose? Je suggère que ce doit être à peu près la même raison que celle qui fait qu'ils trouvent plus amusant de jouer un bridge le dimanche que d'aller à l'église. Il leur manque ce mobile que, s'ils l'avaient, l'on pourrait appeler la foi. Ils n'ont pas la foi, aucune foi, ces hommes qui pourraient devenir des conspirateurs au grand jour. C'est pourquoi, à moins qu'ils n'aient la chance d'être des savants ou des artistes, ils se rabattent sur ce grand mobile qui remplace tous les autres, cet *Ersatz* parfait, cette drogue pour tous ceux qui au fond ne cherchent rien : l'Argent. Clissold reproche aux partisans enthousiastes du Socialisme d'avoir « des sentiments à la place d'idées ». Mais il ne nie pas qu'ils aient des sentiments. Ce pauvre Mr. Cook n'a-t-il pas peut-être quelque chose qui manque à Clissold? Clissold et son frère Dickon, expert en publicité, s'agitent à travers le monde à la recherche de quelque chose sur quoi fixer leur abondante *libido*. Mais ils ne l'ont pas trouvé. Ils voudraient tant être des Apôtres. Mais ils ne le peuvent pas. Ils restent malgré tout des hommes d'affaires.

J'ai choisi deux thèmes dans un livre qui en comporte

des douzaines. Ils ne sont pas tous aussi bien traités. Connaissant les Universités beaucoup mieux que Mr. Wells, je déclare que la description qu'il en fait ne contient pas plus de vérité que ce que peut en retenir une caricature. Il sous-estime totalement leurs possibilités. Elles peuvent encore se transformer en des temples de Brahma que Siva respectera. Mais Clissold, pris dans son ensemble, constitue une belle réussite, un œuf substantiel d'une poule couverte de gloire, l'épanchement d'un esprit ingénieux, sincère et généreux.

Bien que nous parlions davantage que jamais d'art pur, nous ne sommes pas à une époque favorable à de purs artistes, pas plus qu'à la perfection classique. Nos écrivains les plus fertiles aujourd'hui sont pleins d'imperfections; ils s'exposent à des erreurs de jugement, ils ne cherchent pas à devenir immortels. C'est pour ces raisons peut-être que nous, leurs contemporains, ne sommes pas toujours justes envers eux et n'estimons pas toujours avec équité ce que nous leur devons. Quelle dette a tout être intelligent envers Bernard Shaw! Quelle dette aussi envers H. G. Wells, dont l'âme semble avoir suivi un développement parallèle à celui de son lecteur, si bien qu'à travers les étapes successives de nos vies, il nous a charmés, et qu'il a guidé notre imagination de l'enfance à l'âge mûr.

II

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR NOS PETITS-ENFANTS (1930).

I

Nous souffrons actuellement d'une mauvaise épidémie de pessimisme économique. Il est courant d'entendre dire que la période de grands progrès économiques qui caractérisa le XIXe siècle est close; que l'amélioration rapide de la vie va maintenant marquer un ralentissement — du moins en ce qui concerne la Grande-Bretagne; et que la prospérité va plutôt diminuer qu'augmenter dans la décade qui commence.

Je pense que c'est là une interprétation tout à fait erronée de ce qui nous arrive. Nous souffrons, non des rhumatismes propres à la vieillesse, mais de douleurs de croissance inhérentes à une poussée trop brusque, de ce qu'a de pénible la transition d'une période économique à une autre. L'augmentation du rendement technique s'est produite sur un rythme trop rapide pour que nous puissions y adapter l'emploi de la main-d'œuvre; l'amélioration des conditions matérielles de l'existence a été un peu trop précipitée; les systèmes bancaires et monétaires du monde ont empêché les intérêts de tomber aussi vite que l'exige un pur équilibre. Pourtant, même dans ces conditions, les dégâts et les pertes n'atteignent que 7 1/2 pour cent du revenu national; nous gaspillons 1 shilling et 6 pence par livre, et

il ne nous reste ainsi que 18 shillings 6 d., alors que nous pourrions avoir 1 livre si nous étions plus raisonnables; et cependant ces 18 shillings 6 d. représentent autant que la livre, il y a cinq ou six ans. Nous oublions qu'en 1929, la production brute de l'industrie de la Grande-Bretagne fut plus grande que jamais, et que l'excédent de notre balance commerciale, disponible pour de nouveaux placements à l'étranger, une fois nos importations payées, dépasse pour l'année dernière, celui de toutes les autres nations, et est de 50 % plus élevé que l'excédent des Etats-Unis. Ou encore — si l'on veut faire cette comparaison — supposons que nous réduisions nos salaires de moitié, que nous répudiions les 4/5 de notre dette d'Etat, et que nous transformions nos excédents de richesse en or improductif, au lieu de les prêter à 6 % ou davantage, nous ressemblerions à la France actuellement tant enviée. Mais serait-ce un avantage?

La dépression mondiale actuelle, l'anomalie monstrueuse que constitue le chômage dans un monde plein de besoins, les fautes désastreuses que nous avons commises, nous rendent incapables de voir ce qui se passe au-dessous de la surface et d'interpréter le sens véritable des événements. Mais je prédis que les deux conclusions pessimistes opposées et qui font tant de bruit dans le monde actuellement se verront démenties de notre vivant — la conclusion pessimiste des révolutionnaires qui estiment que tout va si mal que seul un bouleversement radical peut nous sauver, et la conclusion pessimiste des réactionnaires qui considèrent que l'équilibre de notre vie économique et sociale est si fragile que nous ne pouvons tenter aucune expérience.

Mon intention, dans cet article cependant, n'est pas de considérer le présent ou l'avenir immédiat, mais de me dégager des contingences trop actuelles et de m'envoler vers l'avenir. Quel niveau de vie économique pouvons-nous espérer atteindre dans 100 ans d'ici? Quelles sont les perspectives économiques pour nos petits-enfants?

Des temps les plus reculés que nous connaissions — mettons de 2.000 ans avant Jésus-Chrit — jusqu'au début du XVIIIe siècle, il n'y eut pas de grands changements dans les conditions d'existence de l'homme moyen vivant dans les centres civilisés de la terre. Des hauts et des bas bien entendu. Epidémies, famines, guerre. Entre temps, des années dorées. Mais pas de changement progressif violent. Certaines périodes sont peut-être de 50 % meilleures — au maximum de 100 % meilleures que d'autres au cours des quatre mille ans qui s'achèvent, mettons en 1700. Ce rythme lent du progrès, ou cette absence de progrès, provenait de deux raisons : l'absence singulière de toute invention technique importante, et l'incapacité d'accumuler des capitaux.

L'absence de toute invention technique importante, pour ainsi dire des temps préhistoriques jusqu'aux temps modernes, est véritablement singulière. Presque tout ce qui compte, et que le monde possédait au commencement des temps modernes, était déjà connu de l'homme à l'aube de son histoire. Le langage, le feu, les mêmes animaux domestiques qu'aujourd'hui; le blé, l'orge, la vigne et l'olivier, la charrue, la roue, la rame, la voile, le cuir, le lin et la toile, la brique et la poterie, l'or et l'argent, le cuivre, l'étain et le plomb — puis le fer qui s'ajouta à cette liste avant l'an 1.000 avant Jésus-Christ — la banque, la politique, les mathématiques, l'astronomie et la religion. On ne trouve pas de trace de la première apparition de ces choses.

A une époque donnée, avant l'aube de l'histoire, peut-être même dans un de ces intervalles paisibles situés avant le dernier âge de glace — il dut y avoir une vie de progrès et d'invention comparable à celle que nous vivons aujourd'hui. Mais à travers toutes les annales de l'histoire, on ne trouve rien de la sorte.

Les temps modernes ont débuté, je crois, avec la formation d'un capital qui se fit au XVIe siècle. Je crois — ceci pour des raisons dont je ne veux pas charger

cet exposé — que cette formation a pour origine une hausse des prix et les bénéfices consécutifs qui en résultèrent, lors de l'apparition de nouveaux trésors d'or et d'argent rapportés par l'Espagne du Nouveau Monde dans l'Ancien. De ce temps à nos jours, la puissance d'accumulation que constituent les intérêts composés et qui semblait en sommeil depuis des générations, ressuscita et retrouva ses forces. Et la puissance que représentent des intérêts composés sur un laps de temps de deux siècles, est telle qu'elle confond l'imagination.

Pour illustrer ce fait, qu'on me laisse donner quelques chiffres qui sont le résultat de calculs auxquels je me suis livré. Le montant des placements étrangers de la Grande-Bretagne aujourd'hui est estimé à environ £ 4.000.000.000. Ceux-ci nous rapportent un intérêt d'un taux d'environ 6 1/2 %. Nous en rapatrions la moitié, et les dépensons; l'autre moitié, soit 3 1/2 % demeure à l'étranger où ils s'accumulent et forment avec les autres capitaux des intérêts composés. Ceci se passe depuis environ 250 ans.

Car je fais remonter les premiers placements étrangers de la Grande-Bretagne au trésor que Drake vola à l'Espagne en 1580. Cette année-là, il revint en Angleterre, chargé des trophées prodigieux de la Toison d'Or. La reine Elisabeth était une des principales actionnaires du consortium qui finança l'expédition. Avec ses bénéfices, elle remboursa toute la dette étrangère de l'Angleterre, rétablit l'équilibre budgétaire, et se trouva encore en possession de £ 40.000. Elle plaça celles-ci dans la Compagnie du Levant qui fit des affaires florissantes. Avec les bénéfices de la Compagnie du Levant, on fonda la Compagnie des Indes Orientales, et ce sont les bénéfices de cette magnifique entreprise qui constituèrent la base des placements anglais à l'étranger. Or, il se trouve que £ 40.000 placées à 3 1/4 % d'intérêts composés, correspondent environ au volume des placements de l'Angleterre à l'étranger de nos jours et à des dates

différentes; elles équivaudraient aujourd'hui à une somme de £ 4.000.000.000, ce qui, je l'ai déjà indiqué, est le montant actuel du total de nos placements à l'étranger. Ainsi, chaque livre rapportée par Drake en 1580 est devenue aujourd'hui 100.000 livres. Telle est la puissance des intérêts composés.

C'est du XVI^e^ siècle, et le mouvement ne fera que s'accentuer à partir du XVIII^e^, que commence le grand âge de la science et des inventions techniques; il atteint son plein apogée au XIX^e^ siècle : charbon, vapeur, électricité, pétrole, acier, caoutchouc, coton, industries chimiques, machines automatiques, production en série, T. S. F., imprimerie, Newton, Darwin et Einstein sans compter mille autres découvertes et grands hommes, trop célèbres et trop connus pour qu'on les nomme, constituent le bilan de cet âge d'or.

Quels en sont les résultats? En dépit d'un accroissement considérable de la population du globe qu'il a fallu doter de maisons et de machines, le standard de vie en Europe et aux Etats-Unis a été amélioré, je crois, de 400 pour cent. L'accroissement du capital dépasse 100 fois celui d'aucun autre temps. Et dorénavant nous ne devons pas attendre d'accroissement important de la population.

Si le capital augmente, mettons de 2 % par an, le matériel qui constitue les capitaux du monde aura doublé en 20 ans, et sera 7 fois 1/2 plus important d'ici 100 ans. Réfléchissez à ce que cela représente en objets matériels : maisons, moyens de transports, etc.

Parallèlement, le perfectionnement technique de la fabrication et des transports marque un rythme accru au cours des dix dernières années qui n'a pas de précédent dans l'histoire. Aux Etats-Unis, dans les usines, la production par tête était de 40 % plus élevée en 1925 qu'en 1919. En Europe, nous avons encore un retard qui tient à des obstacles temporaires, mais on peut cependant se risquer sans crainte à affirmer que l'accroissement qui résulte des progrès de la technique se chiffre par

1 % d'intérêt composé par an. Il y a toutes les chances que la révolution technique, qui jusqu'à présent s'est surtout fait sentir dans l'industrie, s'en prenne bientôt à l'agriculture. Nous sommes peut-être à la veille de transformations et progrès aussi durables dans la production alimentaire, que ceux auxquels nous avons déjà assisté dans la production du sous-sol, des objets manufacturés et des moyens de transports. Dans très peu d'années — j'entends au cours de notre propre existence — il nous sera peut-être possible d'accomplir tous les actes que demandent l'agriculture, l'extraction des mines, et la fabrication des objets en ne fournissant que le quart des efforts auxquels nous sommes habitués.

Actuellement l'extrême rapidité avec laquelle se produisent tous ces bouleversements nous blesse et nous oblige à résoudre de difficiles problèmes. Les pays qui souffrent le plus modérément sont ceux qui ne sont pas à l'avant-garde du progrès. Nous sommes atteints d'un nouveau mal, dont certains lecteurs ne connaissent peut-être pas encore le nom — le chômage technologique. Il désigne le chômage causé par la découverte de procédés nouveaux qui économisent la main-d'œuvre alors que la découverte de nouveaux débouchés pour celle-ci s'avère un peu plus lente.

Mais il n'y a là qu'un état temporaire de réadaptation. Tout ceci signifie, en fin de compte, que l'humanité est en train de résoudre le problème économique. Je prédirais volontiers que le niveau de vie dans les pays qui évoluent sera d'ici 100 ans, de 4 à 8 fois aussi élevé qu'aujourd'hui. Cette hypothèse n'a rien d'invraisemblable en partant de nos connaissances actuelles. Mais l'on peut envisager un progrès beaucoup plus considérable encore.

II

Supposons pour un instant que d'ici 100 ans, nous soyons tous en moyenne 8 fois plus riches économiquement que nous ne le sommes aujourd'hui. Il n'y aurait là rien de surprenant.

Or il est vrai que les besoins des êtres humains peuvent paraître insatiables. Mais ils peuvent être rangés selon deux catégories : les besoins absolus, en ce sens que nous les éprouvons quelle que soit la situation de nos semblables; les besoins relatifs, en ce sens que nous ne les éprouvons que si leur satisfaction nous procure une sensation de supériorité vis-à-vis de nos semblables. Les besoins qui rentrent dans la seconde catégorie, qui satisfont notre désir de supériorité, peuvent bien en effet être insatiables, car plus le niveau s'élève, plus eux aussi grandissent. Mais cela n'est pas vrai pour les besoins absolus — et on atteindra peut-être bientôt le point (bien plus tôt peut-être que nous ne le supposons) où ces besoins seront si bien satisfaits que nous préfèrerons consacrer nos énergies à des buts autres que des buts économiques.

Et voici donc ma conclusion, que vous trouverez, je pense, de plus en plus stupéfiante, au fur et à mesure que vous y réfléchirez :

Ma conclusion est la suivante : en admettant qu'il n'y ait pas d'ici là de grande guerre ou un accroissement considérable de population, le problème économique peut être résolu, ou du moins en bonne voie de solution d'ici cent ans. Cela signifie que le problème économique n'est pas — si l'on considère l'avenir — le problème éternel de l'humanité.

Qu'y a-t-il là, vous demanderez-vous, de stupéfiant? Mais ceci que — si au lieu de considérer l'avenir, nous considérons le passé, nous nous apercevons que le problème économique, la lutte pour sa subsistance a toujours

été jusqu'à présent le problème le plus absorbant de la race humaine, non seulement de la race humaine, mais de toute l'espèce biologique, qu'il s'agisse des formes de vie les plus primitives.

Et la nature nous a expressément façonnés de telle sorte que nos impulsions et nos instincts les plus profonds, se trouvent tournés vers la solution des problèmes économiques. Le problème économique résolu, l'humanité sera dépourvue de son but traditionnel.

Sera-ce un avantage? Si l'on conserve un peu de foi dans les valeurs véritables de la vie, cette perspective du moins laisse entrevoir certains avantages. Pourtant je songe avec terreur au réajustement de ses habitudes et de ses instincts que devra effectuer l'homme moyen, alors qu'il faudra qu'il se débarrasse en quelques décades de ce qui lui fut inculqué au cours de générations multiples.

Pour employer une expression d'aujourd'hui, ne faut-il pas s'attendre à une dépression nerveuse collective? Nous en avons déjà un vague exemple dans les dépressions nerveuses que l'on rencontre assez fréquemment de nos jours en Angleterre et aux Etats-Unis, chez la classe des femmes aisées, malheureuses femmes pour la plupart, que leur richesse a lésées de leurs occupations et de leur tâche normale, qui ne trouvent pas assez amusant lorsque l'aiguillon des nécessités économiques ne les y oblige pas, de faire la cuisine, de nettoyer ou de raccommoder, et qui pourtant ne parviennent pas à trouver autre chose à faire de plus attrayant.

A ceux qui peinent pour gagner leur pain quotidien, les loisirs apparaissent comme une gourmandise ardemment désirée, — jusqu'au jour où ils peuvent à leur tour y goûter.

Connaissez-vous l'épitaphe classique que composa pour elle-même la vieille femme de ménage?

> Ne me plaignez, amis, ne me pleurez jamais
> Car je ne ferai rien durant l'éternité.

Telle était sa conception du ciel. Comme d'autres espèrent des loisirs, elle se réjouissait à la perspective du jour où elle n'aurait rien à faire qu'à écouter; car son poème comportait un second verset que voici :

Les cieux résonneront de psaumes, de musique,
Mais moi je ne prendrai jamais part aux cantiques.

Cependant ce ne sera que pour ceux qui prendront part aux cantiques que la vie sera tolérable — mais combien peu d'entre nous savent chanter!

Ainsi pour la première fois depuis ses origines, l'homme se trouvera face à face avec son véritable, son éternel problème — quel usage faire de sa liberté, comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés lui auront assurés, comment vivre sagement et agréablement, vivre bien?

Ce sont les hommes d'affaires, absorbés par leur tâche, actifs et aptes à faire de l'argent, qui nous entraîneront tous avec eux vers la terre promise de l'abondance économique. Mais ce seront les gens qui peuvent continuer à vivre, et à cultiver l'art de vivre pour lui-même jusqu'à ce qu'ils aient atteint une plus haute perfection, qui ne se vendent pas pour exister, qui seront à même de jouir de cette abondance lorsqu'elle sera atteinte.

Il n'y a pas de pays et pas de peuple à mon avis, qui puisse envisager un âge de loisirs et d'abondance sans appréhension. Car nous avons été trop longtemps habitués à peiner et à lutter, et non à jouir. C'est un problème effroyable pour un être quelconque, qui n'a pas de talent particulier, que de s'occuper, surtout lorsqu'il n'a plus de racines par lesquelles il communique avec la terre, de liens qui l'attachent aux coutumes et aux conventions chères à une société qui vit de traditions. A en juger par les occupations et l'attitude des classes riches aujourd'hui dans toutes les parties du monde, la perspective est fort déprimante. Car ce sont elles qui constituent, si j'ose dire, nos avant-gardes et qui dé-

couvrent pour nous la terre promise, et vont en éclaireurs y planter leurs tentes. La plupart ont échoué lamentablement, de ceux qui ayant des revenus suffisants pour être libérés de tout devoir, de toute tâche et de toute attache, se trouvaient devant ce problème à résoudre.

J'ai la conviction, qu'ayant acquis un peu plus d'expérience, nous ferons un usage tout différent des libéralités toutes neuves de la nature, que n'en font les riches d'aujourd'hui et nous tracerons un plan d'existence très différent du leur.

Pendant des années, le vieil Adam laissera en nous de telles empreintes que tout le monde aura besoin de travailler pour être satisfait. Nous ferons davantage nous-mêmes que ne font les riches d'aujourd'hui, trop heureux de conserver de légers devoirs, de nous conformer à de petites tâches et de vieilles routines. Mais en dehors de cela, nous nous efforcerons de mettre, dans nos tartines, plus de beurre que de pain — de partager le peu de travail qu'il restera à faire, entre autant de personnes qu'il est possible. Trois heures par jour, et une semaine de 15 heures, constituront une transition utile pour commencer. Car 3 heures de travail par jour suffiront encore amplement à satisfaire en nous le vieil Adam.

Il faut nous attendre aussi à des modifications d'un autre ordre : lorsqu'au point de vue social, l'accumulation des richesses ne jouera plus le même rôle, l'on verra se modifier sensiblement le code de la morale. Nous pourrons nous débarrasser de nombreux principes pseudo-moraux qui nous hantent depuis deux cents ans, et qui ont contribué à faire passer pour les plus hautes vertus certains des penchants humains les plus méprisables. Le mobile de l'argent sera estimé à sa juste valeur. On verra dans l'amour de l'argent — non pour les joies et les distractions qu'il vous procure mais pour lui-même — un penchant plutôt morbide, une de ces inclinations plus ou moins criminelles, plus ou moins pathologiques, que l'on remet, non sans un frisson, entre les

mains du psychiâtre. Nous serons alors libres de rejeter toutes sortes de coutumes sociales et d'habitudes économiques, telles que certaines distributions de richesses, de récompenses ou d'amendes, auxquelles nous demeurons attachés malgré leur caractère injuste et honteux, pour les services qu'elles rendent en encourageant la formation des capitaux.

Il existera toujours de nombreuses personnes dotées d'un vaste besoin d'agir utilement, qui demeureront à poursuivre aveuglément la richesse — si elles ne trouvent pas à se rabattre sur d'autre proie. Mais nous ne serons plus tenus du moins à les encourager et à les approuver. Nous pourrons alors examiner de plus près qu'aujourd'hui en quoi consiste réellement ce besoin d'agir utilement, et que nous possédons tous à des degrés différents. Ceux qui en font montre se préoccupent davantage des conséquences lointaines de leurs actions que de leurs avantages ou de leur répercussion immédiate pour leur entourage. Ils cherchent toujours à conférer à leurs actes une immortalité empruntée et illusoire en reportant l'intérêt de ceux-ci plus avant dans le temps. Ils n'aiment pas leur chat mais ses petits, pas tant ses petits que les petits de ceux-ci, ainsi de suite jusqu'à l'extinction de la race féline. Pour eux, la confiture importe peu si elle ne doit pas être faite le lendemain et jamais le jour même. Ainsi, en remettant toujours à plus tard, espèrent-ils conférer à la fabrication d'un pot de confiture l'immortalité.

Puis-je vous rappeler ici le Professeur de « Sylvie et Bruno » :

« C'est le tailleur, Monsieur, qui vient vous présenter votre petite facture, murmura une voix à travers la porte.

— Bon, bon, je puis vite régler *son* affaire, dit le professeur à ses enfants. Attendez-moi une petite minute. Quel est le montant de votre facture cette année, mon brave homme? » Le tailleur était entré pendant qu'il causait.

« Eh bien, ma foi, cela fait tant d'années que je la double, reprit le tailleur d'un ton plus bourru, que je voudrais bien toucher l'argent cette fois-ci. Ça fait 2.000 livres.

— Oh! peu de chose! observa nonchalamment le Professeur tandis qu'il mettait la main à son gilet, comme s'il avait toujours au moins *pareille* somme sur lui. Mais ne voulez-vous pas attendre encore juste un an et que cela fasse *4.000?* Réfléchissez combien vous seriez riche, grand Dieu! Si vous vouliez vous pourriez être *roi!*

— Je ne crois pas que je tienne beaucoup à être roi, dit l'homme pensif. Mais *i'm* semble que cela fait bien beaucoup d'argent. Ma foi, je crois bien que j'attendrai.

— Mais bien sûr, dit le Professeur. Je vois que *vous* êtes plein de bon sens. Au revoir, mon bonhomme!

— Est-ce qu'il vous faudra lui payer un jour ces 4.000 livres, demanda Sylvie, lorsque la porte se fut refermée sur le créancier.

— *Jamais*, ma fille, lui répondit formellement le Professeur. Il continuera à doubler sa facture jusqu'à sa mort. Vois-tu, cela vaut *toujours* la peine d'attendre un an de plus pour obtenir deux fois plus d'argent! »

Peut-être n'est-ce pas une simple coïncidence qui fait que la race qui a le plus contribué à ancrer l'idée d'immortalité au cœur des hommes, et à en introduire la promesse dans nos religions, soit aussi celle qui ait le mieux servi le principe des intérêts composés et demeure la plus attachée à l'institution humaine la plus efficace.

Je ne vois donc rien qui nous empêche de revenir un jour à certains des principes les plus sûrs et les plus solides de la religion, à ces vertus traditionnelles qui veulent que l'avarice soit un vice, la pratique de l'usure un délit, et l'amour de l'argent méprisable; et que ce soient ceux qui pensent le moins au lendemain, qui se trouvent être sur le sentier de la vertu et de la sagesse.

De nouveau, nous estimerons davantage la fin que les moyens et attacherons plus de prix à ce qui est bien qu'à ce qui est utile. Nous honorerons ceux qui seront capables de nous apprendre à cueillir chaque heure et chaque jour dans ce qu'ils ont de meilleur et avec le plus de vertu, les personnes adorables, qui savent jouir de toutes choses, des lys des champs qui ne peinent pas et ne peuvent non plus se filer. Mais prenez garde! le temps n'est pas encore venu; cent ans au moins encore il nous faudra prétendre vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis des autres que, comme disent les sorcières de Macbeth, ce qui est laid est beau, car ce qui est laid est utile et ce qui est beau ne l'est point. L'Avarice, et l'Usure, et la Méfiance sont des Dieux qu'il nous faut conserver encore un petit moment. Car eux seuls peuvent nous guider à travers le tunnel des nécessités économiques, vers la lumière.

Je m'attends donc, dans un temps assez rapproché, au plus grand changement qui ait jamais eu lieu, dans les conditions matérielles de vie d'une collectivité humaine. Mais bien entendu, tout ne se passera que progressivement et il n'y aura pas de catastrophe. En réalité, il y a déjà eu un commencement. Et l'on verra de plus en plus de gens, de plus en plus de noyaux à l'abri de toute préoccupation économique. Le point sensible aura été atteint le jour où cet état se sera tellement généralisé que se seront modifiés les devoirs que l'on a envers son voisin. Car il sera raisonnable de s'occuper encore de l'avenir économique des autres lorsqu'il ne sera plus raisonnable de s'occuper du sien.

L'allure à laquelle nous atteindrons la félicité économique dépend de quatre éléments : notre faculté de contrôler l'accroissement de la population, notre volonté d'éviter les guerres et guerres civiles, notre assentiment à confier à la science ce qui est proprement du domaine de la science, et le montant de l'épargne que représentera l'écart entre notre production et notre consommation;

ce dernier facteur n'offrira aucune difficulté, si les trois premiers sont respectés.

En attendant, rien ne nous empêche de nous préparer lentement à nos destinées, en nous cultivant et en nous instruisant dans l'art de bien vivre, tout en recherchant de nouveaux buts.

Mais surtout, n'attachons pas une importance excessive au problème économique, et ne sacrifions pas à des nécessités présumées des valeurs d'une signification plus profonde et plus durable. L'étude des problèmes économiques devrait être confiée à des spécialistes — de même que l'on confie les soins de la bouche aux dentistes. Si les économistes parvenaient à se cantonner dans le rôle d'hommes modestes et compétents sur le même plan que les dentistes, ce serait merveilleux!

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE 5

I. Le Traité de Paix 9
I. Paris (1919) 11
II. Capacité de Paiement de l'Allemagne en Matière de Réparations (1919) 15
III. Propositions en vue de la Reconstruction de l'Europe (1919) 25
IV. Changement de l'Etat de l'Opinion (1921) 47
V. Les dettes de guerre et les Etats-Unis 51
1. Annulation (1921) 51
2. La note Balfour (1923) 59
3. Annulation (1928) 62

II Inflation et Déflation 69
I. L'Inflation (1919) 71
II. Le Franc Français 73
1. Lettre ouverte au Ministre français des Finances (Janvier 1926) 73
2. La Stabilisation du Franc (1928) 80
III. Un programme d'outillage national (Mai 1929) 84
IV. La Grande Débâcle de 1930 98
V. Des Economies (1931) 109
1. Economies et Dépenses (Janvier 1931) 109
2. Le Rapport sur les Economies (Août 1931) 117
3. Le Projet de Loi portant sur les Economies (19 septembre 1931) 122
VI. Les conséquences pour les Banques de la Chute des Valeurs Monétaires (Août 1931) 127

III. Le Retour à l'Etalon d'Or 137
1. Auri Sacra Fames (1930) 139

Pages.
II. Les Discours des Présidents de Banque.............. 143
1. Février 1924.............................. 143
2. Février 1925.............................. 147
3. Février 1927.............................. 156
III. Les Conséquences Economiques de la Politique de Mr. Churchill (1925).............................. 162
1. L'erreur de Mr. Churchill.................... 162
2. Notre balance commerciale et la Banque d'Angleterre.............................. 169
3. Y a-t-il un remède?.......................... 177
IV. Un Palliatif.............................. 185
1. Propositions en vue de l'établissement d'un nouveau tarif douanier (7 mars 1931)...... 185
2. A la veille de l'abandon de l'étalon-or (10 septembre 1931).............................. 193
V. La Fin de l'Etalon-Or (23 septembre 1931).......... 200

IV. Considérations Politiques.......................... 207
I. Aperçu sur la Russie (1925)........................ 209
1. Qu'est-ce que le Communisme ? 211
2. Le Communisme peut-il se maintenir?....... 216
II. La Fin du « Laissez-faire » (1926)................. 223
III. Suis-je Radical? (1925)........................... 232
IV. Radicalisme et Socialisme (1926).................. 245

V. L'Avenir.............................. 251
I. Clissold (1927).............................. 253
II. Perspectives économiques pour nos petits-enfants (1930).............................. 266

RÉFÉRENCE

On trouvera ci-dessous le renvoi aux éditions originales anglaises de ces essais :

I. Le Traité de Paix.
I. The Economic Consequences of the Peace (November 1919).
II. The Economic Consequences of the Peace (November 1919).
III. The Economic Consequences of the Peace (November 1919).
IV. The Revision of the Treaty (December 1921).
V. The Revision of the Treaty (December 1921).

II. Inflation et Déflation.
I. The economic Consequences of the Peace (November 1919).
II. The Nation and Athenoeum (9 January 1926).
The Nation and Athenoeum (June 30, 1930).
III. Can Lloyd George do It?
Pamphlet publié en collaboration avec H. D. Henderson, mai 1929.
IV. The Nation and Athenoeum, December 1930.
V. The Listener, 14 January 1931.
Radio diffusé en janvier 1931.
2. The New Statesman and Nation, 15 August 1931.
3. The New Statesman and Nation, 19 September 1931.
VI. Non publié avant en Grande-Bretagne.

III. Le Retour à l'Etalon-Or.
I. A Treatise on Money (September 1930).
II. The Nation and Athenoeum, 23 February 1929.
2. The Nation and Athenoeum, 21 February 1925.
3. The Nation and Athenoeum, 12 February 1927.
III. The Economic Consequences of Mr. Churchill, 1925.
IV. 1. The New Statesman and Nation, 7 mars 1931.
2. The Evening Standard, 10 September 1931.
3. The Times, 29 September 1931.
V. The Sunday Express, 27 September 1931.

IV. Considérations Politiques.
I. A short view of Russia, 1925.
II. The End of « Laissez-faire », 1926.
III. The Nation and Athenoeum, 8 and 15 August 1925.
IV. The Nation and Athenoeum, 8 and 15 August.

V. L'Avenir.
The Nation and Athenoeum, 22 January 1927.
The Nation and Athenoeum, 11 et 18 October 1930.

Imprimé en France
TYP. FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL. — 1933.

153.0 128

ÉDITIONS DE LA NOUVELLE REVUE FRANÇAISE
(Extrait du Catalogue)

ALAIN

Mars ou la Guerre jugée
Éléments d'une Doctrine radicale
Les Idées et les Ages
Entretiens au bord de la Mer
Système des Beaux-Arts
Souvenirs concernant Jules Lagneau
Propos sur le Bonheur
Vingt leçons sur les Beaux-Arts

JULIEN BENDA

La Fin de l'Éternel
Mon premier Testament
Essai d'un Discours cohérent sur les Rapports de Dieu et du Monde
Histoire des Français dans leur volonté d'être une Nation
Discours à la Nation européenne

JEAN SCHLUMBERGER

L'Inquiète Paternité
Le Camarade infidèle
Saint-Saturnin
Le Lion devenu vieux
Les Yeux de dix-huit Ans
Un Homme heureux *(collection " in-octavo à la Gerbe")*

THÉATRE

Les Fils Louverné
La Mort de Sparte

TRAITÉS

Césaire
L'Enfant qui s'accuse
Dialogues avec le corps endormi

COMTE SFORZA

Les Bâtisseurs de l'Europe moderne
Dictateurs et Dictatures de l'après-guerre
Les Frères ennemis
(L'Europe d'après-guerre)

" LES DOCUMENTS BLEUS "

RAYMOND PHILIPPE

Le Drame financier
1924-1926

RAYMOND PATENOTRE

La Crise et le Drame monétaire
Préface de Joseph Caillaux

CARL STEUERMANN

La Crise mondiale
(Vers le Capitalisme d'État)
Traduit de l'allemand